CLAUDE SARRAUTE

jaunes

Chine justement – c'est en de que les moines tibétains ont allés chercher les caractres de leur écriture au sepème siècle, – tout effacer pour e histoire de globules blancs, uges ou jaunes, ça ne vous ppelle rien ?

Moi, si. Les théories nazies. ersonne, jamais, ni avant Hitler i depuis, n'avait osé justifier annexion pure et simple d'un ays en s'appuyant sur de prétendues similitudes raciales dont hacun sait qu'elles ne tiennent as debout. Le Führer, lui en a iré argument pour occuper Autriche et la Tchéco. A ce ompte-là, je me demande un eu ce qu'on attend pour retraerser le Channel sur les talons la Guillaume le Conquérant, vu u'entre les British et les Nornands, question gènes, ça doit tre à peu près kif-kif.

Que le marxisme-léninisme inisse par donner, au bout d'un emi-siècle d'obscurantisme, la ime à nazisme, personne ne 'en étonnera. Reste que dans le as précis, si tous les Tibétains ont chinois, tous les Chinois ont tibétains. Alors je vois vraiment pas pourquoi Deng ne éderait pas ses palais de la Cité nterdite, à deux pas de la place Tiananmen, au dalaï-lama.





SOMMAIRE :



DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 13982 – 4,50 F

MERCREDI 10 JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les nouvelles manifestations en Allemagne de l'Est et la visite en Lituanie du numéro un soviétique

L'Asie et la perestroïka

QUARANTE-CINQ ans après la fin de la seconde guerre mondiale, cinq ans après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, l'Asie demeure l'ultime bastion de la guerre froide. La signature d'un traité de paix entre Japonais et Soviétiques reste bloquée par un conflit territorial ; Coréens du Nord et du Sud continuent de se faire face, baïonnette au canon, de part et d'autre du 38e parallèle. La guerre se poursuit au Cambodge. Quant à la Chine, elle reprend des accents maoïstes pour dénoncer l'hérésie gorbatchévienne.

Cette Chine qui, hier encore, donnait des leçons de libéralisme au Kremlin, est redevenue le conservatoire d'un communisme sclérosé qui a pratiquement disparu d'Europe avec la mort de son vieil ami Ceausescu. La Chine, la Corée du Nord et le Vietnam forment, avec Cuba, le dernier carré des nostalgiques du régime policier hérité de Staline. L'obstination nouvelle des uns, ancienne des autres, bloque tout processus de désarmement et de détente dans la région. Plus grave, les gérontes de Pékin, de Hanoï ou de Pyongyang servent désormais de référence aux derniers conservateurs du bloc soviétique, tentés par la « méthode Tiananmen ».

TOKYO, au contraire, tout en se refusant à « succomber à l'offensive de paix » de M. Gorbatchev, découvre avec intérêt la nouvelle donne est-européenne. C'est l'un des principaux thèmes de la visite qu'effectue présentement sur le Vieux Continent le premier ministre nippon, M. Kaifu, attendu jeudi à Paris. Certes, en accordant une aide à Budapest et à Varsovie, le Japon montre que la dimension économique et commerciale de ce nouveau marché ouvert à la concurrence internationale ne lui a pas échappé et qu'il entend bien en tirer profit, suivant par là même l'exemple de la Corée du Sud.

Mais, cette fois, les dirigeants nippons semblent voir plus loin et vouloir profiter de cette nouvelle situation pour mieux affirmer leur place sur l'échiquier mondial. Le Japon veut sortir de l'image caricaturale dans laquelle il s'était longtemps enfermé, à la fois géant économique et nain politique, ainsi que de sa position de puissance régionale, afin de participer à part entière aux grandes décisions intéressant la communauté internationale. Pour cela, il ne peut se permettre d'être absent de la partie du monde la plus fertile en rebondissements, qui plus est à un moment où elle est tentée par les sirènes du capitalisme.

LA détente en Europe orientale aura-t-elle un effet de ricochet en Asie ? Combien de temps l'isolationnisme dogmatique pourra-t-il survivre en ces temps où un vent de liberté souffle à nouveau en Europe ? D'autant que les anciens « pays frères » et l'URSS n'ont plus guère les moyens de subventionner à fonds perdus des économies stagnantes ni d'armer des régimes déjà suréquipés et aux ambitions imprévisibles.

L'actuelle réunion du COMECON pourrait, par exemple, montrer à Hanoï que le temps est venu d'ouvrir ses fenêtres au changement. Pour la Chine et la Corée du Nord, en revanche, il faudra sans doute attendre la disparition des vieux dinosaures.

Lire nos informations page 6



M 0147 - 1100 - 4,50 F

3790147004500 01100

Les dirigeants communistes de RDA sont violemment critiqués

Les nouveaux dirigeants communistes est-allemands, notamment le premier ministre, M. Hans Modrow, et le président du parti, M. Gregor Gysi, ont été violemment critiqués, lundi soir 8 janvier, par des manifestants en RDA, particulièrement nombreux à Leipzig. Des slogans sur la réunification de l'Allemagne ont été entendus à la même occasion. D'autre part, faute d'un accord sur la liquidation de l'ancienne police politique, la STASI, la table ronde entre le PC et l'opposition a été suspendue pour une semaine.



Lire le reportage à Leipzig d'HENRI DE BRESSON page 3

M. Gorbatchev s'efforce d'enrayer le mouvement nationaliste balte

M. Mikhaïl Gorbatchev s'efforce d'enrayer le mouvement nationaliste dans les Républiques baltes. Le numéro un soviétique est attendu mercredi 10 janvier à Vilnius, capitale de la Lituanie. Il doit s'entretenir pendant trois jours avec les dirigeants communistes locaux qui, le mois dernier, s'étaient déclarés indépendants du PC de l'Union soviétique, décision qui avait été condamnée par le comité central du PCUS. Les revendications nationalistes sont aussi très vives dans les deux autres Etats baltes, l'Estonie et la Lettonie.

Chasser l'« occupant russe »

TALLIN

de notre envoyé spécial

La capitale de l'Estonie est sous la neige en cette fin d'année et la nuit tombe vers trois heures de l'après-midi. Malgré le froid – le mercure est largement au-dessous de – 15°, – des files d'attente s'allongent devant presque tous les magasins, à peine éclairés. Les passants se pressent pour discerner ce qu'il y a sur les rayons car, de l'extérieur, on ne voit strictement rien : les vitrines sont recouvertes de buée ou de glace. Mais dans cette ville d'environ cinq cent mille habitants, avec une bonne dose de patience, on trouve l'essentiel : pain, lait, beurre, fromage, farine, sucre et charcuterie. Il y a du savon, un article qui n'existe plus à Léningrad depuis plusieurs mois ! Côté habillement et biens de consommation courante, c'est aussi plutôt mieux qu'ailleurs et c'est même du luxe par rapport à d'autres Républiques.

Longtemps du reste, les Soviétiques n'hésitaient pas à faire des centaines de kilomètres en train et en voiture pour aller faire leurs courses dans les pays baltes d'où ils rapportaient vêtements, aspirateurs et même des médicaments ! Mais les autorités estoniennes, lettones et lituaniennes ont mis le holà à ce « pillage ». Pour acheter certains articles, on demande aujourd'hui au client de montrer son passeport. La solidarité socialiste a ses limites...

ALAIN DEBOVE

Lire la suite page 4

Les Brésiliens, virtuoses de l'inflation

La course contre la dépréciation monétaire — le cruzado perd 2 % chaque jour — oblige tout le monde à se passionner pour les marchés financiers

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

En France, la météo a ses spécialistes, qui tiennent la vedette dans les journaux télévisés. Au Brésil, ce sont des experts d'un autre genre qui apparaissent sur le petit écran, à l'heure du dîner : ceux de la météo financière. Ils parlent de *black*, d'*overnight*, de bons du Trésor, de cours de la Bourse, avec la certitude d'être compris. Le Brésilien n'a pas plus qu'un autre la bosse des affaires. Mais comme la monnaie se dévalorise de 2 % par jour, il doit tout faire pour l'empêcher de se volatiliser. Il s'intéresse donc au cours de l'or et du dollar, qui sont des valeurs-refuges, et sait que le *black*, c'est la cotation de la devise américaine au marché noir. Il suit attentivement le taux de l'*overnight*, qui est le rendement au jour le jour de l'argent dans les banques.

Plus qu'ailleurs, les banques sont le nerf du pays. Bien avant l'ouverture de leurs portes, à 10 heures, des queues s'allongent sur les trottoirs. Elles sont aussi « populaires » que les magasins d'alimentation dans les économies de pénurie. L'argent ne pouvant pas dormir, il faut, sans cesse, le faire travailler, et décider, chaque jour, de la part qu'on retire pour ses besoins et de celle qu'on investit. Les clients ordinaires font la queue devant les guichets. Les autres, de leur bureau, parlementent chaque matin au téléphone avec leur banquier. Même situation au niveau des entreprises. Elles ont leurs « analystes » chargés de gérer la trésorerie. Plus que jamais, *time is money*. « *Chaque heure compte, quand on a des liquidités* », dit un PDG.

Dans le commerce, autre gymnastique. Le client perd la tête devant la valse des étiquettes. Encore heureux quand les prix sont affichés. Souvent, il faut demander à l'intérieur ce qui n'est pas dit en vitrine. Le vendeur regarde alors le numéro de code de l'article choisi, et consulte un barème, qui change de plus en plus souvent. Il y a toujours deux prix. L'un, pour les paiements en espèces ou par chèque, et l'autre, gonflé de 40 ou 50 %, pour les paiements à crédit.

CHARLES VANHECKE

Lire la suite page 31 - section C

Quand passe le « Dakar »

Peu de contacts, peu de profit, peu de travail... Les Maliens n'attendent pas grand-chose du passage chez eux du rallye

TOMBOUCTOU

de notre envoyé spécial

« *Ils filent sous nos yeux comme des balles. On dirait qu'ils veulent se donner la mort ou la donner aux autres.* » Sous une tente de nomades, non loin de Tombouctou, c'est l'heure où la timbale de lait caillé passe de main en main, avant le verre de thé brûlant.

Allongés ou accroupis sur les nattes, une vingtaine de touaregs ont ajusté leur turban et conversent à mots couverts. La voix de Mohammed, l'alphabétiseur, s'imprime sur leurs conciliabules : « *On discute du rallye*, confie-t-il avec un sourire. Il évoque le « Paris », comme on parle, en France, du « Dakar ». A chacun son exotisme. « *Ce spectacle est enrichissant pour nos jeunes qui n'ont jamais vu de tels engins. La nuit, quand les camions allument leurs six phares, cela ressemble au jour.* » Après une pause et un nouveau sourire, il se ravise un peu : « *C'est une fête, mais une fête qui fait peur. Il faut la regarder de loin.* »

Un homme raconte l'histoire d'un crieur villageois qui, huit jours avant le passage de l'épreuve, avertissait à tue-tête la population des dangers à trop s'approcher. C'est lui que le convoi a écrasé. « *Une fête qui apporte la mort n'est plus une fête* » (1), lâche Nasser, le chef Targui. « *Nous aimons les compétitions, les courses de chevaux ou de chameaux. Mais le Paris-Dakar est un spectacle regrettable. Au début, tout le monde se précipitait. Après les accidents, on a appris à se méfier.* » Aux premiers bruits de moteur, les enfants sont tenus de rester à proximité des habitations. Les pâturages proches du circuit sont délaissés pour la journée. Inutile de perdre une bête ou un pasteur.

Les touaregs ont gardé le souvenir d'un motard hollandais accidenté près de leur campement, en 1985. « *Il souffrait d'une plaie ouverte au genou. Nous l'avons soigné à la nomade, avec une feuille de l'arbre à tanner et de l'eau très chaude. Il est reparti sur sa Yamaha 600. Il pense à nous envoyer tous les ans un cadeau.* » Depuis son incursion par le nord du Mali, en 1978, le Paris-Dakar n'est rien d'autre, pour les autochtones, qu'une péripétie sans grand intérêt.

ERIC FOTTORINO

(1) En 1988, sur le parcours sahelin, trois spectateurs avaient trouvé la mort. Depuis la création du rallye, en 1979, vingt-six concurrents ou spectateurs ont trouvé la mort sur le parcours.

Lire la suite et le reportage de SERGE BOLLOCH sur le rallye page 16 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

Ingérence

De la « doctrine Brejnev » à la pratique de Gorbatchev

par Joseph Rovan

LES tragiques événements de Roumanie ont fait naître dans différents lieux de l'opinion l'idée d'un droit, voire d'un devoir, d'intervention dans les affaires d'un Etat qui violerait d'une façon flagrante les droits de l'homme, comme ce fut le cas du régime communiste de Ceausescu. Combinant, car c'est la mode à Paris et à Washington, l'idée d'une responsabilité particulière des superpuissances dans leurs « blocs » respectifs, et la confiance dans les bonnes intentions libérales et démocratiques de Mikhaïl Gorbatchev, certains occidentaux en sont même venus à souhaiter publiquement une intervention de l'Union soviétique pour mettre fin aux massacres perpétrés par le dictateur contre son propre peuple. La « doctrine Brejnev » qui avait servi à justifier l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague en 1968 recevait ainsi, curieusement, une légitimation tardive au moment où elle était, en apparence, abandonnée par l'actuel maître du Kremlin.

Abandonnée en apparence seulement, car il faut être aveugle pour ne pas voir la série des interventions gorbatchéviennes qui, il est vrai, se font d'une manière très différente de celles pratiquées par ses prédécesseurs. Car comment qualifier la non-intervention des troupes soviétiques stationnées en Pologne, en RDA et en Tchécoslovaquie, sans parler de la Hongrie, sinon d'intervention à rebours, destinée à remplacer par des gorbatchéviens les proconsuls usés jadis nommés par Brejnev ? Comment qualifier le discours menaçant de Gorbatchev lors de la célébration du quarantième anniversaire de la RDA, dans lequel il était question de la punition que l'histoire réservait à ceux qui se mettaient en retard sur elle, menace suivie, peu de jours après les festivités, de la mise à l'écart d'Erich Honecker ?

Et comment ne pas voir que Gorbatchev n'a cessé d'intervenir effectivement et efficacement en Roumanie, en laissant des Roumains combattre le tyran, sans que, là encore, des troupes soviétiques y soient mêlées, jusqu'à ce qu'un certain Iliescu, « condisciple » de Gorbatchev, puisse sortir miraculeusement d'un long exil intérieur, aussi miraculeusement que cet autre « condisciple » de Gorbatchev, Valtr Komarek, devenu, lors du dernier changement de gouvernement à Prague, premier vice-président du conseil des ministres ?

Iliescu s'est trouvé prêt « par hasard » à remplacer Ceausescu, visiblement fou mais depuis longtemps, sur un autre plan, entré en dissidence par rapport à la direction moscoutaire. Le Conducator n'avait-il pas maintenu des relations officielles avec Israël, alors que tous les pays du bloc communiste suivaient l'URSS sur la voie de la rupture ? N'avait-il pas refusé de participer à l'expédition contre le « printemps de Prague »? A présent, la Roumanie va sans doute, après ce long interlude, rentrer dans ce qui est actuellement le droit commun de l'Europe orientale gorbatchévienne.

Et comment ne pas voir la main du maître derrière les magouilles et les manigances qui ont précédé la présentation de l'extraordinaire document, visiblement « arrangé », sur le prétendu « procès » de Ceausescu, comment ne pas y voir à l'œuvre une volonté, à la fois très sûre d'elle-même et très pressée d'éliminer le plus vite possible un témoin extrêmement gênant de quarante ans d'histoire du monde communiste ?

Dans les trois cas cités, Gorbatchev n'intervient, à sa manière, qu'une fois que s'est déclenché un formidable mouvement populaire de mécontentement, un formidable soulèvement de masse contre le pouvoir communiste local. Gorbatchev entre en action pour limiter les dégâts, avec cet art de transformer en force ses faiblesses qui est le sien. De cette manière, tout en conservant au communisme les chances d'un avenir, il parvient à gagner les applaudissements d'une grande partie des dirigeants occidentaux.

Imagination courte

Car nous avons l'imagination aussi courte que la mémoire. Comment, s'il n'en était pas ainsi, aurait-on pu écrire récemment à Paris que rien, depuis les crimes hitlériens, depuis la barbarie hitlérienne n'avait égalé en horreur le « génocide » de Timisoara ? N'avons-nous donc jamais entendu parler des milliers de morts laissés dans les rues de Budapest par les chars soviétiques en 1956 ? Non seulement M. Gorbatchev est parvenu à se faire prier par les Occidentaux, Etats-Unis en tête, de bien vouloir intervenir en Roumanie parce que c'est là « sa » partie du monde, son « aire » (vive Yalta !), mais il efface du même coup tous les souvenirs des crimes et des « procès » qui ont si longtemps servi à préparer et à maintenir le pouvoir communiste – depuis les procès de Moscou des années 30, jusqu'au procès Rajk à Budapest ou le procès Koztov à Sofia (sans parler de tous les « procès » de « contre-révolutionnaires » du type Mihajlovic à Belgrade) ?

Ce sont pourtant ces souvenirs-là qui éclairent ce qui s'est passé le 25 décembre dans une caserne au nord de Bucarest !

Aide légitime ou crime ?

Il est vrai que, si Washington a paru envisager avec faveur une intervention soviétique en Roumanie, c'est qu'il était lui-même engagé dans l'intervention au Panama, et qu'il comptait bien – et il avait raison de le faire – sur la « compréhension » gorbatchévienne. Le choix des mots n'est jamais indifférent. « Ingérence » signifie que l'on intervient dans les affaires d'autrui parce que l'on est en quelque sorte partie prenante à ces affaires, parce qu'il existe entre nous et cet autrui une sorte d'identité de nature et non seulement d'intérêt. L'intervention, par contre, est un acte venant d'un pouvoir extérieur et qui demeure extérieur et étranger même si ses intérêts ou sa volonté lui commandent d'intervenir. Brejnev avait en fait réclamé le droit d'ingérence pour maintenir le caractère socialiste d'un pays une fois que celui-ci avait choisi (ou avait été contraint de choisir) de faire partie du « camp socialiste ».

Pour un démocrate, l'aide apportée à des démocrates est légitime, et le soutien d'une insurrection fasciste par d'autres fascistes un crime. S'ingérer dans les affaires d'un autre Etat démocratique pour le défendre contre une attaque venant de forces extérieures ou intérieures antidémocratiques qu'il ne parvient pas à repousser, ou soutenir des démocrates qui veulent renverser un régime dictatorial, quoi de plus légitime pour un gouvernement démocratique ? Encore faut-il que le rapport des forces rende une telle ingérence réaliste. De toute façon, ces distinctions sont de nature politique ou éthique et sans valeur juridique, car il existe toujours des Etats qui rejettent aussi bien la démocratie que les droits de l'homme tels que nous, les Occidentaux, les avons définis. Il existe aussi de nombreux Etats qui mettent sous ces vocables des contenus contraires à ceux que nous y mettons. Dans le monde tel qu'il est, ce n'est pas la même chose que d'intervenir pour renverser Dubcek ou pour renverser Noriega.

Le droit d'ingérence ne fait pas partie de l'ordre juridique international actuel, et il ne saurait en faire partie sans un ordre constitutionnel mondial, s'imposant à tous les Etats, fondé sur les droits de l'homme et garanti par une cour appliquant les principes de ces droits, une juridiction qui émettrait des sentences exécutoires. Il est évident que nous n'en sommes pas là.

Dans l'état actuel du monde, le droit d'ingérence ne peut donc jouer qu'à l'intérieur des « blocs » de toute nature, qui réunissent plusieurs Etats, et pour leur consolidation, et de ce fait seulement comme un droit d'ingérence du plus fort dans les affaires des plus faibles. C'est le droit d'ingérence du Congrès de Vienne par lequel Metternich, au prix d'une bonne dizaine d'expéditions militaires, a pu maintenir, tant bien que mal, entre 1815 et 1848, une espèce d'ordre moral, sans cesse menacé par les subversions nationalistes et démocratiques.

C'est, dans un autre contexte, le système de la doctrine Monroe par laquelle les Etats-Unis interdisaient aux Etats européens d'intervenir en Amérique latine alors qu'eux-mêmes se réservaient le droit de s'ingérer dans les affaires des autres pays du Continent occidental. Et si, de nos jours, l'on a pu approuver le président Reagan d'avoir empêché Grenade de tomber sous une dictature communiste, les troupes américaines qui débarquaient dans l'île n'étaient pas porteuses d'un mandat international, elles n'exécutaient la sentence d'aucune cour suprême. Celle de La Haye existe, certes, mais elle ne peut instruire une affaire que si celle-ci lui est soumise par les Etats intéressés, et elle n'a pas compétence pour sanctionner la violation des droits de l'homme ou les crimes commis contre la démocratie et l'Etat de droit dans la vie intérieure des Etats.

Tout différente serait la situation d'une Europe qui, franchissant l'état associatif qui est actuellement le sien, se constituerait en un véritable Etat fédéral. Le droit d'ingérence et le droit d'intervention deviendraient alors un élément de l'ordre constitutionnel interne de la Fédération, que les organes du maintien de l'ordre seraient chargés de protéger ou de rétablir sous le contrôle de la loi et de la justice.

C'est là, bien entendu, la seule garantie réellement efficace contre le renversement par la force ou la menace de l'ordre démocratique, de l'Etat de droit, et du règne des droits de l'homme dans un des Etats membres. Les textes constitutifs de notre Communauté européenne ont soumis l'entrée d'un Etat dans cette Communauté au respect du droit et de la liberté. C'est au nom de ces principes que l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce a été subordonnée à l'établissement dans ces pays d'institutions démocratiques et à la reconnaissance des droits de l'homme, qui se matérialise par l'adhésion à la convention européenne et à la reconnaissance de la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme. Cependant, comme la Communauté n'est pas encore un Etat fédéral, des règles ne peuvent s'appliquer qu'à l'admission de nouveaux membres, négociée par les Etats, encore souverains en la matière, et soumise à la règle de l'unanimité.

Si demain un Etat membre s'écartait du respect de ces principes, et refusait d'exécuter les sentences de la Cour des droits de l'homme, nous ne disposerions encore d'aucune possibilité de contrainte à son égard, sinon de la suspension de ses droits de membre de la Communauté qui pourrait être décidée (mais elle aussi à l'unanimité) par les autres Etats membres.

Pas de droit sans loi

Cette question n'est pas de pure théorie. Aucun pays n'est aujourd'hui à l'abri de convulsions radicales (qu'on imagine par exemple l'état de l'opinion publique en cas d'attentats terroristes massifs et fréquents), et si un jour les pays de l'Europe orientale venaient rejoindre notre communauté devenue Union – ce que nous devons tous souhaiter – elle pourrait prendre rapidement de l'actualité dans des sociétés encore ébranlées par des décennies de terrorisme d'Etat. Un tel ordre impliquerait bien sûr l'existence d'une armée européenne commune et d'une police commune. Une telle perspective ne choquera pas les partisans convaincus d'une Europe fédérale, dont nous sommes, mais il est difficile d'imaginer qu'elle pourrait devenir rapidement une réalité, bien qu'il nous appartienne d'y travailler de toutes nos forces. En attendant, il vaut peut-être mieux ne pas parler d'un droit d'ingérence ou d'intervention, car un droit sans loi qui le fonde, ni institutions judiciaires pour l'appliquer, ni forces de l'ordre pour faire respecter les décisions de justice, un tel « droit » n'est pas un vrai droit. L'Europe a besoin d'un ordre constitutionnel commun pour établir tout cela. Le monde aussi, bien sûr, mais commençons par ce qui est à notre portée.

► Joseph Rovan est professeur émérite à la Sorbonne. Il avait notamment publié, dans *le Monde* du 4 octobre 1988, un article sur le régime de Ceausescu intitulé : « Un Khmer rouge à Bucarest ».

TRAIT LIBRE



« On dirait les restes d'une créature géante qui n'a pas pu s'adapter à un environnement changeant. »

Un devoir d'Etat

par Nicolas Valticos

DANS les derniers jours de l'année 1989, on a beaucoup parlé, à propos des événements de Roumanie, de droits de l'homme et d'ingérence ou de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Les droits de l'homme avaient été à l'honneur en 1988, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme ils l'ont été en 1989, à l'occasion du deux centième anniversaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Les manifestations qui ont eu lieu à ces occasions ont certainement contribué à une plus large prise de conscience du problème. Mais les seules incantations n'ont guère, à notre époque, d'effet immédiat. Il faut bien davantage. Et même les nombreux traités internationaux adoptés en la matière ne sont pas ratifiés – et encore moins pleinement appliqués – par les Etats principalement concernés.

On n'a pas manqué, à propos de la Roumanie, comme on l'avait fait il y a quelque temps à propos d'autres pays, d'invoquer la difficulté réelle qu'il y aurait à « s'ingérer » dans les affaires des Etats. Certains ont conclu en l'excluant, d'autres en faisant des appels du pied à des Etats volontaires, quelques-uns en parlant d'« intervention d'urgence ».

Le mol oreiller du « réalisme »

La question n'était certes pas facile mais il faut de toute manière en finir, à cette occasion, avec le mythe de la « non-ingérence ». Lorsqu'il s'agit du désir authentique et de la nécessité réelle de protéger les droits de l'homme gravement atteints, on ne saurait s'abriter derrière un prétendu principe. Ecarter une telle objection n'est pas seulement un impératif d'ordre moral et politique (au sens large du terme), cela correspond aussi à l'état actuel du droit international.

A cet égard, l'Institut de droit international, association scientifique indépendante qui groupe plus de cent internationalistes parmi les plus réputés de toutes les régions du monde, a adopté – sans opposition – en septembre 1989 une résolution sur *« la protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats »* dans laquelle il est notamment affirmé :

« Article premier. – *Les droits de l'homme sont l'expression directe de la dignité de la personne humaine. L'obligation pour les Etats d'en assurer le respect découle de la reconnaissance même de cette dignité que proclament déjà la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.*

» *Cette obligation internationale est, selon une formule utilisée par la Cour internationale de justice, une obligation* erga omnes ; *elle incombe à tout Etat vis-à-vis de la communauté internationale dans son ensemble, et tout Etat a un intérêt juridique à la protection des droits de l'homme. Cette obligation implique au surplus un devoir de solidarité entre tous les Etats en vue d'assurer le plus rapidement possible une protection universelle et efficace des droits de l'homme.*

» Article 2. – *Un Etat en violation de l'obligation énoncée à l'article premier ne peut se soustraire à sa responsabilité internationale en prétendant que ce domaine relève essentiellement de sa compétence nationale.*

» *Sans préjudice des fonctions et pouvoirs que la Charte attribue aux organes des Nations unies en cas de violation des obligations assumées par les membres de l'Organisation, les Etats, agissant individuellement ou collectivement, sont en droit d'adopter, à l'égard de tout autre Etat ayant enfreint l'obligation énoncée à l'article premier, des mesures diplomatiques, économiques et autres, admises par le droit international et ne comportant pas l'emploi de la force armée en violation de la Charte des Nations unies. Ces mesures ne peuvent pas être considérées comme une intervention illicite dans les affaires intérieures de l'Etat.*

» *Les violations de nature à justifier le recours aux mesures visées ci-dessus doivent s'apprécier en tenant compte de la gravité des violations dénoncées ainsi que de toutes les circonstances pertinentes. Des mesures propres à assurer la protection collective des droits de l'homme sont tout spécialement justifiées lorsqu'elles répondent à des violations particulièrement graves de ces droits, notamment des violations massives ou systématiques, ainsi qu'à celles portant atteinte aux droits auxquels il ne peut être dérogé en aucune circonstance.* »

Il ne saurait donc, dans des cas aussi flagrants, continuer à être question de « non-ingérence ». On a même parlé, non sans raison, de « devoir d'ingérence » (voir *le Devoir d'ingérence* de Mario Bettati et Bernard Kouchner, Paris, Denoël, 1987).

Que l'on cesse donc de répéter les formules traditionnelles qui offrent naturellement l'avantage de laisser les Etats se reposer sur le mol oreiller du « réalisme » politique et des souverainetés prétendument absolues. Il existe, tant bien que mal, une communauté mondiale et des organisations européennes qui ne devraient plus tolérer les violations caractérisées des droits de l'homme ni se limiter à des réprobations platoniques (pardon, Platon !), quand ce n'est pas à un silence gêné. Elles devraient prendre ou laisser ses Etats membres prendre des mesures efficaces, admises par le droit international, en vue de mettre fin à de telles violations. Certes, cela posera des problèmes difficiles, mais la difficulté n'est pas une raison pour ne rien faire.

Dans le cas concret, le peuple roumain a, à ce qu'il semble, résolu lui-même le problème. Mais qu'aurait écrit l'Histoire au sujet de l'Europe et du monde de 1989 de ceux qui, après deux années de célébration des droits de l'homme, auraient laissé la tyrannie continuer à faire « régner l'ordre » dans le sang à Bucarest comme, en d'autres temps, ils l'ont laissé faire à Varsovie ?

► Nicolas Valticos est secrétaire général de l'Institut de droit international.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985).

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F : Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ROUMANIE : devant un tribunal militaire

Les procès d'agents de la Securitate ont commencé à Sibiu

Le premier des tribunaux militaires d'exception, dont la création a été annoncée à Bucarest (*le Monde* du 9 janvier) a siégé à Sibiu et prononcé sa première condamnation. Parallèlement, la répartition de l'aide humanitaire, considérable, parvenue dans le pays, s'organise et se rationalise peu à peu.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« Beaucoup avaient déjà revêtu des habits civils et ils nous avaient laissés tout seuls, comme des rats, monsieur le juge ! » Rien à faire. Pour sa première séance publique, le tribunal militaire d'exception, qui siégeait lundi 8 janvier à Sibiu, n'a pas retenu les circonstances atténuantes. Reconnu coupable de tentative de meurtre sur la personne d'un jeune officier de l'armée qu'il a blessé à la jambe avec son pistolet de service, Ion Bunda, cinquante ans, ex-major de la milice locale, a été condamné à vingt ans de prison et 600 lei d'amende (environ 350 F).

Moustache épaisse, œil torve et visage flasque encadré par deux rouflaquettes trop longues, l'ancien officier de *« police »* – ainsi nomme-t-on désormais les hommes de la milice reconvertis – a bien tenté d'amadouer le tribunal militaire avec quelques larmes mais, peu servi par un physique de tyranneau de village, il a échoué. Plusieurs témoins sont venus à la barre affirmer que c'était bien lui, qu'ils l'avaient vu de leurs yeux tirer sur un groupe de soldats. Ion Bunda a encore essayé d'expliquer que son arme était partie toute seule : *« Je n'ai jamais voulu faire ça !*, s'est-il exclamé, *Je n'ai jamais voulu tuer personne. On me traite comme un criminel et je n'en suis pas un. »* Le procureur militaire le coupe : *« Tu es sorti des bâtiments de la milice l'arme au poing ! Tu voulais donc tuer ! C'est une tentative de meurtre avec préméditation. »* Finalement, l'avocat de la défense, le seul du tribunal en civil, a pris la parole : *« On peut juger mon client pour tentative de meurtre. Je ne dis pas qu'il n'aurait pas pu tuer, mais je demande qu'on ne retienne pas la préméditation. La punition doit refléter la réalité des faits qui lui sont reprochés. »* Fin de la plaidoirie.

Aucun témoin à décharge

A en juger par la version présentée lundi soir à la « télévision roumaine libre », aucun témoin à décharge n'a été cité à comparaître, aucune reconstitution du crime n'a été opérée et le fait que les événements en cause ont eu lieu le 22 décembre, le jour de la grande confusion nationale qui a précédé le départ du dictateur, semble plutôt avoir joué un rôle aggravant pour le sort de l'inculpé. Qu'il se soit laissé désarmer sans violence après son geste, alors qu'il restait onze balles dans son pistolet, et qu'il semblait pétrifié par son geste semble, en revanche, avoir été retenu par ses juges. *« Le jugement est équitable et reflète la volonté du peuple »*, a expliqué à sa sortie du tribunal un vieil avocat en retraite admis sur les bancs du public.

« On a été trop gentil avec lui », ronchonnait un autre, camionneur de son état.

Les procès de ce genre vont se poursuivre. D'après les journaux de Budapest, l'opinion publique les réclame et elle souhaiterait aussi y voir déférer non pas des lampistes, mais quelques têtes connues. *« On prépare activement le procès de Nicu Ceausescu et d'autres »*, précise-t-on au ministère de la justice.

Pendant ce temps, l'image de l'armée nationale, grâce à la télévision, monte au pinacle. Les jeunes *« soldats du peuple »* et leurs officiers, tous leurs officiers, sont présentés à longueur de journée comme de valeureux héros. Ils sont partout. Devant les ministères, certes, mais aussi sur les routes, dans les aéroports et ce sont eux qui veillent sur les stocks immenses de vêtements, de produits alimentaires et pharmaceutiques qui arrivent encore de l'étranger.

La ruche de l'hôtel Intercontinental de Bucarest, déserté ces derniers jours par un grand nombre de journalistes, est désormais prise d'assaut par des groupes de gens bien intentionnés, artistes, écrivains, disc-jockeys, des Français surtout, qui débarquent plusieurs semaines après la bataille, avec de l'aide d'urgence dont on voit mal que faire. *« Si cela continue*, ironisait une jeune femme médecin de la ville, *nous allons devenir le premier exportateur mondial de produit pharmaceutiques »*. La dernière idée à la mode, dans le hall du grand palace, était d'aller livrer en personne des médicaments en Moldavie. Là où pas un coup de feu n'a été tiré...

Relents staliniens

Stockée, pour l'essentiel, au parc des expositions de la capitale, l'aide internationale suscite évidemment les convoitises d'une population pour l'essentiel déshéritée. La télévision, qui a encore parfois des relents staliniens gênants, a présenté, lundi soir, la *« confession »* de deux pauvres bougres quinquagénaires pris la main dans le sac. L'un d'eux était précisément chargé de la garde d'un dépôt. *« Des gens se présentaient comme médecins, infirmiers ou membres du Front*, a-t-il raconté. *Et tout le monde se servait. Je me suis dit, si c'est pour le peuple, c'est aussi pour moi. »*

La répartition des produits semble désormais en voie d'amélioration. Les dispensaires, les hospices de vieillards, les crèches et les écoles primaires sont servis en premiers. Les produits alimentaires et les vêtements chauds qui restent sont affectés par la police économique et emballés par l'armée, puis expédiés dans les magasins et vendus. Le produit est versé sur un fonds spécial d'aide aux victimes de la révolution. Les choses, après le cafouillage bien naturel des premiers jours, semblent donc aller un peu mieux de ce côté.

Certes, affirme le général Bitlan, chef de la police de Bucarest, *« beaucoup d'éléments n'ont pas encore compris les impératifs de la révolution »*. En clair, *« il y a encore des actes antisociaux, des petits vols surtout »*. Mais ce qui préoccupe d'abord le grand général sous son épaisse chevelure grisonnante et bouclée, *« ce sont les gens qui ont récupéré des armes pendant les événements et qui ne sont toujours pas venus les rendre »*.

Passeports

Pour autant et malgré les apparences un peu forcées, c'est moins la sécurité nationale qui pose problème au gouvernement du Front que l'économie. Poursuivant son œuvre de libéralisation générale, le Conseil du Front de salut national (CFSN) a, par exemple, annoncé, lundi soir, un nouveau décret qui fait désormais de l'obtention d'un passeport un droit et non plus un privilège, ce qu'il était de facto sous la dictature. D'ici trois mois tous les citoyens qui en font la demande aujourd'hui se retrouveront titulaires du précieux document et pourront se rendre librement à l'étranger.

« Nous étudions en ce moment même les modalités financières de sortie à l'étranger », a précisé un porte-parole. La question de savoir quel sera le montant de devises autorisées pour chaque voyageur est donc renvoyée à plus tard. Renvoyées à plus tard aussi les éventuelles diminutions d'horaires, sans réduction de salaire, réclamées par les mineurs roumains.

Ancien mineur de fond lui-même, le nouveau ministre de l'industrie a déclaré qu'il allait essayer de garantir, à l'avenir, *« au moins deux jours consécutifs de repos par semaine à ceux qui descendent au fond »*, révélant au passage que, dans certaines mines, le travail n'avait toujours pas repris lundi 8 janvier. Le responsable a également promis aux travailleurs concernés que les heures d'embauche, les dimanches et les jours de fête, seront désormais payées double. Invitant les mineurs à mettre de côté leurs rancunes personnelles contre les cadres – *« Je suis bien placé pour savoir que c'est la dictature qui vous obligeait à travailler toujours plus pour respecter le soi-disant plan »* – il a dénoncé le *« système diabolique »* qui globalisait la production et les salaires et il a promis l'introduction dans ce secteur d'un certain degré de méritocraytie.

PATRICE CLAUDE

Le Front de salut national veut convoquer tous les nouveaux partis à une table ronde

Le Front de salut national envisage de convoquer une table ronde avec les nouveaux partis politiques de Roumanie pour préparer les élections libres, toujours prévues pour le mois d'avril. Selon le porte-parole du Front, M. Aurel Munteanu, toutes les formations auront librement accès à la radio et à la télévision, et la tâche de la table ronde sera de définir le mode d'élection – au suffrage direct ou à la proportionnelle – des futurs députés. Le Front soutiendra des listes de candidats dans différents partis mais ne briguera pas en tant que tel les suffrages des électeurs, a indiqué M. Munteanu, qui a toutefois précisé qu'il ne s'agissait pour le moment que d'*« intentions »*.

L'une des dissidentes les plus connues de l'époque Ceausescu, Mme Doïna Cornea, a exprimé l'opinion que la révolution roumaine *« risque d'être contrôlée par d'anciens communistes »* et que l'heure est venue pour la population de manifester pour assurer *« la continuation du changement »*. Dans une interview accordée lundi 8janvier à Cluj, cet ancien professeur de français affirme que des dirigeants de la Securitate circulent toujours dans les rues de sa ville – *« ils sont pratiquement libres »* – et que des ouvriers avaient reçu des menaces indirectes leur demandant de *« rester tranquilles et de ne pas fomenter des troubles »*, ajoutant : *« Personne ne sait d'où viennent ces menaces mais elles commencent à terroriser les gens. »*

Par ailleurs, M. Silviu Brucan, membre du bureau exécutif du Conseil du Front de salut national, a déclaré, lundi 8 janvier, que dix mille personnes au maximum auraient été tuées au cours de la révolution roumaine. Le chiffre de 60 000 victimes qui avait été avancé correspondait, a-t-il précisé, à l'ensemble des exécutions opérées durant les vingt-cinq ans de pouvoir de Ceausescu. – *(Reuter, AFP.)*

□ **Création à Genève d'une association pour la protection du patrimoine culturel roumain.** – Face à l'ampleur des destructions systématiques de son identité culturelle qu'a connues le peuple roumain au cours des dernières décennies, une association pour la sauvegarde du patrimoine artistique et culturel roumain a été créée le 8 janvier à Genève. Ses animateurs sont d'ores et déjà en contact avec les autorités culturelles de Bucarest afin de déterminer en commun les besoins les plus urgents en ce domaine. Cette association, qui tient à marquer son caractère apolitique, s'est assuré des collaborations sur le plan international afin de réunir les moyens financiers et techniques nécessaires à son œuvre de conservation et de reconstruction. Elle est placée sous le haut patronage de la princesse Margarita de Roumanie, fille aînée de l'ex-roi Michel. – *(Corresp.)*

□ **Des livres pour la Roumanie.** – *Une opération portes ouvertes* « Livres pour la Roumanie - Aide aux bibliothèques » aura lieu les 20 et 21 janvier à la Maison de l'UNESCO à Paris. Un appel est lancé aux éditeurs, libraires, organismes scientifiques et culturels, étudiants, écrivains ainsi qu'au grand public afin qu'ils participent, par des dons de livres, à l'aide aux bibliothèques roumaines, gravement affectées durant plus de deux décennies de dictature et lors des récents événements.

BULGARIE

Ouverture d'un «conseil social» sur la question de la minorité turque

Une table ronde consacrée à la question de la minorité musulmane de langue turque s'est ouverte lundi 8 janvier à Sofia, afin de calmer l'agitation qui a gagné la Bulgarie après la décision des nouvelles autorités de restituer aux membres de cette minorité leurs noms turcs.

Cette table ronde, dénommée *« conseil social »*, réunit les autorités officielles, des représentants de l'Union des forces démocratiques – qui regroupe onze mouvements indépendants et partis d'opposition – et des nationalistes d'une douzaine de villes où des troubles ont eu lieu la semaine dernière (*le Monde* du 9 janvier). Ces derniers, qui exigent notamment un référendum sur la question nationale, ont constitué un *« comité populaire pour la défense des intérêts nationaux »*.

Les travaux de la table ronde, qui se poursuivront pendant toute la semaine, doivent aboutir à l'élaboration d'un document de compromis qui sera soumis à l'Assemblée nationale lundi 15 janvier.

Les ministres des affaires étrangères bulgare et turc, MM. Bovko Dimitrov et Mesut Yilmaz, par ailleurs sont arrivés lundi à Koweït afin de s'entretenir de la situation de la minorité de souche turque vivant en Bulgarie ou exilée en Turquie depuis l'été dernier.

Par ailleurs, la direction du Parti communiste a totalement réhabilité politiquement trente responsables du parti victimes de purges sous le régime de l'ancien numéro un, M. Todor Jivkov, selon l'agence officielle BTA. – *(AFP.)*

RDA : reprise des manifestations de masse

Les travaux de la table ronde entre le pouvoir et l'opposition sont suspendus jusqu'au 15 janvier

Leipzig était au rendez-vous, comme Karl-Marx-Stadt, Cottbus, Schwerin et d'autres villes encore : plusieurs dizaines de milliers d'Allemands de l'Est sont descendus lundi 8 janvier dans les rues pour *reprendre* les rassemblements qui avaient été suspendus pendant les fêtes. A quatre mois des élections, le gouvernement est averti : la pression pour un changement radical de système ne se relâchera pas.

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

A Leipzig, la ville-héros d'où étaient parties les premières grandes manifestations contre le régime Honecker en septembre, on se pressait comme aux beaux jours sur la place Karl-Marx, heureux de se retrouver là. Les groupes d'opposition et les comités de citoyens qui avaient organisé les rassemblements à la fin de l'année dernière avaient renoncé pourtant à tenir cette fois un meeting avant le défilé du Ring, craignant les surenchères. Qu'à cela ne tienne ! A défaut de micros, la foule scandait sur l'air des lampions : *« A bas de SED ! »* en battant la semelle en mesure dans la neige gelée. La clique des réunificateurs, avec sa marée de drapeaux noir, or, rouge, donnait comme d'habitude de la voix devant les caméras de télévision, et faisait interminablement reprendre en chœur : *« Deutschland ! Deutschland ! »*

Pour la première fois, on a violemment attaqué le chef du gouvernement, M. Modrow, et surtout le nouveau président du Parti socialiste unifié (SED) au pouvoir, M. Gregor Gysi, qui avaient bénéficié jusque-là d'une certaine sympathie. La mobilisation *« anti-fasciste »* décrétée la semaine dernière par le parti à Treptow, dans la banlieue de Berlin, se retourne maintenant contre le SED. L'opposition parle de manipulation. On s'offusquait lundi soir à Leipzig de la tentative prêtée aux communistes de gonfler la menace des néo nazis à des fins électorales, de chercher à cataloguer tous ceux qui ne marchent pas sous leur bannière d'extrémistes de droite. *« Ni communistes ni nazis ! »* proclamaient de nombreuses banderoles, dont certaines accusaient M. Gregor Gysi de vouloir rééditer l'opération de l'incendie du Reichstag – la fameuse provocation montée par Hitler pour se débarrasser de ses adversaires. L'hydre communiste va-t-elle redresser la tête

« Modrow ! démission »

« Modrow démission ! » crie-t-on à Leipzig. On réclame la publication des comptes du parti, voire même la confiscation de ses biens. La promesse de ses dirigeants de donner des locaux et avec des moyens de communication à l'opposition, qui a été renouvelée lundi lors de la réunion de la table ronde entre les partis au pouvoir et l'opposition, n'est pas jugée suffisante. La lenteur du gouvernement à procéder à la dissolution de l'ancienne sécurité d'Etat (STASI), sa volonté de recréer tout de suite une nouvelle police de renseignement accentuent la méfiance. Beaucoup pensent que le SED n'a pas renoncé à contrôler la société.

L'opposition a menacé lundi de quitter la table ronde si elle n'obtenait pas la preuve des intentions du gouvernement de liquider immédiatement l'ancienne STASI. Le rapport présenté devant la réunion par le chargé de mission du gouvernement pour la dissolution de la police de sécurité d'Etat – d'une imprécision notable, il est vrai – a été qualifié par ses représentants de véritable provocation. Ceux-ci ont exigé la convocation sur-le-champ du premier ministre, M. Modrow, et de son ministre de l'intérieur afin d'obtenir des explications. Ils ont finalement accepté de donner un répit au chef du gouvernement jusqu'au lundi 15 janvier. En attendant, les travaux de la table ronde ont été suspendus. LLes autres questions importantes à traiter, notamment la préparation dé la nouvelle loi électorale, ont été renvoyées à des temps meilleurs.

HENRI DE BRESSON

□ **M. Honecker hospitalisé.** – L'ancien numéro un Est-Allemand Erich Honecker, qui souffre d'un cancer des reins, a été hospitalisé dimanche 7 janvier à la clinique urologique de la Charité, à Berlin-Est, où il sera prochainement opéré. M. Honecker avait subi la semaine dernière une tomographie des reins dans la même clinique. Selon des patients, *« il semblait bien se porter, étant donné les circonstances »*.

Le chef de l'extrême-droite ouest-allemande indésirable à Berlin-Est

Le chef du Parti des républicains (extrême-droite) ouest-allemand, M. Franz Schönhuber, a été refoulé lundi 8 janvier par les gardes-frontières de RDA, alors qu'il tentait de passer de Berlin-Ouest à Berlin-Est au passage de la Postdamer Platz. Les républicains avaient annoncé avec fracas ces dernières semaines qu'ils disposaient déjà en Allemagne de l'Est de militants organisés.

Les autorités est-allemandes ont de leur côté fait savoir qu'elles s'opposaient à la participation de tout parti d'extrême-droite aux prochaines élections. Cela n'empêche pas certains militants ouest-allemands de tenter de faire campagne en RDA. Lundi soir, lors de la manifestation de Leipzig, plusieurs d'entre eux étaient venus distribuer des tracts dans la foule.

H. de B.

EUROPE

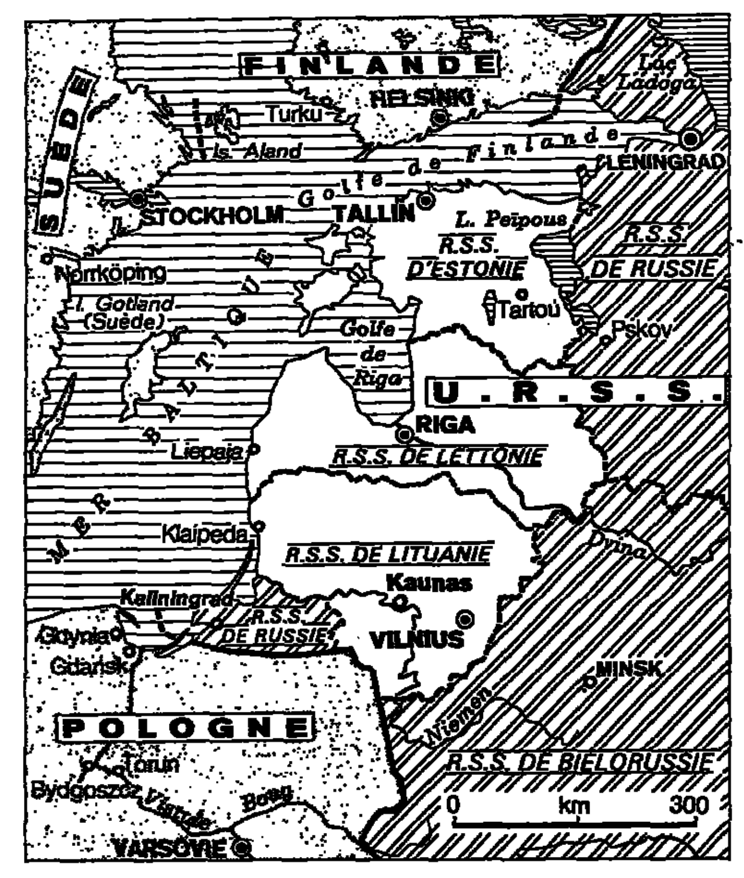
URSS : les tensions nationalistes dans les républiques périphériques

Pays baltes : chasser « l'occupant russe »

Suite de la première page

« Bien sûr, beaucoup de choses nous manquent, on ne trouve pas de bière, par exemple, depuis des semaines... Mais ce qui nous manque le plus, c'est la démocratie ! » M. Uelo Kaevats est l'un des responsables du Front populaire d'Estonie (FPE), le premier d'URSS, fondé et enregistré officiellement en octobre 1988. *« Il fallait*, dit-il, *puisque Gorbatchev avait entrouvert la porte, créer de nouveaux mécanismes démocratiques, regrouper divers mouvements dans les domaines politique, économique et culturel, pour contrer les forces de la stagnation et le parti unique. Il fallait aussi défendre les aspirations de notre peuple à l'autonomie, à l'indépendance, à la fin de l'occupation. »* Dans l'esprit des Baltes, l'occupant ou l'immigrant, c'est bien entendu *« le Russe »*, le pouvoir stalinien qui a annexé les trois Républiques en 1940 en vertu du pacte Molotov-Ribbentrop et mis fin à une vingtaine d'années d'indépendance (durant lesquelles la démocratie ne fut pas toujours la règle). En 1944, l'Estonie était peuplée de 95 % d'Estoniens. Ils ne représentent plus aujourd'hui que 60 % de la population. En Lettonie, il n'y a plus que 52 % de Lettons et Riga est une capitale *« colonisée par les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens »*, qui ne sont guère aimés. Plus au sud, la Lituanie est, elle, pratiquement homogène, la proportion d'*« étrangers »* étant d'environ 15 %. Cela explique sa hardiesse par rapport à ses voisines et la décision récente de son PC de rompre avec le Parti communiste d'URSS, malgré les mises en garde de Moscou.

Il est évident que la Lettonie et l'Estonie doivent davantage tenir compte de cette communauté non balte qui fut encouragée à s'installer sur leurs territoires, principalement dans les années 50 et 60. Selon M. Uelo Kaevats, *« la plupart des immigrés russophones pensent que l'URSS est un ensemble absolument indivisible et uniforme »*. *« Bref, ils croient au système alors que nous n'y croyons plus du tout. L'ennemi le plus redoutable, c'est la politique colonialiste de l'URSS. »*



Le Front populaire d'Estonie, qui s'est taillé un beau succès aux élections locales de décembre, est une vaste mosaïque de mouvements qui ont tous pour objectif à terme l'indépendance et la souveraineté. Les divergences portent sur les moyens de l'obtenir. Les plus radicaux, comme le Parti de l'indépendance nationale, voudraient faire vite et recourir au droit international pour tirer un trait définitif sur l'*« occupation »*, le pacte germano-soviétique et ses protocoles secrets. D'autres, modérés, sont partisans de la méthode parlementaire classique avec un référendum. Plus farfelu, le Parti royaliste a demandé le 27 septembre au roi de Suède, Carl XVI Gustav, d'adopter les Estoniens, qui furent sujets suédois au dix-huitième siècle. Mais ce nouveau royaume demeurerait membre de l'Union des Républiques socialistes soviétiques... *« Nous savons que nous marchons sur le fil du rasoir*, admet M. Uelo Kaevats, *mais si Gorbatchev veut vraiment démocratiser, alors prenons-le au mot : un Etat de droit en URSS suppose la libération des peuples baltes. Toutefois, personnellement, je pense que sa préoccupation première, aujourd'hui, est de préserver l'empire. »*

Dans un premier temps donc, on fonde ses espoirs sur l'autonomie financière qui est entrée en vigueur le 1er janvier. *« Il faut*, disent les Verts qui jugent le Front populaire *« trop mou »*, *que l'Estonie récupère le contrôle de 100 %, de ses industries et non pas seulement de 10 % comme aujourd'hui, le reste étant subordonné à Moscou. Dans les secteurs des transports, de l'énergie et des télécommunications, nous pouvons très bien conclure des accords commerciaux avec Moscou et l'administration centrale. Il faut que les liens avec l'URSS soient justes et non plus de type colonial ! (...) Dans la perspective de l'indépendance, on peut même envisager le maintien de bases militaires soviétiques sur notre sol. »* Peu importe les *« autres »* et les *« immigrés »*, à ses yeux, *« car ceux qui ont des racines dans un pays doivent être respectées »*. *« Les Estoniens existent depuis cinq mille ans ! »*

Ecartelé entre ces revendications nationalistes et l'inquiétude croissante des russophones, le Parti communiste estonien est sur la défensive. Partagé entre « libéraux » et « conservateurs », il tente laborieusement *de jouer la conciliation*. L'article 6 de la Constitution sur son rôle dirigeant va être aboli. De l'avis même de ses responsables, le parti ne peut survivre que s'il devient socialiste et moins communiste. *« Face à la vague de romantisme et aux illusions qui fleurissent de toutes parts, le PC doit être un élément stabilisateur. »* Il veut rejeter tous les extrémismes, comme l'idée lancée par certains membres du Front populaire d'organiser un référendum sur l'indépendance. Seuls les Estoniens d'avant 1940 et leurs descendants pourraient voter. Toujours est-il que les communistes baltes, dont beaucoup ont rejoint le Front populaire, semblent à la dérive. A Tallin même, la section du PC comprend 70 % de russophones.

On retrouve les mêmes *« idées séparatistes »* et la même *« hystérie nationaliste »*, pour reprendre quelques formules récentes de la presse de Moscou, en Lettonie et dans la capitale Riga. Au sein du PC, où le mécontentement s'était longtemps exprimé sous le manteau et traduit par un désintérêt total des jeunes pour la politique, les idées pluralistes font leur chemin mais se heurtent à des réticences. Les nostalgiques et inquiets rendent leur carte. Les « optimistes » pensent que le PC peut favoriser la démocratisation. Beaucoup estiment que le comité central ne défend pas suffisamment les thèses de l'autonomie et de l'indépendance. Jusqu'à présent, le PC letton a opté officiellement *« pour la souveraineté au sein d'une fédération soviétique renouvelée »*. Vice-président de la commission idéologique, M. Jiris Goldmanis estime qu'à l'avenir *« il faudra tenir compte des particularités historiques de chaque République de l'URSS et mettre fin à la centralisation économique, source des maux actuels »*. *« En parlant de souveraineté et d'indépendance, on a toujours essayé de nous discréditer en rappelant notre passé bourgeois ! »*

M. Goldmanis n'exclut pas une scission du PC letton. *« Mais pour l'heure*, ajoute-t-il, *personne ne veut partir car laquelle des deux formations gardera les imprimeries et l'appareil technique ? Donc, tout le monde reste et c'est le statu quo. Les choses changeront peut-être lors du congrès de 1990. »*

« Un gouvernement alternatif ? »

Le Front populaire de cette République, fondé en 1988, est lui beaucoup plus musclé que la *« filiale du PCUS »*. Il est partisan d'un Etat souverain en dehors de l'URSS, après référendum. Mais, dit M. Janis Dinevics, vice-président du Parti social-démocrate reconstitué, *« nous devons prendre en considération et respecter les droits des minorités (48 % en Lettonie) »*. *« En fait, en cas de consultation, ce sont elles qui décideront. (...) On ne peut améliorer le niveau de vie que dans un Etat « indépendant ». Sans pour autant couper les liens avec Moscou et ça, toutes les nationalités confondues commencent à le comprendre. »*

Les trois Républiques baltes ont entamé une partie de bras de fer avec le pouvoir *« lointain »* à Moscou. Mais, jusqu'à présent, force est de constater qu'elles ont obtenu à peu près ce qu'elles voulaient. A commencer par l'autonomie financière si contestée au départ dans les autres régions. On dit aussi que M. Gorbatchev serait finalement disposé à entériner la rupture des liens entre le PC lituanien et le PCUS, puisque les dirigeants de Vilnius entendent ainsi accélérer la perestroïka et montrer comment un PC local peut se renouveler et redevenir populaire. Ce pas, compte tenu de la composition ethnique différente de leurs Républiques, communistes estoniens et lettons ne paraissent pas disposés actuellement à le franchir mais les contacts se multiplient avec les Lituaniens. Leurs congrès respectifs auront lieu en février et en mars. *« On a deux mois pour voir... »*, murmure-t-on avec le sourire à Tallin et Riga. En dehors de quelques esprits surexcités qui réclament déjà la formation d'un *« gouvernement alternatif »* pour remplacer le *« gouvernement d'occupation »* actuel, les Baltes semblent avancer habilement. Notamment, disent-ils, grâce à des opérations de lobbying haut de gamme dans toutes les instances du parti, du Soviet suprême et du Congrès des députés du peuple à Moscou.

ALAIN DEBOVE

Le journaliste Sergueï Kouznetsov a été libéré

Moscou *(AFP)*. – Le journaliste soviétique indépendant Sergueï Kouznetsov, qui avait été condamné à trois ans de camp de travail en novembre 1989 pour avoir notamment *« calomnié »* des responsables locaux du KGB, a été libéré lundi 8 janvier à Sverdlovsk (Oural), a annoncé l'un de ses proches, M. Andreï Mironov.

Lors d'un appel téléphonique à l'AFP, M. Mironov a précisé que le tribunal de Sverdlovsk n'avait finalement retenu à l'encontre de M. Kouznetsov que le motif d'accusation d'*« outrage à une personne »*, passible d'un maximum de six mois de prison. Le journaliste ayant déjà passé dix mois en prison, il se trouve désormais libre. L'accusation de *« calomnie »* (de responsables du KGB) et de *« résistance à la milice »*, retenue à l'origine contre M. Kouznetsov, a été levée, selon M. Mironov.

M. Kouznetsov, collaborateur à Sverdlovsk des bulletins dissidents *Glasnost* et *Express-Khronika*, avait été arrêté il y a un an. Relâché en août, puis à nouveau arrêté en octobre et condamné le mois suivant, le journaliste avait entrepris une grève de la faim, et son état de santé, selon M. Mironov, est actuellement fragile.

La colère des russophones

TALLIN

de notre envoyé spécial

« C'est tout de même un comble : on a fait voter un mort ! Un électeur, décédé il y a cinq ans, a téléphoné à la commission électorale pour qu'on lui apporte une urne à la maison afin d'accomplir son devoir... » L'affaire, qui remonte au premier tour des élections locales en Lettonie, début décembre, nous est relatée par Anatoli Alexeiev, l'un des chefs de file du Front international (Interfront), l'organisation qui défend les intérêts de la minorité russophone. Il affirme que toutes les lois électorales ont été violées, que les listes ont été truquées et que les bulletins bidon foisonnaient. Dans un quartier de Riga, il a quand même obtenu l'annulation du scrutin ! *« On parle de démocratisation mais c'est du bavardage car ce sont les mêmes pratiques que sous Staline et Brejnev, il faudra bientôt ériger des murs pour protéger les lois ! »*

Alexandre Alexeiev est arrivé à Riga en 1935, avant la guerre, il avait cinq ans. Aujourd'hui, il constate que les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens immigrés (officiellement, pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à la réalisation des plans d'industrialisation extensive) sont victimes de discrimination à tous les niveaux : scolaire, universitaire, culturel et sur les lieux de travail. Le gouvernement ne gouverne que *« pour une partie de la population, les Lettons. (...). On décide que Noël, le 25 décembre, sera désormais une fête d'Etat chômée. Mais les 48 % d'orthodoxes de la République fêtent Noël le 7 janvier, et ce jour-là, eux doivent travailler ! »* A ses yeux, l'indépendance ne peut conduire qu'à la catastrophe : *« Imaginez un peu ce que nous pourrions vendre à l'étranger : des arbres, du sable, de la boue ? On produit moins de viande qu'avant et on veut l'exporter vers la CEE qui en a déjà trop ? C'est absurde, ce n'est pas une centaine d'artistes excités qui vont décider de la sortie de la Lettonie de l'Union soviétique ! »*

Même son de cloche en Estonie. Sur une population d'environ 1,5 million d'habitants, on compte 900 000 Estoniens et 600 000 immigrés (dont 26 % de Russes). L'Interfront local note que les emplois les moins qualifiés sont réservés aux Russes. Sauf bien sûr dans les entreprises *« stratégiques »* (nucléaire, armement), où ils *sont en très large majorité*, peut-être par sécurité... Dans l'administration, explique Alexandre Tarazykyn, on ne trouve pas de travail si l'on ne parle pas l'estonien. Il y a douze théâtres estoniens et un seul russe. *« Ils sont chauvins et nationalistes*, dit un autre, *ce n'est pas la démocratisation, c'est l'apartheid. Dans le tramway, il ne faut pas trop attirer l'attention sur soi. Sinon, on peut être traité de « chien de Russe ! »* En Estonie, Interfront a retiré 37 de ses candidats aux élections locales. *« Curieusement*, remarque Sergey Pasko, un Ukrainien, *il fallait dans notre circonscription 60 000 voix pour être élu. Dans les autres quartiers, à majorité estonienne, il en fallait entre 25 et 30 000. C'est inadmissible. »* Si les relations entre autochtones et immigrés sont parfois tendues, elles ne prennent jamais toutefois l'allure de rixes ou de batailles rangées. On vit plutôt chacun de son côté.

A. D.

La situation dans le Caucase soviétique

« Washington n'a rien à espérer de l'écroulement de l'URSS »

affirme un journal de Téhéran

La situation reste tendue dans les Républiques caucasiennes de l'URSS. De nouveau incidents ont été enregistrés au Nagorny-Karabakh, où, selon l'agence TASS, *« les prises d'otages sont devenues plus fréquentes »*. *Le blocus de l'approvisionnement par voie ferrée de Stepanakert, le chef-lieu de la région, a repris la semaine dernière, et une explosion a endommagé, dimanche, un pont ferroviaire près de la ville d'Agdam, à proximité du Karabakh.*

La tension s'est également étendue à l'Ossétie du sud, une région autonome intégrée à la Géorgie. Selon l'agence de presse géorgienne, Grouzinform, jointe par téléphone à Tbilissi, *« un bébé de neuf mois, de père géorgien et de mère ossète, a été exécuté de deux coups de fusil devant ses parents par des individus masqués »* dans la nuit du 3 au 4 janvier, dans un village de la région autonome non loin de Tskhinvali. Selon un journaliste de l'agence, *« presque tous les enfants géorgiens de la région ont été évacués »*. Par ailleurs, un Ossète a été tué, dimanche, par l'explosion d'un engin explosif lancé sur sa maison, située en *Géorgie, a-t-on appris*, lundi, auprès du Front populaire d'Ossétie du Sud.

Les *Izvestia* ont confirmé d'autre part, lundi 8 janvier, que la mise à sac, la veille, d'un important poste frontière avec la Turquie dans la région azerbaïdjanaise du Nakhitchevan a causé d'importants dégâts. A la suite d'un ultimatum du front populaire local, écrit le journal, la situation est devenue *« explosive »*, mais les gardes-frontières *« ont décidé de se replier pour éviter un bain de sang. En quelques minutes, les 250 mètres d'installations frontalières sur le pont ont été détruits »*.

Les conservateurs contre « la pensée libérale »

Commentant cette tension, le journal de Téhéran *Ettelaat* écrit que les responsables iraniens *« regardent avec méfiance les tentatives de la propagande occidentale d'attribuer à l'intégrisme musulman l'origine des troubles dans les provinces soviétiques frontalières de l'Iran et d'évoquer ses graves conséquences sur l'intégrité territoriale de l'URSS »*. Washington, poursuit le journal, *« n'a rien à espérer de l'écroulement de l'URSS ni de la confrontation entre, d'une part, le peuple de ce pays et, d'autre part, son armée et son gouvernement »*.

Tous ces événements renforcent les protestations des conservateurs. Tandis qu'une société de « Défense de Staline » se constituait à Gori, la ville natale du dictateur, en Géorgie, selon le journal local *Molodej Gruzii*, l'écrivain Alexandre Prokhanov écrit dans l'hebdomadaire conservateur *Literatournaïa Rossia* que *« l'URSS est aujourd'hui faible comme jamais »*. Selon l'auteur, la suppression de l'idéologie *« a privé les peuples* [soviétiques] *d'un avenir commun »* et favorisé les *mouvements nationalistes, tandis que* les structures économiques, mais aussi l'armée soviétique, sont visées par ces processus de *« destruction »*.

Alexandre Prokhanov estime encore que la *« théorie sentimentale de l'Europe, notre maison commune »*, défendue par M. Mikhaïl Gorbatchev, n'a conduit qu'à *« détruire l'équilibre des forces intérieures en Europe, avec des conséquences imprévisibles »*. Il déplore en particulier l'effondrement des partis communistes en Europe de l'Est ainsi que l'*« unification inévitable de l'Allemagne »* et conclut en dénonçant la *« pensée libérale, nourrie d'une autre culture et d'une autre science politique »*, qui se livre à *« une expérience irresponsable »* en URSS. – *(AFP.)*

M. Baker se rendra à Moscou le 6 février

M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, se rendra les 6 et 7 février prochains à Moscou pour essayer d'aplanir les difficultés sur la voie d'un traité réduisant les forces nucléaires stratégiques, ont indiqué lundi 8 janvier des responsables américains. La visite de M. Baker, qui envisage également de faire une visite à Prague, est la première de trois rencontres que le secrétaire d'Etat devrait avoir avec son homologue soviétique M. Edouard Chevardnadze avant le sommet américano-soviétique qui doit avoir lieu cet été à Washington.

Les deux hommes se reverront notammentle 13 février, à Ottawa, où s'ouvrira une conférence sur le projet *« Cieux Ouverts »*, permettant à des avions d'observation des deux alliances de pénétrer l'espace aérien adverse.

Par ailleurs un porte-parole de l'OTAN a rejeté officiellement lundi la proposition du Parti communiste est-allemand de réduire de moitié les forces armées des deux Etats allemands (*le Monde* du 9 janvier). *« Nous cherchons des solutions globales aux problèmes de sécurité et de stabilité en Europe, et non la création de zones spéciales »*, a-t-il affirmé. De son côté M. Hans Klein, porte-parole du gouvernement de Bonn, sans rejeter formellement ces propositions, a déclaré : *« Nous ne prenons pas particulièrement au sérieux les propositions de Gysi, qui n'a été élu à aucun poste gouvernemental »*. *« M. Gysi serait mieux inspiré de s'occuper des problèmes actuels de l'Allemagne de l'Est, plutôt que de formuler des propositions spectaculaires »*, a-t-il ajouté.

Enfin, les effectifs de l'armée soviétique seront réduits de *185 400 hommes en 1990 dans* le cadre de la réduction de 500 000 hommes annoncée par l'URSS il y a un peu plus d'un an et devant être achevée début 1991, a indiqué lundi le général Grigori Krivocheiev, chef adjoint de l'état-major, cité par l'agence TASS. L'année dernière, les réductions d'effectifs de troupes stationnées en Europe de l'Est et en Asie se sont élevées à 265 000 hommes. *(AFP, Reuter.)*

DIPLOMATIE

Première critique ouverte de Pékin contre M. Gorbatchev

« Quand deux éléphants font l'amour... »

PÉKIN

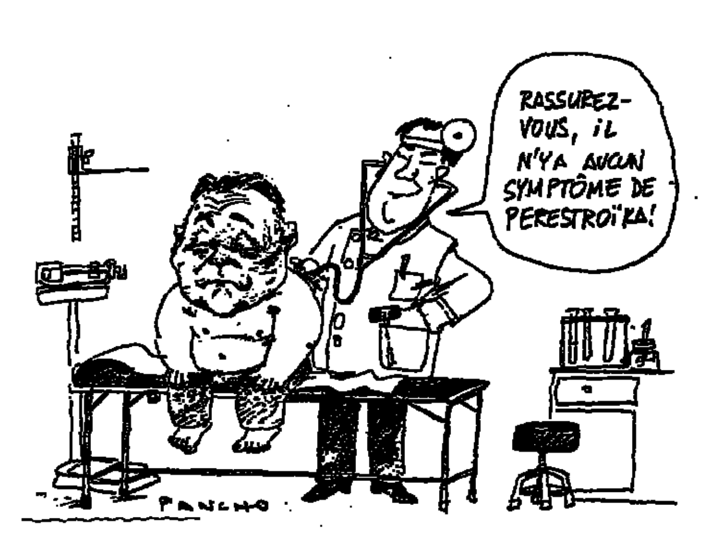
de notre correspondant

Il y eut jadis le *« tigre de papier »* et même le *« cul du tigre »* qu'il ne fallait pas avoir peur de toucher... La première critique ouverte de Pékin depuis la normalisation sino-soviétique à l'encontre de la politique étrangère de détente avec Washington menée par M. Gorbatchev aura pris la forme d'une parabole animalière bien dans la note du langage truculent des grognards de la Longue Marche.

« Quand deux éléphants combattent, écrivait lundi 8 janvier l'agence Chine nouvelle, *l'herbe sous leurs pieds en pâtit. Quand ils font l'amour, c'est encore l'herbe sous leurs pieds qui en pâtit. »* Moralité : le tiers-monde – et en particulier la Chine – risque d'être la victime du rapprochement soviéto-américain, *copulation éléphantesque qui* n'est pas du goût des dirigeants chinois.

L'agence, par le biais de son hebdomadaire *Perspectives,* reproche à Moscou d'avoir changé de politique aux Nations unies sur un certain nombre de questions internationales : soutien au projet américain de résolution sur la démocratisation des systèmes politiques, pressions *sur les pays arabes* contre l'accession de l'OLP au statut de membre à part entière.

Sans accuser explicitement l'URSS de trahison, Chine nouvelle note que Moscou souhaite, par cette politique, bénéficier de l'assistance économique de l'ONU, en principe destinée au tiers-monde, dont elle a cessé d'être l'*« allié naturel ».* Celui-ci doit en conséquence *« s'en remettre à ses propres moyens, renforcer sa coopération interne afin de sauvegarder son indépendance »,* unifier ses positions s'il ne veut pas servir de litière aux mastodontes.



Cette critique a été publiée dix jours après le départ de Pékin de M. Valentin Falin. Selon toutes les informations officieuses qui ont circulé depuis cette visite (*le Monde* du 30 décembre), le chef du département des relations internationales du PC soviétique a été reçu par une direction chinoise peu complaisante à son égard.

Rapports secrets

Contrairement à M. Scowcroft, l'envoyé du président *Bush, il n'a pas rencontré* M. Deng, qui se trouvait pourtant, *semble-t-il, à Pékin. Le* chef officiel du PC chinois, *M. Jiang Zemin,* aurait administré à son visiteur des reproches polis mais fermes, tenant l'URSS pour le responsable indirect de l'effondrement des pouvoirs communistes en Europe de l'Est.

M. Deng aurait tranché pour que l'aspect idéologique du différend avec M. Gorbatchev fasse l'objet de rapports secrets et non de critiques publiques. Il cherche visiblement à préserver ainsi l'aura de sa propre rencontre avec le chef du Kremlin, afin de ne pas affaiblir la position du successeur qu'il s'est choisi depuis, M. Jiang. D'autres vieillards historiques, dont le vice-président de la République, M. Wang Zhen, auraient reproché au patriarche sa timidité face à l'encombrant réformiste de Moscou, se prononçant pour une *nouvelle campagne de critique* contre le *« révisionnisme ».* Le terme, pour l'instant absent du langage officiel, rappelle évidemment les diatribes chinoises de l'époque maoïste.

Les relations sino-soviétiques sont donc au plus bas, sept mois après leur normalisation effective. Quel serait l'effet d'une nouvelle rupture avec Moscou sur ce terrain miné qu'est l'idéologie, à l'heure où des dizaines de Chinois n'hésitent pas, en dépit de la répression, à écrire à l'ambassade de Roumanie pour exprimer leur solidarité avec la révolution qui a abattu Nicolae Ceausescu, le défunt ami des orthodoxes du PCC ?

FRANCIS DERON

La tournée européenne de M. Kaifu

Le Japon veut affirmer son rôle sur l'échiquier politique mondial

C'est dans le bâtiment de l'ancienne ambassade japonaise à *Berlin,* rénovée et transformée en centre culturel germano-nippon, que le premier ministre, M. Kaifu, devait prononcer, mardi 9 janvier, le grand discours de politique étrangère de la tournée européenne qu'il vient d'entreprendre.

TOKYO

de notre correspondant

L'ancienne ambassade japonaise rappelle symboliquement une ambition de puissance fondée sur la conquête, lorsque, membre du *pacte tripartite de 1940* avec Berlin et Rome, Tokyo participait à un *partage du monde lui laissant* les mains libres pour asservir l'Asie. Le premier ministre *nippon* a *mis* l'accent sur la volonté de son pays de se solidariser davantage avec l'Occident et de sortir d'un statut de puissance régionale en apportant sa contribution à la transition qui s'opère en Europe.

M. Kaifu ne pouvait trouver un lieu plus évocateur que Berlin, au cœur de l'Europe, pour insister aussi, avec force, sur l'identification de la nation japonaise aux valeurs occidentales, précisément à *un moment où le Japon est accusé,* aux Etats-Unis en particulier, d'être un pays « atypique », voire de constituer une nouvelle et obscure menace, succédané inopiné à l'Union soviétique.

Superpuissance économique, curieusement en retrait lorsqu'il s'agit d'initiatives politiques, aujourd'hui orphelin de la détente à cause de sa présence dans une partie du monde toujours marquée par les stigmates de la guerre froide, le Japon tente, comme le souligne un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, de *« se placer dans le courant d'une transformation irréversible »* de l'ordre mondial. Si la puissance économique du Japon est légitimement reconnue, sa place sur la scène politique mondiale l'est beaucoup moins, et c'est une occasion de l'affirmer, poursuit notre interlocuteur.

Scepticisme envers M. Gorbatchev

L'une des tâches de M. Kaifu consistera aussi à indiquer au dirigeants du Vieux Continent comment le Japon perçoit les changements de la situation en Europe, et les conséquences que ceux-ci peuvent avoir en Asie. Le premier ministre proposera aussi des initiatives pour installer la détente dans cette région.

Assiste-t-on, comme le soulignent certains quotidiens, à un véritable *« démarrage de la diplomatie japonaise » ?.* Le dialogue entre le Japon et l'Europe, qui n'a commencé qu'au début des années 80, a jusqu'à présent manqué de substance. Les changements intervenus dans cette partie du monde et les conséquences qu'ils ne manqueront pas d'avoir sur l'Europe de 1993 rendent aux yeux des Japonais un renforcement des liens d'autant plus nécessaire.

Bien qu'on assiste à Tokyo à un débat sur l'opportunité pour le Japon, puissance asiatique, de s'engager en Europe de l'Est, un consensus se dégage sur la nécessité, pour la première puissance financière du monde, de jouer un *rôle mondial et* de *renforcer le* troisième, et le plus faible, côté du *triangle Japon-Etats-Unis-Europe.*

M. Kaifu devrait proposer la *mise sur pied d'un nouveau cadre* pour les rapports nippo-européens, un pacte global *se substituant* à des accords ponctuels. Une reprise des consultations ministérielles, un moment interrompues, entre Tokyo et la CEE, est également envisagée.

Au sein du camp occidental, le Japon était resté le plus en retrait, voire sceptique, sur l'évolution de la politique soviétique sous M. Gorbatchev. M. Kaifu compte expliquer à ses interlocuteurs pourquoi Tokyo n'a pas encore *« succombé à l'offensive de paix »* du Kremlin et, en même temps, comme le souligne une source diplomatique japonaise, les inciter à porter plus d'attention à l'Asie.

La crainte d'un nouvel « eurocentrisme »

Tel est le sens d'un message envoyé au *président* Bush par M. Kaifu à la veille de son départ. Le premier ministre y souligne la nécessité de conjuguer ouverture et fermeté dans le dialogue avec l'URSS et de faire en sorte que l'évolution des rapports Est-Ouest soit globale et n'exclue ni l'Extrême-Orient ni le Pacifique.

Jusqu'à présent, les relations nippo-soviétiques ont été empoisonnées par le problème des quatre îles du sud des Kouriles, occupées par *l'URSS depuis la fin* de la guerre. Ce contentieux est à l'origine de *l'absence d'un traité de paix* entre les deux pays ainsi que des réticences *japonaises à se lancer dans* une coopération économique de *grande envergure avec Moscou et* encore plus dans des négociations *en vue d'une réduction* des armements en Extrême-Orient.

La différence de contexte géopolitique entre l'Europe et l'Asie *explique que la détente n'ait pas* encore atteint cette dernière *région.* Le contentieux nippo-soviétique, la division de la Corée où deux armées sur le pied de guerre se font face, épaulées au Sud par 40 000 soldats américains et au Nord par des traités garantissant l'intervention de la Chine et de l'URSS, l'absence d'une identité asiatique comparable à celle de l'Europe, mais aussi d'une claire définition des camps, conduisent, soulignent nos interlocuteurs japonais, à un enlisement de la situation.

C'est en tenant compte de ces particularités et dans un souci de stabilité régionale que le Japon, tout en condamnant la répression dont a été victime le mouvement démocratique en Chine, cherche à ne pas isoler son grand voisin. *Tokyo* voudrait inciter ses partenaires à se rallier à son analyse. Constatant un assouplissement de leur position, Tokyo vient d'ailleurs *d'annoncer la reprise prochaine de* son aide publique à la Chine.

Les Japonais prévoient, comme les dirigeants des autres pays *d'Asie, que les bouleversements* en Europe ne feront que renforcer un « eurocentrisme » des *puissances* occidentales qui se traduira par un certain désintérêt pour l'Asie. Un vide qu'ils entendent combler. Tel était le sens du message du ministre des affaires étrangères nippon, M. Nakayama, aux ambassadeurs japonais dans la région, réunis la semaine dernière à Kuala Lumpur : tout en développant la coopération nippo-américaine en Asie, le Japon doit se dégager de son alignement traditionnel sur Washington et mettre sur pied une politique régionale indépendante.

La visite de M. Kaifu en Europe comporte cependant plusieurs *limites.* Décidée *il* y a plusieurs mois, elle répondait alors surtout à des considérations *de politique* intérieure : le souci de valoriser la personnalité d'un premier ministre intérimaire à la veille des élections générales de *février,* cruciales pour le parti conservateur.

Le Japon donne aussi l'impression de prendre une nouvelle fois le « train en marche ». Son effort financier en faveur de la Hongrie et de la Pologne aurait pu être plus substantiel : il aurait par exemple pu devenir la cheville ouvrière d'une sorte de « plan Marshall » de reconstruction de l'Europe de l'Est. Les initiatives japonaises ne sont pas fracassantes. Elles n'en sont pas moins significatives d'une volonté plus affirmée de s'insérer dans le jeu des puissances mondiales par une percée dans une région d'où le Japon était pratiquement absent.

PHILIPPE PONS

M. Chirac souhaite un débat sur le « droit d'ingérence » dans le cadre de l'ONU

M. Jacques Chirac a estimé qu'il devait y avoir *« un débat international sur le droit d'assistance et d'ingérence »* dans le cadre des Nations unies. Parlant lundi 8 janvier sur Europe 1, le président du RPR a déclaré : *« Un pays ne peut pas s'arroger le droit de s'ingérer dans les affaires d'un autre pays, car cela, ouvrirait la porte à tous les abus (...). Les Nations unies devraient pouvoir améliorer leurs procédures pour pouvoir s'ériger en sorte de tribunal moral cautionnant une action internationale. »*

A propos des déclarations de M. Roland Dumas qui avait suggéré une intervention *soviétique* en Roumanie, M. Chirac a affirmé : *« Je n'ai jamais souscrit, et je l'ai même condamnée, à la prise de position du ministre des affaires étrangères qui relevait de l'impréparation et de l'irréflexion ».* Pour lui, une intervention soviétique en Roumanie appuyée par la France et les Etats-Unis *« aurait été une erreur et un précédent fâcheux ».*

Interrogé sur l'intervention américaine à Panama, M. Chirac a estimé qu'un *« pays ne peut pas s'arroger le droit de s'ingérer dans les affaires d'un autre pays ».* Mais, a-t-il poursuivi, *« il y a des situations tout à fait exceptionnelles et Panama était un cas limite : Noriega était une crapule et un trafiquant de drogue ».*

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : remous autour de M. Soffer

Jérusalem rappelle à l'ordre son ambassade à Paris

JERUSALEM

de notre correspondant

Le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, n'est pas amusé par les remous qui secouent aujourd'hui son ambassade en *France* et *qui commencent* à faire les choux gras de la presse israélienne. Il a adressé, lundi 8 janvier, un double avertissement au personnel d'une ambassade parisienne qu'il aurait souhaité plus discret – conformément aux règles du métier – dans l'exposé de ses différends.

Une équipe neutralisée

Le premier avertissement vise deux diplomates de haut rang, convoqués pour *« explications »* à Jérusalem après que l'ambassadeur, M. Ovadia Soffer, eut fait, ici, l'objet d'une série d'articles particulièrement critiques. Mais l'ambassadeur, aussi, est directement concerné par l'intervention du ministre, puisque M. Arens rappelle, à l'occasion, qu'il ne permettra à aucun diplomate israélien, *fût-il chef* de mission, de rester à l'étranger plus de trois ou quatre ans. Cela fait près de dix ans que M. Soffer est à l'étranger – en Suisse puis en France – et de très bonnes sources nous ont indiqué que son retour était prévu pour cet été.

La semaine *dernière, l'hebdomadaire Kol Hair* et le quotidien *Yedioth Aharonot* ont consacré de longs articles à la manière dont M. Soffer exerçait son *mandat* parisien. Le numéro deux de l'*ambassade et ministre* plénipotentiaire, M. Itzhak Aviran, et son collègue Yehoshoua Amishav, premier secrétaire et porte-parole, y sont largement cités. Ils affirment que M. Soffer a *« neutralisé »* et mis à l'écart une partie de son équipe et qu'il règne à l'ambassade *« une atmosphère de morosité et de totale rupture avec l'ambassadeur ».* Les journaux indiquent que l'ambassadeur n'est pas très en cour à l'Elysée. On lui reprocherait d'avoir tenté de mobiliser certains secteurs de la communauté juive française contre le président de la République au moment de la visite *à Paris* de M. Yasser Arafat, au début de mai dernier.

M. Soffer dément l'ensemble de ces informations, affirme *« avoir de bonnes relations avec tout le monde à Paris »* et maintient que son ambassade *« marche très bien »* et qu'il a obtenu des *« résultats impressionnants ».*

Ce qui *« impressionne »* surtout les collègues de M. Soffer aux affaires étrangères à Jérusalem, *c'est la longévité de sa carrière à* l'étranger, qui constitue une entorse au règlement *et un record* dans les annales du ministère. Depuis quelque temps déjà, M. Arens aurait souhaité rapatrier l'ambassadeur mais, se serait heurté au premier ministre, M. Itzhak Shamir, qui aurait, jusqu'à présent, pris le parti de M. Soffer.

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN
Les Etats-Unis n'ont pas l'intention de rouvrir leur ambassade

A la suite des informations selon lesquelles la France projetait de rouvrir son ambassade à Kaboul (*le Monde* daté 7 et 8 janvier), des sources diplomatiques occidentales à Islamabad (Pakistan) ont annoncé que les Etats-Unis ne comptaient pas *en faire autant et* auraient manifesté un certain *« mécontentement »* en apprenant l'initiative française. Le gouvernement des *moujahidins* a, *pour sa* part, vivement critiqué la décision *française, la qualifiant de « geste inamical ».* Quant au Pakistan, où *Mme Edwige Avice, ministre* délégué auprès du ministre des affaires *étrangères,* est arrivée *lundi* 8 janvier, il a pris acte de la décision *française, dont il avait été informé* au préalable, tout en s'inquiétant, selon *un haut fonctionnaire,* de la *« crédibilité »* ainsi offerte au régime du président Najibullah.

On rappelle, cependant, à Paris que la *décision* française *n'a* pas de caractère politique et ne répond qu'à des considérations pratiques. La dégradation des conditions de sécurité avait justifié la fermeture de l'ambassade à Kaboul en février 1989. Leur amélioration explique sa réouverture pour des raisons techniques, indique-t-on de source officieuse française.

AFRIQUE DU SUD
M. Nelson Mandela annonce sa prochaine libération

Le chef historique du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a mis à profit, lundi *8 janvier,* le *soixante-dix-huitième* anniversaire de ce mouvement nationaliste noir *pour* annoncer, depuis sa prison, par l'intermédiaire de son épouse, qu'il serait libéré dans les prochaines semaines. *« Ce n'est plus une affaire de mois. Sa libération surviendra plus tôt que cela »,* a déclaré Winnie Mandela à l'issue d'un entretien d'environ trois heures et demie avec son mari. Un porte-parole de Mme Mandela a indiqué que M. Mandela avait fait venir son épouse pour discuter avec elle des *« arrangements préalables concernant sa libération ».* – *(AFP.)*

COLOMBIE
Washington ajourne son projet de surveillance des côtes

L'administration Bush a, semble-t-il, ajourné son projet de surveillance navale au large des côtes colombiennes, pour freiner le trafic de la drogue. Le porte-avions américain *John Kennedy* et le croiseur *Virginia* qui ont fait mouvement, jeudi 4 janvier, en direction de la Colombie *« ont procédé à de simples exercices d'entraînement »,* a déclaré, mardi 9 janvier, le porte-parole du département d'Etat, Mme Margaret Tutwiler, qui a ajouté, dans le but manifeste de rassurer les autorités colombiennes réticentes à l'égard de ce projet : *« Nous n'envisageons pas un blocus ».* Le Pentagone se proposait d'annoncer le plan de surveillance navale en même temps que d'autres mesures anti-drogue, telles l'installation de radars au Pérou et en Bolivie, ainsi qu'un programme d'entraînement par les militaires américains d'unités anti-drogue dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Par ailleurs, en Colombie, de nombreuses *rumeurs circulent sur* l'imminence de la démission du ministre des *affaires étrangères,* M. Julio Londono, qui serait en désaccord avec l'attitude *de son* gouvernement à propos de l'intervention *américaine.*

SOMALIE
Démission du gouvernement

Le président somalien, le général Syad Barre, a dissous son gouvernement avant de procéder à un remaniement, a annoncé, mardi 9 janvier, Radio-Mogadiscio. Cette mesure intervient après la publication, vendredi, par *Ogaal,* l'organe du Parti socialiste révolutionnaire de Somalie, le parti unique au pouvoir, d'un appel en faveur de la démission du gouvernement, accusé de n'avoir pas réussi à faire face aux problèmes économiques et sociaux du pays. – *(Reuter.)*



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la rumeur de Boston

Une affaire crapuleuse maquillée en « crime raciste » passionne l'opinion

WASHINGTON

correspondance

« Bonne nuit ma douce femme, mon amour... Dieu t'a rappelé non pas pour t'enlever à moi, mais pour t'arracher à la cruauté et à la violence du monde. » Ce message pathétique de Charles Stewart fit pleurer les centaines de personnes qui assistaient aux obsèques de son épouse Carole, enceinte de sept mois et assassinée à ses côtés en voiture par un mystérieux jeune Noir, le 23 octobre, à Boston. Le 4 janvier, Charles Stewart s'est donné la mort en se jetant dans les eaux glacées de la rivière Mystic, dans la banlieue de la ville. Le mari modèle allait être arrêté pour le meurtre de sa femme.

Ce crime, digne d'une production d'Hitchcock a pris une résonance inattendue en raison des véhémentes protestations des leaders de la communauté noire de Boston. Ces derniers demandent des excuses, sinon même la démission du maire de la ville et du chef de la police. Ils s'en prennent également aux médias pour avoir sans hésitation accepté le récit de Stewart accusant un Noir d'avoir tué sa femme. Plus tard Stewart identifie un jeune noir, Bennet, qui avait déjà eu des démêlés avec la police. Ses dénégations n'avaient aucun poids par rapport à la parole de Stewart, la *« victime »* pleurant son épouse chérie qui, elle, était issue de la moyenne bourgeoisie blanche de la banlieue de Boston, la plus snob des cités américaines. Bennet fut arrêté. Après tout le récit de Stewart était plausible : à un feu rouge, un Noir avait bondi sur la voiture des Stewart, avait pris le sac de Carole, puis avait fait feu. Tirant d'abord une balle dans la nuque de la jeune femme, puis une autre dans l'estomac de Charles. Grâce au téléphone dans son véhicule, Charles alerta la police qui emmena le couple à l'hôpital. Carole devait mourir le lendemain, après avoir mis au monde par césarienne un enfant baptisé Christophe qui devait décéder quelques jours plus tard. Charles, quant à lui, s'en tira, non sans avoir subi plusieurs opérations.

Préméditation

Pour la police, se fondant sur ce récit, tous les Noirs de la banlieue devenaient des suspects, qu'il fallait interroger par les méthodes les plus vigoureuses. Les policiers s'y employèrent, soutenus par la presse qui dans son ensemble dénonçait le nouveau crime d'un Noir.

Le suicide de Stewart a évité à Bennet d'être inculpé, mais l'affaire reste encore obscure. Aucune arrestation n'a été opérée bien que, selon les autorités, Stewart ait pu être aidé par un membre de la famille pour l'exécution de ce crime longuement prémédité. Le mobile ? Apparemment, Stewart aurait voulu encaisser les 80 000 dollars de l'assurance-vie contractée pour Carole et dont il était le bénéficiaire en cas de décès.

Entre-temps les journaux, qui ne voulaient pas être en reste dans cette cascade de révélations et de contre-vérités, ont mené leur propre enquête. Ainsi, d'après certains articles Stewart aurait acheté des bijoux pour une jeune blonde travaillant avec lui. Un autre journal affirme que les frères et les sœurs de Stewart, de connivence, avaient tué la jeune femme. Boston est devenue la proie de la rumeur. Les bruits les plus incroyables circulent. Certains concernent la victime : et si le père de l'enfant avait été un Noir ? D'autres se concentrent sur l'assassin : Charles était-il un cocaïnomane, avait-il d'énormes dettes de jeu ? En tout cas la jeune femme aurait dû savoir à quel genre d'homme elle avait affaire... Bref, le public, ayant eu le sentiment d'avoir été trompé, traîne maintenant le couple dans la boue après l'avoir porté aux nues.

En tout cas l'affaire Stewart intervient après une série d'incidents au cours de l'année passée, dont l'assassinat d'un jeune Noir par des Blancs à Brooklyn au mois d'août, ou la vague de colis piégés dans les Etats du Sud, qui a fait deux morts le mois dernier. Et c'est assez pour que les dirigeants des communautés noires dans tout le pays s'inquiètent à nouveau d'une recrudescence potentielle du racisme aux Etats-Unis.

HENRI PIERRE

PANAMA : les séquelles de la dictature

Le pillage organisé de la « bastille » du général Noriega

Les retombées diplomatiques de l'intervention américaine se multiplient. Saisie par le Nicaragua, l'Organisation des Etats américains (OEA) a estimé, lundi 8 janvier, dans une résolution, que la fouille de la résidence de l'ambassadeur nicaraguayen au Panama, opérée par les forces américaines le 29 décembre dernier, était une *« violation des privilèges et de l'immunité diplomatique »*. A Panama, la foule a pris d'assaut, lundi, l'ancien QG des forces militaires, tandis qu'un nouvel incident se produisait à l'ambassade du Pérou, où les troupes américaines ont encerclé pendant plusieurs heures la résidence de l'ambassadeur, où se trouveraient plusieurs collaborateurs du général Noriega. Par ailleurs, le nouveau président panaméen, M. Endara, a *demandé, dans une lettre adressée à M. George* Bush, une aide économique « d'urgence » de deux milliards de dollars.

PANAMA

de notre correspondant en Amérique centrale

« Allez-y ! C'est à vous ! » L'officier américain n'a pas le temps de terminer sa phrase : des centaines de personnes se sont déjà ruées à l'intérieur de l'ancien quartier général de l'armée panaméenne, en plein cœur de la capitale. Le grand pillage commence et, en quelques heures à peine, lundi 8 janvier, il ne restera plus que les murs de cette gigantesque caserne, en partie détruite par l'aviation américaine dans la nuit du 19 au 20 décembre.

« Je n'avais jamais rien volé, dit, avec un grand sourire, un jeune ébéniste, Rigoberto Broce. *Je vais prendre tout ce que je peux pour le vendre et gagner quelques dollars. J'ai quand même un peu peur : on va peut-être m'arrêter... »* Et il éclate de rire en voyant la mine amusée d'un soldat américain qui récupère des grenades lacrymogènes abandonnées près de là. *« On a besoin des gringos pendant quelque temps pour aider notre nouveau gouvernement et en finir avec les quelques petits groupes armés qui appuient Noriega »*, ajoute-t-il. Sentiment visiblement partagé par de nombreux Panaméens qui n'hésitent pas à exprimer leur sympathie pour les *« envahisseurs »*, qui les ont libérés de la dictature du général Manuel Antonio Noriega.

Une véritable fourmilière dépèce méticuleusement les bâtiments et leur contenu. Beaucoup sont venus avec leurs outils : marteau, tournevis et même chalumeau ! On emporte les tables et les chaises du réfectoire, les lits métalliques à deux étages pris dans les dortoirs, les cuisinières, les réfrigérateurs, les climatisateurs, les vitres épargnées par le souffle des bombes, ect. Une armée de déménageurs improvisés dévale les quatre étages du principal bâtiment. Certains ont revêtu des uniformes trouvés sur place. La plupart des enfants ont un casque militaire sur la tête et d'autres portent même un masque à gaz. Les chassis des fenêtres, les portes, les lavabos, la robinetterie, la tuyauterie... rien ne résiste à la voracité des pilleurs. Le bureau général Noriega, emprisonné la semaine dernière aux Etats-Unis, excite la curiosité des visiteurs mais les Américains sont déjà passés par là et ont emporté tous les documents qui s'y trouvaient.

Tout se passe dans la plus grande harmonie, sans agressivité. Chacun travaille dans son coin et choisit son butin.

Un « gaspillage monstrueux »

Sur le toit, près des énormes trous laissés par les bombes, un homme démonte une gigantesque antenne de télévision. Un peu plus loin, une dizaine de personnes dévissent les tôles de zinc du toit. L'église, qui se trouve un peu à l'écart, n'est pas épargnée non plus. Les belles portes de cèdre ont disparu comme les vitraux, la cloche et même l'autel.

Les plus malins ont pris possession du garage où se trouvent plusieurs centaines de véhicules : voitures de police, camions et même ambulances. Des mécaniciens s'affairent dans cette véritable mine d'or, démontent les roues, enlèvent les moteurs et abandonnent les caracasses. La plupart préfèrent procéder ainsi plutôt que d'emporter les véhicules, sachant que les autorités pourraient tenter de les récupérer par la suite.

Seule note discordante dans cette grande fête populaire : un sergent panaméen, responsable du garage, est atterré par ce qu'il considère comme un *« gaspillage monstrueux »*. *« Les Américains,* dit-il, *ne nous ont même pas avertis qu'ils allaient abandonner la protection des lieux. J'essaie de sauver ce que je peux, mais les gens me disent : on récupère ce que le gouvernement corrompu avait volé au peuple. Ils n'ont pas tout à fait tort. »* De fait, la plupart des pilleurs vivent dans les quartiers pauvres de la capitale, en particulier dans le « chorillo » qui entoure la caserne et a été en partie détruit pendant les combats de la fin décembre. *« L'invasion a été terrible,* reconnaît un peintre en bâtiment, Roberto Gonzalez, *mais elle était nécessaire. Certains ont perdu leur maison et il y a eu beaucoup de morts, mais nous avons gagné la liberté et on nous respecte aujourd'hui. »* Il en tremble d'émotion et il cherche ses mots pour expliquer sa présence dans cette caserne – symbole de la dictature et de la répression : *« Pour moi et pour tous ceux qui sont ici,* dit-il soudain, *c'est comme la prise de la Bastille ! »*

BERTRAND DE LA GRANGE

□ **SALVADOR : Washington « satisfait » des poursuites engagées contre les militaires.** – Les États-Unis ont fait savoir, lundi 8 janvier, leur satisfaction après l'annonce par le président Cristiani des poursuites engagées contre les militaires salvadoriens soupçonnés de l'assassinat de six prêtres jésuites et de deux autres personnes, à l'université de San-Salvador, le 16 novembre dernier. Quarante-sept militaires ont été consignés dans leur caserne et font l'objet d'une enquête, a indiqué, lundi, un officier à San-Salvador.

« M. Cristiani a fait preuve de beaucoup de courage. Nous sommes satisfaits qu'il soit allé de l'avant dans l'enquête », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater. – *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE

La montée de l'islamisme au Maghreb

Le président algérien a reçu le chef du mouvement

Le président Chadli a reçu lundi 8 janvier, à sa demande, M. Abassi Madani, président du Front islamique du salut (FIS), principale formation islamiste en Algérie, autorisée à se constituer en parti politique. C'est la première rencontre officielle entre le chef de l'Etat et le *« cheikh »*, *qui avait décliné* une invitation à l'ouverture du dernier congrès du FLN, fin novembre.

Selon la radio algérienne, M. Chadli a jugé cet entretien très utile pour *« clarifier l'avenir »*. Pour sa part, M. Madani a déclaré à l'AFP que la rencontre entre le chef de l'Etat et le leader d'un parti qui revendique trois millions d'adhérents *« ouvre de nouvelles perspectives et montre le niveau de la maturité politique atteint par l'Algérie »*. Il a notamment été question des prochaines élections communales et provinciales, sur le bon déroulement desquelles M. Chadli a donné des *« assurances »* au chef du FIS.

Cette audience a eu lieu dans un contexte politique et social caractérisé par la recrudescence d'actes de violence et d'intolérance attribués aux intégristes et dénoncés par les médias et les associations de femmes et d'intellectuels.

Le quotidien *El Moudjahid* de lundi rapporte qu'un étudiant de l'institut agrovétérinaire de Tiaret a été hospitalisé après des heurts avec des islamistes qui s'opposaient à la présence d'une jeune fille de la sélection nationale de judo dans une salle d'entraînement. Dans cette université, plusieurs concerts ont été annulés *« sous la pression d'une catégorie d'étudiants qui réglementent tous au lieu et place des responsables »*, rapporte *El Moudjahid*. A Alger, un concert de la chanteuse portugaise Linda de Suza avait été récemment annulé en raison de pressions analogues.

Dimanche, à Constantine, un *colloque sur la démocratie a été* annulé peu après son ouverture parce que des étudiants empêchaient de parler M. Hocine Aït-Ahmed, chef du Front des forces socialistes, qui multiplie les meetings depuis son retour au pays et rassemble un public nombreux.

L'organisation tunisienne autorisée à publier un hebdomadaire

TUNIS

de notre correspondant

Le ministère de l'intérieur a délivré, lundi 8 janvier, au mouvement *islamique* Ennahdha l'autorisation de publier un hebdomadaire dont le titre sera *Al Fajr* (l'Aube) et le directeur M. Hamadi Jebali.

M. Jebali est l'un des six membres du comité exécutif d'Ennahdha. Le mouvement espère avoir la possibilité de transformer par la suite l'hebdomadaire en quotidien. *Al Fajr* paraîtra évidemment en langue arabe mais la publication de suppléments en français et en anglais est envisagée.

Si satisfaction est ainsi donnée à l'une des revendications des islamistes, la reconnaissance de leur mouvement en tant que parti politique ne paraît pas pour autant très proche puisque les autorités ont, jusqu'ici, refusé d'enregistrer leur demande. Le contenu du futur hebdomadaire pourrait servir de test avant que ne soit franchi ce nouveau pas.

M. D.

SOUDAN

Les rebelles revendiquent une importante victoire dans le Sud

Nairobi, *(AFP.)*. – La guérilla de l'Armée de libération du peuple du Soudan (APLS) a remporté *« l'une des plus grandes batailles de la guerre »* contre le pouvoir de Khartoum en détruisant, dans le sud du Soudan, une *« brigade renforcée »* de plus de trois mille soldats, a affirmé *samedi 6 janvier la radio des* rebelles.

L'unité Etoile brillante (Bright Star) de l'APLS a défait la brigade, jeudi, après six jours de combats, l'empêchant de rejoindre la garnison de Kajo-Kaji, dans la province de l'Equatoria de l'Est, a précisé la radio, qui, ajouté que la brigade était commandée par le général Isayah Paul, responsable de la zone militaire de toute la province de l'Equatoria de l'Est. La junte au pouvoir à Khartoum plaçait de grands espoirs dans l'envoi de cette force destinée à relever la garnison de Kajo-Kaji. Selon les rebelles, il avait fallu trois mois pour former cette unité de trois mille hommes équipés de matériel militaire sophistiqué. Si elle est confirmée par des sources indépendantes, l'anéantissement de cette force a effectivement détruit la « base » de la junte *militaire de Khartoum dans* l'Equatoria de l'Est.

La bataille de Kajo-Kaji – qui se trouverait actuellement sous le contrôle de l'APLS – est le premier affrontement d'importance depuis l'échec d'une seconde négociation de paix, le 5 décembre, entre Khartoum et les rebelles du colonel Garang. Elle démontre la futilité de toutes les démarches de paix dans le Sud, tant que la junte de Khartoum demeurera au pouvoir.

NIGÉRIA : la disgrâce du numéro trois du régime militaire

Le président Babangida renforce ses pouvoirs

Le général Ibrahim Babangida a déclaré, lundi 8 janvier, qu'*« il n'y a pas de fissures dans le mur »* du Nigéria, répondant ainsi aux commentaires suscités par les importants changements qu'il a décidés, le 29 décembre, au sein de son gouvernement et du haut commandement militaire. Pourtant, lundi, les chrétiens de l'Etat d'Ondo, au sud du pays, près de Lagos, ont manifesté contre la *« mainmise islamique »* qui caractérise, selon eux, les nouvelles nominations. Ces manifestations ont été *« contrôlées »* et n'ont pas fait de victime.

Le redéploiement dans le haut commandement militaire a été marqué notamment par l'éviction du chef d'état-major interarmes, le général Domkat Bali, un chrétien de l'Etat de Plateau à qui le général Babangida lui-même a pris le fauteuil de ministre de la défense.

Le président Babangida a lancé un appel à l'unité lors de l'investiture du nouveau ministre de l'intérieur, le commodore Lamba Dung, et souligné qu'*« il n'y a pas de problème »* entre lui-même et le général Bali.

L'annonce du départ du général Bali, militaire le plus gradé du Nigéria et numéro trois du régime, consacre néanmoins un renforcement des pouvoirs du président Babangida, et on le compare déjà à un *« coup d'Etat en douceur »*, notent les observateurs de Lagos. Ce départ, s'il s'accomplit avec dignité, est généralement considéré comme une disgrâce.

L'amplitude de ces changements et leur caractère inattendu pourraient laisser penser que le général Babangida a pris ces décisions pour parer à une *« urgence »* face à des contestations internes, soulignent les observateurs. *« Pourquoi un président qui a déjà programmé son départ aurait-il besoin de renforcer à ce point son autorité ? »*, concluent ces mêmes observateurs en rappelant que le général Babangida vient encore de réaffirmer sa décision de rendre le pouvoir à un président civil élu le 1er octobre 1992. – *(AFP.)*

LIBÉRIA

L'armée continue de « nettoyer » le nord du pays

Le comté de Nimba, dans le nord-est du Libéria, était toujours coupé, lundi 8 janvier, du reste du pays tandis que des dizaines d'habitants de cette région continuaient de fuir les violences, pour se réfugier en Côte-d'Ivoire ainsi qu'en Guinée.

Les forces gouvernementales sont engagées dans des opérations de *« nettoyage »* depuis le 24 décembre, date à laquelle des *« dissidents »*, accusés de venir de Côte-d'Ivoire, ont tenté de se soulever contre le pouvoir central. Les affrontements et la répression ont fait plusieurs centaines de morts, essentiellement des civils, selon les informations obtenues auprès des autorités libériennes et les témoignages de réfugiés.

L'assistance internationale s'organise pour venir en aide aux pays qui ont accueilli les réfugiés libériens. L'organisation humanitaire française Médecins sans frontières (MSF) vient ainsi de dépêcher deux équipes médicales et du matériel d'urgence dans la région de Danané, à l'ouest de la Côte-d'Ivoire, où se sont réfugiés plusieurs milliers de Libériens. – *(AFP.)*

ÉTHIOPIE : grève à l'aéroport d'Addis-Abeba

« Entrée libre »

ADDIS-ABEBA

de notre envoyée spéciale

Pour les passagers étrangers débarquant à l'aéroport d'Addis-Abeba, la surprise était de taille, jeudi 4 janvier : la salle des arrivées était pratiquement déserte. Pas un chat aux guichets où l'on délivre d'habitude, après moult questions et vérifications, les visas de transit. Personne pour fouiller les bagages que l'on contrôle, d'ordinaire, avec un soin paranoïaque, jusqu'au bouchon de stylo et à la brosse à dents.

Personne pour vous obliger à remplir la déclaration de devises. Personne non plus derrière la vitre du bureau des changes. Pas même la silhouette d'un de ces policiers en civil si aisément reconnaissables, qui vous suivent ostensiblement du regard jusqu'à l'achèvement des formalités.

Pour qui a déjà goûté à la fouille sévère et tatillonne des douaniers, militaires et autres fonctionnaires, la situation a quelque chose d'inouï et d'un peu angoissant. D'un haussement d'épaule, un soldat en treillis vous le confirme pourtant : aujourd'hui, c'est *« entrée libre »* en Ethiopie. Le régime marxiste du colonel Mengistu aurait-il été renversé ?

Non, bien sûr, et les rues de la capitale où les passants se pressent nonchalamment comme si de rien n'était, en témoignent. La statue de Lénine n'a pas quitté son socle. Mais, le gouvernement, pour la première fois depuis bien des années, aura été massivement nargué : selon des sources bien informées, un appel à la grève générale avait été lancé à Addis-Abeba en début de semaine, comité *ad hoc* et distribution de tracts à la clé. Un appel que les employés de l'aéroport ont suivi sans hésiter.

D'autres secteurs de l'Etat ont-ils été touchés par cette vague contestataire ? Il est trop tôt pour le dire. Cette grève inédite n'a fait, évidemment, l'objet d'aucun commentaire de la part des autorités.

CATHERINE SIMON

AFRIQUE

La Côte-d'Ivoire malade mais lucide

Confronté à une crise sans précédent, le pays modèle de la décolonisation française en Afrique noire veut se ressaisir

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

Chaque jour, *Fraternité-matin*, le quotidien officieux, annonce le nouveau record de la collecte « *pour la sécurité et la paix* » que le président Houphouët-Boigny a ouverte auprès des entreprises et des particuliers à l'automne : plus de 20 millions de francs à la fin de l'année. L'initiative est diversement commentée. Les uns y voient un aveu d'impuissance de l'Etat qui se décharge de ses responsabilités en en appelant au portefeuille de ses administrés pour lutter contre un banditisme général, lui-même sécrété par la crise sociale et économique. Les autres parlent d'un geste symbolique — « *comme vos quêtes pour la recherche contre le cancer* » — destiné à frapper les esprits.

« *Depuis quelques mois, il y a dans ce pays une formidable prise de conscience*, assure un diplomate. *Les problèmes sont aussi nombreux et graves que naguère, mais il y a la volonté d'y faire face, même au prix de sacrifices. Le changement a commencé cet été, après un long séjour en Europe qui a ouvert les yeux au président Houphouët-Boigny.* »

A son retour au pays, le chef de l'Etat décida que les doléances de ses concitoyens pourraient s'exprimer au cours des Journées du dialogue qui se tinrent à Abidjan en septembre. Ses vœux furent exaucés au-delà de ce qu'il avait imaginé, et la situation échappa en partie au contrôle du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), la formation gouvernementale chargée d'encadrer le grand défoulement de deux mille représentants de l'administration, des syndicats et de la classe politique. La presse ivoirienne a pratiquement fait le silence sur les vingt-huit discours prononcés en sa présence à huis clos, mais certaines interventions circulent sous le manteau.

Multipartisme ou « pluralisme » ?

Peut-être stimulé par la mésaventure de son épouse qu'avaient éconduite les militantes de l'Association des femmes ivoiriennes, dont elle est la présidente, M. Joseph Aka Anghui, président de l'Union patronale de Côte-d'Ivoire, a exposé sans fard les craintes des chefs d'entreprise, dénonçant la fraude, la vénalité des juges, l'inefficacité de l'administration et les carences de l'Etat dont les impayés à l'égard des banques et des entreprises nationales dépassent les 6 milliards de francs.

Le plus long discours fut celui du professeur Marcel Ette, secrétaire général du SYNARES, syndicat de l'enseignement supérieur resté autonome. Il a évoqué la baisse du pouvoir d'achat des salariés et des paysans, les inégalités croissantes (10 % de la population possède 43 % des richesses selon un rapport de la Banque mondiale), la fuite des capitaux à l'étranger et — ces propos firent le plus de vagues — la nécessité d'appliquer la Constitution en vigueur depuis l'indépendance qui prévoit le multipartisme (tout comme le règlement de l'Assemblée nationale parle de l'organisation de groupes parlementaires qui n'ont jamais existé...).

A cela, M. Houphouët-Boigny a répondu que le multipartisme, en l'état actuel des choses, était « *une vue de l'esprit* », et, lui emboîtant le pas, la majorité des députés a clamé que la fin du monopole du PDCI conduirait « *au tribalisme et au régionalisme* ». Dans les sphères du pouvoir, on fait valoir qu'à défaut de multipartisme il existe déjà un « *pluralisme* », en raison de nombreux courants au sein d'un parti gouvernemental ouvert aux débats.

De fait, la réforme électorale de 1980, qui a remplacé la liste unique nationale par le scrutin uninominal majoritaire à un tour, permet qu'un seul siège soit brigué par plusieurs candidats du PDCI. Ils étaient 650 pour 147, il y a dix ans, et un familier du président nous assure l'avoir vu pleurer en apprenant la défaite de certains amis de sa génération, puisqu'il y eut 120 nouveaux élus. Bien que le renouvellement ait été moins important en 1985, le Parlement n'est pas complètement aux ordres, les électeurs prenant généralement un malin plaisir à éliminer les caciques au profit d'hommes moins marqués.

Ces considérations n'empêchent pas une partie des intellectuels, notamment dans le corps enseignant, de demander pourquoi l'Afrique n'aurait pas droit aux mêmes libertés que les autres continents. En l'absence de véritable opinion publique, il paraît peu probable que les événements d'Europe de l'Est aient un effet déstabilisateur, mais ils sont déjà présents dans certains esprits.

Chef du Front populaire ivoirien (FPI), parti non reconnu mais dont on parle beaucoup à Abidjan, M. Laurent Gbagbo vient d'adresser « *aux responsables de partis et aux leaders d'opinion en Europe* » un texte appelant à « *une transition pacifique vers la démocratie* ». « *Le dégel Est-Ouest*, y lit-on, *les transitions démocratiques en cours en Amérique latine, en Afrique du Nord et dans l'Europe de l'Est peuvent nous aider sur ce chemin.* »

Quand le ministre français de la coopération, M. Jacques Pelletier, invite l'Afrique à « *la construction de l'Etat de droit* » (*le Monde* daté 7-8 janvier), il emploie des mots utilisés par M. Gbagbo dans *son manifeste*. Ce langage est nouveau à Paris et, qu'on l'admette ou non officiellement, de nature à encourager les opposants modérés qui se manifestent aujourd'hui en Côte-d'Ivoire et dans d'autres pays africains.

Le cas de M. Gbagbo, rentré en Côte-d'Ivoire en septembre 1988 et reçu par M. Houphouët-Boigny après un exil de six ans, est une illustration de « *l'absolutisme à visage humain* » du doyen de l'Afrique francophone. Un homme d'affaires bailleur de fonds du FPI, M. Innocent Anaky, a été interpellé en 1988, enfermé quelques jours dans la résidence privée du chef de l'Etat puis incarcéré et condamné pour « *non-paiement de charges sociales et de droits de douane* ». Mais, pour sa part, M. Gbagbo touche un salaire de chercheur en histoire à l'université bien qu'il soit « placardisé » et il se sent assez intouchable, en ce moment, pour nous tenir à très haute voix des propos incendiaires dans la cour de sa villa.

Le syndrome tunisien

Corruption, incohérence, tout y passe : « *Les ministres, j'en connais beaucoup depuis l'université ; ils sont de mon âge et je sais d'où ils viennent. Vous trouvez normal qu'ils soient milliardaires au bout de quelques mois ?* (...) *A l'Est on adhère au PC, ici c'est un parti dit de masse. On est tous membres d'office. Il y a une retenue à la source pour la cotisation de tous les salariés : un dixième du salaire mensuel prélevé une fois par an. Donc moi, opposant, je cotise au PDCI, j'ai ma carte !* »

Ce fait et quelques autres sont mentionnés dans une étude qui fait grand bruit à Abidjan, celle d'un cabinet de consultants français (1) qui, sous le titre « *L'après-Houphouët* », formulent plusieurs hypothèses sur la succession, depuis le consensus sur un nom dans la classe dirigeante jusqu'aux émeutes urbaines ou au putsch.

Agé de quatre-vingt-quatre ans, M. Houphouët-Boigny ne paraît pas décidé à se retirer. En nous déclarant : « *Si j'ai la force de tenir, je reste* » (*le Monde* du 28 décembre 1989), il a probablement mis un terme aux spéculations sur sa candidature pour un nouveau mandat à l'automne prochain. Il ne reste plus aux prétendants possibles à la succession qu'à cacher leurs rivalités derrière un unanimisme de façade dans l'exaltation de la pensée présidentielle.

Pour le moment, malgré son grand âge, le chef de l'Etat reste capable d'exercer sa fonction, en se ménageant. Mais, à la lumière de ce qui s'est passé en Tunisie, des députés ne s'interdisent plus d'évoquer l'hypothèse où « *le président déclinerait comme Bourguiba* ». *Ces propos ne sont évidemment pas* tenus en public. Lors des Journées du dialogue, les élus ont simplement prié M. Houphouët-Boigny « *de bien vouloir accepter une révision des dispositions de la Constitution au regard de l'article 11* ». *Celui-ci stipule que le président de* l'Assemblée nationale — actuellement M. Henri Konan Bédié — assure l'intérim en cas de vacance du pouvoir, à charge pour lui d'organiser une élection présidentielle dans les soixante jours. Le prochain congrès du parti pourrait décider que le successeur intérimaire termine le mandat présidentiel, pour éviter une élection dans la confusion et la précipitation.

Pays relativement prévoyant et organisé, apparemment à l'abri d'un putsch en raison de la méfiance de M. Houphouët-Boigny à l'égard de l'armée qui ne dispose que de 3 % du budget national pour ses dépenses d'équipement, la Côte-d'Ivoire souffre sur le plan politique de la peur de l'inconnu en cas d'empêchement brutal du chef de l'Etat. Celui-ci ne fait rien pour arranger les choses quand il fulmine : « *Ceux qui sont prêts à me voir partir, je leur dis de faire très attention, j'ai une couronne* [mortuaire] *pour eux.* »

La première erreur de M. Houphouët-Boigny a été d'engager en 1987 un combat juste mais inégal contre la spéculation mondiale sur le cacao et le café, principales ressources du pays, celles qui provoquèrent son euphorie quand les cours triplèrent entre 1975 et 1977. Croyant en la poule aux œufs d'or, les Ivoiriens multiplièrent les surfaces cultivées, sans se soucier du rendement ni d'un début de concurrence asiatique. Les immenses « tours ministérielles », dans les ascenseurs desquelles des milliers de fonctionnaires se pressent comme dans le métro, rivalisaient en hauteur avec l'immeuble de la fameuse « Caistab », la Caisse de stabilisation des produits agricoles, dont les profits finançaient 40 % du budget d'investissement ivoirien.

Une guerre perdue

N'admettant pas l'effondrement des cours, à partir de 1986, *le « président-planteur »*, celui qui avait fait confiance aux paysans, contrairement à tant de ses pairs africains, décida la « *grève des ventes* » sur le marché international. Ce fut pour s'apercevoir, après des péripéties diverses, que l'on pouvait se passer de son pays. « *La mort dans l'âme* », il s'est ravisé en octobre, ne garantissant plus aux 200 000 producteurs ivoiriens qu'un prix réduit de moitié.

Les récoltes stockées ont été vendues à un cours inférieur à ce qu'il était il y a deux ans. Celle de la campagne 1989-1990 n'atteindra pas les 800 000 tonnes de cacao dont on parle généralement. Les experts tablent sur 650 000 tonnes, « *la production s'étant déjà adaptée au marché* ». Les paysans, désemparés, ne cultivent plus comme avant, les exportateurs traînent les pieds en attendant que la « Caistab » leur verse les quelque 2,6 milliards de francs qu'elle leur doit sur la campagne précédente.

Tout en demandant la baisse des prix artificiellement garantis aux paysans, le FMI et la Banque mondiale — dont le concours est indispensable pour faire face aux énormes « *besoins de financement* » ivoiriens — ont songé quelque temps à une dévaluation de la monnaie, le franc CFA. Refroidies par ce qu'une expérience analogue — mais hors zone franc — leur a coûté au Ghana, les institutions de Bretton Woods ont un nouveau dada : la « *réduction des coûts de production* » dans tous les secteurs.

En principe, un plan d'assainissement, comportant la privatisation d'entreprises publiques et le renforcement de l'administration fiscale combiné avec la réduction des charges salariales dans la fonction publique, devrait déboucher sur un « *programme de relance* » dans deux ans. Le secteur privé français, qui n'investit pratiquement plus en Côte-d'Ivoire, est passablement sceptique, mais, au niveau de l'Etat, la France est associée à cette opération de sauvetage. Elle a promis deux prêts d'ajustement structurel d'un montant total de 1,3 milliard de francs pour la période 1989-1990.

« *Les chiffres ne doivent pas masquer l'aspect politique*, dit un responsable français. *Les Pays-Bas et la Grande-Bretagne font preuve d'une hostilité systématique à la Côte-d'Ivoire dans les instances financières internationales.* » Les anciennes puissances tutélaires de la Malaisie et de l'Indonésie, principaux concurrents d'Abidjan pour le cacao et le café, ne seraient pas fâchées de voir s'effondrer la « *vitrine de la décolonisation française* » en Afrique. Paris paraît toujours sensible à cet argument, mais certains Ivoiriens admettent eux-mêmes qu'ils ne pourront en jouer indéfiniment sans un propre effort de redressement.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

(1) Nord-Sud-Export consultants, 46, rue de Provence, Paris (9e).

A l'hôpital de Treichville

La grande détresse des sidéens

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

Avec une espérance de vie supérieure à cinquante-sept ans, la Côte-d'Ivoire se classe honorablement parmi les pays à revenu intermédiaire, grâce notamment à d'efficaces campagnes de vaccination et à un approvisionnement satisfaisant des populations rurales en eau potable. Le budget de la santé y est presque le double de la moyenne des pays au sud du Sahara, *mais les effets de la* crise se font de plus en plus sentir dans le domaine hospitalier. On délivre des ordonnances, mais les médicaments sont à la charge du malade, sauf pour les cas de tuberculose et de lèpre. Pour se faire opérer, il faut apporter ses antibiotiques et ses produits d'anesthésie...

Une mutuelle des fonctionnaires palliait partiellement l'absence de sécurité sociale, *mais elle est en cessation de* paiements. Achevé au printemps, l'hôpital de Yopougon, troisième CHU d'Abidjan, n'avait pas encore ouvert ses portes à la fin de l'année parce qu'il manquait 8 millions de francs pour constituer le stock de médicaments indispensables.

Dans de telles conditions, l'arrivée du sida prend la tournure d'une catastrophe nationale, que les responsables ne cherchent plus à dissimuler. L'homme qui a pris le problème à bras-le-corps, le professeur Koudou Odéhoury, travaille au CHU de Treichville, l'ancien quartier des plaisirs nocturnes, *aujourd'hui en sommeil à cause* de l'insécurité et des autres malheurs du temps.

Le spectacle des familles de malades leur préparant les repas en plein air, au milieu du linge séchant à plat sur les pelouses, prévient tout de suite du caractère très relatif de la notion de service public. Mais ce joyeux désordre cesse aux abords du pavillon des maladies infectieuses. Les cadavres ambulants qu'on y débarque ne laissent aucun doute sur la nature du mal. Les cent lits du bâtiment sont occupés par les « pestiférés » de la dernière décennie du millénaire, et la « *rotation* » est rapide vu l'état de phase terminale dans lequel arrivent la plupart des victimes.

400 000 séropositifs

« *Il y a déjà des problèmes pour se procurer de la nivaquine, alors, l'AZT, vous imaginez bien qu'il n'en est pas question*, nous dit le professeur Odéhoury. *Rien qu'ici, il y a trois nouveaux cas par jour. Il faut espérer qu'on trouvera un vaccin ou un médicament efficace, sinon nous allons vers un drame majeur.* »

Les premiers chiffres officiels ont été donnés en octobre ; 1 500 sidéens pour une population de 12 millions d'habitants *et 400 000 séropositifs.* Selon une enquête réalisée en février 1989 sur 5 000 personnes, le taux de prévalence atteint 5 % dans les campagnes et 7,3 % dans les villes. « *On a fait les examens à partir de l'âge de quinze ans, ce qui aboutit à une impasse sur les enfants nés de mères séropositives, et, croyez-moi, ça fait du monde* », avoue un haut fonctionnaire au ministère de la santé. Officiellement, on présente comme un fait étonnant qu'il y ait quatre hommes pour une femme parmi les malades recensés. « *C'est tout simplement parce que la femme ne va pas à l'hôpital aussi facilement que l'homme, il n'y a là aucun mystère scientifique* », explique froidement le même responsable.

Faute de pouvoir offrir aux *sidéens autre chose qu'un mouroir*, l'accent est mis sur la prévention et l'information. Avec l'aide de la CEE, un dispositif de contrôle pour éviter la contamination par le sang devrait être en place d'ici à février. L'OMS contribue à la mise en service de petits centres de dépistage, où un examen revient à moins *de 20 francs. L'US Aid a fourni* plus de trois millions de préservatifs qui ont été distribués ; *elle en a promis cinq millions* supplémentaires.

Hélas devenu banal, le sida reste une maladie « honteuse ». « *Je reviens de l'enterrement du fils d'un ami*, nous dit un élu d'Abidjan. *Tout le monde savait à quoi s'en tenir, mais on a fait comme si c'était la tuberculose.* » Cependant le péril est maintenant présent dans les esprits. Les préservatifs sont exposés près de la caisse des pharmacies. Les femmes acceptent de plus en plus difficilement le « deuxième bureau » (la maîtresse) de leurs maris. Jusque dans les lycées des affiches préviennent : « *Le sida est là, il tue.* » *Une campagne confiée à* une agence de publicité a été interrompue à Abidjan parce que l'image hallucinante d'un malade exposée devant les feux rouges de la ville a été jugée « *mauvaise pour le tourisme* ». Mais, sur les murs, à la radio et à la télévision, d'autres mises en garde vont avoir lieu.

Une équipe spécialisée répond aux appels au numéro 33-14-68, « *Sida direct* ». Elle a du travail. « *Les gens admettent maintenant la réalité du problème* », dit un responsable. On appelle même des pays voisins...

J. de la G.

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes

Huit contributions en présence pour la réunion du comité directeur du PS les 13 et 14 janvier

Le comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit à la fin de la semaine, aura *pour tâche d'examiner la possibilité d'une* synthèse entre les contributions générales soumises, depuis l'automne dernier, à l'attention des militants.

Ces contributions étaient au nombre de neuf, mais nous ne présentons, ci-dessous, les principales propositions que de huit d'entre elles, M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, ayant annoncé, le 7 janvier, son ralliement à M. Laurent Fabius. Le premier ministre, M. Michel Rocard, *n'a pas signé lui-même le texte* présenté par ses amis.

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du *PS, n'a pas signé, lui non plus, de contribution*, mais ses amis sont signataires, derrière M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, de celle que ce dernier avait élaborée avec M. Lionel Jospin. La réunion du comité directeur devrait confirmer l'impossibilité d'une synthèse et déboucher sur la présentation de plusieurs motions au vote des militants, en vue du congrès qui se réunira à Rennes à la mi-mars.

M. Fabius a confirmé son intention d'en *déposer une, ce qui amènera MM. Jospin et* Mauroy, d'une part, M. Rocard, de l'autre, à faire de même. M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a indiqué, lundi 8 janvier, qu'il entend présenter la sienne. MM. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, et Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, déposeront chacun la sienne.

Enfin, M. Julien Dray et Mme Marie-*Noëlle Lienemann*, tous deux députés de l'Essonne, pourraient soumettre leurs idées au vote des militants soit séparément, soit, peut-être, ensemble.

P. J.

– POLITIQUE ECONOMIQUE *ET SOCIALE.*

Rocardiens : assurer le juste partage à travers le pacte de croissance, *développer de nouvelles solidarités* par la revalorisation des revenus les plus bas, aller vers plus de justice dans les prélèvements sociaux et fiscaux, notamment par l'instauration du prélèvement social généralisé, rénover le service public.

Jospin-Delebarre : *« faire du partage notre loi »*, en redonnant aux salaires une dynamique plus forte *que celle des revenus non salariaux*, en faisant une place plus large à l'extension du salaire différé par le recours aux fonds salariaux ; conduire une grande réforme de la *fiscalité*, revoir la structure des prélèvements locaux et sociaux, établir une nouvelle *fiscalité* du patrimoine.

Fabius : rééquilibrer la croissance des *revenus* au profit des revenus du travail, réformer la fiscalité ; négocier et mettre en oeuvre rapidement un plan de modernisation et de revalorisation de la fonction publique étendre extension des lois Auroux, mener une action en faveur de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, présenter au Parlement, chaque année, un bilan *social de la nation.*

Mermaz : réactualiser les procédures d'arbitrage et de médiation de *l'Etat dans les conflits sociaux*, réformer la fiscalité, établir une contribution sociale généralisée progressive sur l'ensemble des revenus, améliorer le service public, permettre au secteur public d'accéder au marché financier, assurer l'application des *lois* Auroux et créer un statut de l'élu social.

Une négociation biannuelle

Poperen : créer les conditions d'un *« nouveau compromis social »* par une négociation biannuelle entre les pouvoirs publics, les chefs d'entreprise et les salariés au sein d'une commission centrale de partage du revenu national ; cette négociation porterait sur la redistribution du temps de travail et sur les salaires, dont la référence serait une *indexation sur la croissance* économique.

Chevènement : *« fermer la parenthèse libérale »*, soit en *« réorientant de l'intérieur la construction européenne »*, soit en *« jouant « mondial » le jeu de la France »* ; assurer une répartition plus équitable des fruits de la croissance entre le capital et le travail, en liant contractuel*lement les revenus de ce dernier à la* croissance économique ; relancer la politique industrielle ; réformer la fiscalité ; admettre que le secteur public ait des contours mouvants.

Dray : réformer la fiscalité, en accroissant notamment l'impôt sur les successions et l'impôt sur la fortune et en renforçant la progressivité de l'impôt sur le revenu ; *réduire l'écart des salaires par* leur augmentation différenciée ; réduire le budget de la défense, afin de dégager des moyens financiers pour d'autres investissements ; définir une véritable politique industrielle et créer un capital public risque.

Lienemann : *« redistribuer le pouvoir économique »* dans l'entreprise et dans l'ensemble de l'économie, *notamment en renforçant les règles* qui garantissent la concurrence et limitent les ententes ; reconvertir l'industrie d'armement et abandon*ner progressivement* la production d'énergie nucléaire ; assurer le partage du travail sur la base de trente-cinq heures hebdomadaires, privilégier les fonds salariaux et les salaires différés dans la redistribution de la croissance.

– LAICITE, IMMIGRATION.

Rocardiens : *« la laïcité reste la valeur essentielle des socialistes »* face à la montée des intolérances, des fanatismes, des intégrismes, des exclusions et des racismes.

Jospin-Delebarre : laïcité de l'école et de l'Etat contre les fanatismes et les intolérances, intégration *des immigrés. « promouvoir »* leur droit de vote aux élections locales.

***Fabius** : contrôler l'immigration* en empêchant les entrées clandestines, accepter les immigrés en situation régulière et respecter leurs différences ; inscrire automatiquement sur les listes électorales les jeunes qui y ont droit ; *« la laïcité est un ciment et un rempart ».*

Mermaz : donner des moyens financiers à la politique d'intégra*tion et lutter contre les ferments du* racisme et de la xénophobie, accorder aux immigrés, après un temps de résidence en France, le droit de vote aux élections locales et accélérer les procédures de naturalisation.

Poperen : avancer hardiment sur la voie de l'intégration en en créant les conditions sociales et juridiques, notamment l'accélération des procédures de *naturalisation* ; envisager éventuellement l'octroi d'un droit de vote aux immigrés pour certaines élections locales ; lutter contre les progrès de l'intégrisme en assurant la liberté d'expression de toutes les croyances.

Chevènement : *« la laïcité est la culture de la République »* ; l'enracinement de nouvelles générations d'immigrants est une chance pour la vitalité de la France si les moyens sont pris d'une véritable intégration, *qui passe par une politique* massive systématique et rapide de naturalisation.

Dray : opposer une nouvelle dynamique laïque à la montée des fanatismes, assurer l'égalité des droits en accordant aux immigrés le droit de vote aux élections locales ; accès à la nationalité française pour tous les étrangers en situation régulière résidant en France depuis cinq ans.

Lienemann : préparer le droit de vote des immigrés aux élections locales par l'association de représentants des immigrés élus aux conseils municipaux.

– ENVIRONNEMENT.

Rocardiens : faire la synthèse entre le socialisme et l'écologisme, entre la croissance et l'environnement ; définir les conditions d'une croissance plus économe d'énergie, de matières premières et d'espace ; mettre en place un *« corps de veille écologique »* et un conseil national de l'écologie scientifique.

Jospin - Delebarre : intégrer pleinement les impératifs écologiques dans l'économie par des mesures législatives visant à assurer la sécurité de la production d'énergie nucléaire et la limitation de l'émission de gaz carbonique ; repenser l'aménagement du territoire et la gestion des ressources naturelles.

***Fabius** : le PS doit devenir le pre*mier parti écologiste de France ; créer un observatoire des grands



équilibres écologiques, un institut national de recherche et de formation sur les problèmes d'environnement et une agence pour la gestion et la maîtrise des ressources en eau.

Mermaz : préserver et entretenir le milieu naturel par une politique de l'environnement, un aménagement équilibré du territoire, la préservation et l'entretien des ressources fondamentales.

Poperen : respecter l'équilibre entre l'homme et la nature, menacé par la logique productiviste du capitalisme comme par celle de la bureaucratie du Gosplan ; les socialistes doivent prouver que leur orientation et leur politique répondent aux préoccupations de l'opinion en matière d'environnement.

Chevènement : récuser le catastrophisme, mais contrôler les logiques à court terme par un développement planifié, qui tienne compte du patrimoine commun (biosphère, atmoshère, espace, forêts, etc) ; tenir un discours écologique capable de devenir hégémonique.

Dray : rechercher une alliance avec les Verts comme avec les anciens communistes ; l'Etat doit faire contrepoids à la course au profit lorsqu'elle détruit l'environnement et engendre de profonds déséquilibres dans l'aménagement du territoire.

Lienemann : l'écologie est le nouveau mode de développement à l'échelle de la planète ; renouveler la conception et la gestion de ressources communes, remettre en cause le choix de l'énergie nucléaire en raison des risques majeurs qu'elle comporte.

– POLITIQUE ETRANGERE ET DEFENSE.

Rocardiens : *« il nous faut gagner la bataille pour l'organisation de la planète »* ; faire de l'Europe un espace économiquement puissant, progressivement unifié au plan monétaire et correctement protégé des formes sauvages et déloyales de concurrence internationale ; soutenir les forces qui, à l'Est, veulent conduire avec responsabilité la mutation de leur pays vers des sociétés démocratiques et solidaires.

Jospin-Delebarre : équilibrer les forces du marché, en Europe, par des institutions puissantes et démocratiquement contrôlées, et par une forte action communautaire ; élaborer un espace social, respecter les *diversités régionales, développer* des politiques structurelles ; les apports de capitaux aux pays de l'Est doivent être garantis par l'Etat ou par la Communauté ; *« la France doit être au coeur des initiatives qui feraient décroître la course aux armements »* ; *« garantir prioritairement le coeur de notre dissuasion ».*

Une dimension sociale

Fabius : lutter pour l'instauration d'un ordre économique international plus juste et plus respectueux de *la nature* ; avancer vers le maximum de désarmement compatible avec la sécurité ; introduire plus de démocratie dans la vie de la Communauté européenne ; *« la dimension sociale doit être la matrice de la Communauté »* ; il faut renforcer la construction européenne et la réorienter *« à gauche ».*

Mermaz : les priorités de la construction européenne doivent être la dimension sociale, l'union économique et monétaire et la coopération dans le domaine de l'audiovisuel ; mener une action concertée au niveau européen en faveur des pays de l'Est ; contribuer à *l'émergence d'un ordre économi*que international plus juste et plus solidaire ; participer activement aux négociations sur le désarmement sans, pour autant, que la France *« baisse sa garde ».*

Poperen : le PS doit agir pour harmoniser les positions et le comportement des diverses composantes du mouvement social de l'Europe des Douze ; *proposer à l'ensemble de la* gauche européenne une campagne pour le développement de l'emploi par une nouvelle répartition du temps de travail ; en choisissant la voie social-démocrate, l'Europe répondra aux aspirations des peuples qui, à l'Est, sortent du carcan bureaucratique.

Chevènement : l'Europe doit être réorientée économiquement, politiquement, culturellement ; la formule politique la plus adaptée est celle d'une confédération d'Etats démocratiques ; il faut donner corps à l'idée d'un *« môle européen de défense »*, fondé sur la dissuasion, afin d'aboutir à un niveau stable de sécurité, à un niveau d'armement réduit, en Europe ; il faut apporter aux évolutions à l'Est une réponse politique globale.

Rendre le pouvoir aux militants

Dray : la solution aux problèmes que crée la construction européenne est dans le développement de l'Europe elle-même ; la libre circulation des capitaux ne peut être autorisée sans garantie ni contrepartie ; le *Parlement européen doit* devenir le véritable lieu de décision de la Communauté ; créer un parti socialiste transnational ; remettre en cause l'organisation de la défense.

Lienemann : démocratiser et redistribuer le pouvoir au sein des instances internationales ; réorganiser la politique de coopération ; *remettre en cause le système de* défense en réduisant les crédits militaires ; relancer l'union européenne vers la création des Etats-Unis d'Europe, en proposant au Parlement de Strasbourg un projet de constitution européenne.

– LE PARTI.

Rocardiens : élargir la base populaire du PS ; renforcer la démocratie interne, en appliquant la règle : un suffrage militant égale un mandat ; décentraliser les procédures de désignation des candidats aux élections, notamment européennes ; accorder plus de responsabilité au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) ; associer davantage les sympathisants à la vie du parti ; renforcer l'action internationale du PS.

Jospin-Delebarre : respecter et renforcer le PS, abaisser les cotisations, notamment pour les jeunes et les chômeurs, décentraliser l'organisation, accueillir les sympathisants, renforcer les capacités de réflexion et d'expertise, notamment par la création d'une fondation de recherche et l'élargissement du groupe des experts ; resserrer le secrétariat national, élargir le comité directeur à l'ensemble des premiers secrétaires fédéraux.

Fabius : abaisser les cotisations, progreser vers la parité hommes-femmes dans les organes internes à terme de dix ans, organiser les sympathisants, instituer des conventions d'initiative militante, adopter le principe « un militant présent égale une voix », créer un institut de formation national et international, réorganiser la fédération des élus, améliorer la coordination au niveau européen comme au niveau régional.

Mermaz : harmoniser les cotisations, respecter le quota féminin, organiser des conventions nationales ou départementales, associer les premiers secrétaires fédéraux aux travaux du comité directeur, accueillir les sympathisants lors de réunions de section publiques, améliorer le fonctionnement de la fédération des élus, renforcer la formation, développer les sections d'entreprise, créer une fondation servant à promouvoir un centre international de recherche, de rencontre et de formation.

Poperen : abaisser *« drastiquement »* les cotisations, associer les sympathisants à la vie du congrès, calculer les mandats sur la seule base des adhérents présents aux réunions de section, créer un bulletin quotidien et un centre de réflexion et d'études auquel serait associé un centre d'édition et de diffusion.

Chevènement : respecter le rôle des courants de pensée qui doivent élire leurs représentants à tous les niveaux ; resserrer et réorganiser le bureau exécutif et le comité directeur, réunir une convention nationale chaque trimestre, lancer une campagne d'adhésions massive, créer une organisation spécifique d'étudiants, améliorer la formation, adopter le principe « un militant présent égale un mandat ».

***Dray** : adopter le principe « un* adhérent présent égale une voix » ; *« il faut que la morale retrouve son compte dans le fonctionnement de notre parti ».*

Lienemann : rendre le pouvoir *aux militants, adopter le principe* « un militant présent égale un mandat », généraliser le vote à bulletin secret, premettre que mille adhérents répartis dans vingt fédérations puisssent provoquer la réunion d'une convention nationale, diviser les grosses sections, limiter les cumuls, régionaliser et décentraliser l'organisation du parti, limiter à 50 % le nombre de membres du comité directeurs choisis sur la base des courants, les autres l'étant sur *celle des secteurs thématiques* et des régions, associer les sympathisants, progresser vers un PS européen transnational.

M. Mermaz dépose sa propre motion

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a indiqué, lundi 8 janvier, sur France-Inter, qu'il soumettrait son propre texte au vote des militants avant le congrès du PS à Rennes. M. Mermaz a précisé qu'il entend effectuer un *« travail de fédérateur »*. Indiquant ses craintes face à *« une dérive, un véritable éclatement, une guerre des chefs, une bataille de clans »* au PS qui risque de *« faire passer au second plan le débat d'idées »*. Le président du groupe socialiste a déclaré vouloir *« recoller les morceaux ». « Nous voulons fédérer et si nous ne pouvons le faire avant le comité directeur du 13 janvier, il va falloir tout faire au moment du congrès, à la mi-mars à Rennes. »*

Confirmant son intérêt pour la fonction de premier secrétaire du PS, M. Mermaz a estimé que *« si ce travail de fédérateur réussit »*, il pourrait être *« dans cette situation ». « Nous devons ensemble, en y associant M. Pierre Mauroy, faire en sorte que ce parti soit plus présent sur le terrain, plus imaginatif, plus inventif. » « C'est un immense projet »*, a souligné le président du groupe socialiste.

M. Mermaz, qui a notamment réuni sur sa contribution MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, Louis Mexandeau, député du Calvados et Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, est ainsi, après MM. Laurent Fabius et Jean Poperen, le troisième représentant du courant mitterrandiste à annoncer le dépôt de sa propre motion.

La contestation au sein du Parti communiste français

« L'Humanité » reproche à M. Petre Roman son jugement « profondément injuste »

« C'était prévisible ! » : l'Humanité dumardi 9 janvier accuse la presse d'avoir utilisé *« en grand et sans vergogne, la remarque lapidaire et profondément injuste de Petre Roman sur le PCF et le stalinisme »*. Dimanche, le premier ministre roumain avait estimé sur TF 1 que ce parti n'avait *« pas fait une analyse complète, à fond, de son stalinisme »*. Mme Francette Lazard, membre du bureau politique, indique que *« le mépris des faits et la manipulation des mémoires vont toujours de pair »*, avant de souligner qu'*« en renonçant avec éclat à la notion de dictature du prolétariat, notre 22e congrès (1976) se dégageait définitivement de toute référence à tout modèle autoritaire du socialisme »*. Le jugement de cette dirigeante est publié comme un *« commentaire »* et ne semble donc pas être une *« déclaration » du bureau politique.*

Réagissant aux propos de M. Roman, l'ancien coordinateur des rénovateurs communistes, M. Claude Llabres, qui anime désormais le Forum progressiste, a estimé que *« l'essentiel n'est pas de savoir qui chez les communistes est plus ou moins stalinien, mais (...) de mettre sa culture d'ancien communiste, en l'assumant de façon critique, au service de la gauche, du progrès et de la démocratie »*. Ancien membre du comité central du PCF, M. Llabres a été exclu de ce parti en 1987.

Pour sa part, le MRC (Mouvement des rénovateurs communistes) juge *« comme un acte nécessaire de salubrité et de dignité politique l'actuelle campagne menée par nos camarades reconstructeurs visant à la démission collective de la direction du PCF et à la convocation d'un congrès extraordinaire »*. Cette volonté de voir convoquer rapidement un congrès a été réaffirmée, samedi, par les opposants *« reconstructeurs »* qui souhaitent également, entre autres, la réintégration des militants exclus ainsi que la publication des effectifs réels du parti.

POLITIQUE

Nouvelle bataille en perspective sur fond d'immigration

Le Conseil d'Etat annule les élections municipales de Sarcelles

Le Conseil d'Etat a rendu, lundi 8 janvier, plusieurs décisions à la suite de requêtes lui demandant l'annulation d'élections municipales du mois de mars 1989. Dans la plupart des cas, il a confirmé les résultats alors proclamés. Il en va ainsi pour Palaiseau et Le Plessis-Robinson (Essonne), pour les deuxième et quatrième secteurs de Paris, où il n'a pas retenu l'argumentaire des candidats socialistes, MM. Pierre Schapira et Maurice Benassayag.

En revanche, le Conseil a considéré que l'envoi aux locataires de l'office public d'HLM d'Arcueil (Val-de-Marne), par son président, d'une lettre les invitant à renouveler le mandat du maire communiste sortant, sans que la liste de droite ait eu les moyens de répondre « efficacement », avait permis à la liste de gauche d'obtenir un siège de plus : il le lui a donc retiré, sans, toutefois, l'attribuer à ses concurents.

Surtout, une fois encore, le Conseil d'Etat a été conduit à annuler les élections municipales de Sarcelles (Val-d'Oise), où en mars dernier la droite ne l'avait emporté que grâce à une triangulaire imposée par le PC au PS.

La tradition doit commencer à peser aux habitants de Sarcelles. Comme lors des élections municipales de 1971 et de 1983, comme lors des cantonales de 1985, le Conseil d'Etat, confirmant la décision du tribunal administratif de Versailles, a annulé les résultats du mois de mars dernier. Le maire, M. Raymond Lamontagne (RPR), et son conseil municipal vont donc devoir quitter l'hôtel de ville, en attendant que d'ici, deux mois, les électeurs retournent une nouvelle fois aux urnes. Dans cette cité, véritable « ville nouvelle », sans en avoir le statut, de la grande banlieue parisienne, ces « partielles » ne pourront avoir qu'un retentissement important.

Les élections municipales du printemps dernier s'y étaient déjà déroulées dans un climat particulièrement tendu. Les communistes, qui avaient géré la ville jusqu'en 1983, avaient si mal accepté de devoir laisser la tête de la liste de gauche à un socialiste, en l'occurrence M. Dominique Strauss-Kahn, député de la circonscription depuis 1988 et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qu'un accord n'avait pu être trouvé entre PC et PS. Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur communiste, avait donc maintenu sa présence au second tour, alors même que sa liste avait été largement devancée par les socialistes au premier tour : 20,64 % des suffrages exprimés contre 26,78 % à M. Strauss-Kahn.

La situation avait été tout aussi curieuse à droite. Bien qu'il ait obtenu le droit de se maintenir (il avait recueilli 10,67 % des suffrages exprimés au premier tour), le responsable du Front national, M. Roger Lapetouille, décidait de se retirer, en contradiction avec les consignes nationales de son parti. A la veille du second tour, un tract était même distribué, portant la signature du FN, appelant à voter pour M. Lamontagne et détaillant les termes d'un accord qui aurait été passé avec lui.

C'est cette distribution tardive que le Conseil d'Etat, sur requête de M. Strauss-Kahn, a jugé « *de nature à modifier le résultat du scrutin* ». En effet, le candidat du RPR ne l'avait emporté que de 281 voix, obtenant 43,54 % des suffrages exprimés contre 41,89 % à M. Strauss-Kahn et 14,55 % à Mme Beaudeau. La consternation régnait à la mairie après cette décision. M. Lamontagne affirmait : « *il s'agit pour moi d'un déni de justice, car mon équipe n'a commis aucune irrégularité. Ce tract, à l'évidence, avait été fait par mes adversaires pour me nuire, principalement auprès de l'importante communauté juive.* »

Le FN veut recommencer Dreux

La satisfaction était, en revanche, totale chez les socialistes. Immédiatement, M. Strauss-Kahn tentait de prendre contact avec le PC, car il souhaite conduire une liste « *regroupant toutes les forces de progrès* ». Il reconnait que le plus difficile sera, probablement, de mobiliser les électeurs. Mais la fédération du PC se mure, pour l'instant dans un son silence.

L'intérêt pour cette nouvelle campagne est particulièrement vif au Front national. Il a déja décidé de changer de tête de liste, de tenter de profiter de l'effet « Dreux », en axant sa campagne sur l'immigration. Son responsable départemental, M. Gilbert Cottinet, prévient déja : « *cette fois nous irons jusqu'au bout. M. Lamontagne aimerait que nos sypathisants votent pour lui, mais il ne veut pas que cela se sache pour ne pas froisser les immigrés...* ». Dans ce « melting pot », qu'est Sarcelles, cette campagne pourrait bien être explosive.

JACQUELINE MEILLON

Mme Dupuy, kamikaze à Cannes

M. Michel Mouillot, maire PR-UDF de Cannes, dont l'élection a *été invalidée par le Conseil* d'Etat, a annoncé, lundi 8 janvier, qu'il briguerait de nouveau ce mandat le 28 janvier à la tête d'une liste d'union UDF-PR. Un conseiller sortant CDS, M. Lucien Jarry, conduira également une liste sur laquelle figurera, en dernière position, Mme Anne-Marie Dupuy, maire RPR battu en mars 1989 par M. Mouillot.

L'efficacité trouvera peut-être son compte dans la constitution d'une liste commune UDF-RPR pour l'élection municipale de Cannes le 28 janvier. Mais les deux partis de l'opposition s'étaient si rudement affrontés sur la Croisette en mars 1989 que Mme Anne-Marie Dupuy, maire sortant RPR, se considérant outragée par les propos, jugés par elle diffamatoires, de son concurrent UDF, M. Mouillot, avait obtenu réparation devant les tribunaux.

En clair, Mme Dupuy considérait que son adversaire n'avait dû son succès qu'à la tromperie et ne méritait pas de porter l'écharpe tricolore. Qu'en quelque sorte c'est elle qui aurait dû être réélue. En bonne logique – et aussi pour que la morale triomphe, – l'affront n'aurait pu être effacé définitivement que si Mme Dupuy avait décidé de retrouver son siège au terme d'une nouvelle élection. En effet, ne serait-il pas cohérent qu'un candidat malheureux conteste la victoire de son adversaire en s'engageant à briguer de nouveau le mandat litigieux ? Rien *dans la loi ne l'y oblige aujourd'hui*, mais une réforme dans ce sens contribuerait à une moralisation de la vie publique.

A Cannes les état-majors des partis – comme cela se produit souvent ailleurs et dans tous les camps – ont décidé de pratiquer charitablement le « pardon des offenses » ou de faire preuve, *plus prosaïquement, « mémoire courte »*. Au risque de montrer une fois de plus que, décidément, morale et politique ont bien du mal à cohabiter. Mme Dupuy, lâchée par son parti, n'a pas accepté cette froide logique de l'efficacité. Elle a donc préféré sauver son honneur dans une candidature kamikaze en position symbolique.

ANDRÉ PASSERON

Le rapport de la commission Ripert remis à M. Le Pensec

Cinquante-huit propositions pour assurer en six ans l'égalité sociale entre les DOM et la métropole

Au terme de neuf mois de consultations et d'enquête, la commission sur l'égalité sociale et le développement économique dans les DOM, composée de douze personnalités et placée par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, sous la présidence de M. Jean Ripert, a rendu public, lundi 8 janvier, un rapport très *dense préconisant un projet global, assorti de* cinquante-huit propositions, afin de remédier aux dysfonctionnements économiques et sociaux qui caractérisent les quatre départements d'outre-mer (la Réunion, la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique).

Les conclusions de la commission soulignent, à l'adresse conjointe du gouvernement et des responsables locaux, une quadruple nécessité : « valoriser les ressources humaines et accroître l'égalité des chances » ; « réduire les inégalités de *revenus* » ; « *renforcer l'efficacité de l'économie* » ; « adopter et développer les moyens au service de la politique domienne ».

Elles proposent aussi un calendrier pour la mise en oeuvre de ses propositions dont l'adoption permettrait, selon les auteurs du rapport, d'atteindre progressivement à l'égalité sociale entre les DOM et la métropole en deux étapes de trois ans chacune.

Aux onze « travaux d'Hercule » *qu'il s'était assigné à la fin de l'été* dernier, selon l'expression des oracles rocardiens, le gouvernement peut désormais en ajouter un douzième. Et encore... Il n'est même pas sûr que Hercule puisse suffire à la tâche si le gouvernement accepte *de relever le formidable défi* auquel l'invite la commission Ripert.

L'ancien directeur général des *Nations unies pour la coopération* économique internationale et ses onze coéquipiers, chargés de mener, le 18 avril 1988, une redoutable opération-vérité sur la face cachée des réalités de la France d'outre-mer, ne font pourtant que tirer lucidement les conclusions qui s'imposent à quiconque s'interroge honnêtement sur les moyens d'empêcher que les DOM ne demeurent voués aux inégalités en tout genre.

Ils confirment que le pire y existe dans le domaine social et ils ont le mérite de présenter un rapport qui appelle un chat un chat en soulignant combien il serait illusoire de se borner à des décisions ponctuelles, si l'on prétend effacer ces ultimes séquelles de la colonisation, alors que tout appelle « *un projet d'ensemble situant, dans une perspective à long terme, la place des DOM dans l'ensemble national* ». Le problème relève, certes, de la quadrature du cercle, puisqu'il s'agit tout à la fois de réduire de scandaleux écarts de revenus, d'effacer des inégalités sociales indignes de la France contemporaine et de mettre la fragile économie de chacun des DOM en état d'affronter l'échéance du marché unique européen de 1993. Mais il n'existe pas d'autre voie que celle du purgatoire si le gouvernement de M. Michel Rocard a assez de courage pour s'engager dans une entreprise qui a, jusqu'à présent, toujours découragé les rares téméraires.

Si l'on veut accroître l'égalité des chances pour que les sociétés « domiennes » ne soient plus des sociétés à vitesses variables, il faut notamment, indique le rapport Ripert, se fixer deux priorités absolues : l'éducation, dont les retards sont « *dramatiques* », de l'école maternelle à l'Université - surtout à la Réunion - et le logement social, les moyens mis en oeuvre actuellement étant notoirement insuffisants et inadaptés. Cela implique au moins treize mesures d'urgence parmi, lesquelles la suppression des bidonvilles de Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Cayenne, la construction de 50 000 logements sociaux entre 1991 et 1995, la mise en place des allocations-logement dans le secteur privé avant 1991, etc. Et cela justifie de transférer aux conseils régionaux, comme le demande en particulier le maire de Fort-de-France, M. Aimé Césaire, toutes les compétences et tous les crédits relatifs à la formation professionnelle.

Le dossier « explosif » des salaires des fonctionnaires

Si l'on veut vraiment réduire, outre-mer, les inégalités de revenus, en profitant de l'absence d'échéances électorales prochaines et du reflux généralisé des courants indépendantistes, désormais privés de modèles idéologiques, il ne faut plus tourner autour du pot. Il faut aligner progressivement, de 1990 à 1996, les SMIC locaux sur le SMIC métropolitain, en réduisant les écarts actuels de moitié avant 1993, ce qui signifie une augmentation d'environ 10 % aux Antilles et en Guyane et de 14 % à la Réunion. Il faut soumettre les cotisations des exploitants agricoles employeurs de salariés au même régime qu'en métropole.

Il faut aborder franchement la question des sur-salaires des fonctionnaires, et, sur ce dossier conflictuel la commission Ripert n'y va pas par quatre chemins en formulant plusieurs propositions précises : « *Pour les fonctionnaires à nommer dans les DOM, par exemple à partir de 1991, réduire le complément de rémunération à 25 %, supprimer l'indemnité d'éloignement (...). Pour les fonctionnaires actuellement en poste dans les DOM, limiter le complément de rémunération, soit par le gel en valeur absolue des 40 % actuels, soit par leur réduction à 25 % en dix ans (...). Modifier le régime des congés bonifiés (...). Mettre fin à l'avantage de 35 % servi aux fonctionnaires retraités à la Réunion...* », etc. Bien sûr, il faut aussi aligner, avant 1993, les prestations familiales des fonctionnaires sur celles servies en métropole, sans oublier de supprimer, avant 1996, la réfaction de l'impôt sur le revenu en engageant, d'ici 1993, « *une première étape réduisant de 50 % les avantages fiscaux actuels.* »

Si l'on veut, parallèlement, renforcer le développement des économies locales, il convient notamment d'élargir les marchés des entreprises, de développer la concurrence – y compris parmi les transporteurs aériens –, de mettre au point de nouveaux systèmes de financement, d'aider les organisations de consommateurs, de renforcer les directions départementales de la répression des fraudes, etc.

Enfin, au niveau national, la réalisation de ce grand dessein exigerait, entre autres, l'installation d'un comité interministériel permanent « chapeauté » par « *un haut conseil de l'outre-mer présidé par le chef de l'Etat et associant au gouvernement des représentants des élus domiens.* »

Bref, le rapport Ripert n'a peur d'aucun tabou. Les dirigeants socialistes, si partageux dans leurs discours mais si souvent velléitaires, oseront-ils, cette fois, dire « chiche » ?

ALAIN ROLLAT

□ **La « vigilance » de M. Le Pen.** – Après les déclarations de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui a souhaité, dimanche 7 janvier, que les résidents étrangers puissent voter pour les prochaines élections municipales, le bureau politique du FN a publié un communiqué lundi pour affirmer notamment que les socialistes « *n'ont pas renoncé à compenser leur perte d'audience chez les Français par l'apport massif de voix étrangères* ». Le FN appelle les Français à rester « *plus que jamais* [...] *vigilants autour de Jean-Marie Le Pen dont les analyses se trouvent chaque jour vérifiées par les faits* ».

□ **Rectificatif.** – Le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) cité dans l'article du *Monde* du 9 janvier sur « SOS-Racisme » est M. Jean Pierre-Bloch et non M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, comme il était indiqué par suite d'une « coquille ».

M. Mermaz dépose sa propre motion

TE
BARETTI
• JÉRÔME
OURDIN •
E • JEAN
CARON
FFANJON
MARIE
• JEAN-
OHEN-
DOUARD
SABELLE
THIERRY
ARDINS •
JACQUES
ORLANI •
DEFROY •
HADJAJE •
AMON •
• PHILIPPE
UY KEDIA
RU • JEAN-
• JACQUES
T • FABRICE
• JACQUES
MINIER •
D • DOMI-
• CLAUDE
ROBUCHON •
• BERNARD
RE TISON •
T • MARC
WATELET
NCE

Le Monde

SOCIÉTÉ/CULTURE

Les nouveaux musées du design

L'objet ordinaire chaise, machine à écrire, cafetière devient objet de collection... à la grande satisfaction des producteurs

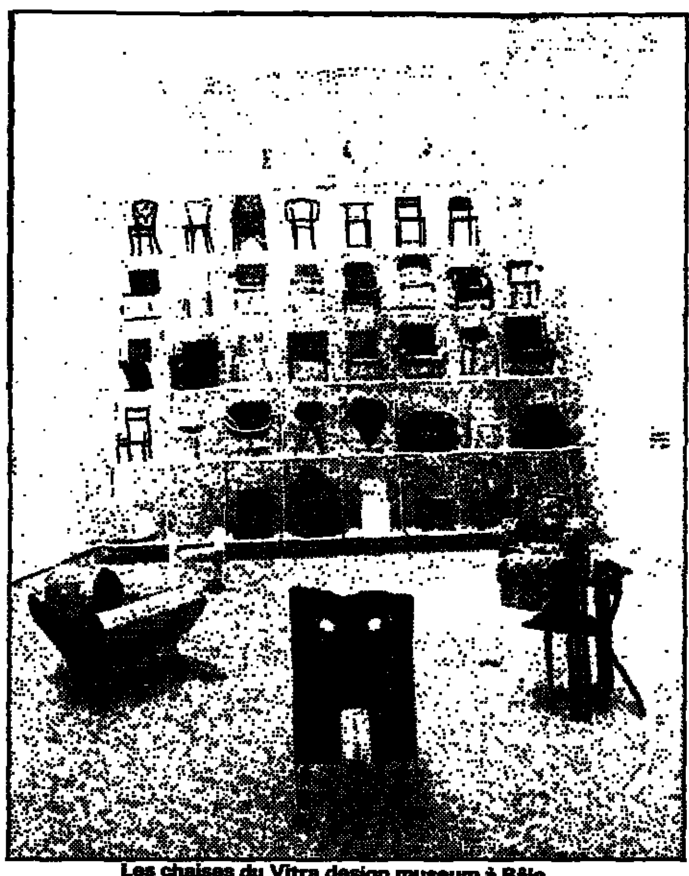
A l'heure où l'art est religion, où les musées s'élèvent comme les cathédrales d'antan, rien ne semble échapper à ce phénomène de sacralisation. Même le design, dont la vocation est *a priori* utilitaire, fait son entrée dans la nef. Ainsi en 1989-1990, les ventes aux enchères, la naissance de deux musées (Londres, Bâle), remettent en cause l'idée que l'on se fait de l'objet usuel : *« Une chaise n'est pas seulement une chaise »*, avait affirmé Philippe Starck au début de la décennie, *« elle sert aussi à poser son manteau ».*

Aujourd'hui, on est passé à l'étape suivante : on enlève son manteau, et on regarde la chaise. Voici le produit par essence reproductible élevé *au rang de pièce unique* à travers la mise en valeur *d'un prototype, d'une* maquette, de tout ce qui a précédé la *série*. Les particuliers collectionnent, les entreprises embellissent leur image de marque : le design devient un véritable outil de communication. En France, les projets révèlent les divisions entre la Ville de Paris et le ministère de la culture, mais aussi la fragilité d'un domaine lié à la fois à la culture, au commerce, et à l'industrie.

Plusieurs institutions ouvrent ou développent des départements de mobilier contemporain, comme le Kunstmuseum de Düsseldorf, le Wintertur museum aux États-Unis (Delaware). Mais l'intérêt culturel accordé au marché de « l'art de vivre » révèle un autre type de préoccupation. Les nouveaux musées du design ont été créés par des hommes d'affaires soucieux d'embellir une image de marque : à Londres, Terence Conran (président de la chaîne de magasins Habitat et de la branche immobilière du groupe Storehouse dont dépend tout le quartier du Butlers Wharf (*le Monde* du 23 août 1989). A Bâle, c'est Rolf Fehlbaum, président du groupe Vitra *(lire notre encadré)* qui opère.

Un autre projet est actuellement en cours à Milan, dans l'ancienne usine Ansaldo, située près de la porte de Gênes. Confié par la municipalité à Renzo Piano, ce nouveau musée du design, financé par l'Association des industriels de Lombardie (Pirelli, Alfa Romeo, Fiat), devrait être présenté à Turin en juillet... Mais l'un des concepteurs, Manolo di Giorgio, architecte et journaliste à Domus, prévient : *« Nous aborderons uniquement le design italien. Le design, c'est avant tout une tradition du dessin ».* Cette tradition-là ne semble pas poser de problèmes à Bâle et Londres, où les meubles passent aisément de la vie de tous les jours au « musée » : ils ne sont pas présentés comme des œuvres d'art mais bien comme des éléments quotidiens, assortis d'une fiche descriptive. A Londres, quelque quatre cents objets de la Study Collection illustrent l'évolution de la consommation au vingtième siècle : machines à écrire (de l'Olivetti de grand-père à la Canon ultrasophistiquée en version « or »), rasoirs, mixers, casseroles, stylos. De tels lieux ont d'abord une vocation pédagogique.

Il est vrai qu'en Angleterre, en Allemagne (et bien sûr en Italie), le mot « design » a fait l'objet d'études, de théorisations liées aux rapports « justes » à trouver entre la forme, la fonction, la matière. Le design s'identifie à un projet global (dessin, maquette, prototype, production) qui concerne aussi bien le graphisme, l'architecture que la mode, l'emballage, les arts ménagers. Hélas, cet « américanisme » (Le Robert) n'a pas d'équivalent en français. Le mot design, qu'on a traduit par « style » dans les années 60 (l'époque du baby-boom, du prêt-à-porter et de la prospérité), est devenu une formule valorisante pour les décorateurs, voire un adjectif plaqué sur tout ce qui est un peu noir, dépouillé et métallique : *« C'est très design ! »*



Les chaises du Vitra design museum à Bâle.

Les professionnels eux-mêmes ne s'accordent pas sur le contenu du terme. Leurs divergences tiennent souvent à des critères esthétiques. Il y a au moins trois familles de « design » en France : celle qui concerne l'équipement de bureau et que défend l'Association pour le développement du design et ses seize galeries spécialisées (Airborne, Unifor, Knoll...) Celle qui se collectionne et se photographie (les séries limitées, les pièces uniques de chez Néotu, Yves Gastou. En attendant les barbares. Enfin, il y a le design qui voyage : entre 1983 et 1989, le VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) créé à l'initiative du ministère de l'industrie en 1979, a organisé quelque quarante manifestations dans le monde, de New-York (Blomingdale's, Cooper Hewitt museum) à Tokyo. En avril 1990, une rétrospective aura lieu au Musée des arts décoratifs à Paris. Une première en France.

Pourtant cet événement ne doit pas faire illusion sur la réalité du design en France : « Il n'y a pas de vrai mouvement », déclare Yvonne Brunhammer, conservatrice en chef du Musée des arts décoratifs, qui déplore la méfiance des industriels face au mot, synonyme de risque : *« Or c'est grâce à des petites séries expérimentales que le design italien a pu vivre. Les industriels français sont immédiatement paralysés par la production de masse. »*

Cette fragilité explique sans doute tous les décalages : en France, ce sont aujourd'hui les « culturels » qui revendiquent le contrôle d'un territoire difficile à cerner, et dont a fortiori ils n'ont pas la même vision. Un Centre de création industrielle avait bien été créé en 1969 au Musée des arts décoratifs. Mais son transfert à Beaubourg en 1977, les divisions politiques de la capitale aidant, n'ont fait que morceler l'ambition de départ. Voici venu le temps des duels à fleuret moucheté. En avril dernier, François Burkhardt, directeur du CCI, annonçait la constitution d'une collection intégrée à celle du Musée d'art moderne. On vit des machines à écrire Olivetti cotoyer un ensemble vidéo de Bruce Nauman, un moteur de formule 1 de Matra... L'exposition inaugurale avait pour titre « Culture de l'objet, objet de culture ». Un parti pris infiniment conceptuel.

Quelques jours plus tôt, Yvonne Bruhammer remettait au ministère de la culture un projet de six pages concernant un futur musée du design conçu comme *« une suite logique des arts décoratifs »*, *« un musée de l'environnement prenant en compte la production industrielle dans l'habitat »*. Aménagé rue de Rivoli, il profiterait de l'extension du Louvre pour s'installer sur une superficie d'un minimum de 3 000 mètres carrés.

Le public fait aujourd'hui les frais des disputes de clocher et de ce manque de coordination : ainsi on a exposé Carlo Mollino, inventeur des années 50, au Centre de création industrielle.

Le jeune Sylvain Dubuisson, élu « créateur de l'année » au Salon du meuble 89 se retrouvait, lui, au Musée des arts décoratifs, condamné à se prendre pour un artiste...

Conscient de toutes ces guerres de chapelle, de tous ces rendez-vous ratés avec l'époque, le Musée de l'industrie et le ministère de la culture ont demandé à Bernard Hanon (ex-président de Renault) et à l'un de ses collaborateurs, Sébastien de la Selle, un rapport sur la situation. Il a été remis le 15 octobre dernier... *« Il va falloir qu'on mette de l'ordre dans tout cela »*, annonce Christian Dupavillon, chargé de mission auprès de Jack Lang : *« Un centre du design doit faire partie d'une chaîne dans laquelle on intègre la culture, le commerce et l'artisanat, l'industrie... »*

En marge d'une véritable politique du design en France qui prendrait en compte la production, la distribution, l'aide à la création, la conservation (en 1989, le budget d'acquisition du Musée des arts *décoratifs ne dépassait pas* 100 000 F), une nouvelle génération d'éditeurs, de distributeurs déjà reconnus internationalement ouvrent la voie : le mensuel *Intramuros* inaugure à partir de ce *mois-ci une série de dossiers thématiques* portant sur la sélection de cent objets (chaises, luminaires, bibliothèques) accompagnés d'une description technique, historique, commerciale.

Un musée en papier

Deux ans après sa création, le catalogue de vente par correspondance *Catalogia*, spécialisé dans le design, affiche son succès auprès des particuliers et des entreprises : le dernier numéro, tiré à 250 000 exemplaires, représente 1 250 références.

Catalogia, installé à Strasbourg, met actuellement au point plusieurs projets avec les Musées de Stuttgart, Cologne, Francfort : coéditions, publications de catalogues, créations de labels... *« En France, les musées se retranchent derrière le manque d'argent, mais ne semblent pas vouloir en gagner. Ils ne chassent que le sponsoring et l'assistanat »*, déplore Jean-Louis Siegfried, à la suite d'une expérience avec l'Association des amis des musées d'art moderne, qui gère les boutiques Paris-Musées. *« Il y a un fonds extraordinaire qui n'est pas exploité. C'est une question de personnes. A Beaubourg, on n'a jamais la même au bout du fil... »*

La boutique-bijou de Philippe Starck au Centre Pompidou font pâle figure à côté des activités commerciales des musées étrangers : à Londres, le Victorian and Albert Museum vient de créer un département : V.A Enterprises (coéditions récentes avec Habitat). A New-York, le MOMA (Musée d'art moderne) a ouvert en décembre une boutique située en face du musée, 53e rue. Il est vrai que ce musée possède une solide expérience en la matière : il fut le premier à créer en 1932 un département « Design et architecture », suivi par le Stedelijk museum à Amsterdam en 1934.

En France, le succès des boutiques de la Réunion des musées nationaux (40 tonnes de cartes postales, 25 millions de francs de catalogues d'exposition vendus entre le Louvre le Grand Palais, Orsay, etc.) devra sans doute inciter les pouvoirs publics à développer des initiatives dans le cadre d'un « musée du design), où le beau est également utile. Encore faudrait-il dépoussiérer le terme de musée, identifié à conservation et souvenirs artistiques.

LAURENCE BENAIM

Le siège a la cote

Les chaises ne laissent pas insensibles les collectionneurs français venus de la mode, de l'architecture et des affaires.

La *Kitchen* de Tom Dixon, sorte de gazelle formée de pièces récupérées, soudées en *métal brut est une sculpture*, tout comme *Clair de lune* de Gilles Chabrier, chaise en verre *spécialement créée pour* cette vente (de 10 à 12 000 F). Proche de l'art primitif, le trône totem *Brancu-Brancu de Pucci di* Rossi est estimé entre 10 et 15 000 F. Eric Schmitt, représenté par la galerie En attendant les Barbares a déjà une cote. Le prix pour *Anneaux* de 1988 en fer forgé, martelé, patiné et ciré est de 10 000 F.

Ces estimations se tiennent loin du prix des « classiques », tels la *Chaise longue* de Le Corbusier, Perriand et Jeanneret (120 000 F), le fauteuil *Wassily* 1927-1928 de Marcel Breuer (120 000 F) ou encore la paire de fauteuils en bois naturel brut *Kratstoel* de Gerrit Rietveld de 1934 estimés à 25 000 F. Il y a encore quelques années, ces œuvres figuraient en dernière *position dans les ventes art* déco plus prisées pour les bois précieux d'un Ruhlmann ou les *laques-miroir d'un Dunand.*

Les expositions à Amsterdam, Munich et New-York ont quelque peu réhabilité ces parents pauvres des années 30. Les prix *n'ont* pas tardé à suivre pour les plus belles pièces, particulièrement celles qui sont historiques. *Elles vont rejoindre* les collections privées ou muséales aux Etats-Unis, en Allemagne, en *Suisse ou en Hollande. Quelques* maisons d'édition en profitent pour monter leur propre fonds. C'est le cas de Tecta en Allemagne qui réédite déjà un ou deux fauteuils de Jean Prouvé. Quant à la France, elle est, semble-t-il, à la traîne de ses partenaires européens. Quelques marchands auraient constitué un stock important de leur production, et feraient monter artificiellement les prix afin de négocier leurs trésors au plus haut avec les musées étrangers.

Que l'on ne s'y trompe pas. Cette spéculation, fictive ou non, *s'applique seulement* aux pièces uniques ou à tirages limités. A Verrières-le-Buisson, en novem*bre dernier, une salle à manger* avec six chaises de Carlo Mollino, éditées selon l'expert à de nombreux exemplaires, partaient pour 130 000 F. En revanche, une seule chaise en *noyer Casa de Orengo* est estimée au *même* prix dans la vente du 29 janvier prochain. La chaise mandoline en marqueterie *(1950)* de *Pio* Ponti paraît bien sobre face au canapé en mousse (1969) représentant un pied long de deux mètres, de Gaetano Pesce. Edité à peu d'exemplaires, il est estimé à 15 000 F.

Les artistes français à la même époque font preuve de moins d'invention. Le fauteuil *Culbuto* de Marc Held par Knoll en 1970, avec sa coque en fibre de verre et polyester *n'avait* pas connu le succès escompté. Il est aujourd'hui modestement estimé entre 2 000 F et 3 000 F. Les gonflables aux couleurs violentes n'ont pas, quant à eux, suvécu aux outrages du temps. On en trouvera donc pas dans la vente.

ALICE SEDAR

► Vente : lundi 29 janvier à 20 h 30, salle 1 et 7 à Drouot-Richelieu.
Vente : Arts décoratifs anglais, de 1880 à aujourd'hui. 31 janvier à *Londres chez Christie's.*

La poétique de la chaise vide

« Certains réservent leur collection pour le dimanche. J'avais envie d'en profiter tous les jours. » dit Rolf Fehlbaum. Président du groupe Vitra (1 200 personnes), 965 millions de francs de chiffres d'affaires, dont la moitié est réalisée par le mobilier, il a fait construire un musée... juste en face de l'usine *située entre* Bâle et Mulhouse. Les deux unités (700 et 9400 m2) ont été conçues par *Franck Gehri (l'architecte du* futur centre américain de Bercy).

« Le projet à coûté 13 millions de francs, soit 1 à 2 % de plus que s'il avait été réalisé localement », déclare Rolf Fehlbaum, personnage poétique abrité derrière un grand manteau noir « Comme des garçons », tenue très inattendue pour un industriel. Il avait déjà demandé à Claes Oldenburg d'installer une sculpture sur le site et vient de *faire appel* à Tadao Ando pour un nouveau pavillon. Franck Gehri, aussi à l'aise dans l'espace qu'un poisson dans l'eau, a eu carte blanche, faisant jaillir de ces formes organiques en béton blanc des rampes serpents, des boîtes, un toit cruci*forme qui donne* notamment au musée une allure d'église futuriste. A l'intérieur, les meubles sont rangés dans des « chaisothèques », d'autres, nés prématurément, flottent sous forme de minerves, de carcasses en bois, en métal.

La visite est dépaysante, à cause de l'étrangeté du lieu (ni ville, *ni campagne, ni banlieue*) et des nouveaux rapports qu'elle instaure entre industrie, commerce, culture.

L'ensemble, auquel s'ajoute une grande partie de l'héritage de Ray et Charles Eames (édité par Vitra), représente plus de 1 200 pièces (90 % de chaises). Il offre un véritable panorama de la création au vingtième siècle, d'Adolf Loos à Shiro Kuramata. Car pour assouvir sa passion, Rolf Felhbaum a créé un département « Vitra Edition », atelier de recherche fabriquant de manière artisanale des séries limitées voire des pièces uniques.

Pourtant ici, l'« art » cohabite avec des réalités plus « matérielles » : Vitra programme des séminaires, des publications, des expositions.

L. B.

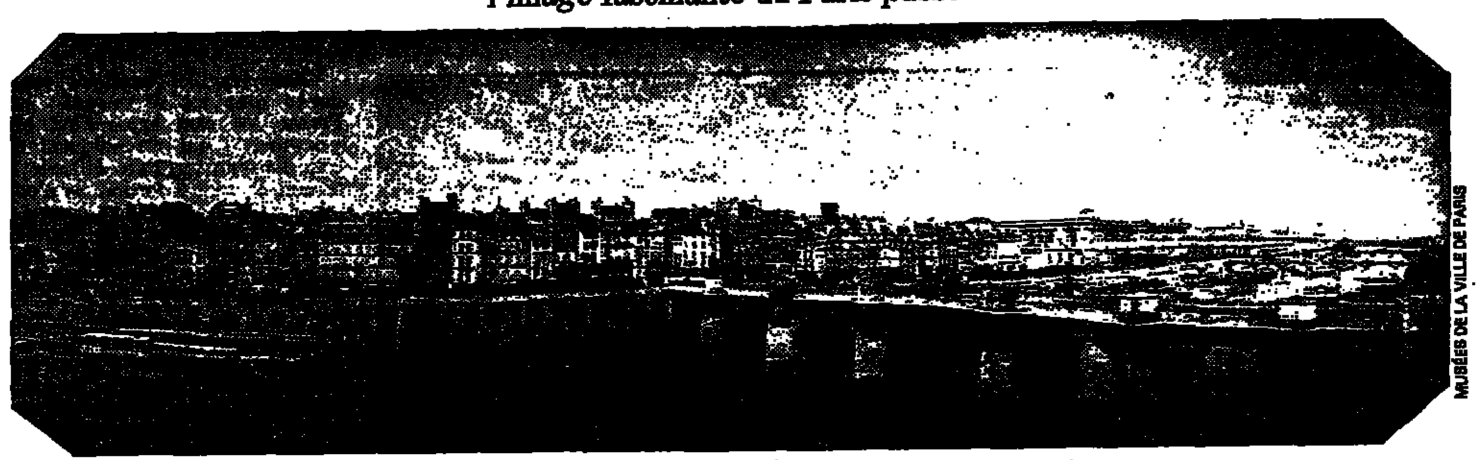
► 1, Charles Eames Strasse, D 7858 Weil-Am-Rhein, RFA. Tél. : 19 (49) 7621702351.

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Le miroir quotidien

Au Musée Carnavalet, 160 daguerréotypes reflètent l'image fascinante du Paris passé



Vue du Pont-Neuf et des quais du Louvre à Paris (photographe anonyme).

Homme d'affaires, d'images et d'illusions, peintre, créateur du Diorama, situé boulevard du Temple, Louis-Jacques Mandé Daguerre améliore, exploite et commercialise quatre ans après la mort de Niepce, en 1833, le procédé d'héliogravure mis au point par celui-ci qu'il baptise « daguerréotype » en 1837.

La légende dit que Daguerre, aphone, resta sans voix quand il dut expliquer son invention aux académiciens de l'Institut lors d'une séance présidée par Chevreul. En fait, il s'agit d'une plaque d'argent ou de cuivre argenté, lisse et polie. Variant selon l'angle du regard, cette surface miroitante a pour propriété d'être à la fois positive et négative, d'où l'extrême difficulté de son exposition.

Apte à copier avec la netteté du dessin, ce procédé merveilleux connaît un succès populaire immédiat. Portés par la « daguerréotypomanie », anonymes et amateurs se ruent à l'assaut du réel, que la plaque sensible saisit avec une multitude infinie de détails. Son seul inconvénient est de ne pas pouvoir fixer le mouvement. Le premier personnage de l'histoire de la photo est un quidam qui fait cirer ses bottes. L'éternité n'a retenu que ses pieds et ses jambes. Vu la longueur du temps de pose (de 20 à 30 minutes), les chevaux et les piétons en mouvement n'ont pas été gravés.

Suivant la double contrainte de l'éclairage et de l'immobilité, on choisit donc en premier lieu des sujets qui déjouent les problèmes techniques. Les toits sont d'excellents points de vue. Ils permettent de profiter d'une belle lumière, d'autant que le lourd matériel est malaisément transportable.

Sans ingérence humaine, l'architecture, élément stable, mais aussi les quais de la Seine, les vues urbaines, les édifices et les monuments sont des sujets d'élection pour ces ingénieux artisans, guidés par la passion du détail, qui relèvent avec minutie la topographie des lieux.

Piquetés, mouchetés, abrasés, leurs joyaux chatoyants restituent le visage médiéval de la capitale avant les travaux d'Haussmann. On découvre avec émotion l'Hôtel de Ville avant l'incendie de 1871, le pont Neuf et ses boutiques bâties par Soufflot, Notre-Dame avant restauration. C'est tout à la fois une visite guidée, une plongée dans le temps, une leçon d'histoire et un régal muséographique qui ressuscite par magie les fragments d'un passé disparu.

Une vogue foudroyante et de courte durée

A l'image du Panthéon perdu dans la brume, ou de la place des Vosges, Paris paraît pourtant bien peu différent d'aujourd'hui. Les spectaculaires panoramiques le prouvent avec une précision sidérante, et que dire des vues stéréoscopiques qui, en créant l'illusion du relief, apparentent le réel à son reflet ? Ces vertiges optiques n'interdisent pas de traiter l'actualité, qu'il s'agisse de l'exposition universelle de 1855 ou des journées révolutionnaires de 1848, figurées par les barricades et surtout par ce portrait tragique d'un jeune insurgé mort.

La vogue foudroyante du daguerréotype fut de courte durée. Ne permettant de tirer qu'une épreuve unique, non multipliable, le procédé est abandonné en France dès 1860. Et remplacé par l'impression sur papier. Hormis Bayard, Poitevin, Mayer et Pierson, il n'aura fourni ni œuvre ni grand auteur. Reste la finesse admirable de ces petits chefs-d'œuvre valorisés par une scénographie qui offre une visibilité parfaite grâce à un ingénieux système de fibres optiques. Cet hommage de la technologie moderne aux inventions du passé est rythmé par la lueur bleutée de moniteurs vidéos et par des voyants rouges et verts qui, hélas ! apparentent davantage ce dispositif à une traversée du tunnel du mont Blanc qu'à une chambre noir géante.

Pour ponctuer cet ensemble, Françoise Raynaud a eu la belle idée d'inviter trois daguerréotypistes contemporains à fixer le Paris d'aujourd'hui. Si le faux panoramique ancien réalisé par Patrick Bailly-Maitre-Grand laisse froid, le travail des Américains Irving Pobboravsky et Grant Romer est par contre étonnant. La place de la Bastille et l'Opéra, le Louvre et sa Pyramide, Beaubourg et le Forum des halles, sont visualisés selon le procédé du dix-neuvième siècle. Déroutantes et astucieuses, ces images passées du futur convient à les imaginer tels qu'elles seront vues en l'an 2100.

PATRICK ROEGIERS

▶ Paris et le daguerréotype, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3e, jusqu'au 28 février. Nocturne le jeudi, *jusqu'à 22 heures*. Catalogue comprenant de nombreux textes et la reproduction de toutes les œuvres, 271 p., 330 F.

MUSIQUES

La mémoire Tsigane

L'extraordinaire voyage des Tsiganes à travers les siècles, quittant le nord-est de l'Inde pour arriver en Europe vers le dixième siècle et pénétrant sur le continent selon un tracé en zigzag, s'ordonne naturellement autour d'événements historiques. Les premiers pas des Tsiganes en Bohême, en Grèce et en Serbie ont lieu au quatorzième siècle. Cent ans plus tard, les Tsiganes se retrouvent aussi en Saxe, en Bavière, en France, en Italie et en Angleterre et y laissent des traces, singulièrement dans la musique populaire.

Il y a quinze ans, deux musiciens, l'un d'origine arménienne (le guitariste et chanteur Dan Gharibian), l'autre français (le violoniste Bruno Girard) attiré par une musique chargée de mythes et de mystère, ont créé un groupe (Bratsch) avec l'idée folle de prolonger le voyage tsigane, de dépasser les frontières du temps et de permettre l'épanouissement d'une tradition musicale populaire remplie d'éléments de provenance diverse : harmonies méditerranéennes, rythmes et méliques arabes, nuances maures et juives.

Constitué bientôt avec trois autres musiciens (le clarinettiste Nano Peylet, le contrebassiste Pierre Jacquet et l'accordéoniste François Castiello), Bratsch a collecté des thèmes musicaux venus de Russie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Hongrie, de Bulgarie, d'Arménie, de Grèce et aussi de la culture yiddish.

Le groupe a adapté des chansons évoquant évidemment le voyage, l'exil et le déracinement quotidien, l'amour et la fête. Il s'est amusé au jeu de bascule des influences et il a fait un joyeux mélange : pour mieux exprimer l'âme tsigane dans toute sa force et sa fantaisie.

Dans le beau petit théâtre rénové de l'Espace européen, les musiciens de Bratsch — tous de merveilleux instrumentistes, avec un son naturel — proposent donc aujourd'hui de raconter en musique l'aventure d'un peuple éparpillé en Europe. La musique est superbe.

CLAUDE FLÉOUTER

▶ Espace européen, 20 h 30, relâche le mercredi. Dernier album distribué par Socadisc.

EN BREF

□ **Le Louvre payant le dimanche.** – *Le Louvre ne sera plus gratuit le dimanche*. A partir du 4 février, les visiteurs devront acquitter le tarif réduit (14 francs). Cette décision intervient après un relèvement général des tarifs au moment où le musée bénéficie d'un succès d'affluence spectaculaire (+ 46 % en 1989).

□ **Mort de l'acteur Arthur Kennedy.** – L'acteur américain Arthur Kennedy est décédé vendredi 5 janvier à Branford (Connecticut) d'une tumeur au cerveau. Il était âgé de soixante-quinze ans. Acteur fétiche d'Arthur Miller, il avait remporté un Tony Award en 1949 pour le rôle de Biff dans *Mort d'un commis voyageur*. Au cinéma, le comédien est apparu dans *Lawrence d'Arabie*, de David Lean, ou *l'Ange des maudits*, de Fritz Lang.

□ **Mort du comédien Terry-Thomas.** – Le comédien britannique Terry-Thomas est mort lundi 8 janvier à l'âge de soixante-dix-huit ans. Terry-Thomas a joué dans plus de cent comédies, dont *Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines*, de Ken Annakin, ou *le Mur de l'Atlantique*, de Marcel Camus.

□ **La RDA à la Villette.** – Pendant trois jours et trois nuits, du 19 au 21 janvier, la Grande Halle de La Villette sera transformée en gigantesque atelier pour donner champ libre à deux cents jeunes artistes de RDA. Cinéastes, dramaturges, stylistes, écrivains ou danseurs, les organisateurs ont convié une centaine d'artistes, la plupart méconnus, qui exerçaient leurs talents dans les caves, appartements à défaut de galeries ou de salles de théâtre. « L'autre Allemagne hors les murs » présentera donc des projections, des lectures, des expositions, des concerts. Des tables rondes et des débats compléteront le programme.

▶ Tél. : 42-40-27-28 ou 42-49-77-22.

□ **La palme des entrées 89 à « Indiana Jones ».** – *Indiana Jones et la dernière croisade* et *Rain Man* sont les deux grands triomphateurs de l'année 1989 dans les salles françaises. Les deux films américains ont dépassé la barre des 1,5 million et demi d'entrées à Paris. Ils sont suivis à distance respectueuse par *Un poisson nommé Wanda* (865 200, Paris). Neuf films américains comptent parmi les dix meilleures entrées en 1989. Seul *Trop belle pour toi*, de Bertrand Blier, se hisse à la cinquième place (574 142). On estime que, pour obtenir le nombre d'entrées pour la France entière, les chiffres de la capitale doivent être multipliés par 3,3.

CULTURE

USIQUES

La mémoire Tsigane

L'extraordinaire voyage des [...]ganes à travers les siècles, [...]ttant le nord-est de l'Inde [...]ur arriver en Europe vers le [...]ème siècle et pénétrant sur [...] continent selon un tracé en [...]zag, s'ordonne naturellement [...]tour d'événements histori[...]es. Les premiers pas des Tsi[...]nes en Bohême, en Grèce et [...] Serbie ont lieu au quator[...]ème siècle. Cent ans plus tard, [...]s Tsiganes se retrouvent aussi [...] Saxe, en Bavière, en France, [...] Italie et en Angleterre et y [...]ssent des traces, singulière[...]ent dans la musique popu[...]aire.

Il y a quinze ans, deux musi[...]iens, l'un d'origine arménienne [...]e guitariste et chanteur Dan [...]harbian), l'autre français (le [...]oloniste Bruno Girard) attirés [...]ar une musique chargée de [...]ythes et de mystère, ont créé [...]n groupe (Bratsch) avec l'idée [...] de prolonger le voyage tsi[...]gane, de dépasser les frontières [...]u temps et de permettre l'épa[...]nouissement d'une tradition musicale populaire remplie d'éléments de provenance diverse : harmonies méditerra[...]néennes, rythmes et méliques arabes, nuances maures et juives.

Constitué bientôt avec trois autres musiciens (le clarinettiste Naino Peylet, le contrebassiste Pierre Jacquet et l'accordéoniste François Castiello), Bratsch a collecté des thèmes musicaux venus de Russie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Hongrie, de Bulgarie, d'Arménie, de Grèce et aussi de la culture yiddish.

Le groupe a adapté des chansons évoquant évidemment le voyage, l'exil et le déracinement quotidien, l'amour et la fête. Il s'est amusé au jeu de bascule des influences et il a fait un joyeux mélange : pour mieux exprimer l'âme tsigane dans toute sa force et sa fantaisie.

Dans le beau petit théâtre rénové de l'Espace européen, les musiciens de Bratsch – tous de merveilleux instrumentistes, avec un son naturel – proposent donc aujourd'hui de raconter en musique l'aventure d'un peuple éparpillé en Europe. La musique est superbe.

CLAUDE FLÉOUTER

► Espace européen, 20 h 30, relâche le mercredi. Dernier album distribué par Socadisc.



ARTS

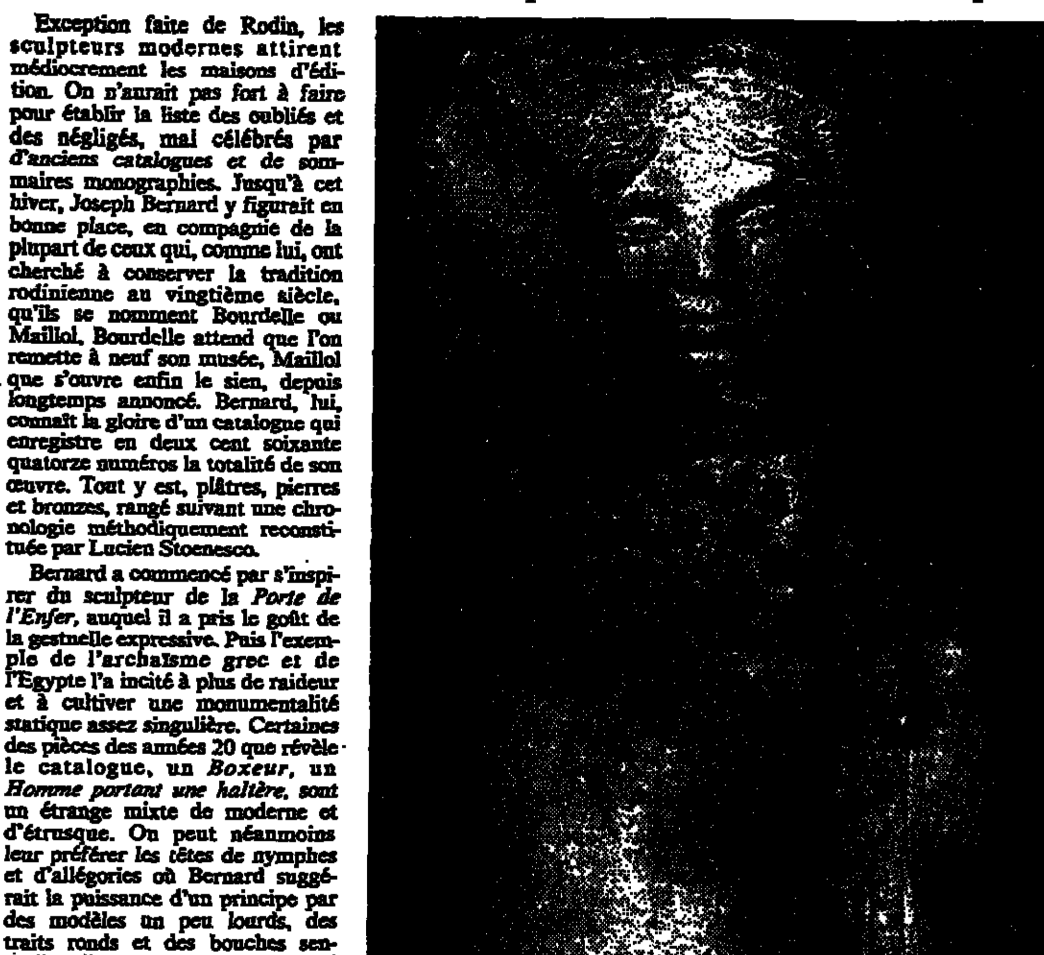
Livres de sculpteurs

La sculpture a peu la faveur des éditeurs. Trois exceptions récentes donnent de l'espoir...

Exception faite de Rodin, les sculpteurs modernes attirent médiocrement les maisons d'édition. On n'aurait pas fort à faire pour établir la liste des oubliés et des négligés, mal célébrés par d'anciens catalogues et de sommaires monographies. Jusqu'à cet hiver, Joseph Bernard y figurait en bonne place, en compagnie de la plupart de ceux qui, comme lui, ont cherché à conserver la tradition rodinienne au vingtième siècle, qu'ils se nomment Bourdelle ou Maillol. Bourdelle attend que l'on remette à neuf son musée, Maillol que s'ouvre enfin le sien, depuis longtemps annoncé. Bernard, lui, connaît la gloire d'un catalogue qui enregistre en deux cent soixante quatorze numéros la totalité de son œuvre. Tout y est, plâtres, pierres et bronzes, rangé suivant une chronologie méthodiquement reconstituée par Lucien Stoenesco.

Bernard a commencé par s'inspirer du sculpteur de la *Porte de l'Enfer*, auquel il a pris le goût de la gestuelle expressive. Puis l'exemple de l'archaïsme grec et de l'Egypte l'a incité à plus de raideur et à cultiver une monumentalité statique assez singulière. Certaines des pièces des années 20 que révèle le catalogue, un *Boxeur*, un *Homme portant une haltère*, sont un étrange mixte de moderne et d'étrusque. On peut néanmoins leur préférer les têtes de nymphes et d'allégories où Bernard suggérait la puissance d'un principe par des modèles un peu lourds, des traits ronds et des bouches sensuelles. Le catalogue est précédé d'une étude historique de René Jullian, la seule publiée à ce jour sur l'œuvre de l'un des bons sculpteurs français du premier tiers du siècle.

Paul Landowski n'a pas manqué de s'inspirer de lui, et ses bas-reliefs pour les fontaines de la porte de Saint-Cloud rappellent fortement la *Danse* de son prédécesseur. Mais les figures de Bernard ont plus de volupté, et ce qui était monumental chez lui devient solennel chez Landowski. Le livre



consacré à l'auteur du *Christ rédempteur* de Rio, qui vient de paraître, a beau défendre son héros avec la plus noble énergie, le Mur de la Réformation à Genève et le tombeau de Foch aux Invalides ne sont pas d'absolus chefs-d'œuvre.

Le souci de l'architecture et de l'effet y règne en tyran, à tel point que rien ne bouge, que rien ne dérange les plis des manteaux et des capotes. C'est cette dignité empesée qui a plu néanmoins et rapporté à Landowski les honneurs officiels et toutes sortes de commandes, y compris celle d'un Sun Yat-sen gigantesque pour Nankin, rare exemple de pompiérisme sino-romain.

Car tel semble le mal dont souffre son art : il ne voit le présent que déguisé en faux ancien, Sun Yat-sen en Auguste et Georges Carpentier, dont Landowski fit une statue en 1920, en héros grec. On ne lit pas sans effarement qu'il aurait pratiqué un « naturalisme » et qu'il jugeait que Maillol et Bourdelle souffraient d'une « *absence de souffle* ». Que l'on veuille rendre justice à un artiste, même de second ordre, est légitime, et l'histoire de l'art gagne à de telles entreprises. Encore faut-il ne pas tomber dans l'hagiographie pure et simple.

Ce défaut, poussé au paroxysme de la rhétorique, gâche la lecture du *Brancusi*, de Radu Varia, que publie Gallimard. On le regrette d'autant plus que, sans ces excès, l'ouvrage serait admirable. Il est servi par une illustration exemplaire. Chaque œuvre a été photographiée de manière à rendre sensibles volumes et textures, et la mise en pages est d'une impeccable élégance. La documentation est abondante, les citations précieuses, les comparaisons souvent convaincantes.

Mais pourquoi faut-il que pullulent des effets de style dans le genre de celui-ci, à propos de quelques cristaux dans une pierre que Brancusi taillait : « *ce mystérieux nid d'abeilles aurifères (...), cet Ilot Solaire persiste à jamais en haut de la joue gauche de la créature féminine à la fois irradiante et domptée* » ? On croyait ce style périmé depuis Henri de Régnier. A trot apparemment, car Radu Varia raffole de cette langue et de cette pensée obscures où un ovoïde peut sans peine devenir « *une nouvelle porte d'accès à l'horizon d'une certaine ouverture d'infini vers le Tout Cosmique* » – rien moins. Mieux vaut donc regarder cet ouvrage magnifique sans trop en lire le texte. C'est dommage.

PHILIPPE DAGEN

► ***Joseph Bernard***, ouvrage collectif, Fondation de Coubertin, 410 pages, 700 F.

► ***Paul Landovski*** ouvrage collectif. Ed Van Wilde 112 p., 250 F.

► ***Brancusi*** par Radu Varia, Gallimard, 320 p. 795 F.

Le feu sous la cendre

Lentement, méthodiquement, le sacré revient dans la peinture. Il en avait été banni depuis les années 60, depuis que Rothko et Newman avaient achevé leurs cycles bibliques abstraits et que le minimal et le conceptuel avaient imposé leur formalisme têtu. Par lassitude de trop de géométries muettes, de plus en plus d'artistes jeunes leur opposent désormais symboles, allusions et signes cabalistiques.

Ainsi Angie Anakis, dont c'est la première exposition personnelle. Sa peinture a beau paraître absolument abstraite, ses toiles en diptyque ont beau juxtaposer et opposer monochromes et harmonies de blancs, elles ne doivent rien à Ryman, mais au Newman de *Pale fire*. Dans le blanc, sous le blanc, affleurent des traces plus sombres, cendreuses, des sortes de balafres, de lignes de fracture et de cicatrices. Une lumière pâle sourd par ces brisures à peine visibles et des formes indécises transparaissent, où l'œil croit reconnaître des esquisses d'anatomie.

Faut-il penser que ces corps se dégageant de la matière sont autant d'allégories incomplètes, craintives presque ? Sur les toiles monochromes, le crayon a dessiné au trait, sans insister ni appuyer, des ovoïdes ou un fragment de cercle, comme autant de signes ésotériques. Ignorerait-on qu'Angie Anakis a longtemps placé dans ses compositions des croix et des symboles religieux avant d'en arriver au dépouillement d'aujourd'hui, l'on sentirait néanmoins combien son art aspire au sublime et à l'effusion. Il n'y atteint pas à tout coup, mais assez souvent pour que l'on ait confiance en lui et en son devenir.

C'est une étrange idée que d'avoir accroché dans la même galerie, face aux toiles vibrantes d'Angie Anakis, les tableaux assemblages du jeune Américain David Webster. Non que Webster soit maladroit ou ennuyeux. Dans chacune de ses œuvres, il y a une habileté et une surprise. Dans le genre, aujourd'hui en faveur, du bricolage teinté de dérision, c'est parfait. Mais le genre a ses limites, qui sont vite touchées.

PHILIPPE DAGEN

► *Galerie Montenay, 31, rue Mazarine, jusqu'au 27 janvier.*



CINÉMA

Doubles jeux

« Bal perdu » est le premier film de Daniel Benoin : le cinéma dans le cinéma, et tout ce à quoi peut servir une caméra

C'était en 1989, la célébration du Bicentenaire. On montait des spectacles, on tournait des films qui, tous, traitaient de la Révolution. Les comédiens s'habillaient en sans-culottes ou en seigneurs à perruques poudrées, les comédiennes profitaient de la mode du temps pour dévoiler leurs gorges soutenues par des corsets.

Rien d'étonnant à ce que des apprentis acteurs soient recrutés pour une de ces œuvres de circonstances. Ils ont passé des auditions et arrivent dans un vrai château d'époque, où les attend un metteur en scène qui n'est certainement pas Orson Welles, et une scripte très gentille mais mal à l'aise.

Le film est manifestement fauché, le réalisateur semble ne pas trop savoir où il va, et les délégués de production semblent s'en ficher complètement. Pourtant ils surveillent avec grande attention. Ils ne perdent rien de ce qui se passe entre les apprentis acteurs, entre le groupe et l'équipe du film, et pas seulement pendant le travail.

En fait le château est truffé de caméras vidéo, car le film sur la Révolution est un prétexte à réunir cet échantillon extrêmement typique – pour ne pas dire convenu – d'une jeunesse à l'affût de la vie. Il s'agit, en vue d'un livre, d'étudier leurs comportements. Seulement, l'un des garçons découvre l'arnaque et à partir de là rien ne va comme l'avaient prévu les cyniques socio-publicitaires.

Bal perdu est le premier film de Daniel Benoin, directeur du Centre dramatique de Saint-Etienne. Il a été tourné dans un château de la région avec un petit budget et une grande ambition. Plusieurs thèmes s'y entremêlent, car, comme dans ses mises en scène de théâtre, Daniel Benoin rejette le « récit linéaire ». Mais les différents plans se lisent de façon plus claire, plus simple, dans un spectacle vivant où l'on choisit son angle de vision, que dans le cadrage imposé des images. Les fragments ont alors du mal à se rejoindre, on a finalement un récit en lambeaux, et l'on s'y perd.

Daniel Benoin prend bien soin de varier – au sens propre comme au figuré – les points de vue, et il a du mouvement. Il s'intéresse visiblement davantage à la seconde partie, mieux centrée sur les jeunes comédiens – ses élèves pour la plupart – à qui il a laissé une certaine liberté d'interprétation. Ils donnent des rapports exploitants-exploités, dominants-dominés, et du jeu et de la liberté une idée curieusement soixante-huitarde. Ce n'est plus la Révolution que l'on célèbre, ce sont les utopies des années 60. Et comme les socio-publicitaires du film, on se demande ce que ça va pouvoir donner.

COLETTE GODARD

Le fond de tiroir des raclées

Acteur principal de « Roadhouse », Patrick Swayze joue au yuppie de la castagne

Tant qu'à consacrer presque deux heures à la vie et aux œuvres d'un videur de boîte de nuit, on aurait bien aimé voir revivre le film de bagarre, porté au rang d'un art majeur par John Ford. Mais le temps est loin où John Wayne et Victor McLaglen enchaînaient peignées sur raclées pour des prétextes aussi minces que l'amour d'une femme ou un sens de l'honneur un peu trop chatouilleux.

Dalton (Patrick Swayze), le héros de *Roadhouse* est un yuppie de la castagne, un consultant en baston, le meilleur sur le marché, et le plus cher. Engagé pour nettoyer un bouge des environs de Kansas-City (c'est-à-dire n'importe où en Amérique profonde), il se heurte, dans l'accomplissement de ce contrat, au nabab local (Ben Gazzara) qui possède la ville.

Quand, pour la quatrième fois, les hommes de main de Gazzara arrivent à la boîte de nuit pour recevoir leur trempe des mains de Dalton, on croit voir passer, sur les traits mâles de Patrick Swayze, comme un nuage de lassitude, et l'on compatit. C'est que les bagarres de *Roadhouse* n'ont plus rien avoir avec les chorégraphies charmantes où l'on atterrissait au bout d'une orbe gracieuse sur une table en contreplaqué qui volait obligeamment en éclats. Ici, on saigne, on cultive l'hématome et l'hémorragie interne comme le blé en Beauce, intensivement.

Pour remplir les intervalles entre les pugilats, il a fallu recourir aux ingrédients réglementaires : histoire d'amour ; la génèse de sa carrière de videur (il a une maîtrise de philo et, quand même, à plusieurs morceaux interprétés par le Jeff *Healey Band, dans le rôle du* groupe maison.

Le guitariste compose avec une sobriété inhabituelle un petit florilège du rock américain, du *Roadhouse Blues* des Doors à *Travelling Band* de Creedence. C'est le seul signe distinctif d'un film où même Ben Gazzara renonce à faire valoir sa qualité d'acteur, souriant finement à chaque ignominie commise. Patrick Swayze a le torse plus expressif que le visage.

THOMAS SOTINEL



COMMUNICATION

Plongeant le gouvernement dans l'embarras

Le Conseil d'Etat bouleverse les projets de décrets sur l'audiovisuel

Rendu à la veille des fêtes, l'avis du Conseil d'Etat sur les projets de décrets réglementant la programmation des chaînes aux heures de grande écoute ainsi que les rapports entre producteurs et diffuseurs est resté jusqu'ici, pour *l'essentiel, confidentiel*. Signe, sans doute, de l'embarras du gouvernement dont les textes, aujourd'hui soumis à d'ultimes arbitrages, ont été sensiblement « corrigés » par les « sages » du Palais-Royal.

« Au regard du droit, l'avis du conseil d'Etat est indiscutable. En pratique, il aggrave les contradictions dans lesquelles se débat le gouvernement, en prônant des dispositions impraticables », commente un professionnel. Les « retouches » recommandées par les « sages » bouleversent, en effet, l'économie générale des textes, et particulièrement celle du projet de décret réglementant la diffusion. Le gouvernement avait en effet distingué trois catégories de diffuseurs aux obligations décroissantes : les chaînes hertziennes nationales en clair, les « autres » télévisions hertziennes et les chaînes par satellite. Le Conseil d'Etat, lui, demande que la loi générale s'applique à tous, les dispositions particulières ne devrant relever que des seuls cahiers des charges. Une recommandation qui soulève l'ire de Canal Plus, menace l'avenir de la télévision locale et pèse sur celui des programmes par satellites.

Le Conseil d'Etat modifie ensuite de fond en comble les modes de calcul des quotas de diffusion : il y réintroduit, d'une part, les heures de nuit et élargit sensiblement, d'autre part, la notion d'heure de grande écoute en la portant de 18 heures à 23 heures et y ajoute les mercredi, samedi, dimanche et jours fériés ! Une extension particulièrement gênante pour les grandes chaînes généralistes.

Le droit commun de la concurrence

Les « sages » remanient aussi la définition de l'œuvre ainsi que celle de *« film inédit en France »*. La notion d'œuvre européenne disparaît au profit de celle, plus restrictive, *« d'œuvre communautaire »*, conformément à la loi mais au détriment des possibilités de coopération entre les chaînes françaises et les télévisions des pays de l'Est...

C'est donc bien l'ensemble du décret diffusion – de ses définitions à son mode d'application – qui est bouleversé. Le sort réservé à celui réglementant les rapports entre producteurs et diffuseurs n'est guère plus enviable. Compte tenu de son *« étendue »* et de sa *« complexité »*, le Conseil d'Etat *demande* d'abord que son application soit reportée au 1er janvier 1991. Il modifie ensuite l'une des *principales dispositions* en supprimant le complexe dispositif anti-concentration élaboré par le gouvernement. Comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) l'avait souhaité en novembre 1989, le Conseil d'Etat souhaite que seul le droit commun de la concurrence s'applique.

Les réflexions des « sages » du Palais-Royal ont plongé ministres et conseillers dans un mutisme presque total. Ces derniers affirment simplement que les textes *définitifs seront arrêtés dans les* prochains jours. Le dilemme du gouvernement est en tout cas très difficile. Suivre le Conseil d'Etat, c'est s'exposer aux critiques des chaînes l'accusant d'adopter des mesures anti-économiques. S'en détacher, c'est prendre le risque de perdre devant les instances judiciaires lorsque les chaînes privées y porteront l'affaire...

PIERRE-ANGEL GAY

Quatre ans après

M. Lignel précise les conditions de la vente du « Progrès » à M. Hersant

Il y a quatre ans, presque jour pour jour, le 3 janvier 1986, M. Jean-Charles Lignel, PDG du *Progrès* de Lyon depuis 1979, annonçait qu'il avait vendu son journal à M. Robert Hersant. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Stratégies* du 8 janvier, l'ex-patron du quotidien lyonnais lève un coin de voile sur les circonstances et les conditions de cette cession.

Les difficultés du *Progrès*, selon M. Lignel, étaient dues à une *« transition brutale » : « J'aurais dû faire bouger très lentement le « fond de journal », son côté régional, quitte à écrire tous les jours des éditos de gauche* (...). *Certains lecteurs sont partis. »* M. Lignel se reproche aussi de s'être contenté d'une seule banque. *« C'est une chose*, note-t-il, *que Robert Hersant a, lui, toujours comprise. »*

Hormis lui-même et les syndicats qui ont mené au *Progrès* des *« grèves très dures, à des moments où les choses étaient encore réversibles »*, M. Lignel tient un autre homme pour responsable : *M. André Rousselet, proche de* M. Mitterrand et alors PDG d'Havas. *« J'étais en procès avec lui sur la question de la régie publicitaire*, raconte-t-il, *procès que j'ai gagné, ce qu'il ne m'a pas pardonné. Il m'a alors dit : « je* vous ruinerai. » *Pour atteindre son objectif, il a été jusqu'à menacer le Crédit lyonnais, ma banque, de l'assigner en soutien abusif. »*

Toutefois, en refusant de préciser le prix de vente, M. Lignel assure *« avoir très bien vendu »* le *Progrès*. Deux personnes avaient entamé des négociations avec lui : Sir James Goldsmith, alors PDG de *l'Express*, et M. Hersant. *« Je n'ai jamais eu de proposition de mes « amis », y compris Jean-Luc Lagardère, ni aucune aide de mes amis politiques »*, affirme l'ancien patron du quotidien lyonnais.

Le 30 décembre 1985, l'opération était bouclée avec le patron du *Figaro*. Par deux lettres, celui-ci accordait à M. Lignel un droit de préemption en cas de revente du *Progrès* et un soutien journalistique au cas où il s'engagerait dans une carrière politique, deux points que la presse avait évoqués à l'époque sans en avoir reçu confirmation.

Interrogé à la suite de la parution de cet entretien, M. Lignel nous a indiqué que *« le prix de vente était légèrement inférieur à 300 millions de francs »*. Il nous a confirmé qu'il demeurait propriétaire des immeubles rédactionnels du *Progrès* à l'exception de l'usine d'impression de Chassieu, mais qu'il venait de vendre, pour 32 millions de francs, l'immeuble abritant l'édition locale du *Progrès*, dans le centre de Lyon, aux chantiers Dumez.

Interrogé à propos des rumeurs concernant un montage financier auquel il participerait en vue du rachat du *Progrès*, M. Lignel oppose un démenti. *« Robert Hersant ne vendra jamais quoi que ce soit de son vivant*, assure-t-il. *Ce qui l'intéresse, c'est plus le goût du pouvoir que celui de gagner de l'argent. Mais je suis sûr que le droit de préemption jouera un jour. »*

Y.-M. L.

Changement de cap

La Cinq diffusera chaque soir une heure trente d'informations

Dopée sans doute par les éloges qui ont salué sa couverture intensive des événements en Roumanie, *la Cinq joue la carte de l'information* et n'hésite pas à prendre des risques. Dès le 5 février, elle proposera chaque jour, en *« prime-time »*, une session non-stop d'informations (18 h 55-20 h 30) et cassera le sacro-saint rendez-vous de 20 heures en faisant démarrer son journal à 19 h 45.

Un pari double : à la fois sur l'appétit des téléspectateurs en matière d'informations, sur leur disponibilité, voire leur aspiration à une plus grande souplesse horaire, *et sur* la capacité des équipes de la Cinq à se mobiliser pour faire du créneau Infos une véritable spécialité.

L'émission démarrera à 18 h 55 par un court journal en images, résumé de l'actualité du jour, suivi par une version de trente minutes du magazine « Reporter » (contenant trois reportages axés plus volontiers sur des sujets français, une virgule humoristique (un sketch rapide) et le journal de Guillaume Durand. *« Un journal plus long de quinze minutes, mais pas artificiellement allongé »*, précise son animateur, qui pense organiser la tranche en trois journaux successifs et ciblés : le tour de la planète, l'événement du jour, le *« cadeau de la 5 »* (débats, grands reportages, etc.). La matinée du samedi (9 h 30-13 heures) sera, quant à elle, entièrement consacrée à l'information. Une sélection des meilleurs reportages diffusés la semaine dans le cadre de « Reporter » est programmée de 12 h à 13 h.

Des moyens nouveaux

Des moyens nouveaux devraient, *dit-on, être adaptés à cette nouvelle* grille, qui verra d'ailleurs l'arrivée de Jean-Yves Boullin comme nouveau *chef des informations au sein* d'une rédaction qui compte quatre-vingt-cinq membres, hiérarchie et cameramen inclus. De quoi dynamiser la 5 et son personnel, auxquels l'actualité fait oublier le conflit – encore non tranché – entre les actionnaires : l'affaire opposant les clans Seydoux-Berlusconi et Hersant passera en appel le 23 janvier.

Le directeur général, M. Philippe Ramond, n'entend pas, en effet, lever le pouce en attendant *l'arbitrage des juges. Non content*, selon son expression, de *« mettre le turbo sur l'info »*, il se bat aujourd'hui pour accélérer le développement de son réseau d'émetteurs. *« 60,6 % des Français reçoivent la chaîne dans de bonnes conditions »* et *« 4 992 000 nouveaux téléspectateurs pourraient la recevoir »*, écrivait-il le 12 décembre 1989, dans une lettre au CSA, auquel *il était demandé* d'*« inscrire ce dossier parmi ses plus expresses priorités »*.

ANNICK COJEAN

Augmentation de capital de la filiale de Canal Plus

Le groupe américain Hearst deviendra actionnaire d'Ellipse

Ellipse, filiale de production de Canal Plus, *s'apprête à augmenter* son capital. L'apport de fonds doit servir à financer l'important développement que connaît la *société* : création d'une unité de fabrication de dessin animé employant soixante personnes, production de grandes séries d'animation *(Babar, Tintin, Charlot)* et de fiction *(Zorro)* pour le marché international.

A la faveur de cette augmentation *de capital*, Ellipse cherchait un partenaire qui lui apporte un savoir-faire et un réseau de distribution *international. Les* négociations ont abouti avec le groupe américain Hearst qui, à côté de son empire de presse, possède des stations de radio et de télévision, des chaînes câblées (Arts and Entertainment, Lifestyle), *des sociétés* de production et de distribution (King Features). Le groupe Multimedia devrait *souscrire* environ 18 % du capital d'Ellipse.

Parallèlement les responsables de Canal Plus *souhaitent avoir* pour partenaires les trois grands câblodistributeurs français : la Compagnie *générale des eaux*, la Caisse des dépôts *et* la Lyonnaise des eaux. Les négociations sont sur le *point d'aboutir*, et *chacun* des trois groupes pourrait prendre 7 à 8 % du capital d'Ellipse. A l'issue *de* l'augmentation de capital, la part de Canal Plus devrait tomber à 30 %, le reste des parts étant détenu par les cadres de la chaîne payante.

□ **Jean-Pierre Farkas quitte son poste de directeur de la rédaction de l'Agence centrale de presse.** – Jean-Pierre Farkas, directeur de la rédaction de l'Agence centrale de presse (ACP) depuis juin 1987, a quitté ses fonctions le 1er janvier. Il est parti dans le cadre des 18 licenciements préconisés par l'administrateur judiciaire de la seconde agence de presse française, en dépôt de bilan depuis début décembre 1989. Jean-Pierre Farkas avait été appelé à l'ACP par M. Michel Burton, directeur général de 1984 à 1989. Avant l'ACP, Jean-Pierre Farkas avait dirigé les rédactions de plusieurs radios (RTL, France-Inter) et journaux (*Combat, Elle*, le *Journal du dimanche, VSD*).

SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

Polémique autour de l'élimination de Cyril Neveu

Lundi 8 janvier, soixante-quatorze motos et cent soixante-neuf autos et camions ont pris le départ, à Agadès (Niger), de la dixième étape du douzième rallye Paris-Dakar. Le *secteur sélectif* de 198 kilomètres, programmé avant l'arrivée à Tahoua, n'a pas modifié le classement général.

TAHOUA (Niger)

de notre envoyé spécial

Les dunes ont fait place à la végétation, les villes deviennent plus nombreuses. Tahoua avant Niamey, la capitale, le rallye retrouve ses points de passage obligés. Les concurrents s'éloignent du désert, mais ce dernier n'a pas fini de les harceler. De l'étape précédente, on a encore beaucoup parlé dans une course qui se complaît à nouveau dans les querelles.

Toute la journée de dimanche, des rumeurs contradictoires avaient parcouru villas et restaurants d'Agadès. Cyril Neveu, lui-même *acteur*, avait *participé* à ce grand déballage. N'affirmait-il pas, le petit héros du Dakar, qu'il avait *préféré emprunter la route plutôt* que la piste, après ses ennuis de moteur entre N'Guigmi et Agadès (*le Monde* du 9 janvier) ? *Certes*, au fil des heures et des remontrances des responsables de l'équipe Yamaha France, *l'enfant* râleur modifiait son discours. Il affirmait même son désir de continuer la course pour aider son compagnon d'écurie, Gilles Picard, son assistant vaudrait-il mieux écrire, devenu par le hasard des abandons et des pannes le leader de « l'équipe bleue ».

Pendant tout ce temps, les commissaires se réunissaient et réfléchissaient. En fonction depuis deux ans, ces représentants du pouvoir fédéral savent prendre leur temps. Ils *cherchaient « des preuves irréfutables »* dans une course où presque tous les coups semblent *permis. Qu'une voiture de l'organisation* TSO ait été doublée sur la route goudronnée par plusieurs *motards ne* leur suffisait pas. Ils voulaient *« une identification par des officiels internationaux »*. Ces *preuves « accablantes »*, ils les ont trouvées pendant la nuit de dimanche à lundi. Un miracle, apparu *entre* le Pastis et le couscous. Qui leur a permis de sanctionner, lundi matin, au moment du départ d'Agadès.

« Privés persévérants »

Le directeur de course adjoint, *Jean-Pierre Demaret*, a choisi ce moment pour signifier la décision de mettre *« hors course »* trois motards pour *« non-respect de l'itinéraire prescrit »*. Les coupables se nomment : Cyril Neveu, Gilles Castella et Christian Cateloy. Trois pilotes de Yamaha. Une vedette et deux « poireaux », ainsi que l'on nomme sur le rallye les *« privés persévérants »*.

L'ancien vainqueur de l'épreuve ne pouvait être surpris de cette mesure. Ses cris de protestation ne trompaient personne. Jean-Claude Olivier, le directeur de l'équipe ne critiquait que la méthode *« d'un pouvoir sportif qui agit brutalement »* et *« prépare ses coups dans la nuit »*.

La faute existait, tous étaient bien forcés de l'accepter. Prendre une route goudronnée plutôt que la piste qui passe par le massif de Termit, même si l'on est en retard à la suite d'une panne, n'a jamais valeur d'exemple.

Dès dimanche, Gilbert Sabine avait déclaré : *« La situation de Cyril Neveu est trouble. »* Le directeur de TSO ne pouvait en dire plus puisque maintenant son épreuve est sous la haute surveillance du pouvoir sportif. Il donnait *néanmoins* une indication à des commissaires quelque peu assoupis par la chaleur ambiante. Car les *petites entorses* aux règlements ont été nombreuses depuis le début de l'épreuve. Elles viennent des concurrents, *mais parfois aussi des* organisateurs. *« Un Tango a aidé la 205 d'Ambrosino, de la même façon que ces médecins le font pour d'autres concurrents »*, affirme Gilbert Sabine. Ce véhicule a-t-il tiré la « Lionne » parce qu'elle obstruait la piste, ou pour l'aider à se sortir des sables ? Personne ne s'empresse de répondre à cette interrogation. Ici, sur le Dakar, la limite entre ce qui est permis et ce qui est interdit a toujours été floue.

L'étape du jour en a encore fourni une belle illustration en ce qui concerne la course des autos. *Les commissaires avaient prévu* un temps imparti de deux heures. Hélas ! Quatre concurrents ont mis moins de temps pour couvrir *la distance* de 198 km. Résultat : deux Peugeot, la Mitsubishi de Cowan et une Nissan se retrouvent ex aequo à la première place. Un beau tir groupé qui ne réjouit pas les responsables des équipes concernées.

Les rumeurs, les soupçons, associés à la fatigue, ont redonné au rallye ses couleurs d'antan. Il reste encore beaucoup de kilomètres à parcourir. Mais Cyril Neveu ne sera plus là pour faire entendre ses récriminations. Gilles Lalay, le *vainqueur de l'an passé, sera* lui aussi absent des confrontations à venir. Lundi soir, il a décidé d'abandonner. *Son poignet le faisait* trop souffrir.

SERGE BOLLOCH

Quand passe le « Dakar »

Suite de la première page

« J'ai vu un jour un camion rempli de motos cassées et de gens blessés comme s'ils revenaient de la guerre », s'étonne le commandant du Cercle (préfecture) de Diré, sur le fleuve. *« Il paraît qu'il faut verser beaucoup d'argent pour participer. Nous, si nous en avons, nous le donnons à une vieille tante. »*

Dans sa bouche revient le reproche d'une population que le rallye ignore. *« Les concurrents s'intéressent aux performances de leurs engins. Mais nous qui vivons là, ont-ils le temps de nous apercevoir ? On aimerait créer des liens. Le Mali est un pays de coutume. Un adage dit que nous devons être l'esclave de notre étranger. Mais ils passent si vite... »*

Un expert malien du développement compare le Paris-Dakar à une manifestation de violence. *« On parle beaucoup des morts sur le tracé. Les organisateurs prétendent que la responsabilité revient aux personnes qui marchent dans les rues. Mais si une chose n'est pas à sa place, dans les villages, ce sont les véhicules lancés à cent kilomètres heure. Beaucoup de Maliens se fichent du rallye. Ils ont l'impression que les Européens viennent ici pour se moquer d'eux.*

Tout au long du parcours, entre Gao et Bamako, les incompréhensions s'accumulent (*« on ne sait même pas qui est là-dessous ! »*), tempérés par quelques images éblouissantes. *« Si on leur indique la bonne direction*, assure un jeune, *ils sont très généreux. Ils donnent un paquet de cigarettes ou une boîte d'allumettes, des biscuits et même un peu d'argent. »* Générosité ? Les pilotes contraints à l'abandon vendent parfois sur place leurs casques, des pièces endommagées ou des véhicules entiers. *« Ils demandent trop cher »*, se plaint un mécanicien.

A Diré, la carcasse blanchâtre d'un camion ressemble à un gros insecte étrillé. *« Un gars du village l'a acheté à une équipe, il y a plusieurs années, pour une bonne somme*, explique un coopérant. *Il a fait confiance aux Blancs, mais le camion n'a jamais marché ! »* Pour récupérer la prime d'assurance, certains coureurs brûlent sur place leur auto accidentée, devant un attroupement de badauds.

Les Maliens les plus débrouillards récupèrent des bidons de carburant bon marché auprès de la caravane qui se déleste d'étape en étape. La *« fidélité »* du Paris-Dakar sur parcours a incité la Shell à placer des pompes fixes en des points très isolés. Une mince retombée dont ne profitent que les rares propriétaires de véhicules, l'armée et les antennes d'organisations humanitaires. Pour le reste, le rallye amène espoir et désillusion. Les artisans de Tombouctou ruminent leur déception de 1989.

« Les voitures ont été rassemblées sur la piste de l'aéroport. On n'a eu aucun contact avec les participants, regrette Akourou, le cordonnier chef de la fédération de l'artisanat. *Ceux qui sont venus dans nos boutiques refusaient de payer. Ils voulaient échanger nos poignards et nos objets traditionnels contre des tee-shirts du Paris-Dakar ou des blue-jeans. C'était décourageant. »*

Depuis le « vol » de la voiture d'Ari Vatanen à Bamako, en 1988, les concurrents sont coupés de la population. Ils s'annoncent par un soulèvement de poussière, laissent derrière eux des pistes et des ponts de bois endommagés, quelques feux de brousse et, si les *« dieux blancs »* sont tombés sur la tête, un ou deux corps inanimés.

Une petite récolte

Le Mali n'exige pas officiellement de contrepartie au passage du Paris-Dakar. *« J'avais suggéré à Thierry Sabine de choisir un projet de développement et de demander aux concurrents de renoncer à certaines primes. Sabine est mort et l'idée n'a pas été retenue »*, témoigne Yves Gazzo, un responsable du Fonds européen de développement à Bamako.

Le Paris-Dakar, instrument de l'aide aux populations *« visitées »* ? Mirage. Même les garagistes de la capitale ou de Tombouctou sont désœuvrés au passage de la caravane. *« Le premier rallye nous a donné du travail pendant 72 heures, jour et nuit »*, se souvient un employé de Renault, *« pour des tâches de soudure et de manutention, essentiellement »*. Il arrive que les nationaux donnent la main pour démonter un moteur ou un train avant. Mais ils sont vite dépassés. *« Maintenant, ce sont des véhicules exceptionnels qui nous embarrassent*, reconnaît un mécano. *Les tableaux de bord des voitures ressemblent à des ordinateurs ou à des commandes d'avion, avec un volant minuscule et tous ces boutons... C'est beau ! »*. Il reste rêveur devant l'assistance technique déployée, et ces équipes qui savent démonter et remonter en une nuit des engins si complexes.

Au centre d'auto-démolition du Mali *(sic)*, filiale d'une société bretonne installée à Bamako, le concessionnaire admet le peu d'engouement pour l'épreuve. *« J'aimerais que notre pays, qui est exploité sur le terrain de l'aventure, soit payé en retour avec des médicaments ou des vivres* (2). *Je n'en aurais pas honte car nous sommes pauvres. Prendre de l'argent au rallye ne m'intéresse pas. J'attends une prise de conscience des organisateurs. »*.

Fin novembre, la nouvelle s'était propagée par radio que l'édition 90 traverserait une fois encore le Mali. Entrée par Gao. Sortie par Kayes. *« N'attendez pas de grande cérémonie*, a dit, résolu, un artisan de Tombouctou. *« Le Paris-Dakar, c'est une petite récolte »*.

ERIC FOTTORINO

(2) Divers programmes d'assistance et notamment la fourniture de médicaments et de pompes, ont été mis en place depuis 1986.

Dixième étape

Agadez-Tahoua 483 km dont 198 chronométrés

● **AUTOS.** – 1. Waldegaard (Suè., Peugeot 405 T 16) ; Wambergue (Fra., Peugeot 205 T 16) ; Cowan (G-B, Mitsubishi) ; Babler (Sui., Nissan) ; 5. Vatanen (Fin, Peugeot 405 T 16) à 19 s.

● **MOTOS.** – 1. De Petri (Ita., Cagiva), 1 h 53 min 15 s ; 2. Arcarons (Esp., Cagiva), à 3 min 5 s ; 3. Orioli (Ita., Cagiva) ; Rahier (Bel., Suzuki), à 3 min 14 s ; 5. Picard (Fra., Yamaha) à 5 min 17 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

● **AUTOS.** – 1. Vatanen-Berglund (Fin.-Suè., Peugeot 405 T 16), 15 h 55 min 14 s de pénalité ; 2. Wambergue-Da Silva (Fra., Peugeot 205 T 16), à 1 h 49 min 26 s ; 3. Waldegaard-Fenouil (Suè.-Fra., Peugeot 405 T 16), à 1 h 55 min 50 s ; 4. Ambrosino-Baumgartner (Fra., Peugeot 205 T 16), à 4 h 23 min 37 s ; 5. Cowan-Delferrier (G-B-Bel., Mitsubishi), à 4 h 47 min 54 s.

● **MOTOS.** – 1. Orioli (Ita., Cagiva), 50 h 22 min 45 s ; 2. Mas (Esp., Yamaha), à 1 h 12 min 57 s ; 3. Picco (Ita., Yamaha), à 2 h 26 min 12 s ; 4. Magnaldi (Fra., Yamaha), à 2 h 36 min 27 s ; 5. Picard (Fra., Sonauto-Yamaha), à 2 h 45 min 46 s.

nation

ıveu est trouble. » Le de TSO ne pouvait en puisque maintenant son ıt sous la haute surveil- pouvoir sportif. Il donnait ıs une indication à des ıires quelque peu assoupis aleur ambiante. Car les torses aux règlements ont reuses depuis le début de e. Elles viennent des nts, mais parfois aussi des eurs. « Un Tango a aidé l'Ambrosino, de la même ue ces médecins le font 'autres concurrents », Gilbert Sabine. Ce véhi- il tiré la « Lionne » parce bstruait la piste, ou pour se sortir des sables ? Per- : s'empresse de répondre à nterrogation. Ici, sur le la limite entre ce qui est et ce qui est interdit a tou- flone.

pe du jour en a encore ıne belle illustration en ce cerne la course des autos. nmissaires avaient prévu un imparti de deux heures. Quatre concurrents ont mis le temps pour couvrir la dis- le 198 km. Résultat : deux t, la Mitsubishi de Cowan et ssan se retrouvent ex aequo remière place. Un beau tir qui ne réjouit pas les res- les des équipes concernées.

rumeurs, les soupçons, asso- la fatigue, ont redonné au ces couleurs d'antan. Il reste beaucoup de kilomètres à rir. Mais Cyril Neveu ne us là pour faire entendre ses ıinations. Gilles Lalay, le ıeur de l'an passé, sera lui absent des confrontations à Lundi soir, il a décidé ıdonner. Son poignet le fai- op souffrir.

SERGE BOLLOCH

sés. « Maintenant, ce sont véhicules exceptionnels qui embarrassent, reconnaît un no. Les tableaux de bord des res ressemblent à des ordina- ou à des commandes d'avion. un volant minuscule et tous boutons... C'est beau ! ». Il rêveur devant l'assistance ique déployée, et ces équipes ıvent démonter et remonter en uit des engins si complexes.

ı centre d'auto-démolition du (sic), filiale d'une société nne installée à Bamako, le essionnaire admet le peu gouement pour l'épreuve. imerais que notre pays, qui exploité sur le terrain de nture, soit payé en retour avec médicaments ou des rs (2). Je n'en aurais pas e car nous sommes pauvres. dre de l'argent au rallye ne ıtéresse pas. J'attends une de conscience des organisa- s. »

n novembre, la nouvelle s'était agée par radio que l'édition 90 erserait une fois encore le Mali. ée par Gao. Sortie par Kayes. 'attendez pas de grande céré- ie, a dit, résolu, un artisan de bouctou. « Le Paris-Dakar, t une petite récolte ».

ERIC FOTTORINO

2) Divers programmes d'assis- e et notamment la fourniture de icaments et de pompes, ont été mis lace depuis 1986.

Dixième étape

Agadez-Tahoua 483 km dont 198 chronométrés

AUTOS. – 1. Waldegaard ., Peugeot 405 T 16) ; Wamber- (Fra., Peugeot 205 T 16) ; Cowan ., Mitsubishi) ; Babier (Su., Nis-) ; 5. Vatanen (Fin., Peugeot 405 6) à 17 s.

MOTOS. – 1. De Petri (Ita., giva), 1 h 53 min 15 s ; 2. Arcarons ., Cagiva), à 3 min 5 s ; 3. Orioli ., Cagiva) ; Rahier (Bel., Suzuki), 3 min 14 s ; 5. Picard (Fra., maha) à 5 min 17 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

AUTOS. – 1. Vatanen- rglund (Fin.-Suè., Peugeot 405 16), 15 h 55 min 14 s de pénalité ; Wambergue-Da Silva (Fra., Peu- t 205 T 16), à 1 h 49 min 26 s ; Waldegaard-Fenouil (Suè.-Fra., ugeot 405 T 16), à 1 h 55 min 50 s ; Ambrosino-Baumgartner (Fra., Peu- ot 205 T 16), à 4 h 23 min 37 s ; Cowan-Delferrier (G-B - Bel., Mit- bishi), à 4 h 47 min 54 s.

MOTOS. – 1. Orioli (Ita., giva), 30 h 22 min 45 s ; 2. Ma- ., Yamaha), à 1 h 12 min 57 s ; Picco (Ita., Yamaha), à 2 h 26 min ; 4. Magnaldi (Fra., Yamaha), à h 36 min 27 s ; 5. Picard (Fra., nuto-Yamaha), à 2 h 45 min 46 s.

JUSTICE

Les rentrées solennelles à la Cour de cassation et à la cour d'appel de Paris

Les juges à la recherche d'une confiance perdue

On a le droit de critiquer la justice et même ceux qui la *rendent* : c'est le sens du discours prononcé par M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, au cours de l'audience de rentrée solennelle, le 8 janvier. *« L'absolu judiciaire »* est un *« mythe »*, a estimé M. Drai, qui souhaite que les magistrats, tout en restant plus ouverts sur l'extérieur, ne se transforment ni en *« hommes de politique »* ni en *« hommes de théâtre »*.

Avoir la voix enrouée n'empêche pas forcément de parler haut et clair. M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, en a fait une parfaite démonstration, au cours de ce rendez-vous obligé de l'« après-fêtes » que le monde judiciaire se fixe à chaque début du mois de janvier. M. Pierre Drai n'aime pas ronronner. Et, quand le plus haut placé des magistrats du siège parle, c'est un peu comme s'il tonnait. Lui qui, l'an dernier, appelait les magistrats – face aux attaques dont ils sont régulièrement l'objet – à plus de sérénité, a usé, cette fois, d'un ton différent, proche de la mise en garde, dans un discours doublement intitulé : *« Prière pour nos juges, prière à nos juges. »*

On peut, a dit M. Drai, *« contester ou dénigrer »* le juge. Sans jamais faire directement allusion aux turbulences qui ont récemment secoué la justice – chacun étant censé s'y reconnaître comme il lui plaira, – M. Drai a édicté quelques règles bien simples, dont il pense qu'elles devraient être plus rigoureusement respectées.

Le juge ne peut véritablement représenter *« l'objectivité, l'impartialité, la loyauté »* que s'il ménage son *« capital de confiance »*, une confiance qui *« ne se donne que lentement »* et *« se perd vite »*. Aussi, alors qu'il est discuté, critiqué parfois de manière acerbe – *« l'absolu judiciaire »* étant un *« mythe »* – le juge *« doit, en toutes occasions, envisager de voir ses actes scrutés, auscultés, mis en cause »*. *« Veillons à nous enrichir de la critique »*, a dit le premier président de la Cour de cassation. *« Les juges qui subissent* [des attaques] *se disqualifieraient et cesseraient d'être juges s'ils devaient être contraints de descendre dans l'arène et de porter eux-mêmes des coups. Que cette extrémité leur soit épargnée. »*

Le respect, lorsque c'est nécessaire, une fois reconquis, les juges devraient être mieux formés, plus ouverts sur le monde et correctement payés. Enfin, le juge, non pas *« un juge-Dieu, seul apte à tout savoir et à tout faire »*, mais un juge serein, *« chercheur de vérité et de paix »*, devra avoir *« l'intelligence de ses pouvoirs et de ses limites »* et ne pas se croire dépositaire d'*« une mission »*. *« Ni hommes de politique, ni hommes de théâtre, les juges doivent être seulement, mais pleinement, des juges. »*

La tâche, sans doute, est ardue : M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Paris, qui, à son tour, prenait la parole, en est bien conscient. *« La justice a connu, cette année, des séismes d'importance variable sur l'échelle des médias. »* Agacé par la polémique partie de la quatorzième section du parquet chargé de la lutte antiterroriste (*le Monde* des 14 et 23 décembre), le procureur général a tâché de démonter le *« scénario-catastrophe »* qui voudrait que *« la France soit livrée au terrorisme, pendant que les magistrats sont occupés à préparer leur réveillon »*. La justice, en fait, *« tourne »*, et pas trop mal, selon M. Truche, qui n'est pas mécontent d'annoncer que, *sous son* impulsion, les juges, même s'ils *« pestent »* un peu, se mobilisent et parviennent, lorsqu'ils s'en donnent la peine, à rendre la justice plus rapide.

La gestion du temps

Eberlué, l'an dernier, par le nombre de dossiers d'instruction toujours en cours trois ans après leur ouverture, M. Truche a expliqué que leur nombre avait été réduit de 40 % en un an. La responsabilité de la lenteur n'incombe pas toujours aux magistrats (même si certains ont une fâcheuse tendance à s'endormir sur leurs dossiers) : des justiciables, peu nombreux, délibérément, en ralentissent aussi le cours. Il s'agit, de préférence, des plus riches, dans les affaires financières et de grand banditisme en particulier. La lenteur, les ratés de la justice,

s'expliquent aussi par la complexité des affaires, singulièrement celles qui obligent à enquêter à l'étranger, et, pour les affaires financières, au manque de célérité des policiers et des experts-comptables chargés de commissions rogatoires ou d'expertises.

Autre grief, le roulement excessif des juges d'instruction : *ainsi* a-t-on vu quatre juges se succéder en cinq ans dans une affaire de responsabilité médicale. *« Mais on peut agir »*, a affirmé, optimiste, M. Truche, qui a décidé, en utilisant des moyens modernes de gestion, et notamment l'informatique, de secouer les pesanteurs de la justice et d'apprivoiser la gestion du temps.

Partenaire quotidienne du procureur général, Mme Myriam Ezratty, premier président de la cour d'appel, a voulu, elle aussi, s'éloigner du misérabilisme et du fatalisme, si répandus dans les milieux judiciaires. *« Au risque de contrarier les esprits chagrins, je suis convaincue*, a-t-elle dit, *qu'un tournant positif est pris. (...) L'institution judiciaire est déjà entrée dans la voie de la rénovation, trop discrètement peut-être, et c'est dans sa nature, ce qui explique qu'on souligne plus souvent ses imperfections que ses avancées. »*

Mais les imperfections demeurent, et, à écouter les commentaires de couloir, il n'était pas tout à fait sûr que l'énergie et la bonne humeur du premier président se communiqueraient à l'ensemble des magistrats de la cour d'appel, qu'elle a pour mission de chaperonner.

AGATHE LOGEART

Prêtés à l'Union soviétique

Les pistolets de Pouchkine reviennent à Amboise

TOURS

de notre correspondant

Ils sont revenus, les fameux pistolets de Pouchkine qu'Amboise avait dû offrir à l'Union soviétique, à l'occasion de la venue de M. Mikhaïl Gorbatchev le 4 juillet 1989. Les deux armes dans leur coffret voyageaient par la valise diplomatique et l'ambassade soviétique à Paris aurait joué un grand rôle dans l'heureuse conclusion de cette affaire. Les pistolets, qui ont passé six mois dans une bibliothèque du musée Pouchkine à Leningrad, sont attendus tout prochainement à Amboise, et le maire, M. Chollet, a l'intention d'organiser à cette occasion une cérémonie solennelle.

Les armes devraient retrouver leur place dans la vitrine du Musée de la poste, où elles étaient exposées depuis vingt ans. *« Les Soviétiques ont tenu leur promesse. Ils n'ont pas fait preuve de légèreté, car le prêt se terminait au début de cette année »*, commentait, lundi 8 janvier, le maire, qui, en plus, devrait voir revenir le livre de construction du château d'Amboise, un manuscrit du quinzième siècle vendu aux enchères pendant la Révolution et enfoui dans une bibliothèque de Leningrad.

Cette rocambolesque affaire d'emprunt russe avait fait grand bruit dans l'Hexagone ainsi qu'à Amboise, la ville qui était alors déchirée par les suites des élections municipales. M. Michel Debré, l'ancien maire, avait été le premier à crier « au voleur ». Il est vrai que le principe de l'enlèvement avait paru cavalier, puisque le conseil municipal n'avait pas eu le temps de se réunir pour en débattre.

Son successeur avait eu toutefois la prudence de prendre un arrêté qui fixait bien à six mois la durée du prêt. Les armes qui ont servi au duel lors duquel le poète russe Pouchkine trouva la mort à Saint-Petersbourg en 1837 étant de retour comme promis, Amboise devrait normalement récupérer deux tableaux de Picasso que le ministère de la culture française lui avait promis en échange du prêt.

ALEXANDRE BODDAERT

Au tribunal correctionnel de Créteil

L'escroc aux enfants roumains

Quarante-huit heures après l'arrivée à Paris de soixante-deux enfants roumains adoptés par des familles françaises, Marc Hourtal, quarante-deux ans, agent commercial, comparaissait, lundi 8 janvier, devant la 11e chambre correctionnelle du tribunal de Créteil (Val-de-Marne), pour avoir tenté d'escroquer onze familles, en demandant 30 000 F à chacune, en juillet 1989 afin de financer une accélération des formalités d'adoption.

Depuis samedi, Jean-Claude Eisnitz est souriant. Il est allé à Orly accueillir l'enfant qu'il attendait depuis si longtemps, et tout le reste lui apparaît maintenant comme une suite de mauvais souvenirs. Aussi, c'est sans passion qu'il explique aux juges comment il a rencontré Hourtal. *« Depuis le début de l'année 1989, aucun enfant ne sortait plus de Roumanie. On s'est battu, intervenant au plus haut niveau »*, raconte M. Eisnitz, qui était en relation avec l'Elysée et les affaires étrangères.

Mais, quand on lui a parlé d'un personnage plus obscur, disposé à apporter son concours, il n'a pas hésité : *« Nous étions prêts à essayer toutes les possibilités. »* Marc Hourtal le reçoit une première fois, sans lui parler d'argent. Au deuxième entretien, il dit à M. Eisnitz qu'il avait rencontré M. Chaban-Delmas à Bordeaux, qui a lui-même pris contact avec le secrétaire général de l'Elysée. Une mission diplomatique, dont Hourtal ferait partie, doit s'envoler le surlendemain pour Bucarest, et l'affaire est donc en bonne voie.

Dernier détail : afin d'amadouer les fonctionnaires roumains, il faut que chacune des onze familles pour lesquelles il interviendra lui verse 30 000 F par enfant, dont 15 000 F dans l'immédiat. *« Cela ne me choquait pas*, admet M. Eisnitz, *c'est tout à fait dans la mentalité roumaine. »*

Toutefois, l'attitude de cet homme qui a le bras si long, l'inquiète et, tout en invitant les familles à se rendre au rendez-vous de ce précieux intermédiaire dans un hôtel d'Orly, il donne plusieurs coups de téléphone : à Bordeaux, comme à l'Elysée, on lui répond que l'on ne connaît pas ce M. Hourtal, et la police judiciaire est prévenue. *« J'avais des possibilités, j'avais des contacts politiques »*, insiste Marc Hourtal, en affirmant : *« J'avais le vœu et le souhait d'intervenir. »*

Le troisième cercle

Avant la révolution roumaine, il a écrit, depuis sa prison, à Me François Massot, le conseil de M. Eisnitz et de l'association Enfance et Familles d'adoption, partie civile, pour se justifier en ces termes : *« Mes pensées étaient saines, j'étais sensibilisé et motivé. »*

Me Massot n'en croit pas un mot et considère Hourtal comme *« un individu qui torturé les familles »*. C'est aussi l'avis de M. Georges Alexandre, substitut du procureur de la République, qui demande trois ans de prison, en s'adressant à Hourtal : *« Vous avez souillé les sentiments les plus sacrés : la confiance des familles, leur détresse et l'innocence des enfants. Vous vous êtes servi de tout cela pour faire de l'argent. »*

Marc Hourtal n'est-il donc qu'un escroc ? Ce n'est pas le sentiment de son avocat, Me Daniel Richard, qui présente son client sous un éclairage différent, tant est fréquent de rencontrer ces personnages *« atteints du virus de la politique »*, toujours prêts à proposer une intervention, une recommandation avec un solide appui, sur un simple coup de fil.

Entre 1977 et 1983, Hourtal aurait été, selon son avocat, conseiller municipal et adjoint au maire de Signy-Signets, en Seine-et-Marne. Depuis, il a, en vain, sollicité d'autres mandats qui auraient pu le faire accéder aux « hautes sphères » de la politique. Alors, il collectionne les réponses des ministres à ses vœux de Nouvel An pour en faire des montages destinés à le valoriser ; et, en 1986, Hourtal vendait de fausses cocardes tricolores aux mandataires des Halles qui voulaient emprunter la voie prioritaire pour se rendre à Rungis.

« Il a voulu jouer dans la cour des grands, alors qu'il n'en a pas les moyens, explique son avocat. *Il est de ceux qui gravitent dans le troisième cercle de la politique. C'est la malencontreuse occasion qui a fait le larron. »*

Jugement le 22 janvier.

MAURICE PEYROT

EN BREF

□ **Un magistrat de la cour d'appel de Versailles blessé à la fin d'une audience.** – Mme Noëlle Monteils, magistrat à la cour d'appel de Versailles (Yvelines), a été blessée au visage par un jet de pierre lundi 8 janvier, à la fin de l'audience de la treizième chambre sociale consacrée au parc de Mirapolis. Le président de la chambre, M. Etienne Doze, venait d'ajourner à huitaine l'arrêt de la cour sur la désignation de l'administrateur provisoire chargé du redressement judiciaire du parc de Cergy-Pontoise. Furieux, une douzaine de forains du parc présents dans la salle interpellèrent la cour, qui se retira dans une pièce voisine. Une pierre lancée à travers la fenêtre venait alors frapper Mme Noëlle Monteils sous l'œil droit. Souffrant d'une plaie ouverte à la joue droite, le magistrat a été hospitalisé. Les forains ont pris la fuite avant l'arrivée de la police.

□ **Des attentats revendiqués par Iparretarrak.** – L'organisation séparatiste basque a revendiqué, lundi 8 janvier, dans un communiqué, trois attentats commis ces derniers mois dans les Pyrénées-Atlantiques. Dissoute en juillet 1987, l'organisation Iparretarrak s'attribue la responsabilité des récentes *« actions réalisées contre le véhicule de France-Télécom à Saint-Jean-Pied-de-Port le 19 novembre, le bureau de vente d'un complexe touristico-immobilier à Anglet le 24 décembre, et les locaux de la direction régionale à l'industrie et à la recherche, à Morlaas le 31 décembre »*. Ces attentats n'avaient pas fait de victimes mais avaient provoqué des dégâts matériels.

□ ***L'ex-FLNC* revendique l'attentat de l'île de Cavallo.** – L'attentat qui a détruit dimanche 7 janvier deux restaurants de la société Codil, dans l'île de Cavallo (Corse-du-Sud), a été revendiqué lundi 8 janvier par l'ex-FLNC. Dans un communiqué transmis à Ajaccio, l'organisation clandestine, qui dédie l'action à Etienne Cardi, mort carbonisé en plaçant une bombe le 10 janvier 1984, indique que la société Codil *« participe à l'expropriation de la terre corse »*. Dénonçant *« le colonialisme et ses relais locaux »*, l'ex-FLNC ajoute que le tourisme devrait être *« un atout pour notre développement et non une finalité spéculative »*.

FAITS DIVERS

Le suicide de David Hosansky

Enfant gâté, enfant perdu

Le feuilleton a dégénéré en roman noir, pour s'achever en conte cruel. Dimanche vers 2 heures du matin, David Hosansky s'est jeté du 17e étage de la résidence Marina-Baie-des-Anges, à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), (*le Monde* du 9 janvier). Il avait dix-huit ans et demi. Son corps a été retrouvé à quelques mètres de l'endroit où, le 6 février 1988, sa maîtresse, âgée de trente-sept ans - qui était son professeur d'anglais et l'épouse d'un armateur britannique - avait, sous ses yeux, fait le grand saut, depuis leur studio du 6ème étage. Cet orphelin lyonnais richissime et prodigue s'était laissé dévorer par la fièvre du jeu puis emporter dans un tourbillon médiatique. Depuis quelques mois, il avait été placé *« sous le régime de la sauvegarde de justice »* sur l'initiative d'un de ses oncles paternels.

LYON

de notre bureau régional

« Pauvre petit garçon riche », la formule, qui fit la *« une »* de certains journaux et lui paraissait naturellement *« réductrice »*, pourrait pourtant résumer, comme une épitaphe, la vie de David. Lorsqu'au terme d'un été de cigale, au cours duquel il avait « flambé » plus de 3 millions de francs dans les casinos de la région Rhône-Alpes et de la Côte-d'Azur, le jeune homme se trouva privé de la gestion de son héritage, il réagit moins en enfant gâté qu'en enfant perdu. Livrant son existence en pâture, avec cette rage faussement désinvolte qu'il mettait à jeter les plaques d'un *« bâton »* sur les tapis verts, David Hosansky s'accrocha au mythe du vedettariat comme à une ultime bouée.

Le 11 octobre 1989, un juge du tribunal de Lyon, engagea sur la demande d'un de ses collègues de Mulhouse, lui-même sollicité par un oncle et ancien tuteur de David, une procédure de *« mise sous tutelle ou curatelle »* et confia *la gestion des biens du « réputé prodigue »* à un mandataire spécial chargé de percevoir ses revenus, recevoir son courrier et signer ses chèques. *David, qui ne peut* encaisser chez son notaire un chèque de 2 millions de francs - représentant la vente d'un appartement à Lyon, – fait établir un constat d'huissier, réclame une expertise psychiatrique, qu'il obtiendra, et, faute de pouvoir engager un recours en justice, *« saisit »* la presse.

Pour riposter à ce qu'il considère comme une *« intolérable atteinte »* à sa vie privée, il choisit de la déballer. Au risque de passer pour un mythomane.

Conseil de famille

Il raconte ainsi, en vrac : le mariage d'argent de sa mère, fille d'une marchande foraine de l'Ain, avec un médecin issu d'une famille polonaise fortunée ; son enfance de fils unique-prince héritier, entouré de nurses, sous les lambris d'une ancienne demeure des frères Lumières ; la mort de son père lorsqu'il a sept ans ; la vengeance de sa mère qui, pour s'être toujours sentie rejetée par sa belle-famille, *« en tant que non-juive »*, aurait fait enterrer son défunt mari dans une fosse commune ; la chasse au trésor qu'elle engagea alors pour retrouver *« deux coffres métalliques renfermant vingt-cinq lingots et des milliers de pièces d'or »*.

David relate la singulière équipée dans laquelle il fut entraîné, en 1981, pour enterrer à nouveau ce magot dans le jardin d'une maison de campagne de l'Ain. Et puis sa deuxième vie, dans le sillage d'une veuve, *« pétillante et frivole »*, qui fait de lui son confident et son *« complice »*, de palaces en casinos. La mort brutale de cette « maman » qu'il appelait *« Jeannette »*, le 5 septembre 1982.

David n'oublie pas son enfance : orphelin à onze ans, il est placé sous la tutelle de ses oncles, tandis que d'anciennes relations de sa mère s'emploient à occulter une partie de son héritage. Sa terrible expérience dans une pension pour enfants attardés, à Megève, son transfert dans des internats de luxe, pour surdoués, en Normandie, puis à Sophia-Antipolis. Les luttes d'influence et les intrigues dont il est l'enjeu de la part d'un conseil de famille *« qui ne relâche pas son étreinte »*.

Sur sa lancée, David évoque son étrange liaison, à quinze ans, avec son professeur d'anglais, qui devient sa seule protectrice puis fait de lui son petit amant du week-end. On peut penser qu'il affabule lorsqu'il raconte la fin tragique de celle-ci, un soir de déprime : *« Nous avions beaucoup bu, elle était dans un état de surexcitation extrême. Soudain, je l'ai vue enjamber la jardinière de la terrasse. Je revois sa robe légère. J'ai voulu la retenir, elle m'a échappé et s'est écrasée au pied de l'immeuble »*. Mais, dimanche, par son geste fatal, David Hosansky a aussi authentifié cette phase de sa vie. L'un des gendarmes qui ont procédé aux constatations d'usage a reconnu David pour l'avoir entendu après la mort de son amie...

Celui par qui le scandale arrive...

La mise sous séquestre de ses biens était loin d'avoir calmé la frénésie du jeune héritier qui, depuis le 10 juin 1989, date de sa majorité légale, s'employait à *« rattraper le temps perdu »* et revendiquait le droit de dilapider sa fortune. Ayant choisi Me Jacques Vergès pour défendre ses intérêts, il avait organisé avec *lui une conférence de presse* dans un grand hôtel de Lyon et faisait le siège des rédactions. Il se promenait volontiers avec un sac bourré de liasses de grosses coupures - *« mes dernières cartouches, obtenues en négociant des pièces d'or »*, affirmait-il – et s'essayait encore à faire sauter la banque de quelques casinos. Mais rien n'allait plus...

Le samedi 16 décembre, il était ainsi tombé dans un guet-apens tendu, sur l'autoroute, par des compagnons de hasard. Réussissant à leur échapper et ayant alerté la police, celle-ci put arrêter les trois détrousseurs qui, opiniâtres, attendaient l'héritier devant son domicile.

Trois jours avant cette mésaventure, David avait *insulté copieusement une guichetière* de la gare de La Part-Dieu, à Lyon, puis deux gardiens de la paix venus à la rescousse. *« J'étais très énervé car je me rendais à Paris pour l'enregistrement d'une émission sur TF 1 et je craignais de manquer mon TGV »*, devait-il expliquer à la barre du tribunal correctionnel de Lyon, où il comparaissait, vendredi 5 janvier, pour *« outrages à représentants de la force publique »*. Il fut condamné à quinze jours de prison avec sursis et 10 000 F d'amende.

Le lendemain, après avoir avalé des barbituriques, David téléphonait, en pleurs, au bureau de Lyon de l'AFP. Transporté par les sapeurs-pompiers au service des urgences de l'hôpital Edouard-Herriot, il réussit à s'échapper dans la soirée pour sauter dans un avion à destination de Nice. Dernière errance sur la promenade des Anglais, derniers verres au piano-bar du Negresco, dernier appel à l'AFP : *« Cette fois, je vais en finir »*. Il était 10 heures, dimanche, lorsqu'un gardien découvrit le corps du jeune homme à qui un juge avait naguère lancé : *« A dix-huit ans vous avez vécu autant qu'un homme de quatre-vingts ans »*.

ROBERT BELLERET

SOCIÉTÉ

SCIENCES

En raison d'une défaillance du satellite Spot-2

Le lancement de la fusée Ariane retardé de plusieurs semaines

Un élément défaillant sur le satellite Spot-2 a entraîné un *nouveau report du trente-cinquième vol du lanceur européen Ariane*, qui n'aura probablement pas lieu avant la fin de ce mois. Comme son prédécesseur, *Spot-1, ce satellite doit* transmettre des photographies de la Terre, utilisables par exemple pour la cartographie ou la gestion des ressources agricoles.

Prévu à l'origine pour la nuit du 10 au 11 janvier, le tir d'Ariane-4 avait déjà été retardé à la suite d'une anomalie dans la centrale inertielle, servant au guidage du lanceur (*le Monde* daté 7-8 janvier). Les tests se poursuivent, et la fusée devrait être déclarée bonne pour le service le 12 janvier s'il s'agit d'un problème de logiciel, ou le 16, au plus tard, si la centrale doit être changée, affirme-t-on à la société Arianespace.

Mais les techniciens qui procèdent aux dernières vérifications avant le lancement sur le pas de tir du centre spatial guyanais de Kourou ont détecté par ailleurs un mauvais fonctionnement de l'un des deux enregistreurs du satellite Spot-2 que devait lancer Ariane. *« La bande magnétique n'a pas répondu immédiatement à un ordre de rembobinage. Lors de ce blocage, l'énergie électrique de commande s'est dissipée dans l'enregistreur. L'échauffement qui en est résulté a conduit à déclarer cet équipement inapte au vol »*, annonce le Centre national d'études spatiales (CNES), dans un communiqué publié le 8 janvier.

Le remplacement de l'appareil nécessite le démontage du satellite, qui se trouve sous la coiffe du lanceur, et son retour dans les bâtiments de préparation proches du pas de tir. La nouvelle date de vol n'a pas encore été fixée, mais l'ensemble de ces opérations, le remontage de Spot-2 et les nouveaux essais exigeront probablement deux à trois semaines. Cependant, précise Arianespace, ce report *« aurait peu d'impact sur le programme des lancements suivants »*, dont le premier est prévu fin février. L'enregistreur magnétique, fabriqué par la firme américaine Odetics, est une sorte de magnétoscope utilisé par les satellites de télédétection Spot pour *garder en mémoire* les photos prises par leurs caméras, avant leur retransmission aux stations terrestres. *Il avait déjà été modifié* à la suite d'ennuis du même ordre rencontré sur Spot-1, prédécesseur et « jumeau » de Spot-2. L'un des deux enregistreurs de ce satellite avait, en effet, rendu l'âme prématurément, peu après le lancement, en février 1986. Le second, en revanche, commence aujourd'hui seulement à donner des signes de fatigue, alors que Spot-1 a déjà dépassé de près d'un an sa durée de vie nominale.

J.-P. D.

L'équipage de la station Mir a passé *trois heures* dans le vide spatial

Les cosmonautes soviétiques Alexandre Viktorenko et Alexandre Serebrov, qui séjournent depuis le 8 septembre 1989 à bord de la station orbitale soviétique Mir, ont effectué, dans la nuit du mardi 9 janvier, une sortie de trois heures dans l'espace. Cette promenade extra-véhiculaire, qui, selon le centre de contrôle spatial de Moscou, s'est déroulée sans incident, a permis aux deux hommes d'installer deux capteurs stellaires, destinés à améliorer la précision du système d'orientation de la *station*.

Placés sur le module d'astrophysique Kvant (arrimé le 6 décembre 1989), les capteurs ont été branchés sur le réseau des appareils automatiques du train orbital. Avant de regagner l'intérieur de Mir, les cosmonautes ont recueilli plusieurs échantillons du revêtement extérieur de la station, afin d'étudier l'action des rayonnements cosmiques. Quatre sorties dans l'espace devraient encore avoir *lieu avant le retour sur Terre de* l'équipage actuel, prévu en mars. – *(Tass, UPI.)*

□ **PRÉCISION.** – Le schéma qui *illustrait* l'article de M. Jacques Testart dans le dernier supplément « Sciences-médecine » (du 3 janvier) était tiré de la revue médicale *Gyn-Obs* (numéro daté du 1er novembre 1989).

MÉDECINE

Dans une clinique des Pays-Bas

Des médecins décident de ne plus alimenter une malade dans le coma depuis plus de quinze ans

La direction médicale d'une clinique située dans l'est des Pays-Bas a décidé d'interrompre, lundi 8 janvier, l'alimentation et l'hydratation d'une femme de quarante-sept ans, plongée dans le coma depuis près de seize ans. Les médecins s'attendent au décès de *Mme Ineke Stinissen dans les* quinze prochains jours.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Pour les partisans de l'euthanasie, la malade ne va pas mourir, elle est déjà morte. Mme Stinissen est dans le coma depuis le 30 mars 1974, jour où elle accoucha par césarienne de son premier enfant. Cet accident était la conséquence d'une erreur d'anesthésie, un tube respiratoire ayant été placé dans l'œsophage et non dans la trachée. Une seconde faute fut commise quarante-huit heures plus tard, lorsque la patiente fut victime d'un arrêt respiratoire qui ne fut pas détecté suffisamment tôt pour éviter l'apparition de lésions cérébrales irréversibles.

Depuis mars 1974, Mme Stinissen « végète », couchée dans la position du fœtus, sans pouvoir communiquer, totalement inconsciente. Elle respire naturellement, mais les sondes qui ont assuré son alimentation et son hydratation pendant quinze ans et neuf mois ne servent désormais plus à rien : le maintien en survie artificielle vient d'être suspendu.

L'annonce en a été faite par l'avocat de M. Stinissen. La détermination de celui-ci à obtenir que *son épouse* soit « *délivrée* » n'a pas peu contribué, procès après procès, de menaces de mort en menaces de prise d'otage, au débat sur l'euthanasie et à donner un retentissement national à un drame personnel. L'affaire Stinissen a notamment mis en lumière deux aspects du problème. Il y avait d'abord l'incapacité physique et psychique de la patiente à exprimer directement sa volonté de mourir. Or c'est sur le principe de la manifestation par le malade lui-même du désir d'en finir que repose en partie la jurisprudence compréhensive des tribunaux néerlandais en matière d'euthanasie. Aucune juridiction saisie par M. Gérard Stinissen n'a d'ailleurs admis de faire pour lui une exception.

Mort douce

La question du droit à l'euthanasie des malades incapables de s'exprimer reste donc entièrement posée : elle concerne aussi bien les comateux que les nouveau-nés gravement handicapés ou les vieillards déments.

Au cours d'une émission télévisée consacrée au cas de Ineke et Gérard Stinissen, l'avocat général du parquet de La Haye avait annoncé, en novembre 1989, que le ministère public allait poursuivre un neurologue qui avait « administré » la mort douce à une femme de soixante et onze ans tombée dans le coma à la suite d'un accident de la circulation. Le médecin avait agi après avoir consulté ses confrères et la famille de la victime et avait déclaré son geste à la justice comme le prévoit la loi. On estime entre 90 % et 95 % la proportion des médecins pratiquant l'euthanasie (de cinq mille à douze mille cas par an) qui se dispensent de cette démarche qualifiée, en l'occurrence, de *« courageuse »* par le magistrat.

Le deuxième aspect exemplaire du cas Stinissen concerne la nature des soins pratiqués sur la comateuse : l'administration de nourriture et d'eau était-elle ou non un traitement médical ? Une cour d'appel a admis, fin octobre dernier, qu'il s'agissait d'un traitement *médical susceptible d'être stoppé* au cas où le médecin traitant considérerait qu'il n'aurait plus de sens. La *direction de l'établissement où* séjourne Mme Stinissen a finalement fait sienne cette analyse et *décidé de la « débrancher »*.

Cette décision lui vaudra un nouveau procès, intenté cette fois par l'*Association néerlandaise* des patients. Revendiquant quarante-deux mille membres, cette organi*sation estime qu'un traitement* médical *« n'a pas de sens si l'ensemble des fonctions physiques essentielles ne peut être assuré qu'à l'aide d'appareils. Mais on reste un être humain quand bien même on ne peut manger ou boire de façon indépendante »*.

CHRISTIAN CHARTIER

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Concurrence

L'Histoire. – On me dit que la librairie et *les spectacles ne se portent pas très bien,* ces temps-ci. Ça ne vous gêne pas trop que je fasse tant parler de moi, que j'occupe la scène ?

L'Art. – Occupez, ma chère, occupez ; j'ai l'éternité pour moi.

L'Histoire. – C'était vrai quand les livres attendaient sur les rayons que la postérité les déniche, mais maintenant que leur vie en librairie dure quelques mois, si je monopolise la curiosité, vous ne craignez pas ma concurrence ?

L'Art. – J'ai tout mon temps, vous dis-je.

L'Histoire. – Un exemple : j'ouvre le prochain roman de Kundera, *l'Immortalité. On* s'attend qu'il traite des mouvements de libération à l'Est, et il parle de quoi ? D'un club de gymnastique sur les toits de Paris. A sa place, je serais gênée ; pas vous ?

L'Art. – « On s'attend » ; qui « on » ? Qu'il « traite de » ? Un roman ne « traite » pas de quelque chose, dois-je vous l'apprendre ? Le romancier englobe tous les sujets, il ne s'arrête pas à la réalité, il va bien au-delà.

L'Histoire. – La fiction aurait-elle remplacé la métaphysique ?

L'Art. – Mais bien sûr, vous ne saviez pas ?

L'Histoire. – *Mettons qu'il arrive à l'Art* de tomber mal au moment où il apparaît.

L'Art. – Des exemples ?

L'Histoire. – En pleine Commune, en plein siège de Paris, est-ce bien le moment de publier *les Chants de Maldoror* ou *les Lettres du voyant ?*

L'Art. – Des circonstances *rêvées*, au contraire ! Vous auriez voulu quoi ? Que les Lautréamont et Rimbaud fassent paraître des reportages sur les voyages en ballon ou les pâtés de rat ?

L'Histoire. – Je doute que Gide ait été ravi de sortir ses *Caves du Vatican* en 1914.

L'Art. – Il aurait pu s'en dispenser, en effet, mais parce que ce n'est pas son meilleur livre. Les romans de tranchées viendraient à leur heure.

L'Histoire. – Vous souvenez-vous de ce qui s'écrit en 1916, quand la bataille de Verdun fait rage ?

L'Art. – *La Métamorphose,* de Kafka : qui dit mieux ? Attendez que je réfléchisse : *Dedalus,* de Joyce ; *l'Introduction à la psychanalyse,* de Freud. J'oubliais *la Jeune Parque,* de Valéry. Fallait-il que tous les esprits et les talents chaussent des bandes molletières ? Je trouve salubre et encourageant que le long terme garde ses droits, que la nécessité intérieure du poète ignore les péripéties.

L'Histoire. – Il n'empêche : au printemps 1968, les cris des étudiants ont failli étouffer *Belle du seigneur.* C'est seulement à *l'automne que le public a découvert le* livre-monument d'Albert Cohen.

L'Art. – ... Qu'on découvre encore vingt ans après ! Je ne vois pas bien où vous voulez en venir. Vous estimez que les écrivains devraient, à votre commandement, refermer leur cahier et s'enrôler sous vos bannières, prendre les armes ? Gaffeur et facilement aveuglés comme ils sont, ce genre de mobilisation leur a coûté assez cher, sans profit pour vous !

L'Histoire. – Etes-vous sûr que Malraux a été fier, après coup, d'avoir tranquillement écrit en famille, pendant la guerre, et rallié *tardivement les maquis ?*

L'Art. – Dans le cas contraire, on n'aurait jamais lu *les Noyers d'Altenburg,* et la Libération n'en aurait pas été avancée d'un quart d'heure, pour reprendre un de ses arguments en faveur de la retraite travailleuse. Quant à Drieu...

L'Histoire. – Eh bien ?

L'Art. – Il aurait mieux fait de ne pas céder à vos avances de maîtresse délaissée.

L'Histoire. – Restons courtois, voulez-*vous ?*

L'Art. – Sous prétexte que l'époque portait à accorder ses actes avec ses pensées, quel gâchis de brio et de bravoure ! On a connu les mêmes fourvoiements par la suite, quand le marxisme vous a prêté un sens unique et a fait honte aux intellectuels de ne pas grimper dans vos wagons plombés.

L'Histoire. – Ma parole : vous voilà revenu à l'Art pour l'Art. Tourner le dos à son temps conduit à d'autres bévues pas plus reluisantes.

L'Art. – Mieux vaut une impasse esthétique que l'exécution de poètes pour cause *d'égarement politique.*

L'Histoire. – Si Sartre vous entendait !

L'Art. – Sartre n'était pas loin de penser ainsi. Comme Malraux, il a beaucoup écrit sous l'Occupation ; *plus qu'il n'a* tiré le canon. Maladroit comme ils étaient l'un et l'autre, c'était sans doute mieux pour tout le monde.

L'Histoire. – Et l'« engagement », qu'en faites-vous ?

L'Art. – Je conçois que l'artiste crie, quand il ne s'accepte plus silencieux ; mais à condition de n'obliger personne, ni les confrères ni le public, à en faire autant. Qu'un seul lecteur risque l'honneur ou la vie à cause d'une de mes phrases, voilà ce qui m'épouvanterait le plus, si j'écrivais.

L'Histoire. – L'artiste ne doit même pas aller voir sur place, là où je m'écris dans le sang ?

L'Art. – Quoi ? Faire du tourisme chez les peuples soulevés, leur dire : « Me voici, j'ai bon cœur, n'est-ce pas ? Allez-y, conformez-vous à ce que j'ai dit avant tout le monde, faites ceci, cela... » ? Je sais que quelques prophètes *mégalomanes* osent encore, croyant effacer leurs erreurs anciennes ; mais quelle obscénité !

L'Histoire. – Sans donner de leçons, vous ne pensez pas que vous devez encore témoigner ? Vous ne préférez pas les prises de position de Ionesco sur la Roumanie au mutisme de Beckett sur l'Irlande ?

L'Art. – Chacun se débrouille selon sa nature. Il y a un droit aussi sacré que celui de *s'exprimer : c'est celui de se taire. Au vrai,* le public se passe de nos conseils. Il reçoit à domicile des images du monde entier. Il les prend *pour la réalité même. Quand nous* revenons d'avoir vu, il nous raconte l'effet que lui a fait sa télévision. Il ne demande plus rien d'autre.

L'Histoire. – Si, un jour, les peuples renoncent à décider de leur sort, s'ils s'en remettent aux services secrets et à leurs manipulations, vous serez tenu pour complice.

L'Art. – J'ai l'habitude d'être accusé de ce que je ne pouvais éviter.

L'Histoire. – Vous êtes forcément impliqué. Chaque fois que vous vous êtes contenté de servir le Beau, vous avez couvert la barbarie. Parce que vous vous occupez de l'essentiel, vous êtes responsable de tout. C'est votre honneur. Vous n'êtes jamais si inspiré et glorieux que quand je vous persécute.

L'Art. – Vous êtes trop bonne. En atten*dant, nous ne nous trompons pas plus que* vous sur ce qui importe et sur ce qui comptera plus tard. Pourquoi les surenchères du *sensationnel devraient-elles interrompre nos* songes, qui aident mieux les hommes à vivre que les meilleurs reportages ? L'intemporel *finit toujours par être de circonstance. Les* dictateurs ont plus peur de Shakespeare que de nos pamphlets.

L'Histoire. – Il n'y a pas d'intemporel, vous le savez bien. Il n'y a que des manières de sentir, qui changent avec les latitudes et *les époques.*

L'Art. – Laissez-nous juges ; et laissez-nous dater, le jour venu. A propos de concurrence entre nous, connaissez-vous cette lettre de Flaubert à la veille de 1870 ?

L'Histoire. – Le mardi 16 novembre 1869, à midi ?

L'Art. – Bravo ! Je vois que vous vous intéressez encore aux dates. *« Mon bouquin paraît demain,* écrit Flaubert à George Sand. *La politique va-t-elle me faire du tort ? J'en ai peur...*

L'Histoire. – *... A moins qu'elle ne me fasse du bien. »*

L'Art. – Quelle mémoire ! Et le bouquin, c'était ?

L'Histoire. – *L'Éducation sentimentale. Effectivement, dans un cas pareil, l'auteur* n'a rien à craindre de mes soubresauts.

L'Art. – Nous voilà d'accord. Au fait, qui était président de la *République* quand Proust a commencé à *écrire la Recherche ?*

L'Histoire. – Heu...

L'Art. – Votre ignorance m'enchante, et elle est excusable. C'était Fallières. Je n'ai pas de *mérite : je m'en souviens à cause de* la Phosphatine, qui était ma madeleine à moi.

L'Histoire. – *Il ne tient qu'à vous de* m'opposer des chefs-d'œuvre.

L'Art. – Je ne vous le fais pas dire.

Atteinte de mucoviscidose

Une fillette ne pourrait être sauvée que par la greffe de deux poumons

Hospitalisée à Marseille, Maud Crose, une enfant de sept ans, originaire de Santa-Lucia-di-Moriani *(Corse) attend depuis plusieurs* jours une greffe de poumons sans laquelle elle ne pourra survivre. Atteinte de mucoviscidose (1), Maud est actuellement sous respiration artificielle dans le service du professeur Michel Carcassonne (service de chirurgie infantile, hôpital de La Timone). L'affection dont elle souffre ayant atteint un stade très évolué, seule la technique mise au point il y a peu par deux équipes de chirurgiens parisiens et marseillais (*le Monde* du 16 janvier 1989) permettrait de la sauver. Cette technique, qui consiste à implanter deux poumons, est d'autant plus délicate *qu'elle concerne des enfants amaigris et fragilisés.*

L'appel lancé par les parents de Maud était, mardi matin, resté sans réponse. Il faut, en effet, pour tenter de sauver l'enfant, parvenir à prélever deux poumons sur un enfant immunologiquement compatible en état de mort cérébrale et de mensurations équivalentes. L'accord des parents est de plus nécessaire avant que les chirurgiens ne procèdent au prélèvement.

(1) La mucoviscidose est une affection héréditaire relativement fréquente à l'origine de nombreux troubles graves, respiratoires notamment, qui, à terme, réduisent notablement l'espérance de vie des jeunes malades.

RELIGIONS

Dans un village de Corrèze

Une chapelle est vendue à des intégristes

LIMOGES

de notre correspondant

Proche de Tulle, la communauté catholique du village de Saint-Clément (Corrèze) est en émoi. La chapelle des Plats, propriété privée depuis la Révolution, mais frappée de la « servitude » d'ouverture au culte paroissial, a été vendue par son propriétaire, M. Marcel Bordas, qui ne pouvait plus en assurer l'entretien. La vente a été faite à une association de catholiques traditionalistes proches de Mgr Lefebvre.

La municipalité (communiste) de Saint-Clément, surprise par la rapidité de la transaction, n'a pas eu le temps d'envisager l'acquisition. L'évêché de Tulle a tenté – trop tard – de se porter acquéreur. Le vendeur assure que la « servitude » d'ouverture au culte catholique figure dans l'acte de vente, mais les villageois redoutent que l'accès de la chapelle ne se ferme, au seul profit des intégristes.

Les nouveaux propriétaires vont célébrer leur acquisition, le 21 janvier, par un office solennel à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Louis XVI.

Le Père Meyssignac, délégué épiscopal à l'information de l'évêché de Tulle, a publié un communiqué très sec sur cette affaire : *« L'accord de l'évêque de Tulle n'a pas été demandé. Le vendeur averti n'en tient aucun compte. Seule la responsabilité de celui-ci est en cause. En dépit de leurs affirmations, les candidats à l'achat ne sont pas catholiques. En effet, aux termes des plus élémentaires définitions, être catholique suppose un lien avec le pape et les évêques unis au pape. Ce n'est manifestement pas le cas.*

GEORGES CHATAIN

DÉFENSE

□ **Un Mirage-2000 s'écrase près de Dijon : le pilote est tué.** – En approche finale, suivie au radar, de la piste de sa base de Dijon-Longvic (Côte-d'Or), un avion de défense aérienne Mirage-2000 s'est écrasé, lundi 8 janvier, pour une raison inconnue, dans la forêt de Cîteaux au cours d'un vol d'entraînement. Le pilote, le capitaine Nicolas *Romanoff, vingt-quatre* ans, a été tué. L'enquête devra déterminer pourquoi il y a eu brutalement perte de contact avec le radar sans que le pilote, qui venait d'arriver en escadre, ait pu signaler quoi que ce soit à sa radio.

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

L'inaccessible gène du sexe

On croyait avoir identifié, il y a un an, le gène qui dirige dans l'espèce humaine la différenciation sexuelle. L'énigme, en fait, reste entière et la compétition reprend de plus belle

PLUS qu'une simple surprise, c'est un véritable coup de théâtre, un événement d'autant plus marquant que l'avancée méthodique des recherches en biologie moléculaire semblait devoir exclure tout scénario de ce type. En démontrant que, contrairement à ce qui avait été publié et proclamé il y a un an, le gène de la différenciation sexuelle n'a pas encore été identifié, une équipe franco-britannique vient de relancer la compétition à laquelle se livrent ceux qui tentent de résoudre l'une des plus anciennes et des plus passionnantes énigmes de la biologie.

Jusqu'au début du vingtième siècle, les hypothèses les plus variées étaient avancées pour tenter d'expliquer les mécanismes de la détermination sexuelle. La découverte des lois de l'hérédité et le développement de la biologie moderne réduisirent progressivement à néant ou presque la part de l'environnement dans la détermination du sexe. Or si l'on sait depuis les années 60 que la « maxculinité » est portée dans l'espèce humaine par le chromosome Y, on restait jusqu'à ces derniers temps, dans l'ignorance totale quant aux mécanismes moléculaires précis qui, en amont, dirigent la différenciation sexuelle.

Un objectif considérable

Avec le développement des techniques de biologie moléculaire et la possibilité qu'elle offre, cette exploration de l'« intimité » du patrimoine héréditaire, la découverte de ces mécanisme – c'est-à-dire l'identification du ou des gènes en cause – apparut vite comme un objectif pouvant être atteint. Un objectif considérable dans la mesure où cette découverte permettrait de détenir un gène capable de régler et de diriger des processus de différenciation aussi complexes que ceux qui sont liés à la sexualité.



C. FERRANTE FERRANTI

Il y a eut d'abord une première percée en 1983 avec la mise au point, grâce notamment aux travaux des équipes de M. Jean Weissenbach et du docteur Marc Fellous (Institut Pasteur de Paris), de méthodes permettant d'établir des cartographies génétiques très précises de certains malades souffrant d'ambiguïté sexuelle. Plusieurs cliniciens et généticiens avaient déjà décrit de nombreux cas de sujets chez lesquels la présence du chromosome Y ou de deux chromosomes X ne correspondait pas, curieusement, au sexe attendu. On connaissait ainsi des « hommes XX » (individus stériles d'apparence normale, à l'exception parfois d'anomalies dans le volume des testicules et d'une *hypertrophie mammaire*) et des femmes « femmes XY » souffrant également de stérilité.

C'est l'étude génétique de ces anomalies cliniques qui devait permettre de progresser dans la quête du « gène du sexe ». En 1987, l'équipe de M. Weissenbach et celle, américaine, de M. David C. Page (Cambridge, Massachusetts), annonçaient avoir établi que ces anomalies étaient la conséquence d'un échange anormal de matériel génétique entre le chromosome Y et le chromosome X au moment de la formation, chez le père, de cellules germinales (*le Monde* du 1er août 1987). Ainsi, en cas d'échange anormal, le chromosome X devient porteur de l'information génétique qui détient la clé de la masculinité (d'où l'existence de sujets mâles apparemment X-X). A l'inverse, le chromosome Y privé de cette information explique l'existence de sujets féminins X-Y.

Entre X et Y

Pour importante qu'elle soit, cette approche ne fournissait pas encore l'identification et l'isolement du gène contenu dans le matériel génétique anormalement échangé entre Y et X. Ce fut, du moins le crut-on, chose faite à la fin de l'année 1987, avec la publication – dans la célèvre revue américaine *Cell* (daté du 24 décembre) – des résultats de M. David C. Page qui, à partir du balayage à l'échelle moléculaire de matériel génétique recueilli sur une centaine de malades, annonçait (non sans quelque triomphalisme), avoir isolé le fameux gène (*le Monde* du 6 janvier 1988). Or, un an plus tard, tout était remis en question avec la publication, dans le dernier numéro de la revue scientifique *Nature* (datée 21-28 décembre 1988), d'un article franco-britannique apportant la démonstration génétique que le gène découvert en 1987 aux Etats-Unis ne peut pas être considéré comme étant celui de la détermination du sexe (1).

Cette étude n'a pu être menée au départ que grâce à l'étroite collaboration de pédiatres français et algériens à partir de l'analyse du matériel génétrique de quatre malades mâles XX ou hermaphrodites, ne possédant apparemment aucun matériel génétique provenant du chromosome Y. *« Nous avons pu démontrer que nos quatre patients étaient porteurs d'un très petit fragment d'ADN, de 30 à 60 kb, issu de la région frontière du chromosome Y, proche de la partie pseudo-autosomique. Or ce petit fragment d'ADN ne contient pas la région du gène isolé par le docteur Page »*, écrivait, quelques jours avant la publication dans *Nature*, le docteur Marc Fellous, dans la revue *Médecine-Sciences*. *Nature* publie, par ailleurs, dans le même numéro un autre article qui, à partir des résultats physiologiques obtenus chez la souris, tend également à exclure le rôle déterminant du gène isolé par David Page.

D'autres récentes observations allaient déjà également dans le même sens. Il s'agit notamment de l'existence, sur le chromosome nécessaire de l'espèce humaine, d'un gène homologue à celui identifié sur le chromosome Y, gène qui semble échapper au phénomène d'inactivation. Il s'agit encore de la découverte du fait que l'équivalent du gène humain n'est plus chez certains animaux (les marsupiaux) porté par le chromosome Y mais par un chromosome nonsexuel, situation d'autant plus problématique que la détermination du sexe chez ces animaux obéit *a priori* aux mêmes règles que celles connues chez les mammifères.

« Toutes ces données font que l'on ne sait plus très bien où l'on en est, tout apparaissant aujourd'hui, en définitive, beaucoup plus complexe que l'on pouvait l'espérer », note M. Jean Weissenbach. Il restera malgré tout à l'avenir à expliquer les véritables raisons qui ont pu amener un chercheur aussi *compétent* et aussi *réputé* que David Page à se tromper et, avec lui, l'ensemble de la communauté spécialisée.

Quoi qu'il en soit, pour le docteur Fellous, les nouveaux résultats *« relancent la course désespérée au gène de détermination du sexe, que l'on sait contenu dans cette région de 30 à 60 kb d'ADN ! »* *« Ces résultats soulèvent aussi une série de questions*, explique-t-il. *On est pratiquement revenu à la case départ et tout, désormais, est à nouveau possible. Soit la détermination du sexe est directement dirigée par un seul gène présent dans la région en question ; soit ce gène de structure n'existe pas et il s'agit d'un gène de régulation qui en active un autre situé sur le chromosome Y, mais à distance du premier. Il pourrait aussi s'agir d'un mécanisme encore plus sophistiqué, dans lequel une région du chromosone Y serait impliquée... »*

En toute hypothèse, seule l'analyse moléculaire d'un séquençage de la région identifiée par l'équipe franco-britannique permettra d'avancer. *Ce séquençage* est d'ores et déjà en cours, à la fois dans l'équipe américaine et, à Londres, dans celle que dirige M. P.N. *Goodfellow* (*Imperial* Cancer Research Fund), qui travaille en liaison avec l'équipe française. Grâce à l'automatisation des techniques d'ADN, un résultat pourrait être connu dans les prochains mois. On saura alors si l'énigme de la détermination du sexe dans l'espèce humaine est en passe d'être résolue ou, au contraire, s'il faudra attendre encore longtemps avant que l'homme ne parvienne à décrypter ce mécanisme essentiel à la pérennité et à l'évolution de son espèce et, au-delà, à celle du vivant.

JEAN-YVES NAU

(1) La publication de *Nature* est signée M.S. Palmer, A.H. Sinclair, P. Berta, N.A. Ellis, P.N. Goodfellow (Imperial Cancer Research Fund de Londres) et de N.-E. Abbas et M. Fellous (laboratoire d'immunogénétique humaine, INSERM, unité 276, Institut Pasteur de Paris),

On peut également se reporter, pour une présentation générale de ce sujet, à l'article intitulé « Le déterminisme génétique du sexe », de Nacer Abbas, Colin Bischop et Marc Fellous, publié dans le numéro de la revue *la Recherche*, de septembre dernier.

Spermatozoïdes à l'épreuve

Le contrôle par les pairs, *via* les publications de renom international, constitue-t-il bien le *système universel* de sécurité contre l'erreur scientifique ? De l'« affaire » de la « mémoire de l'eau » à celle de la *fusion froide*, la *question*, essentielle, n'a pas manqué de se poser au cours de ces dernières années. Elle revient aujourd'hui par le biais de la génétique, avec une double histoire de spermatozoïdes : d'une part, la mise en évidence controversée du gène de la différenciation sexuelle *(lire ci-contre)*, d'autre part, l'annonce, plus récente, d'une nouvelle technique qui permettrait d'introduire des gènes étrangers dans des ovules par l'intermédiaire du sperme.

Parue le 2 juin dernier dans la très sérieuse revue scientifique *Cell*, la *nouvelle* fit aussitôt grand bruit dans le milieu scientifique (*le Monde* daté 4-5 juin 1989). Et il est vrai que l'expérience décrite, menée sur des souris par l'équipe italienne du docteur Corrado Spadafora, à l'université de Rome, avait de quoi faire rêver plus d'un biologiste : en faisant simplement « tremper » des spermatozoïdes de souris dans un milieu de culture contenant plusieurs milliers de copies d'un gène étranger (en l'occurrence bactérien), les chercheurs seraient parvenus, en moins de trente minutes, à leur faire « absorber » ce gène. Près de un tiers des souriceaux nés de la fécondation d'ovules par les spermatozoïdes ainsi modifiés *auraient à leur tour intégré* le gène étranger dans leur patrimoine héréditaire – soit un rendement trois à cinq fois supérieur à celui *offert* par les techniques actuellement employées pour obtenir de tels animaux « transgéniques ».

Aussi simple qu'efficace, la technique avait donc de quoi séduire. Las ! Dès le mois d'octobre, la même revue *Cell* publiait les résultats de huit équipes internationales. Toutes, de Budapest à Pasadena, *s'étaient* essayées durant l'été à reproduire la prometteuse expérience. Huit tentatives (portant sur plus de mille trois cents souriceaux nés selon le protocole des chercheurs italiens), huit échecs. Y compris de la part des Américains Ralph Brinster et Richard Palmiter, les « pères » de la première souris transgénique « géante », née en 1982 après avoir intégré dans son patrimoine le gène de l'hormone de croissance de rat.

Pour la plupart des biologistes, *qui, depuis juin dernier*, se sont penchés sur leurs éprouvettes pour tenter en vain de reproduire l'expérience italienne, la bonne foi de Corrado Spadafora et de son équipe ne peut cependant être mise en doute. Quant à leurs résultats, personne, à l'heure actuelle, ne s'est autorisé à les juger faux ou invraisemblables : ils restent simplement impossibles à reproduire – malgré l'utilisation, dans un certain nombre de cas, des réactifs d'origine fournis de bonne grâce par le laboratoire romain.

Artefact de manipulation ? Absence d'une information indispensable à la réussite de *l'expérience qui, involontairement*, aurait été omise du protocole ? *« Nous poursuivons nos recherches, et notre travail pour le moment semble confirmer que les spermatozoïdes peuvent agir comme vecteurs de gènes étrangers »*, affirmait récemment Corrado Spadafora, en précisant que les modalités de traitement du sperme pouvaient constituer une étape critique pour la réussite de la fécondation ultérieure. Cette piste, qui reste à explorer, permettra-t-elle d'éclairer l'échec jusqu'alors enregistré par les autres équipes ?

CATHERINE VINCENT

Les années Ariane

Pour la société européenne Arianespace, la décennie 80 s'est achevée en beauté. Et l'optimisme l'emporte pour les années à venir, malgré la montée de la concurrence.

« JE *pense que nous devrions arriver à rester leader mondial du marché des lancements de satellites civils à la fin de la décennie qui s'amorce.* » M. Frédéric d'Allest, président d'Arianespace, aborde les années 90 avec un moral d'acier. Il a des raisons pour cela. Mais si la prééminence de la firme européenne de transport spatial ne risque effectivement pas trop d'être menacée à court terme (trois ans), la concurrence américaine, mais aussi japonaise, soviétique et chinoise, affûte ses armes...

Pour Arianespace, 1989 a été un bon millésime. L'entrée en service commerciel d'Ariane-4, la nouvelle version – lourde – du lanceur européen, s'est déroulée sans problème, et la société, qui fêtera ses dix ans en mars prochain, se porte mieux que jamais. Son carnet de commandes compte trente-deux satellites, autant qu'elle en a mis sur orbite depuis sa fondation, et *« les perspectives sont sérieuses pour la signature de dix à douze autres contrats en 1990 »*, indiquait M. d'Allest, jeudi 3 janvier, en exposant *les résultats* de sa société. Arianespace a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 3,79 milliards de francs, pour un résultat net de 130 millions de francs. Dix satellites ont été lancés, avec sept fusées (dont six tirées entre janvier et août). Parmi eux, le plus gros satellite commercial jamais construit, Intelsat-6 (4,24 tonnes). Et surtout les premiers engins des toutes nouvelles sociétés privées de *télécommunications* spatiales japonaises JCSat et SCC, qui avaient choisi Ariane pour leurs lancements inauguraux. Une référence de choix ! Concrétisation de cette belle santé, Arianespace n'a pas craint de passer commande, en février dernier, de cinquante Ariane-4 aux industriels européens, un contrat de 18 milliards de francs, qui constitue une première mondiale dans le domaine des lanceurs civils.

Pendant ce temps, les concurrents américains accumulaient les revers. Echecs, problèmes techniques, difficultés commerciales : les sociétés privées chargées par l'ancien président Reagan, après l'explosion de la navette Challenger, en 1986, de relancer les fusées « classiques », ont toutes les peines du monde à remplir leur mission. Première à clamer bien haut ses ambitions, la firme Martin Marietta, qui exploite les Titan, a bien reçu une commande de cinquante lanceurs de l'armée, et annonçait six contrats commerciaux en juin dernier. Mais, affirme M. d'Allest, elle n'a enregistré aucune commande commerciale depuis deux ans. Le Pentagone reste également le client presque exclusif de la société McDonnell Douglas et de ses Thor-Delta : vingt et un exemplaires (des satellites de navigation Navstar) pour cinq contrats *commerciaux seulement*. General Dynamics, enfin, qui exploite les fameux Atlas-Centaur, compte construire et lancer soixante-deux fusées d'ici à 1997. Il dispose lui aussi de solides commandes militaires (onze fusées commandées), mais a déjà signé sept contrats commerciaux fermes, dont un avec la Société européenne de communications par satellites Eutelsat.

Un concurrent sérieux

Pour M. d'Allest, l'Atlas-2, qui pourra emporter des charges utiles de 2,5 à près de 4 tonnes, risque de constituer le concurrent le plus sérieux pour Ariane. Les Titan-3 auraient, eux aussi, pu être extrêmement dangereux, mais la firme Martin Marietta semble avoir décidé de se replier en priorité sur le marché militaire. Quant au Thor-Delta, *« c'est lui aussi un très bon lanceur, mais il est un peu à bout de souffle techniquement, et McDonnell Douglas devra faire de très gros investissements »* pour le rendre vraiment compétitif dans les années à venir, estime M. d'Allest. A moins de se cantonner sur le créneau de plus en plus réduit des « petits » satellites, de 1 200 à 1 500 kilos.

Le Japon, quant à lui, a sous-*estimé* la *croissance* de la *taille* des satellites :son lanceur LH-1 (550 kilos de charge utile en orbite géostationnaire) est trop peu *puissant, et le LH-2, qui* pourrait concurrencer Ariane, ne sera probablement pas prêt avant 1995. En revanche, une concurrence sérieuse apparaît à l'Est. L'URSS offre les services de son lanceur Proton, qui fonctionne comme une horloge et dont la réputation n'est plus à faire, mais qui, estime M. d'Allest, *« montre quelques problèmes de fiabilité et de précision d'injection en orbite géostationnaire »*. Pour le président d'Arianespace, la Chine constitue en revanche un concurrent beaucoup plus dangereux. Son lanceur Longue Marche, d'une architecture comparable à celle d'Ariane, semble promis à une belle carrière. Les Chinois viennent d'ailleurs d'obtenir du gouvernement américain l'autorisation d'exportation indispensable pour qu'ils puissent lancer prochainement trois satellites de fabrication américaine.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 20

Le mammouth reprend du service

Après l'interdiction du commerce de l'ivoire en provenance d'Afrique les fabricants vont importer des défenses de mammouth

DANS quelques jours, à compter du 18 janvier, le commerce de l'ivoire *en provenance* d'Afrique devrait cesser dans le monde entier. Les derniers éléphants (trois cent cinquante mille, selon certains experts) sont donc sauvés. Ainsi en ont décidé à la majorité des deux tiers les représentants des cent trois pays réunis à Lausanne en octobre 1989 (*le Monde* du 19 octobre). Leur vote devait en effet devenir exécutoire après un délai de trois mois.

Cette décision historique, obtenue à l'arraché après des années de tergiversations, a eu des répercussions immédiates sur les marchés mondiaux. *A Paris*, par exemple, les rares boutiques où l'on fabrique et répare encore des objets d'ivoire voient leur chiffre d'affaire grimper en flèche. *« Les gens ont soudain pris conscience de la valeur des ivoires qu'ils possèdent et me les apportent pour les réparer,* explique Pierre Heckmann dont la famille officie depuis trois générations dans une échoppe du sixième arrondissement. *« Certains clients me demandent même de sculpter leur buste en ivoire. Je travaille soixante heures par semaine. »* Chez les antiquaires, les prix flambent. Un jeu d'échecs ancien, qui valait 40 000 francs il y a un an, s'est vendu récemment 400 000 francs ches Sotheby, à Londres.

En revanche, le cours des défenses s'effondre en Afrique. On annonce que l'ivoire brut, qui s'échangeait naguère à 1 200 francs le kilogramme, ne vaut plus que 400 francs au Zaïre. Les marchands qui, en Afrique et en Asie, notamment à Hongkong, ont constitué des stocks de plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines, de tonnes, se *demandent à qui ils vont pouvoir*, désormais, les céder. Les pays qui, comme Taïwan ou la Côte-d'Ivoire, n'appartiennent pas au club des cent trois de Lausanne, se comptent sur les doigts d'une seule main, et il est probable que leur commerce va être particulièrement surveillé. Les dizaines de milliers d'artisans et de commerçants qui, à travers le monde, travaillaient et négociaient l'ivoire s'interrogent sur leur avenir. Ils connaissent bien les succédanés dont certains existent depuis fort longtemps : la galalite et les celluloïdes qui firent florès il y a des décennies, les résines d'aujourd'hui, l'os, les *bois de cerf japonais et même le* corozo, cet « ivoire végétal » produit par un palmier amazonien. Mais ces ersatz ne remplaceront *jamais* la superbe matière blonde tirée de la défense d'éléphant. Reste l'ivoire fossile des défenses de mammouth...

Ces géants débonnaires, bossus et couverts de poils, ont brouté les steppes de l'hémisphère nord pendant des millénaires. Ils arboraient d'énormes défenses recourbées, dont certaines pèsent jusqu'à 125 kilos pièce. Les tribus de Neandertal et plus tard de Cro-Magnon qui convoitaient leurs biftecks les faisaient trébucher dans des fosses où ils périssaient. Déjà leur ivoire servait à sculpter des statuettes, comme cette Vénus découverte à Lespugue (Haute-Garonne) et vieille de vingt-cinq mille ans. Or, pour des raisons encore mal élucidées, les précieux pachydermes ont disparu de la surface du globe en moins de quinze siècles, vers 10 000 avant Jésus-Christ. Ne restent d'eux que les gravures qui, par centaines, ornent les parois des grottes sanctuaires et, dans le sol, leurs dépouilles. Quelques *dizaines* d'entre elles, quasiment intactes, ont été retrouvées dans les boues gelées du permafrost sibérien. La plus spectaculaire, assise sur son énorme séant, fait l'orgueil d'un musée de Leningrad. Le muséum de Paris lui-même a la chance de posséder un fragment de tête parcheminée qui étonne toujours les visiteurs.

Les restes de mammouth les plus courants sont leurs ossements *parmi* lesquels, bien sûr, on retrouve des défenses. Charriés par les immenses fleuves sibériens en crue et déposés dans *des anses, ces débris se sont* accumulés en de véritables cimetières. L'un d'eux a livré huit mille ossements et des dizaines de défenses *appartenant* à cent vingt individus.



HOS MENA/SYGMA

Destruction de défenses d'éléphant (Kenya, juillet 1989).

Ces gisements sont exploités de très longue date. Six mille ans avant notre ère, les Ukrainiens de la préhistoire utilisaient ces massifs et indestructibles vestiges *pour édifier leurs huttes.* Bien plus tard, Alexandre le Grand connaissait fort bien ce qu'on appelait alors *« l'ivoire extrait de la terre »* pour le différencier de celui porté par les éléphants. La prospection, le travail et le négoce de cette « ressource naturelle » font partie depuis des siècles de l'économie des tribus sibériennes. Le trône de l'un des empereurs tartares était entièrement sculpté dans des défenses de mammouth.

La conquête de la Sibérie par les cosaques, au dix-septième siècle, a donné un coup de fouet à cette activité ancestrale. Les annales rapportent qu'entre 1825 et 1914 les indigènes apportaient sur le marché de Yakoutsk, capitale de la Sibérie orientale, plus de 20 tonnes de défenses chaque année. Les artisans français se souviennent parfaitement que leurs pères travaillaient l'ivoire russe, tenu alors pour un succédané bon marché de l'ivoire africain.

En effet, les défenses de mammouth conservées dans cette espèce de congélateur qu'est le permafrost ont traversé les millénaires sans dommage. A condition de les garder dans un local humide elles se différencient fort peu des défenses actuelles, sinon par leur « peau » plus épaisse, leur grain un peu plus grossier et leur taille plus conséquente. *« Même en les observant au microscope, il faut vraiment être un connaisseur pour les identifier »*, explique Pierre Heckmann.

Or, depuis la Révolution de 1917, la source sibérienne s'est tarie. Voulant préserver leur patrimoine national, les autorités soviétiques n'exportaient plus. Les grands chantiers, comme le percement du Transsibérien-bis puis la pose des gazoducs, s'étant multipliés en Sibérie, les découvertes ont dû aller de pair. En 1977, par exemple, on a exhumé un bébé mammouth entier et, en 1983, des ouvriers du bâtiment ont fait scandale en donnant à manger à leurs chiens de la viande de mammouth que leurs engins avaient tirée du sol.

On ignore quelles sont aujourd'hui les réserves d'ivoire fossile détenues par les Soviétiques. Eux-mêmes reconnaissent qu'elles sont *« importantes »* et que les recherches continuent. *Déjà*, les rumeurs les plus folles commencent à courir. Aux Etats-Unis et au Canada, la valeur de défenses de mammouth serait passée de 300 dollars (1 800 F) le kilo à 800 dollars (4 800 F) en quelques mois. Dans ce cas, les Soviétiques détiendraient un fabuleux trésor, qu'ils sont d'autant plus tentés de valoriser que leur économie est chancelante. Leur politique de non-exportation d'ivoire brut a même failli changer cap pour cap. Il y a trois ans, par la discrète entremise de Finlandais, ils proposaient plusieurs tonnes de *défenses à certains commerçants* français. Il y a quelques mois, c'est aux tableteurs allemands de la vallée de l'Odenvald (RFA) menacée de fermeture qu'ils offraient un marché portant sur la fourniture annuelle d'une tonne d'ivoire fossile. *Les Japonais ont* immédiatement dressé l'oreille. En 1988, ils ont en effet importé 106 tonnes de défenses africaines servant à confectionner des touches de pianos et surtout des sceaux qui font fureur là-bas. Le dernier cri consiste pour un particulier à faire graver sa signature sur un tampon d'ivoire. 2 millions de sceaux ont été fabriqués l'an dernier.

Comment alimenter une telle activité, maintenant que le commerce de l'ivoire ordinaire est mort ? Pourquoi ne pas acheter massivement *l'ivoire des mammouths* sibériens ? Devant la montée des cours et la ruée vers leurs réserves, les Soviétiques semblent s'être ravisés. Ce qu'ils vont proposer à la délégation nippone qui s'apprête à partir de Tokyo, c'est plutôt la création d'une entreprise mixte de fabrication de sceaux d'ivoire. Elle serait financée au moins partiellement par des capitaux japonais, mais resterait en Yakoutie et emploierait des artisans locaux.

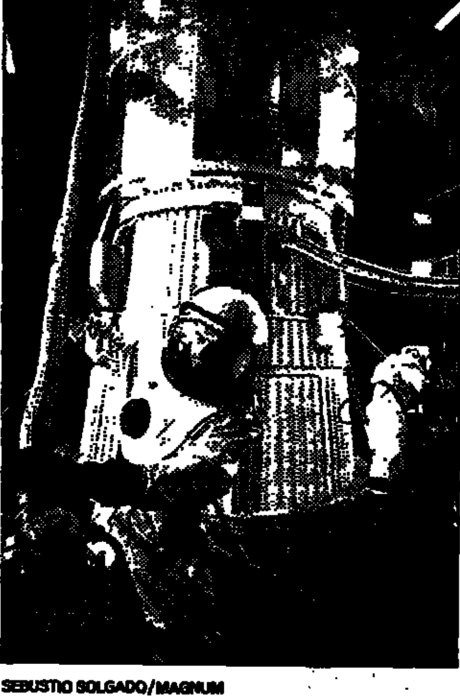
Déjà les protecteurs des éléphants s'indignent. L'ivoire fossile n'est protégé par aucune convention internationale. Son négoce servira-t-il à couvrir en réalité un trafic illicite d'ivoire *africain ? Le pillage d'un patri*moine paléontologique irremplaçable va-t-il prolonger celui d'une ressource renouvelable et vivante ? Ce serait absurde. Aussi en France a-t-on exhumé un décret du ministère de l'agriculture en date du 12 mars 1950 et totalement oublié depuis. Seule la défense d'éléphant peut être vendue chez nous sous l'étiquette ivoire. Celle de mammouth devra se passer de ce prestigieux label.

MARC AMBROISE-RENDU

Les années Ariane

Suite de la page 19

Chinois et Soviétiques inquiètent les opérateurs de fusées occidentaux en raison *des tarifs qu'ils proposent. « Des prix de dumping qui n'ont rien à voir avec le marché »*, affirme M. d'Allest. Les Américains et les Européens s'efforcent actuellement de faire accepter à leurs concurrents de l'Est des « règles de conduite » qui leur imposeraient de respecter les lois de l'offre et de la demande « capitalistes », faute de quoi des mesures de rétorsion pourraient être prises, comme, par exemple, le refus systématique de l'autorisation d'exportation des satellites.



SEBUSTIO SOLGADO/MAGNUM

Remplissage des réservoirs d'Ariane sur le pas de tir du centre spatial de Kourou.

Mais tout cela n'ébranle pas le bel optimisme du président d'Arianespace, persuadé d'être en tête pour longtemps dans la lutte pour le marché des lancements. *« Les Chinois et les Soviétiques peuvent arracher des marchés grâce aux prix de dumping, mais leurs lanceurs sont adaptés à leurs programmes propres, et ils n'ont pas les mêmes critères commerciaux que nous »*, explique M. d'Allest. Les fusées américaines, qui ont fait leurs preuves, n'en sont pas moins dérivées de missiles militaires. Et si le Pentagone, client principal des firmes privées d'outre-Atlantique, apporte des revenus sûrs et réguliers, son hégémonie rend difficile – revers de la médaille – une gestion efficace : le premier lancement commercial d'un Titan-3, le 31 décembre dernier, a ainsi été reporté pour laisser la place à des tirs militaires, prioritaires.

« A contrario, souligne M. d'Allest, *nous sommes les seuls au monde à avoir une politique cohérente de produit. Les lanceurs Ariane sont développés avec pour souci majeur de coller aux besoins du client, exactement comme chez les constructeurs d'automobiles.* » Cela peut même aller très loin : Ariane-5, la version qui succédera aux Ariane-4 actuelles, ne volera qu'en 1995 au plus tôt. Mais, révèle M. d'Allest, *« Arianespace a déjà mis sur pied une équipe qui court le monde pour la présenter aux futurs clients, des discussions sont en cours avec les fabricants de satellites, et les premières propositions de lancement d'Ariane-5 en prévision de la signature de contrats pourraient poindre dès l'an prochain »*.

JEAN-PAUL DUFOUR



Prostate : la révision des examens

Selon les spécialistes, le dépistage systématique du cancer de la prostate ne se justifie pas

COMMENT diminuer la mortalité liée au cancer de la prostate, la deuxième cause de décès par cancer chez l'homme (environ neuf mille décès par an en France) ? Une conférence de « consensus », organisée sous l'égide de l'Académie de médecine avec le soutien en particulier de l'Assistance publique, de l'Association française d'urologie, de l'UNAFORMEC et de l'Institut Schering, a eu lieu sur ce thème le mois dernier à Paris. La principale question posée au jury, présidé par le professeur Didier Sicard (hôpital Cochin, Paris), était : *« Quelle population serait susceptible de bénéficier du dépistage du cancer localisé de la prostate ? »* En d'autres termes, est-il légitime de préconiser un dépistage systématique de cette forme de cancer ?

A vrai dire, la réponse ne faisait guère de doute. La prostate est une glande sexuelle de l'homme qui ne joue pas un rôle fondamental dans l'organisme. Sa fonction essentielle consiste à produire un liquide qui fluidifie le sperme. De ce fait elle n'est indispensable qu'à la reproduction, et on peut donc la retirer sans altérer aucune des fonctions vitales de l'homme. Pour autant, les pathologies liées à la prostate sont extrêmement fréquentes. Quel médecin n'a pas entendu un jour, dans son cabinet, un de ses patients lui confier qu'il avait « un problème de prostate » ? Le plus souvent, il s'agit d'une hypertrophie bénigne de la glande... parfois, d'un cancer.

Le cancer de la prostate, outre sa fréquence, présente plusieurs caractéristiques : tout d'abord, il arrive fréquemment qu'il ne soit pas décelable cliniquement. On parle alors de « foyer cancéreux occulte » – ces cancers sont de plus en plus nombreux avec l'âge : 30 % des hommes entre cinquante et soixante ans en sont porteurs, de même que 40 % des plus de soixante-dix ans et 70 % des plus de quatre-vingt ans. D'autre part, il s'agit d'un cancer à l'origine duquel on retrouve des facteurs hormonaux, génétiques et liés à l'environnement. Ainsi, par exemple, la fréquence la plus élevée de cancers de la prostate s'observe-t-elle chez les Noirs américains (cent pour cent mille habitants).

Un cas sur trois

Dans un cas sur trois, ce cancer est découvert à l'occasion d'un examen systématique chez un asymptomatique. Dans environ 40 % des cas, c'est parce que le malade souffrait de signes fonctionnels urinaires qu'un cancer a été découvert. Dans ces conditions, comment réduire la mortalité ? Trois types d'approche sont envisageables : la prévention primaire ; l'amélioration du traitement ; un diagnostic précoce.

En l'absence de causes ou de facteurs « favorisants » connus, la prévention primaire est impossible. Pour ce qui est du traitement, rien ne permet d'espérer à court terme une amélioration sensible du pronostic. Reste donc la possibilité de faire un diagnostic plus précoce de manière à accroître la survie. Ce qui, en toute hypothèse, reviendrait à organiser un dépistage de masse du cancer de la prostate.

Sur ce dernier point, le jury est formel : *« Aucun argument scientifique fondé sur une étude randomisée ne permet de recommander un tel dépistage* (...). *Si l'on envisage un dépistage de masse, aucune population n'est susceptible de bénéficier du dépistage du cancer de la prostate. »* C'est pourquoi, estime-t-il, *« la pratique d'un geste ou d'un examen de dépistage chez un homme ne présentant pas de symptômes urologiques et consultant pour un autre motif doit résulter d'une décision individuelle. Celle-ci doit tenir compte des souhaits de la personne examinée, informée des avantages et des inconvénients de cette démarche ».*

Trois examens, cliniques ou para-cliniques, peuvent être utiles pour ce dépistage individuel. Le toucher rectal tout d'abord qui, estime le jury, *« a surtout sa place chez les hommes de soixante à soixante-dix ans »*. Le dosage de l'antigène spécifique de prostate (PSA), le seul marqueur sanguin spécifique du tissu prostatique, ne doit être prescrit *« que s'il existe une suspiscion clinique »*. Quant à l'échographie transrectale, *« elle n'est pas justifiée en première intention, mais elle est utile pour guider la biopsie de la prostate ».*

Reste maintenant à savoir si de telles recommandations auront une incidence sur un phénomène relativement récent caractérisé par une forte augmentation du nombre d'échographies prostatiques et de dosages de PSA. Une évolution dont le coût, en terme d'économie de la santé, est loin d'être négligeable.

F.N.

(1) Sur tous les problèmes liés à la prostate, on pourra lire avec intérêt un petit ouvrage extrêmement bien fait rédigé par les professeurs Adolphe Steg et Laurent Boccon-Gibod, intitulé *la prostate* (Ed. Herman). Plusieurs données figurant dans cet article en sont extraites.

Grippe : le vaccin court après le mal

Cette année, l'épidémie de grippe est particulièrement sévère.
On n'a toujours pas trouvé le moyen efficace de prévenir d'une année sur l'autre les mutations du virus

COURTE et violente. Telles sont, selon les premiers bilans, les caractéristiques de la vague de grippe 1989. L'épidémie, en voie de régression, a causé cet hiver deux fois plus de décès qu'en 1988 chez les plus de soixante-cinq ans. Responsable : un des nombreux virus grippaux, le A H3N2. Absent depuis quelques années, son retour a fait des ravages dans une population mal immunisée.

Face à une maladie bénigne dans la grande majorité des cas, mortelle pour certaines couches fragilisées de la population (personnes âgées, frappées de troubles cardio-vasculaires ou pulmonaires, alcooliques, grands fumeurs, etc.), le vaccin reste l'arme principale des médecins. Car si la grippe, comme toute maladie virale, ne se guérit pas, elle se prévient de plus en plus. Cet hiver, plus de 7 millions de doses de vaccin ont été distribuées, soit 20 % de plus que l'année dernière. La couverture vaccinale protège aujourd'hui 11 % des Français (mais 60 % des plus de soixante-cinq ans) : un record mondial. Le vaccin, gratuit pour toutes les personnes à risques doit être inoculé entre octobre et novembre. Son efficacité – difficile à évaluer car, sur le terrain, on confond souvent grippe et syndrome grippal, dû au virus syncitial respiratoire, varie entre 70 % et 80 % selon les années. Au total, cinq millions de personnes auront été atteintes cette année, contre un peu plus de quatre millions l'an dernier.

Pour mettre à la disposition du public, le 1er octobre, un vaccin aussi sûr, médecins et chercheurs s'attèlent à la tâche dès les premiers froids. En ce mois de janvier il faut déjà songer à la formule pour 1990. Un exploit renouvelé tous les ans, car, chaque automne, un nouveau vaccin sera réinjecté. En quelques semaines, l'exercice imposé consiste à cerner les caractéristiques saisonnières d'un virus toujours changeant. Une sorte de virus caméléon, d'autant plus difficile à saisir qu'il se modifie sans cesse, le plus souvent très progressivement (par « glissements ») mais parfois aussi de façon brutale et soudaine (par « cassures »).

Les analyses les plus récentes de souches de virus démontrent en effet l'existence d'un *« matériel génétique hétérogène »*, incluant des éléments de virus précédent et d'autres de virus en formation. Selon l'immunité à laquelle il va s'affronter, ce *« virus mélangé »* se transformera, pour atteindre, si possible, une nocivité maximale. Pour expliquer cette redoutable efficacité, le professeur Claude Hannoun, de l'Institut Pasteur, invoque la très grande circulation des virus grippaux. Parce qu'ils sont extrêmement contagieux (une grande épidémie peut toucher jusqu'à 30 % de la population) ces virus multiplient les possibilités de changements au contact de milieux toujours différents. Résultat : la grippe ne peut être éradiquée. Comment éliminer, en effet, un virus qui s'adapte sans cesse à son terrain, le malade ? Cette propriété particulière demande aux scientifiques qui luttent contre la grippe un surcroît d'imagination. Elle impose aux laboratoires producteurs de vaccins des contraintes de fabrication très strictes.

Le secret de la réussite tient en un mot : organisation. Chaque année, la traque du virus – au cours de laquelle on déterminera ses particularités – est menée à une échelle internationale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) dispose pour ce faire de centres d'observation dans soixante-treize pays du globe. L'étude des données relevées permet de se faire une idée précise du type de virus en présence. Fin février, l'OMS émet une recommandation sur la composition du vaccin à fournir. Autre avantage de cet observatoire mondial de la maladie : les chercheurs peuvent, en jouant sur le décalage de la saison hivernale entre les deux hémisphères, prévoir à moyen terme l'évolution de l'épidémie. Affinant le contrôle de ce filet de surveillance épidémiologique, un maillage plus serré de centres régionaux vient compléter le dispositif. Sur le territoire français, environ six cents médecins sentinelles veillent au grain. Grâce à des prélèvements hebdomadaires, les biologistes isolent puis examinent les souches. Les coupables une fois identifiés – les virus sont généralement repérés en Asie du Sud-Est, véritable berceau de la grippe, – le vaccin approprié peut être fabriqué, début avril. Il s'agit, en fait, d'un triple vaccin. En 1989, le cocktail associait des souches apparues à Singapour en 1986, à Shanghaï en 1987, et à Yamagata (Japon) en 1988. Le mélange permet la couverture la plus large, en agissant sur les différents virus en état de nuire (mais, au-delà de quatres souches, le vaccin perd en efficacité). Pour les fabricants, commence alors la course contre la montre. Pour être inoculé à temps, le vaccin doit être mis en vente à partir du 1er octobre. Les trois laboratoires français (Institut Mérieux, Pasteur-Vaccins et Sauba) disposent donc de six mois pour fabriquer, par incubation dans des œufs embryonnés, les millions de doses nécessaires. Avec une seule crainte : l'arrivée inopinée d'un virus de type totalement nouveau, générateur d'une de ces *grandes épidémies épisodiques.* Réduite à sa durée minimale, la production pourrait, le cas échéant, ne s'étaler que sur trois mois. *« Mais ce serait un exploit industriel »*, précise Michel Neyret, de l'Institut Mérieux à Lyon (4,3 millions de doses en 1989, soit 65 % de la production française). Sur le plan scientifique, l'identification d'un virus inconnu, et donc particulièrement actif, ne relève en rien de l'évidence. Toute une série de paramètres seraient alors à prendre en compte : degré de différence du mutant ; risque épidémiologique (le virus se propagera-t-il facilement ?) ; immunité de la population (est-elle ou non capable de se défendre ?)... Sans compter le risque financier, au cas où les experts auraient surévalué la dangerosité du virus. Le vaccin perdrait alors sa cible et deviendrait inutilisable. Au lieu d'une perte normale, liée à un taux d'invendus allant de 2 % à 10 %, c'est toute la production d'une année qui serait perdue.

L'éventualité attendue par les virologues n'est pas pour autant prévisible. En France, la dernière épidémie importante – correspondant à des mutations par cassures et à l'irruption d'une forme de grippe nouvelle et donc dangereuse – remonte à l'hiver 1968 et elle avait fait plus de 16 000 morts. *« On a pensé un moment que les grandes épidémies revenaient à un rythme régulier,* assure le professeur Hannoun. *Après les avoir observées en 1947, 1957 et 1968, on a été très vigilant en 1978... Mais il ne s'est rien produit et on attend toujours. »*

JUDITH RUEFF

l'Odenvald (RFA)
fermeture qu'ils
marché portant sur la
anuelle d'une tonne
ile. Les Japonais ont
ent dressé l'oreille.
ont en effet importé
de défenses africaines
confectionner des
pianos et surtout des
font fureur là-bas. Le
consiste pour un parti-
re graver sa signature
npon d'ivoire. 2 mil-
aux ont été fabriqués

t alimenter une telle
aintenant que le com-
l'ivoire ordinaire est
rquoi ne pas acheter
nt l'ivoire des mam-
bériens ? Devant la
s cours et la ruée vers
rves, les Soviétiques
'être ravisés. Ce qu'ils
ser à la délégation nip-
s'apprête à partir de
est plutôt la création
eprise mixte de fabrica-
aux d'ivoire. Elle serait
ur moins partiellement
apitaux japonais, mais
n Yakoutie et emploie-
tisans locaux.

s protecteurs des élé-
indignent. L'ivoire fos-
protégé par aucune
n internationale. Son
ervira-t-il à couvrir en
i trafic illicite d'ivoire
Le pillage d'un patri-
léontologique irrempla-
-il prolonger celui d'une
renouvelable et
Ce serait absurde. Aussi
ce a-t-on exhumé un
i ministère de l'agricul-
late du 12 mars 1950 et
nt oublié depuis. Seule la
l'éléphant peut être ven-
z nous sous l'étiquette
elle de mammouth devra
de ce prestigieux label.

C AMBROISE-RENDU

riane

principal des firmes pri-
d'outre-Atlantique.
des revenus sûrs et
rs, son hégémonie rend
– revers de la médaille
gestion efficace : le pre-
lancement commercial
Titan-3, le 31 décembre
r, a ainsi été reporté pour
la place à des tirs mili-
prioritaires.

contrario, souligne
Allest, *nous sommes les
u monde à avoir une poli-
cohérente de produit. Les
rs Ariane sont développés
our souci majeur de coller
esoins du client, exacte-
comme chez les construc-
d'automobiles.* » Cela peut

Remplissage des réservoirs d'Ariane sur le pas de tir du centre spatial de Kourou.

ne aller très loin : Ariane-5,
version qui succèdera aux
ne-4 actuelles, ne volera
n 1995 au plus tôt. Mais,
le M. d'Allest, « *Ariane-
e a déjà mis sur pied une
ipe qui court le monde pour
résenter aux futurs clients.
discussions sont en cours
les fabricants de satellites.
es premières propositions de
cement d'Ariane-5 en prévi-
s de la signature de contrats
rraient poindre dès l'an pro-
in* ».

JEAN-PAUL DUFOUR

AGENDA

CINÉMA

Programmes du mercredi 10 au mardi 16 janvier

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Jean Image 1911-1989 : Monsieur Victor ou la Machine à retrouver le temps (1955, v.o.), de Jean Image, le Petit Peintre et la Sirène (1959), de Jean Image, le Secret des Sélénites (1983), de Jean Image, 16 h ; Hommage à John Ford (v.o.) : The world moves on (1934), de John Ford, 19 h ; les Archives du film présentent : le Diable au cœur (1926), de Marcel L'Herbier, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

MERCREDI

Montparnasse 1919-1989 : Jeune public : les Avions chantent, tombe la neige (1987) de Denis Cocula, le Père Noël est une ordure (1983) de Jean-Marie Poiré, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Artistes peintres : Des valses 1900 à la Grande Guerre (1987) de Jean-Marie Drot, Montparnasse et ses peintres (1967) d'Yves Allain, la Nouvelle Réalité (1979) de Carlos Vilardebo, 18 h 30 ; Nostalgie : Actualités Gaumont, Actualités Gaumont, Femmes, Femmes (1974) de Paul Vecchiali, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAL PERDU (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

BANDINI (Fr.-Bel.-It.-A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

BAPTÊME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BLACK RAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

CHAMBRE A PART (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Suis.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50).

HIVER 54 (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (*) (Fr.-Hol.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MARQUIS (*) (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

COMME UN CHEVAL FOU. Film américain de David Anspaugh, v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

EAT A BOWL OF TEA. Film américain de Wayne Wang, v.o. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

MON VINGTIÈME SIÈCLE. Film hongrois d'Ildiko Enyedi, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

OUTRAGES. (*) Film américain de Palma, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

SEA OF LOVE. Film américain d'Harold Becker, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TRAIN OF DREAMS. Film canadien de John N. Smith, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA VENGEANCE D'UNE FEMME. Film français de Jacques Doillon : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

WHY ME. Film américain de Gene Quintano, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

RAIN MAN (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

RETOUR VERS LE FUTUR 2e PARTIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ROAD HOUSE (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ROUGE (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

SWEETIE (A.-Austr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

VALMONT (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

VANILLE FRAISE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES GRANDES REPRISES

LES AVENTURES DE ROBINSON CRUSOÉ (Mex.-A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE BALLON ROUGE (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

BEL AMI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

BILLE EN TÊTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CRIN BLANC (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

GILDA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

JOUR DE FÊTE (Fr.) : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

LADY EVE (A., v.o.) . Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LOLA (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

MON ONCLE (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

LA RONDE (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

SABRINA (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

THE PALM BEACH STORY (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

UN JOUR AU CIRQUE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

LA VÉRITÉ (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

YELLOW SUBMARINE (Brit., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ABYSS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven., lun., mar. 22 h 30, dim. 22 h.

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 19 h, lun. 18 h 45.

L'ANNÉE DES TREIZE LUNES (**) (All., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer., lun. 21 h 30, jeu. 15 h 50, sam. 17 h 40, dim. 14 h 50, mar. 12 h 30.

LE BALLON ROUGE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) mer., sam., dim., séances à 13 h 50, 15 h 25, 17 h, film 10 mn après.

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 19 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 16 h 30, ven., lun. 16 h 45, sam. 22 h 30, dim. 22 h mar. 19 h.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., ven., sam., lun. 22 h 15, jeu. 13 h 30, dim. 14 h.

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 18 h 45, dim. 21 h, lun. 15 h 15.

CRIN BLANC (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) mer., sam., dim., avec.

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer. à 12 h 15.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., lun. 18 h 45, ven., mar. 21 h.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 13 h 40.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h, sam., dim. 13 h 15.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 15 h 15, sam. 17 h.

LA GUERRE DES TUQUES (Can.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 16 h 15, sam. 14 h 45.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., sam., dim. 16 h, jeu. 18 h 15, lun. 20 h 30.

HISTOIRE D'OROKIA (Fr.-burkinabé, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) mer., jeu., mar. 14 h 10.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

LEGEND (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h, dim. 16 h 50, mar. 13 h 45.

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer., ven., dim., lun. 12 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 21 h 15, dim. 21 h.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., dim. 14 h.

LA MÉLODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., sam. 13 h 30.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 21 h, lun. 18 h 45.

PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., sam., dim., lun. 14 h.

LE PEUPLE SINGE (Fr.-Indon.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (Son SR) mer. 14 h, jeu. 13 h 45, ven. 17 h 20, dim. 15 h 15, lun. 19 h, mar. 17 h 30.

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., lun. 20 h 30, jeu. 18 h 45, sam. 18 h 15, mar. 16 h 45.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (copie neuve) mer., lun., mar., ven. 22 h 30, sam. 20 h 30, 0 h 20, dim. 20 h 30.

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 15 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 10 h, 16 h 20, sam. 16 h 20.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h.

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 20 h 30, ven. 13 h 45, sam. 22 h 15, lun. 15 h, mar. 15 h 15, 20 h 30.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., jeu., ven., sam. 16 h dim. 15 h 30, mar. 22 h.

TRON (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., sam. 16 h.

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 17 h.

20.000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 17 h.

LES FESTIVALS

CYCLE GEORGE CUKOR (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Sylvia Scarlett, jeu., mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Comment l'esprit vient aux femmes, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Girls, mer., ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Riches et Célèbres, dim., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION DAVID, Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). Le Sublime et le Férocité, lun. 12 h 30.

DIX ANS DE CINÉMA D'AUTEUR -DU 3 AU 22 JANVIER (v.o.), Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88). Brian De Palma, mer. ; Scarface, (THX) mer. 13 h 30, 19 h 30 ; Body Double, (THX) mer. 17 h, 22 h 30 ; Federico Fellini, jeu. ; Intervista, (THX) jeu. 14 h, 19 h 30 ; Et vogue le navire, (THX) jeu. 16 h 30, 22 h 15 ; David Lynch, ven. ; Blue Velvet, (THX) ven. à 13 h 30, 19 h 30 ; Dune, (THX) ven. 16 h 15, 22 h 15 ; Culte, sam., dim. ; Blade Runner, (THX) sam. 16 h 30, 22 h 15 ; Apocalypse Now, (son THX) sam. 14 h, 19 h 30 ; Tron, (son THX) dim. 14 h, 18 h 30 ; Brainstorm, (THX) dim. 16 h 15, 20 h 30 ; Stephen Frears, lun. ; les Liaisons dangereuses, (son THX) lun. 14 h 30, 19 h 30 ; My Beautiful Laundrette, (son THX) lun. 17 h, 22 h.

DREYER -CENT ANS (v.o.), 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00). Pages arrachées du livre de Satan, film dim. à 13 h 50, 15 h 40, 17 h 55, 20 h, 22 h 05 ; Gertrud, ven. à 13 h 50, 8û h ; Ordet, mer. à 14 h, 19 h 45, ; Jour de colère, ven. à 16 h 05, 18 h 05, 22 h 15 ; le Maître du logis, mer. à 16 h 10, 18 h 10, 22 h 15.

HITCHCOCK LES ANNÉES D'OR (v.o.), 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00). La Corde, jeu. à 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15 ; l'Homme qui en savait trop, lun. à 14 h 05, 16 h 30, 19 h 50, 22 h ; Sueurs froides, sam. 14 h 05, 16 h 30, 19 h 50, 22 h ; Mais qui a tué Harry ?, mar. à 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

HOMMAGE A ANATOLE DAUMAN (v.o.), Studio 28, 18e (46-06-36-07). Eves futures, La Belle Captive, mer. 19 h, 21 h ; O Gaule, Les Impressionnistes, jeu. 19 h, 21 h ; les Astronautes, Chronique d'un été, ven. 19 h, 21 h ; la Lettre écarlate, sam. 15 h, 17 h, 19 h, 21 h ; Down by Law, dim. 15 h, 17 h, 19 h, 21 h ; Chaval, Les Deux Marseillaises, mar. 19 h, 21 h. 100 F pour 5 séances.

HOMMAGE A SHADI ABDEL SALAM (v.o.), Institut du monde arabe, 5e (40-51-38-38). Le Paysan éloquent, (stf) jeu. 17 h ; la Chaise de Toutankhamon, (stf) jeu. 17 h ; Horizons, (stf) jeu. 17 h ; Saladin, (stf) jeu. 19 h 30 ; Avant les pyramides, (stf) ven. 17 h ; A propos de Ramsès II, (stf) ven. 17 h ; la Momie, (stf) ven. 19 h 30 ; le Paysan éloquent, (stf) sam. 15 h ; la Lutte de l'homme pour la survie, (épisode Egypte-Grèce) sam. 15 h ; la Momie, (stf) sam. 17 h ; Pharaon, sam. 19 h 30 ; Horizons, (stf) dim. 15 h ; les Armées du soleil, (stf) dim. 15 h ; Avant les pyramides, (stf) dim. 17 h ; la Chaise de Toutankhamon, (stf) dim. 17 h ; A propos de Ramsès II, (stf) dim. 17 h ; Cléopâtre, dim. 19 h 30.

JEAN-JACQUES ANNAUD, Grand Pavois, 15e (45-54-46-85). L'Ours, mer. 16 h 30, jeu. 15 h 20, ven. 15 h 40, sam. 17 h, lun. 13 h 30, mar. 19 h ; la Guerre du feu, sam. 18 h 45 ; le Nom de la rose, jeu. 18 h 30.

LE CINÉMA SOVIÉTIQUE D'AUJOURD'HUI, Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). Le Drapeau de brique, mer. 20 h 30 ; la Femme du vendeur de pétrole, (stf) mer. 20 h 30 ; Salomé, jeu. 15 h ; le Sauvage, (stf) jeu. 15 h ; Voyage en quatrième classe, jeu. 20 h 30 ; Ca, (stf) jeu. 20 h 30 ; Série rouge, ven. 14 h ; Staline avec nous, ven. 14 h ; Quelqu'un était ici, ven. 14 h. Projection suivie d'un débat sur le cinéma soviétique contemporain ; Elégie soviétique, ven. 19 h ; Là-bas où il repose dans la terre, ven. 19 h ; les Assassins, ven. 21 h ; les Incendiaires, (stf) ven. 21 h ; la Voix, sam. 20 h 30 ; le Visiteur du musée, (stf) sam. 20 h 30 ; les Eclats, dim. 13 h ; la Dame au perroquet, (stf) dim. 13 h ; la Pâtée du chien, dim. 16 h ; Qui es-tu ?, (stf) dim. 16 h ; Notre mère est un héros, dim. 18 h 30 ; la Vie sens, dim. 18 h 30 ; le Bouton, dim. 20 h 30 ; les Yeux de papier de Privchine, (stf) dim. 20 h 30. Abonnement au cycle : 120 F.

LES *ETERNELS DU CINÉMA* EUROPÉEN (v.o.), Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34). Assaut, mer. à 11 h 50, 14 h 55, 17 h 45, 21 h 10 film 10 mn après ; Zuyderzee, jeu. à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Monstres, ven. à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Senso, sam., séances à 11 h 50, 14 h 20, 16 h 50, 19 h 15, 21 h 50 film 10 mn après ; le Pigeon, dim. à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Théorème, lun., séances à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Une journée particulière, mar. à 11 h 50, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LITTÉRATURE ET CINÉMA, Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89). Le Roman de Mildred Pierce, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Dahlia bleu, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Touchez pas au grisbi, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Comme un torrent, lun. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

LITTÉRATURE ET CINÉMA, Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40). Le Port de l'angoisse, mer. à 12 h (20 F), 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Sentiers de la gloire, jeu. à 12 h (20 F), 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 ; les Tueurs, ven. à 12 h (20 F), 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h . Attractions ven. à la séance de 22 h ; l'Homme à la peau de serpent, sam. à 12 h (20 F), 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; les Misfits, dim. à 12 h (20 F), 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; la Religieuse, lun. à 12 h (20 F), 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 le Facteur sonne toujours deux fois, mar à 12 h (20 F), 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 10 JANVIER

« Visite de l'Opéra Bastille », 10 heures, métro Bastille, sortie rue de la Roquette (Paris et son Histoire).

« Exposition David », 13 heures, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (C. Merle).

« L'Opéra Garnier », 13 h 30, en haut des marches (Tourisme culturel).

« La route de la soie : art gréco-bouddhique du Pakistan et d'Afghanistan », 13 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

« Les sculptures de Notre-Dame de Paris », 14 heures, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« La Grande Arche et le quartier de La Défense », 14 h 30, RER La Défense, sortie L (P.-Y. Jaslet).

« Passages couverts autour de la butte des Moulins », 14 h 30, métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).

« Promenade au Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Grand Louvre, de Philippe Auguste à la Pyramide », 15 heures, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Ecoute du passé).

« Récits et légendes à propos de l'art de Cartier », 18 h 30 ; « L'art de Cartier », 19 heures, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).

« Expression et couleur au début du vingtième siècle », 19 heures, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« La mort baroque. Peinture française du dix-septième siècle », 19 h 30, sous la Pyramide du Louvre, escalator Sully (L'art et la manière).

Monuments historiques

« Le néo-byzantin : Abadie et le Sacré-Cœur de Montmartre », 14 h 30, portail central de la basilique du Sacré-Cœur.

« Le quartier de la Défense et l'arche », 14 h 45, hall du RER la Défense, sortie K, devant la pharmacie.

« Victor Hugo dans sa maison », 15 heures, 6, place des Vosges.

Pour les jeunes

« Paris à travers tableaux et textes anciens » (adolescents), 14 h 30, Musée Carnavalet.

« Séance de contes », 14 h 30, Petit Palais.

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 12 h 30 : « Le grand tour ou les voyageurs français en Italie », par Y. Hersant (Midis du Louvre).

30, avenue Corentin-Cariou (salle Jean-Bertin), 17 heures : « Les étonnantes compétences du nouveau-né », débat animé par D. Simonnet (Cité des sciences et de l'industrie).

18, rue de Varenne, 18 h 15 : « La tradition dans l'Islam », avec A. Guellouz (Fraternité d'Abraham).

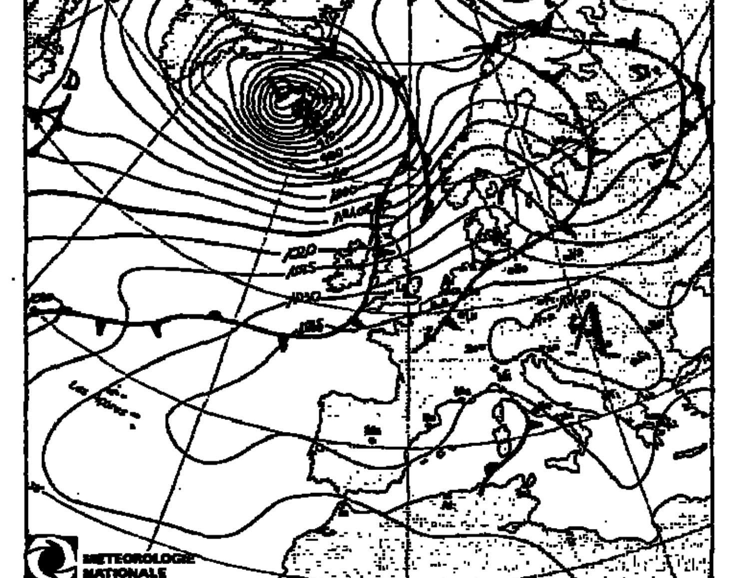
55, rue du Cherche-Midi, 18 h 30 : « Pratiques du projet et composantes de l'usage », par G. Maurios (Société française des architectes).

6, rue Albert-de-Lapparent, 20 h 30 : « Les huit fonctions de l'esprit, bases de la connaissance », par Yves Diénal (Psychiatrie psychanalytique).

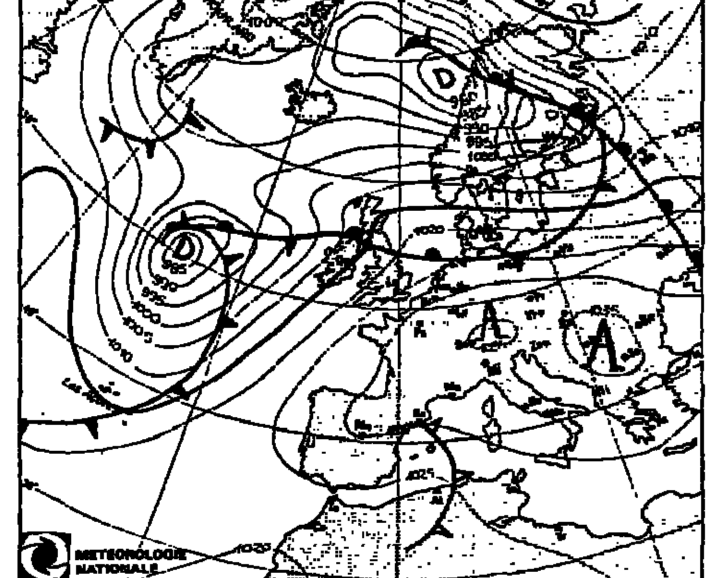
AGENDA

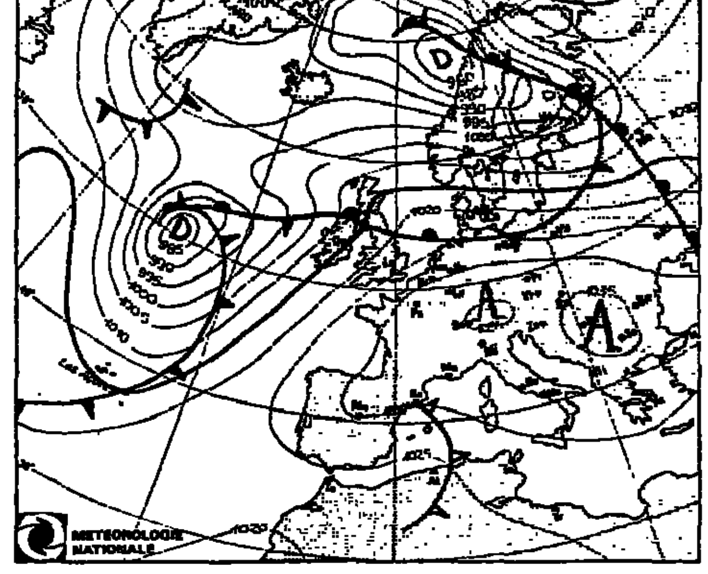
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 JANVIER 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU





Evolution probable du temps en France entre le mardi 9 janvier à 0 heure et le mercredi 10 janvier à minuit.

Les conditions anticycloniques nous vaudrons un temps généralement gris et brumeux.

Mercredi, le pourtour méditerranéen connaîtra cependant un temps pluvieux.

Vendredi et samedi, une faiblesse passagère de l'anticyclone permetra à une petite zone pluvieuse de traverser la France du Nord-ouest vers le Sud-est.

Mercredi : grisaille du Nord-Ouest à l'Est, pluie près de la méditerranée, nuages plus ou moins nombreux ailleurs.

De la Bretagne, aux Pays de Loire, à la Normandie, au Bassin parisien, à la Picardie, au Pas-de-Calais, au Nord, à la Champagne et aux Ardennes, les nuages bas resteront très nombreux. Seules de timides éclaircies feront leur apparition dans l'après-midi.

Du Poitou, des Charentes, au Centre et à la Bourgogne, il y aura encore de nombreux brouillards le matin. Dans la journée, le soleil se montrera plus ou moins vaillant.

Sur la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté, les brouillards givrants seront très fréquents et auront beaucoup de mal à se dissiper. Seuls les endroits situées à plus de 600 mètres d'altitude pourront bénéficier de belles éclaicies.

Sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Limousin, l'Auvergne et la région Rhône-Alpes, après dissipation des brouillards localement givrants, de belles éclaircies se développeront.

Le vent de nord-est soufflera modérément sur la côte d'Azur.

Jeudi : nombreux nuages sur la moitié nord et le pourtour méditerranéen, ensoleillé ailleurs.

Les brumes et brouillards givrants dans l'est seront très nombreux sur la majeure partie de la France. Le pourtour méditerranéen sera encore affecté par quelques pluies résiduelles. Dans la journée, le ciel restera gris de la Bretagne à la Normandie, au Bassin parisien, à la Picardie, au Pas-de-Calais, au Nord, à la Champagne, aux Ardennes, à la Lorraine et à l'Alsace, le ciel restera gris.

Des pays de Loire, au Centre, à la Bourgogne et à la Franche-Comté, de timide éclaicies apparaîtront dans l'après-midi.

De la Corse à la Côte-d'Azur, à la Provence, aux Alpes-du-Sud, au Languedoc, au Rousellon jusqu'à la région toulousaine, le ciel restera très nuageux.

Les températures minimales varieront de 3 à 6 degrés de la Bretagne au Bassin-parisien jusqu'au Nord.

Vendredi 12 :

Petites pluies sur le Nord-Ouest.

Sur la Bretagne, la Normandie, les pays de Loire ainsi que du Nord aux Ardennes au Bassin parisien le temps restera gris toute la journée. La pluie qui débutera sur la Bretagne et le Cotentin en milieu de journée *s'étendra à l'ensemble de ces régions* l'après-midi. Le vent de sud-ouest sera assez fort sur les côtes.

De l'Aquitaine et des Charentes au nord du Massif Central a la Bourgogne et au Nord-Est les brouillards du matin ne se lèveront que pour laisser place à un ciel très nuageux.

Les autres régions, Midi-Pyrénées, au sud du Massif Central, Jura, Alpes, pourtour Méditerranéen seront plus favorisées. Après les brouillards du matin le soleil se montrera au cours de l'après-midi. Cependant près du golf du Lion le vent de mer pourra maintenir un ciel gris et brumeux.

L'après-midi les températures seront comprises entre 6 et 10 degrés. Elles seront un peu plus élevées près de la Méditerranée avec 10 a 13 degrés.

Samedi 13 :

Nuageux, un peu de pluie.

Sur le pourtour Méditerranéen la journée sera bien ensoleillée malgré de nuages plus abondants l'après-midi.

Des Pyrénées et de l'Aquitaine au Massif Central et aux Alpes ce sera une journée bien nuageuse. Il pleuvra l'après-midi. Il neigera un peu en moyenne montagne.

Des Charentes, au Centre, à la Bourgogne, à la Champagne et aux Ardennes on se réveillera sous un ciel couvert et faiblement pluvieux. Dans le courant de la journée des éclaircies de plus en plus belles se développeront laissant une bonne place au soleil l'après-midi.

Les régions du Nord-Ouest, Bretagne, Normandie, Pays de Loire, Ile-de-France, Nord connaîtront un temps variable avec éclaircies et quelques passages nuageux.

Les températures varieront peu par rapport à vendredi.

Dimanche 14 :

Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord le ciel sera souvent gris.

Sur le reste du pays le temps sera brumeux le matin mais le soleil devrait réussir a se montrer l'après-midi.

Les températures baisseront et les gelées matinales seront de retour sur de nombreuses régions a l'exception des côtes de la Manche.

TEMPÉRATURES *maxima - minima et temps observé*

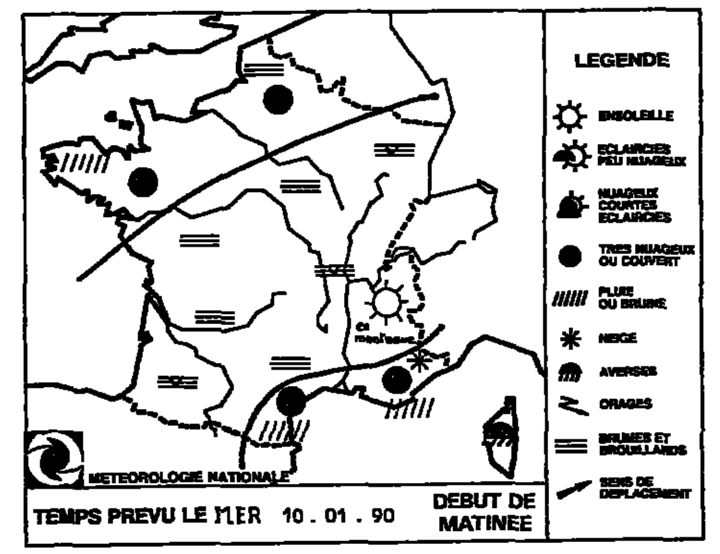
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-1-1990 à 6 heures TU et le 9-1-1990 à 6 heures TU — le 9-1-1990

FRANCE											
AJACCIO	12	8	P	TOURS	10	7	P	LOS ANGELÈS	18	9	D
BIARRITZ	11	3	C	TOULOUSE	10	6	C	LUXEMBOURG	2	2	B
BORDEAUX	11	5	P	POINTE-A-PITRE	-	-	-	MADRID	11	0	D
BOURGES	8	0	B	**ÉTRANGER**				MARRAKECH	13	6	D
BREST	10	8	B	ALGER	16	11	O	MEXICO	23	7	B
CAEN	10	4	B	AMSTERDAM	8	5	B	MILAN	-1	-4	B
CHERBOURG	11	6	B	ATHÈNES	-	-	-	MONTRÉAL	3	-5	C
CLERMONT-FER.	7	4	C	BANGKOK	35	24	D	MOSCOU	-1	-2	C
DIJON	2	0	B	BARCELONE	13	5	N	NAIROBI	25	11	D
GRENOBLE-St-M-H	5	-6	D	BELGRADE	-8	-11	*	NEW-YORK	6	1	O
LILLE	7	7	B	BERLIN	1	1	P	OSLO	5	0	C
LIMOGES	7	3	P	BRUXELLES	6	6	P	PALMA-DE-MAL.	14	4	D
LYON	6	1	B	LE CAIRE	18	9	C	PÉKIN	3	-4	*
MARSEILLE-MAR.	10	1	D	COPENHAGUE	6	1	D	RIO-DE-JANEIRO	31	25	D
NANCY	3	3	B	DAKAR	25	18	D	ROME	11	6	O
NANTES	11	8	B	DELHI	17	8	D	SINGAPOUR	-	-	-
NICE	12	4	D	DJERBA	17	10	C	STOCKHOLM	3	-2	N
PARIS-MONTS	9	7	C	GENÈVE	2	-1	C	SYDNEY	21	18	P
PAU	8	3	B	HONGKONG	19	17	D	TOKYO	10	2	N
PERPIGNAN	12	9	P	ISTANBUL	-	-	-	TUNIS	16	9	N
RENNES	10	4	B	JÉRUSALEM	10	3	P	VARSOVIE	1	-2	C
ST-ETIENNE	9	5	B	LISBONNE	14	7	D	VENISE	3	-2	N
STRASBOURG	3	-2	P	LONDRES	10	3	P	VIENNE	-7	-10	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heures en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



CARNET DU Monde

Naissances

– Marie et Arnaud DUCAMIN ont la joie de faire part de la naissance de

Clément,

à Paris, le 2 janvier 1990.

98, rue Jean-Pierre-Timbaud,
75011 Paris.

– Claire et Marc POUMADERE, annoncent avec joie la naissance de

Victoire, Irène,

le 15 décembre 1989.

9, rue Camille-Desmoulins,
94230 Cachan.

Décès

– M. et Mme Jean Brusset,
M. et Mme François Brusset,
M. et Mme Touchebeuf de Lussigny,
Mlle Claude Brusset,
M. et Mme Jacques Brusset,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme BRUSSET,
née Germaine Derville,

survenu le 7 janvier 1990, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées à Charcenne, le mercredi 10 janvier, à 14 h 30.

– M. et Mme Sylvain Fitoussi,
Serge, Eric et Marc Fitoussi,
M. et Mme Georges Sarfati,
Marie-France Sarfati,
M. et Mme Gérard Saada,
leurs enfants, Emmanuelle, Alexandra et Gary,
M. et Mme Jacques Fitoussi,
M. et Mme Joël Bendrihen,
Les familles Fitoussi, *Pariente*,
Parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père, grand-père et frère,

François FITOUSSI,

survenu le 8 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-huitième année,

et rappellent le souvenir de son épouse,

Eugénie FITOUSSI,
née Pariente,

décédée il y a dix ans.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 9 janvier, à 14 heures, au cimetière parisien de Pantin.

25, rue de Bourgogne,
75007 Paris.

– Albert et Arlette Hayat,
Germaine et Georges Hayat,
ont la douleur de faire part du décès de leur frère et beau-frère,

M. Georges HAYAT,

ravi à l'affection de tous ceux qui l'ont connu, le 8 janvier 1990.

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 janvier, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

– Elyane Tiery
fait part de la disparition de son ami très cher et de son compagnon pendant onze ans,

Dominique HENRIOT,
directeur de marketing,
Encyclopédie Universalis.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière *du Montparnasse*, le vendredi 5 janvier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Pierrette Godde,
Dominique Goudal,
Brigitte Berthomieu,
ses filles,
Ses gendres
Et tous ses petits-enfants,
Ainsi que la famille,
Et ses nombreux amis,
ont le très grand chagrin de faire part de la disparition de

Claude IDOUX,
artiste peintre,
groupe Témoignage, Lyon,
professeur
à l'école des Beaux-Arts de Paris,

survenue le 6 janvier 1990, en son domicile, dans sa soixante-quinzième année.

Une messe sera célébrée, à Paris-1er, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, le jeudi 11 janvier, à 15 h 45.

L'inhumation aura lieu, après une cérémonie religieuse en l'église de Saint-Jean d'Ardières (Rhône), le vendredi 12 janvier, à 14 heures.

17, rue des Galons,
92190 Meudon.

– M. Pierre Klein,
son époux,
Marie-Hélène Klein,
sa fille,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mme Simonne KLEIN,
née Declerck,

survenude le 6 janvier 1990, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religiense sera célébrée le jeudi 11 janvier, à 11 heures, en l'église Sainte-Croix de Fourqueux, suivie de l'inhumation dans le caveau de *famille* au cimetière de Fourqueux.

55, rue de Saint-Germain,
78112 Fourqueux.

– Mme Louis Laborie,
ses enfants et petits-enfants,
Paulette-Françoise Laborie
et Yves Cassagnou,
Jean-Louis et Christiane Laborie,
Philippe, Sophie, Anne-Cécile, Lise et Juliette,
Jean-Paul et Annie Laborie,
Nathalie et Christian,
M. Jean Laborie,
Le docteur Jean Veunac,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LABORIE,
docteur vétérinaire,
ingénieur agronome,

survenu le 6 janvier 1990.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité *familiale, le 12 janvier*, à Sainte-Suzanne (Ariège).

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Henri-Savignac,
92190 Meudon.

– Mme Pierre Lecocq,
Mme Catherine Pelli,
M. et Mme Didier Lecocq,
M. et Mme François Lecocq,
Mlle Nathalie Lecocq,
Dorothée et Frédéric Lecocq,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre LECOCQ,
architecte honoraire,

leur époux, père, beau-père, et grand-père,

survenu le 30 décembre 1989, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Locquirec (Finistère).

Cet avis tient *lieu de faire*-part.

6, rue de Sant-Kireg,
29241 Locquirec

– Haja, Valérie et Julie-Anne RABEMANANJARA,
Leur famille,
M. et Mme Jacques Rabemananjara
et leurs enfants,
M. et Mme Georges Dutter
et leurs enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur petit garçon,

Antonin-Antsa,

survenu *le 5 janvier 1990, dans son cin*quième mois, à Dakar.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité à Paris.

– Mme Jacques Raynouard,
son épouse,
M. Gérard Raynouard
et ses enfants,
M. et Mme Yves Raynouard
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques RAYNOUARD,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix de guerre des TOE,
croix du combattant volontaire,
croix des Forces françaises libres,

survenu le 18 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Antony.

– Marie-Claude Roussel,
Guillaume Roussel,
Isabelle Roussel,
Ainsi que Fanny Albouy,
Claude Roussel,
Et leurs familles,
ont la douleur d'annoncer la mort de

Denis ROUSSEL,
professeur à l'université Paul-Valéry,

survenue le 29 décembre 1989, à l'âge de soixante-six ans, en son domicile, Résidence des Facultés, A1, 201, avenue de la Justice, à Montpellier.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les familles Nigra et Paquet,
Et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy *PICAVET*,

survenu à Paris, le 27 décembre 1989, dans sa quarante-neuvième année.

Une messe sera célébrée à son intention, le jeudi 11 janvier 1990, à *14 heures, en l'église Immaculée*-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, à Paris-12e.

– Le cardinal archevêque de Lyon,
Mgr l'Auxiliaire,
Et les *prêtres* du diocèse de Lyon,
font part du décès, à l'âge de soixante-huit ans, de

M. l'abbé Jean VIMORT,
chanoine honoraire.

Funérailles : mercredi 10 janvier, à 10 h 15, en l'église Saint-Denis de la Croix-Rousse.

Inhumation au cimetière de Roanne, à 15 heures.

– Sens. Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or).

M. Bernard Voizot,
M. Jacques Voizot,
M. Daniel Voizot,
ses neveux,
Mlles Anne et Sandrine Voizot,
Julie et Marion Voizot,
Mélanie Voizot,
ses petites-nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice VOIZOT,
ingénieur civil des mines,

survenu à Sens, le 6 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 janvier, à 10 heures, en la cathédrale de Sens, où l'on se réu*nira*.

L'inhumation se fera le même jour au cimetière de Pouilly-en-Auxois, à 16 heures.

– Saleh Younès Bey,
son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
Mohamed S. Younès
et son épouse,
Mme Evelyn T. *Bossance*,
New-York,
Mme Hédayat S. Younès,
Le Caire,
Le docteur Mona B. Younès,
Paris,
Farouk S. Younès,
Paris, Le Caire, New-York,
Mohamed A. Zaki,
Buenos-Aires,
Mme Mona A. Zaki
et son époux,
Ing. Ahmed Selim,
Saleh Tarek Younès,
Khaled M. Younès,
Omar F. Younès,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme Enayat (Loula) YOUNÈS,
fille de Soliman Pacha,
grand officier de la Légion d'honneur,

survenu au Caire, le 2 décembre 1989.

21, rue Gamal-Aboul-Mahassen,
Garden City, Le Caire.
68, avenue de Suffren,
75015 Paris.

Services religieux

– Ph. Guilhaume,
président d'A 2-FR 3,
D. Alduy,
directeur général de FR 3,
J.-P. Guguen,
directeur régional
Et l'ensemble du personnel FR 3-Bretagne-Pays-de-Loire,

M. et Mme J. Delage,
ses parents,
Oncles, frères et sœurs,
Ses confrères,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part qu'à la suite de la disparition tragique de

M. Joseph DELAGE,
journaliste-cameraman à FR 3-Brest,

un service funèbre sera célébré, le vendredi 12 janvier 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis de Brest.

[Notre confrère Joseph Delage est décédé le 16 décembre 1989, à l'âge de trente-six ans, en exerçant son métier de cameraman, pour donner aux téléspectateurs de FR 3 des *images de la tempête bretonne*. Après deux ans à RFO en Guadeloupe, il était entré à FR 3-Reims en 1986, avant de rejoindre FR 3-Brest en 1987.]

Remerciements

– Saint-Quentin (Aisne).

Mme André Missenard
Et ses enfants,
remercient de tout cœur tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

M. André MISSENARD.

32, rue Jeanne-d'Arc,
02100 Saint-Quentin.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 9 janvier

TF 1

20.35 Cinéma : Le garde du corps. □
Film français de François Leterrier (1983). Avec Jane Birkin, Gérard Jugnot, Sami Frey.
22.10 Magazine : Ciel mon mardi !
De Christophe Dechavanne.
0.00 Journal, Météo et Bourse.
0.20 Série : Mésaventures.
0.45 Série : Intrigues.
1.05 TF 1 nuit.
1.40 Feuilleton : *C'est déjà demain.*
2.05 Info revue.

A 2

20.35 Cinéma : Le grand escogriffe. □
Film français de Claude Pinoteau (1976). Avec Yves Montand, Agostina Belli, Claude Brasseur.
22.10 *Soirée spéciale :*
Eurovision contre le *cancer.*
Présentée par Jean-Daniel Flaysakier.
23.40 Informations : *24 heures sur la 2.*
23.55 *Météo.*
0.00 Magazine : Du côté de chez Fred.
Man Ray.

FR 3

20.35 Téléfilm : Terreur à bord.
De Douglas Heyes, avec Jean-Pierre Aumont, Horst Buchholz (2e partie).
Un émetteur radio pour seul espoir.
22.35 *Journal et Météo.*
23.00 Télévision régionale.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Fievel
et le Nouveau Monde. ■■
Film américain d'animation de Don Bluth (1986). Avec les voix françaises d'Isabelle Ganz, Alain Dorval, Géraldine Guyon.
21.45 Flash *d'informations.*
21.55 Cinéma : Agnès de Dieu. ■■
Film américain de Norman Jewison (1985). Avec Jane Fonda, Anne Bancroft, Meg Tilly (v.o.).
23.35 Cinéma : La ronde. ■■■
Film français de Max Ophuls (1950). Avec Anton Walbrook, Simone Signoret, Serge Reggiani.

LA 5

20.40 Cinéma :
Escroc, macho et gigolo. □
Film italien de Bruno Corbucci (1983). Avec Bud Spencer, Tomas Milian, Marc Lawrence.
22.30 Spécial Paris-Dakar.
23.00 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Le renard (rediff.).
1.05 Belle et Sébastien (rediff.).
1.55 La calanque (rediff.).
2.20 Ballet.
3.20 *Le journal de la nuit.*
3.30 Tendresse et passion (rediff.).
4.00 Série : Voisin, voisine.
5.00 Panorama des ateliers français de *musique et de danse.*
5.30 Musique : Aria de rêve.

M 6

20.30 Téléfilm : Miss Amérique.
De Gus Trikonis, avec Diane Lane, Cloris Leachman.
La dure vie d'une star de la beauté.
22.15 Téléfilm :
Les prisonniers de la tour.
De Jim Makichuk, avec Ray Paisley, Jackie Wray.
Un ordinateur plein d'initiatives...
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Boulvrock'n hard.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Portrait d'Edmond Jabès.
De Michèle Porte.
21.00 Documentaire : Il ne suffit pas que Dieu soit avec les autres.
De Borhan Alaouie et Lotfi Thabet.
22.30 Documentaire : *Douze heures de la nuit.*
De Jean Baronnet.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.45 Jazz soundies collection.
23.55 Documentaire : Travail à domicile.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. *L'invention de la géophysique.*
21.30 Du petit cochon rose à la carte de crédit (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques.
Histoires de secrétaires.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Orgue. Prélude 17 pour orgue, Madrigal III pour orgue, Sonate pour orgue nº 1, de Leguay ; *Sonate pour orgue nº 2, d'Erb ;* Sonate pour orgue en ré mineur op. 65 nº 6, de Mendelssohn ; sol : Pascale Rouet (orgue).
22.30 Récital. Sol. : Kurt Nikkanen (violon), Louise Bessette (piano) : Sonate pour violon nº 2 en la majeur op. 28 de Roussel ; Sonate pour violon et piano, de Gaillard ; Sonate pour violon et piano en fa majeur de Ferroud ; Sonate pour violon et piano, de Ravel.
0.00 Club d'archives.

Mercredi 10 janvier

TF1

13.35 Série : 21 jump street.
14.25 Club Dorothée.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.45 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.40 Variétés : Sacrée soirée.
22.15 *Magazine : Ex libris.*
23.35 Journal, Météo et Bourse.
23.55 Feuilleton : Le bateau.
De Wolfgang Petersen (1er épisode).
0.50 TF1 *nuit.*
1.25 Feuilleton : C'est déjà demain.
1.50 Info revue.

A 2

13.40 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.30 Eric et compagnie.
Emission présentée par Eric Galliano et Noëlle.
16.15 *Magazine : Euroclic.*
16.25 Série : Mamie Casse-cou.
16.50 Magazine : Drôle de planète.
17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Graffitis 5-15.
Présenté par Groucho et Chico.
18.20 Série : Mac Gyver.
19.05 INC.
19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
Présenté par Patrice Laffont.
19.40 Jeu : Rira, rira pas.
Animé par Georges Beller.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Téléfilm : Jack l'éventreur.
De David Wickes, avec Michael Caine, Jane Seymour (1re partie).
Une nouvelle piste pour démasquer le coupable.
22.10 Documentaire : Les explorateurs.
Le centenaire de la National Geographic Society.
23.10 *Informations : 24 heures sur la 2.*
23.25 Météo.
23.30 Magazine : Du côté de chez Fred.
Marie Laforêt.

FR 3

13.30 Magazine : Une pêche d'enfer.
14.00 Flash d'informations.
14.03 Magazine : Pare-chocs (rediff.).
14.30 Jeu : Cherchez la France.
Animé par Vincent Perrot.
15.00 Flash d'informations.
15.03 Magazine : Dans la cour des grands.
Avec à 16.00, le flash d'informations.
17.00 Flash *d'informations.*
17.05 Amuse 3. Petit ours brun ; Inspecteur Gadget ; Les petits malins ; Auto vélo *bravo ; Feuilleton : Guillaume Tell.*
18.00 Flash d'informations.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
Présenté par Vincent Perrot.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.55 Dessin animé :
Denver, le dernier dinosaure.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Opérette : Véronique.
Opérette en trois actes d'André Messager, livret d'Albert Van Loo et Georges Duval, avec François Leroux, Danièle Chlostawa, Michel Roux, Léonard Pezzino, Marc Gaussorges, Jean-Marie Martin.
Une jeune femme intrigue pour séduire son futur mari !
22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Océaniques.
Andrzej Zulawski : Boris Godounov.
Le tournage.

CANAL +

13.30 Téléfilm :
La dame en question.
De George Schaefer, avec Katharine Hepburn, Karen Austin.
Une romancière se glisse incognito chez des Américains moyens.
15.10 Documentaire :
La réserve de Gunung Leuser.
De Kari Soveri.
En Indonésie.
15.35 Téléfilm :
Le détournement du vol 847.
De Paul Wendkos, avec Lindsay Wagner, Eli Danker.
17.10 Magazine : Exploits.
17.25 Cabou cadin.
Cédric et Chloé ; Babar ; Charlotte, Fléo et Benjamin.

En clair jusqu'à 21.00

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
Présentés par Philippe Dana.
18.30 Top 50.
Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 *Bandes annonces cinéma.*
21.00 Cinéma :
La rançon de la liberté. ■
Film américain de Tom Rickman (1984). Avec Tommy Lee, Martha Plimpton, Brian Dennehy.
22.25 Flash d'informations.
22.35 Cinéma :
Traître sur commande. ■
Film américain de Martin Ritt (1969). Avec Richard Harris, Sean Connery, Samantha Eggar.

LA 5

13.30 *Série :*
200 dollars plus les frais.
14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Automan.
16.45 Dessins animés.
Les triplés ; Snorky ; Gwendoline.
17.35 Magazine :
En route pour l'aventure.
18.05 Dessins animés. Super nana.
18.30 Spécial Paris-Dakar.
18.50 Journal images.
19.00 Série : Happy days.
19.30 Série : Arnold et Willy.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Série : Sur les lieux du crime.
Dans le port de Duisbourg, de Hajo Gies, avec Götz George.
La femme de la victime, un marinier, est soupçonnée.
22.25 Spécial Paris-Dakar.
22.55 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.
0.05 L'inspecteur Derrick (rediff.).
1.10 Belle et Sébastien (rediff.).
2.00 La calanque (rediff.).
2.30 Série : Voisin, voisine.
3.30 Le journal de la nuit.
3.40 Tendresse et passion (rediff.).
4.10 Voisin, voisine.
5.10 Panorama des ateliers français de musique et de danse.

M 6

13.20 Série :
Madame est servie (rediff.).
13.45 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
14.35 Série :
Les années coup de *cœur.*
15.00 Magazine : Roxanne Roll.
15.30 Feuilleton :
Les aventures de Tom Sawyer.
16.05 Jeu : Force clip.
17.05 Roxanne Roll (suite).
17.10 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Campus show.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Miami Golem,
la force invincible.
De Herbert Martin, avec David Warbeck, Laura Trotter.
Panique au laboratoire.
22.10 *Téléfilm : La faute* (rediff.).
Un médecin sur la sellette.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.
14.45 Théâtre : Le mariage de Figaro. Pièce de Beaumarchais.
18.00 Cinéma : Le passe-montagne. ■■
Film français de Jean-François Stévenin (1979). Avec Jean-François Stévenin, Jacques Villeret, Alexandre Barberot.
19.45 Court métrage.
Sale temps, d'Alain Pigeaux.
20.00 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité.
De Gérard Caldéron et André Langaney.
La vie se complique.
21.00 Téléfilm : La goutte d'or.
De Marcel Bluwal, avec Karim Kacel, Rufus.
23.00 Magazine : Imagine.
23.30 Documentaire : Palettes
D'Alain Jaubert (Les théâtres du soleil).

FRANCE-CULTURE

20.30 *Tire ta langue.*
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de *langue française.*

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 7 juin à Munich) : Requiem pour soliste, chœur et orchestre op. 5, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Colin Davis, chef de chœur, Herwig Seiffert ; sol. *Keith Lewis (ténor).*
23.07 Jazz-club. En direct du Petit Opportun, à Paris : le quartett de Michel Roques, saxophoniste et flûtiste.

Audience TV du 8 janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	57,2	Santa-Barbara 21,5	Dessinez 6,8	Actual. région. 19,4	Nulle part 2,1	Happy Days 4,4	Magnum 3,2
19 h 45	57,9	Roue fortune 26,2	Rira... 8,3	19-20 infos 10,7	Nulle part 5,1	Arnold Willy 3,6	Magnum 4,0
20 h 16	72,1	Journal 28,3	Journal 16,4	La classe 10,4	Nulle part 3,9	Journal 7,3	Pub 5,8
20 h 55	70,9	La mémoire... 27,0	Emilie 17,4	Terr. à bord 6,5	Double tr... 4,7	Poursuite 9,2	Le survivant 7,2
22 h 8	64,1	La mémoire... 27,1	Emilie 16,0	Terr. à bord 6,3	Double tr... 4,8	Poursuite 8,8	Les anneaux 2,0
22 h 44	32,6	Pub 8,2	Far-West 8,4	Terr. à bord 7,7	Lundi sport 1,6	Paris-Dakar 3,7	Les anneaux 3,1

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5171

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III							■		
IV			■					■	
V					■	■			
VI		■		■					
VII						■			
VIII			■						
IX					■				■
X			■				■		
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Homme de cœur. — II. Où *chacun est amené à s'occuper de ses affaires.* — *III. Fait des flaques.* On ne saurait dire que l'on n'a rien tiré d'elle. — IV. Démontre. Cité du Nord. — V. N'a *généralement pas d'âme quand il est en mer.* Perce les ténèbres. — VI. Supprime les tâches. — VII. Fit prendre du poids. Perdit la vie en allant au feu. — VIII. Exprimait une opinion. Qui ne change pas. — IX. Est exposé aux tirs. Epargne des efforts. — X. Note. On lui doit le respect. En attente. — XI. Point de côté. A les dents sales.

VERTICALEMENT

1. Spécialiste du blanc. — 2. C'est peut-être le moyen de découvrir la vérité qui est au fond *du puits. Permettent d'avoir sa* part du gâteau. — 3. N'avait pas d'amies. Donnent de la valeur. — 4. Est paresseux comme un loir. Visa juste. — 5. On y trouve Brest. Œuvre japonaise. Interjection. — 6. Incite à se couvrir quand lui-même l'est. Ramène l'ordre. — 7. Entorse à la discrétion. Chanteur de charme. — 8. Causée d'irritation. — 9. Garçon *réfléchi.* Outil de travail.

Solution du problème nº 5170

Horizontalement

I. Botaniste. — II. Isolation. — III. Seriné. — IV. Ample. — V. Avion. Reg. — VI. *Lu.* Tête. — VII. Tir. Té. — VIII. Futilité. — IX. Rial. Eu. — X. Isolerait. — XI. Cène. Esse.

Verticalement

1. Biseau. Fric. — 2. Osé. Puisé. — 3. Tortil. Taon. — 4. Ali. Outillé. — 5. Nanan. Il. — 6. Item. Trière. — 7. Si. Pré. Tues. — 8. Toilette. Is. — 9. En. Egée. Oté.

GUY BROUTY

CAMPUS

Colère des étudiants congolais

Les quelque trois mille étudiants congolais en France ont créé, en décembre dernier une coordination nationale *« sans distinction tribale, ethnique, régionale, idéologique, religieuse »* pour protester contre *« les conditions inhumaines »* de leurs études. Après avoir occupé les locaux de leur ambassade à Paris fin novembre, ils dénoncent, dans un communiqué, le non-paiement par les autorités de Brazzaville de leurs bourses (environ 1 500 F par mois) *« depuis huit mois pour certains, cinq mois pour d'autres ».* Ils réclament le rétablissement de leur couverture sociale, *« suspendue depuis cinq ans »,* et le paiement des frais de scolarité, *« impayés depuis six ans ».*

Devant le mutisme des autorités de leur pays, les étudiants congolais en France ajoutent à leurs revendications *« le départ immédiat du ministre de l'éducation nationale »* et *« invitent la jeunesse congolaise à se lever en masse ».* La coordination organise un rassemblement national des étudiants congolais en France le 14 janvier à Paris. Inspirés par les bouleversements récents en Europe de l'Est, les leaders de cette fronde estudiantine entendent militer pour le *« multipartisme »* et l'organisation d'élections *« libres et démocratiques »* au Congo.

J.-J. B.

Communication et marketing

L'Association des anciens élèves de l'université Paris-9 Dauphine organise en 1990 un cycle de « Rencontres communication marketing ». Le premier de ces débats aura lieu le 11 janvier à Paris-9, amphi Raymond-Aron, à 19 heures, et portera sur le thème des achats en communication.

Association des anciens élèves de Paris-9 Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75775 Paris Cedex 16 ; tél. : 45-05-14-10, p. 4717.

Techniques avancées

Le troisième Forum européen des techniques avancées se déroulera les 15 et 16 janvier à l'hôtel Foresthill, Aquaboulevard de Paris, sur le thème « Entreprises 93 : des risques, des opportunités ». La rencontre, organisée par l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées (ENSTA), comprendra différents débats consacrés aux effets sociaux, économiques et techniques de l'Acte unique.

▶ Renseignements au 45-52-55-04.

□ **Le programme de l'Académie des sciences morales et politiques.** — « Vers l'an 2000 » sera le thème annuel de l'Académie des sciences morales et politiques. Voici le programme des communications.

Première partie : « Où en seront les autres ? » 15 janvier : M. Alain Peyrefitte ; 22 janvier : M. Raymond Barre ; 29 janvier : M. Alfred Grosser ; 5 février : M. Michel Drancourt ; 12 février : M. Guy Sorman ; 19 février : M. Thierry de Montbrial ; 26 février : M. Samy Ketz ; 27 février : M. René Pomeau ; 5 mars : M. André Lévy-Lang ; 12 mars : Mme Hélène Carrère d'Encausse.

Deuxième partie : « Le champ des techniques ». 19 mars : M. Hubert Curien ; 26 mars : M. Frédéric d'Allest ; 2 avril : M. Serge Tchuruk ; 23 avril : M. Joël de Rosnay ; 24 avril : M. Pierre Messmer ; 4 mai : M. Jacques Chevallier ; 21 mai : M. Pierre Faure ; 22 mai : séance solennelle sous la Coupole : « L'An 2000 sous les regards de l'Académie des sciences morales et politiques. »

Troisième partie : « Les réponses de la médecine et de la chirurgie ». 28 mai : M. Jean Bernard ; 11 juin : M. Maurice Tubiana ; 18 juin : M. le professeur Luc Montagnier ; 25 juin : M. Christian Cabrol ; 2 juillet : M. Jérôme Lejeune.

Les séances ont lieu à 14 h 45 précises.

BILLET

D'Est en Ouest

Aider les pays d'Europe de l'Est à reconstruire leurs économies, tous les industriels occidentaux... et japonais y sont prêts. Une chose est certaine cependant : ils ne le feront pas par philantropie, mais dans l'intérêt bien compris de leurs entreprises. L'enthousiasme pour le moins modéré des banques françaises à l'égard des pays d'Europe de l'Est s'explique sans doute ainsi : les perspectives de profit y sont encore très *incertaines. Parmi les industriels,* l'ouverture de l'Europe de l'Est commence à provoquer une certaine inquiétude.

Certes, les marchés potentiels — en Hongrie comme en Pologne, en RDA comme en Roumanie y apparaissent importants. Mais avant de vendre à l'Est, l'Est ne va-t-il pas nous vendre et... mettre sinon en péril du moins en difficulté certains secteurs industriels occidentaux. La crainte était diffuse. Elle commence à émerger.

M. Francis Mer, président d'Usinor-Sacilor — le numéro deux mondial de la sidérurgie, — a ainsi décidé de dire tout haut ce que de nombreux industriels français, et plus généralement européens, pensent tout bas. L'ouverture des frontières de la CEE aux sidérurgistes hongrois et polonais *« serait de nature à faire rebasculer le marché dans une atmosphère de dumping »,* a-t-il ainsi déclaré, lundi 8 janvier à Bruxelles. Cette ouverture, préconisée en novembre dernier par la Commission européenne pour venir en aide aux économies d'Europe de l'Est, aurait pour conséquence de créer de *« nouveaux problèmes aux sidérurgistes de la CEE ».*

On sait que, dans le cadre de l'aide de la CEE à l'Est, les Douze ont décidé d'accélérer l'ouverture de leurs marchés, notamment sidérurgiques et textiles, aux produits hongrois et polonais. Un coup d'accélérateur devrait être donné à cette libéralisation. Le risque est faible — tant le marasme des économies est-européennes est grand — de voir la CEE inondée de produits de l'autre Europe. Mais il est vrai que dans certains domaines l'Est *bénéficie de coûts salariaux* réduits. La Hongrie et la Pologne ne sont plus seules à vouloir un accès libre au marché occidental. Il reste qu'une fois de plus les Japonais ont compris les nouvelles occasions ainsi ouvertes. Suzuki devrait annoncer mardi à Budapest l'installation prochaine d'une unité de montage de voitures particulières en Hongrie. Une *partie de la production devrait être* réexportée. Vers les pays de la CEE ?

E. I.

INSOLITE

Mal de mère

Une curieuse affaire a été plaidée le 8 janvier au tribunal fédéral américain de Reno, dans le Nevada. Un ancien agriculteur, M. Don Nonella, a réclamé 8,7 millions de dollars (près de 50 millions de francs) de dommages et intérêts à la marine des Etats-Unis dont les avions, volant au-dessus de son ranch, avaient selon lui gêné la reproduction de son cheptel bovin, causant sa faillite.

M. Nonella a affirmé que les avions décollant d'une base voisine de 100 kilomètres avaient empêché 344 de ses 800 vaches, en bonne santé et bien nourries, de se reproduire en mai 1985. *« Je pouvais voir que le pilote portait des lunettes, tant j'étais proche de lui »,* a déclaré au tribunal l'ancien agriculteur à présent reconverti comme chauffeur de camion.

L'US Navy estime de son côté que ce ne sont pas les bruits émis par ses avions mais la mauvaise gestion de l'intéressé qui sont à l'origine de ses problèmes. On peut, cependant, s'interroger sur l'effet produit par des avions de la marine sur les vaches très attachées à leur plancher...

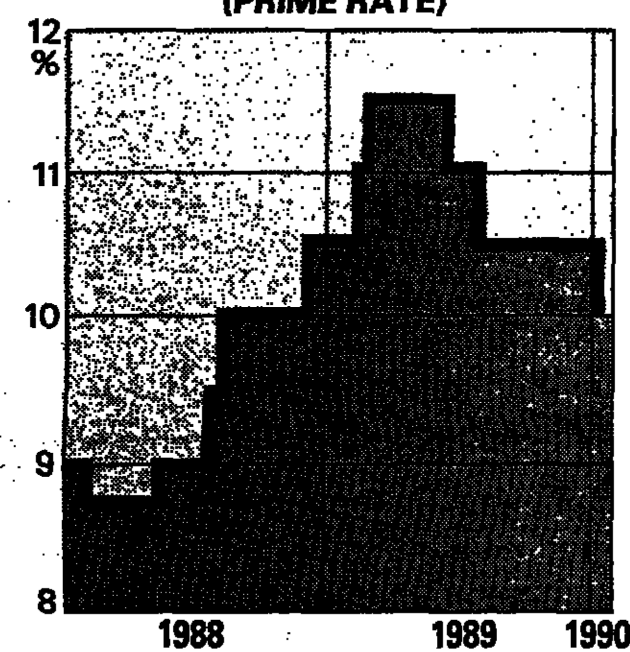
Les banques américaines réduisent leur « prime rate » de 10,50 % à 10 %

La diminution des taux d'intérêt américains fait baisser le dollar et le yen

Lundi 8 janvier 1990, pour saluer le début de l'année, les banques américaines ont diminué leur taux de base (prime rate), le ramenant de 10,50 % à 10 %.

Ce taux avait déjà été abaissé de 11 % à 10,50 % à la fin du mois de juillet dernier, en liaison avec un assouplissement de la politique de la Réserve fédérale des Etats-Unis, soucieuse d'éviter un ralentissement trop rapide de l'économie américaine. Un nouvel assouplissement ayant eu lieu en novembre, à l'intention de cette même Réserve fédérale, qui avait abaissé de 8,75 % à 8,25 % son taux d'intervention sur le marché interbancaire, une nouvelle diminution des taux de base des banques était attendue.

TAUX DE BASE AMERICAIN (PRIME RATE)



Mais seul un petit établissement de Saint-Louis, la South West Bank, se décida à sauter le pas en ramenant son taux de 10,50 % à 10 % : n'étant pas suivi, celui-ci dut revenir sur sa décision trois semaines plus tard. Cette fois-ci, la Réserve fédérale a laissé glisser d'un quart de point supplémentaire les taux sur le marché interbancaire, revenus à 8 1/4 %, et même moins, toujours avec le souci d'éviter la récession : à la veille du week-end, un net fléchissement des créations d'emplois outre-Atlantique a été annoncé. Du coup, *les banques ont consenti à réduire* leur taux de base, ce qui diminue les coûts de financement dans le pays.

Ce phénomène a provoqué un nouvel affaiblissement du dollar, dont les cours sont revenus, brutalement, de 1,69 DM vendredi 5 janvier à 1,66 DM lundi en fin de journée, chutant, à Paris, de 5,73 F à 5,68 F, *avant de se raffermir un* peu, mardi matin, à 1,6750 DM et 5,7150 F. Par un mouvement de bascule, les taux d'intérêt européens se sont tendus. C'est d'Allemagne qu'est venu l'impulsion : à Francfort, le mini-remaniement du système monétaire européen (SME), limité à une dévaluation de la lire italienne, a déçu, les milieux financiers tablant sur une réévaluation générale du mark, susceptible de contribuer à la lutte contre l'inflation en réduisant le coût des matières premières et des produits importés.

En conséquence, les rendements des emprunts d'État allemands, bon baromètre de la confiance, se sont encore élevés, passant de 7,45 % à 7,52 % au plus haut depuis cinq ans. Immédiatement, ce mouvement s'est répercuté sur Paris, où le rendement des emprunts d'Etat à dix ans a dépassé 9,60 % contre 9,50 % il y a *huit jours à la consternation* du marché, notamment le Matif, le cours de l'échéance mars retombant à son plus bas niveau depuis un an, à 102,30 avant de se redresser un peu.

Une dévaluation inquiétante

Le yen, non seulement a suivi le dollar dans sa baisse, mais a même fléchi par rapport à la monnaie américaine, qui s'est revalorisée à Tokyo, passant de 143 yens à 145 yens. Le résultat a été qu'en Europe les cours de la devise nippone ont poursuivi leur chute, retombant, à Paris, à 3,94 centimes après avoir *cassé le seuil des 4 centimes* la semaine dernière. En un an, ces cours, toujours en Europe, ont chuté de 20 %, calculés « en dedans », ou de 25 % calculés « en dehors » : en janvier 1990, le yen valait 5 centimes. Pour les industriels européens, cette dépréciation équivaut à une véritable *« dévaluation compétitive »*, qui laisse désarmée la « forteresse Europe », et risque de se montrer dévastatrice dans des secteurs sensibles comme l'automobile, en donnant aux constructeurs nippons un avantage de prix considérable.

On sait que le Japon, soucieux avant tout de ne pas réveiller le protectionnisme des Etats-Unis, prend grand soin de stabiliser sa monnaie vis-à-vis du dollar, en évitant de la dévaluer par rapport à *cette devise, ce qui favoriserait ses* exportateurs. Mais ce faisant, le yen suit le dollar dans sa baisse, comme on l'a vu, ce qui permet aux exportateurs japonais d'être de plus en plus compétitifs sur l'Europe. Apparemment, la Commission de Bruxelles prête bien peu d'attention à ce phénomène, particulièrement pervers. Jacques Calvet, président de PSA, aurait pu ajouter cet argument à sa charge sur « l'Europe forteresse de sable (*le Monde* du 6 janvier).

FRANÇOIS RENARD

Après l'avis de la Société des Bourses de France

L'OPA manquée de Paribas sur la Compagnie de navigation mixte est close

La Société des Bourses de France (SBF) a rendu publics, lundi 8 janvier, les résultats définitifs de *l'OPA-OPE* que Paribas a lancée sur la Compagnie de navigation mixte. Au total 1 698 639 actions ont été apportées à l'offre, ce qui porte la participation de la compagnie financière au sein de la Mixte à 40,27 % du capital. Plus d'un million d'actions ayant été apportées à l'offre publique d'échange, Paribas a décidé de n'en accepter que *849 319* pour respecter les termes de son offre, le reste étant réglé en espèces au prix de l'OPA. Pour financer cet échange, la compagnie financière va devoir créer près de 2,5 millions d'actions nouvelles. Une assemblée générale extraordinaire devra être convoquée pour l'occasion.

La publication des résultats par la SBF a pour effet principal de clore définitivement l'OPA et de faire sortir Paribas du carcan de la réglementation. Désormais les achats — ou les ventes de titres Mixte de la compagnie financière — sont libres tant en volume qu'en prix. Néanmoins, si Paribas souhaitait reprendre *les hostilités,* il devrait lancer une nouvelle OPA. La loi indique que l'assaillant ne saurait acheter plus de 2 % des titres de la compagnie cible dans l'année qui suit le lancement d'une OPA.

La société pharmaceutique proposait des *« services privilégiés » aux médecins*

M. Evin veut attaquer en justice les laboratoires Squibb

Certaines firmes pharmaceutiques font preuve à l'égard du corps médical d'une sollicitude excessive qui peut aller jusqu'à *« l'achat de prescriptions ».* Ainsi, le ministère de la solidarité et de la santé a indiqué, mardi 9 janvier, son intention de déposer une plainte contre les laboratoires Squibb, auxquels il reproche de s'être mis en infraction avec le code de la santé publique, qui interdit de proposer aux médecins des avantages matériels.

Fin octobre, la société américaine a fait parvenir dans les cabinets médicaux un dépliant proposant aux praticiens d'adhérer gratuitement au club Elite d'or offrant aux praticiens *« de nombreux services privilégiés »* (réductions sur l'achat d'une automobile, de matériel hi-fi ou d'équipements médicaux, réservations d'hôtels et de locations de vacances). Ces propositions étaient formulées *« dans le cadre du lancement »* d'un nouveau médicament, dénommé Elisor et destiné à combattre l'hypercholestérolémie.

Selon les services de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, cette pratique est contraire à l'article R 5046.1 du code de la santé publique. Celui-ci interdit *« aux officines ou autres établissements pharmaceutiques de donner des primes, objets ou produits quelconques ou avantages matériels directs ou indirects de quelque nature que ce soit »* aux prescripteurs que sont les médecins.

Les laboratoires pharmaceutiques, pourra-t-on objecter, se livrent régulièrement à des pratiques promotionnelles (organisation de séminaires *« touristiques »*, par exemple) qui peuvent parfois apparaître discutables. Cependant, les pouvoirs publics considèrent que Squibb est allé trop loin et qu'il est *« hors de question de laisser se développer des actions contraires à la réglementation ».* La procédure qui va être engagée, précise en outre le ministère, a reçu le soutien du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP).

Quant aux laboratoires Squibb, ils assurent que l'incident est clos et précisent qu'ils ont, de leur propre chef, mis un terme à une initiative commerciale qui risquait d'être *« mal interprétée ».* Toutefois, ils la jugent *« très innocente »* et soulignent qu'elle était accompagnée d'une *« enquête épidémiologique ».* Cette dernière, estime pourtant le ministère de la solidarité, *« ne saurait faire illusion ».*

J.-M. N.

□ **Réduction du remboursement des préparations pharmaceutiques.** — M. Claude Evin, ministre de la solidarité et de la santé, a déclaré, lundi 8 janvier, que la suppression du remboursement de la plupart des préparations pharmaceutiques par la Sécurité sociale correspond au souci de *« mieux lier la prise en charge à l'efficacité thérapeutique ».* Depuis le 1er janvier, seule une soixantaine de substances — déterminées par les experts médicaux de la Commission de la transparence — sont désormais prises en charge.

Une augmentation de capital d'environ deux milliards de francs

Accor compte ouvrir une centaine d'hôtels par an

Accor, premier groupe hôtelier français, a l'intention d'investir deux milliards de francs en 1990. La volonté de mener une politique active d'investissements explique l'augmentation de capital par émission d'actions à bons de souscription d'actions (ABSA) annoncée par le groupe à la fin de la semaine dernière. Celle-ci lui apportera, dans une première phase, de 1,81 à 2,35 milliards de francs.

Ce n'est pas un *« trésor de guerre »*, selon les deux coprésidents du groupe, MM. Paul Dubrulle et Gérard Pélisson, et pourtant c'en est un. *« Nous n'avons pas besoin de ce capital en 1990, ni même en 1991 ou en 1992,* explique M. Pélisson. *Mais les conditions du marché sont excellentes pour une telle opération financière. »*

Ainsi, Accor sera prêt, en toute hypothèse : *« dans les trois à cinq ans, il va se passer des choses très importantes dans l'hôtellerie et le tourisme »*, souligne M. Dubrulle. Et M. Pélisson de renchérir : *« Avec bientôt 20 milliards de capitalisation boursière, nous commençonsà compter. Quand il se passera quelque chose dans le tourisme, Accor figurera dans le peloton de tête, même sur le plan mondial. »*

Gagner deux ans

Pour l'instant, cependant, aucune opération précise n'est programmée, comme en particulier un rachat éventuel toujours évoqué de Pullmann, le deuxième groupe hôtelier français, même si M. Pélisson ne serait pas fâché de prendre sa revanche sur 1985 quand Frantel est passé sous le contrôle des Wagons-Lits. *« Si les Wagons-Lits vendent, nous serons bien sûr candidats,* déclare M. Dubrulle. *Ce n'est pas un mauvais nom : Pullmann a réussi à faire d'un amalgame un concept réel et possède des équipes qui en valent la peine. Mais notre opération n'est pas faite pour cela. »* Une hypothèse que, du côté des Wagons-Lits, on se refuse même à démentir.

Une reprise de Pullmann *« ferait gagner deux ans »* seulement au groupe Accor qui entend de toute façon continuer son développement en ouvrant une centaine d'hôtels par an. Sur la seule année 1990, Accor va investir deux milliards de francs dont les trois quarts dans l'hôtellerie (1,6 milliard) essentiellement pour les chaînes Novotel et Ibis et 80 % en Europe, le reste en Asie ou, pour les loisirs, sur le pourtour du bassin méditerranéen. L'augmentation de capital doit notamment permettre au groupe de constituer des réserves foncières ou d'acheter des établissements comme les trois hôtels Holydays Inn récemment acquis en France pour 250 millions de francs. *« Nous entendons avoir une politique patrimoniale et conserver une part importante de propriété contrairement aux grands groupes américains »*, affirme M. Pélisson, même si Accor cède de temps en temps un établissement.

Parallèlement, le groupe va développer une activité de tour-opérateur en utilisant son réseau d'hôtels en Europe (bientôt 800) pour de courts séjours, dans un rayon de deux à trois heures de transport. Une vingtaine de destinations vont être proposées dès cette année à la clientèle, dans les restaurants et les hôtels du groupe ou par l'intermédiaire de grandes *cartes de crédit : d'abord en* France, puis en RFA et en Grande-Bretagne. Selon M. Pélisson, les *« petites vacances »* offrent un *« créneau porteur »* et Accor compte dépasser les deux cent mille clients dans les trois ou quatre années à venir.

Dans le domaine de la restauration, le groupe vient de vendre la *chaîne Churrasco en Allemagne,* qu'il estime *« ne pas avoir la capacité de développer et d'internationaliser ».* En revanche, il va tester la création de restaurants Pizzas del arte dans des sites indépendants des centres commerciaux, avec l'intention, si les résultats sont positifs, de créer rapidement deux cent cinquante établissements.

GUY HERZLICH

SOCIAL

Les étra... pourront...

SERVICES

BIS rac...

Première pon...

L'Etat gagne au Lot...

L'Arche... nous de... le com...

ÉCONOMIE

SOCIAL

Salariés d'une société française

Les étrangers travaillant hors de France pourront être affiliés à la Sécurité sociale

Sans qu'il lui soit nécessaire de modifier son appellation, la Caisse des Français de l'étranger (CFE) pourra prochainement affilier à la Sécurité sociale... les salariés étrangers ne travaillant pas en France, à condition toutefois qu'ils soient liés par un contrat de travail à une entreprise française ou à une de ses filiales.

Jusqu'à présent, le régime volontaire de Sécurité sociale des salariés expatriés était exclusivement réservé aux personnes de nationalité française qui pouvaient ainsi contracter une assurance pour les risques maladie, invalidité, accidents du travail et vieillesse. Or, selon la loi portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale (DDOS) adoptée fin décembre, la CFE est désormais autorisée à prendre en charge des étrangers.

Certes, les entreprises peuvent déjà accorder à leurs salariés, quelles que soient leur nationalité, le statut de *« détaché »* qui consiste à les affilier directement à une caisse française de Sécurité sociale, comme s'ils résidaient sur le territoire français. Toutefois, ce régime ne s'applique pas aux contrats locaux et, ouvrant droit à des remboursements plus avantageux, est souvent jugé dissuasif par les entreprises.

Prévenir les abus

Selon les évaluations de la CFE, la *formule du détachement* est d'ailleurs *« trois fois plus chère »* que celle de l'expatriation. Pour la maladie-invalidité, la différence est de 25 000 francs par an pour une personne cotisant sur la base d'un salaire mensuel de 15 000 francs. *De ce fait, certaines sociétés exportatrices* ont préféré se tourner vers les produits proposés par les assureurs.

La CFE, qui ne dispose pas d'une *« clientèle captive »*, et évolue sur un marché où la concurrence du privé est très active, va désormais disposer d'un argument commercial supplémentaire. Accepté par le gouvernement, l'amendement déposé par M. Jean-*Pierre Cantegrit, sénateur (Union* centriste) représentant les Français de l'étranger, devrait lui permettre de disposer d'atouts supplémentaires. Les modalités pratiques de cette extension du champ d'intervention de la CFE feront prochainement *l'objet* de décrets d'application. Ceux-ci devront prévenir toute *« tentation d'extension abusive »* en prévoyant notamment que le dispositif ne vaudra qu'en dehors du pays d'origine des collaborateurs étrangers. En d'autres termes, un Espagnol ne bénéficiera pas de la Sécurité sociale française s'il travaille pour une entreprise *française installée en Espagne*. Par ailleurs, ce dispositif ne pourra concerner qu'une proportion donnée (environ 10 %) du personnel expatrié affilié par l'employeur français.

JEAN-MICHEL NORMAND

Au tribunal de Paris

Big Sister et les opératrices informatiques

La feuille est envahie de chiffres et de colonnes numérotées. Affichée au cours de l'année 1988 dans l'atelier de saisie de la société de services informatiques SST à Paris, elle avait attiré l'attention d'un inspecteur du travail.

Renouvelée tous les matins, elle recensait avec précision le travail réalisé la veille par les opératrices : le nombre d'heures passées devant l'écran, le nombre d'erreurs relevées dans les enregistrements et le nombre de caractères saisis, *accompagné de la* moyenne horaire du jour. Le tout précédé d'un numéro de code correspondant à chacune des opératrices. Infraction à l'article 29 de la loi de 1978 sur l'informatique, en conclura l'inspecteur du travail : *« N'y a-t-il* pas là communication d'information nominatives à des tiers *non autorisés ? »*

En outre, la société qui procédait là au traitement automatisé d'informations nominatives avait négligé de déclarer son fichier à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

« Nous ne savions pas qu'il fallait déclarer notre fichier, expliquera la gérante de la société SST, Jeanine Arnoult, au président de la 17[e] chambre correctionnelle du tribunal de Paris, M. Alain Lacarabats. *Le logiciel livré par le fabricant prévoyait ces opérations. Nous les avons donc faites. »*

Etonnée, dira-t-elle, d'être poursuivie, elle affirme avoir affiché les statistiques journalières à la demande des opératrices de l'atelier : *« Ce sont elles qui l'ont voulu. Théoriquement, ces informations sont réservées à la direction, mais cela leur faisait plaisir de voir leurs performances de la veille. Je ne m'y suis pas opposée. »* Le rendement de chacune des employées était donc affiché tous les matins *« pour consultation »*

Peut-on, malgré tout, parler de « communication aux tiers non autorisés »? L'avocat de la SST le contestera en précisant que les codes d'identification des opératrices étaient secrets. Nul ne pouvait y avoir accès. A l'exception, bien sûr, de l'employée elle-même, qui était informée de son *« numéro informatique ». « La publicité donnée à ces chiffres de rendement dépendait de chacun »,* plaidera M[e] Bernard Vatier. *« Si les opératrices ne souhaitaient pas que leurs performances soient publiques, il leur suffisait de garder leur numéro pour elles. »*

Aujourd'hui, le fichier a été déclaré à la CNIL et la feuille de statistiques journalières a disparu de l'atelier de saisie. Une évolution soulignée par la représentante du ministère public, M[me] Edith Dubreuil-Pajot, qui demandera la condamnation de la société SST à une peine d'amende.

« L'affichage de ces données est prohibé par la loi, rappellera-t-elle. *Il est néfaste car il pourrait créer dans l'entreprise un esprit de compétition qui va au-delà de ce que la conscience professionnelle exige de chacun. Ce genre de tableau ne peut pas entretenir dans les entreprises un esprit positif. »*

Jugement le 5 février.

ANNE CHEMIN

SERVICES

Travail temporaire

BIS rachète Erom-France

Le groupe BIS, une des premières entreprises de travail temporaire en France, avec plus de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989, a annoncé lundi 8 janvier avoir acheté la totalité du capital de d'Erom-France, société de services aux entreprises qui réunit des agences de travail temporaire, de sécurité et de gardiennage et de sous-traitance industrielle dont le chiffre d'affaires est de 500 millions de francs.

Cette acquisition confirme le développement et la diversification de BIS SA, qui avait, en juin 1989, pris 80 % de Todepa (417 millions de chiffre d'affaires) présent, dans les mêmes secteurs, puis en décembre, racheté Omnimanu Ottoneto, spécialisée dans le nettoyage et la manutention (190 millions de chiffre d'affaires) à Calberson ainsi que la *Caisse foncière de crédit* (filiale du Crédit chimique).

Première pompe Leclerc sur autoroute

M[me] Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a inauguré, mardi 9 janvier, la première station-service à l'enseigne des centres Leclerc, sur l'autoroute A-31, près de Dijon. Sur un marché captif entièrement tenu par les grands raffineurs, c'est l'arrivée d'un concurrent réputé pour casser les prix. La concurrence n'avait pu vraiment être réalisée, malgré les panneaux annonçant aux automobilistes les prix pratiqués. La venue d'un trublion n'apporterait un changement significatif que si les pompes distribuant de l'essence à prix cassés se multipliaient. Mais le jeu subtil des attributions d'autorisations, la durée de celles-ci, les prérogatives des sociétés d'exploitation d'autoroutes, laissent craindre que le marché concurrentiel de Dijon ne soit qu'un micro-marché vitrine.

L'Etat gagne au Loto

Les Français qui achètent des billets de la Loterie nationale jouent au Loto, au Loto sportif ou au Tapis vert, ne bénéficieront pas de la baisse de la TVA sur ces jeux, dont le taux a été ramené de 28 % à 25 % depuis le 1[er] janvier. En effet, cinq arrêtés publiés au *Journal officiel* daté du 7 janvier instaurent un droit de timbre supplémentaire d'un montant équivalent. Ainsi, les recettes globales que l'Etat *retire des prélèvements sur les* jeux ne diminuent pas et le joueur dépense la même somme.

□ **Eurotunnel : jugement, en délibéré.** — Le tribunal de commerce *de Nanterre, saisi en référé par les* entreprises du BTP du groupe TML, (Trans Manche Link) travaillant pour le tunnel sous la Manche, a mis, lundi 8 janvier, l'affaire en délibéré et a invité TML a parvenir à un accord avec Eurotunnel, TML réclamait à Eurotunnel le paiement d'un total de 400 millions de francs pour des travaux en cours ou achevés. Eurotunnel entendait verser dans l'immédiat 40 % de la somme et le reste plus tard. Surtout, il voulait obtenir un accord des entreprises sur le coût de l'ensemble des travaux du tunnel sous la Manche. L'assignation en référé a entraîné lundi une baisse de l'action Eurotunnel de 3,3 % à la Bourse de Paris.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Dans l'électronique grand public

JVC lance une nouvelle technologie audio-numérique

JVC, le géant japonais de l'électronique grand public, annonce la mise au point d'une nouvelle technologie audio-numérique qui permettra aux magnétoscopes Super-VHS de reproduire des sons de très haute qualité. L'inventeur du VHS précise que cette technologie est d'ores et déjà *« prête à l'emploi »* pour les *professionnels*, de même que pour les appareils à usage domestique. *« Celle-ci*, assure-t-on chez JVC, *promet d'être un facteur de premier plan pour la promotion des Super-VHS »*. La qualité du son des *magnétoscopes* équipés de ce nouveau système sera, paraît-il, aussi différente que le son des disques compacts ou des magnétophones digitaux et celui des magnétophones conventionnels. *Les nouveaux équipements* comportent quatre canaux au lieu de deux, autorisant ainsi des possibilités pour les doublages en plusieurs langues. La technologie repose sur un système d'enregistrement, dit « depth-multiplex », qui permet aux signaux audio-vidéo d'être enregistrés simultanément sur les différentes couches de la bande magnétique, et non sur une couche unique.

Le VHS (Video Home System) avait été mis au point par JVC en 1976. Il avait progressivement éliminé tous ses autres concurrents, pourtant de meilleure qualité, à savoir le Betamax de Sony et le V-2000 de Philips. Le Super-VHS, qui en dérive, a été lancé en 1986. Il offre une image quasi haute définition avec une résolution horizontale d'au moins quatre cents lignes (*à peine deux cent cinquante pour* le VHS).

L'avenir des services financiers de la poste

Le rapport Delage préconise un renforcement de la coopération européenne

L'ancien directeur général de la poste, M. Gérard Delage, chargé depuis le mois de juillet 1989 de se pencher sur la recherche d'une coopération efficace entre les services financiers postaux européens, a présenté, lundi 8 janvier, une série de propositions en ce sens au ministre des postes, des télécommunications et de l'espace (PTE). Il préconise, entre autres, un renforcement de la coopération entre les différentes postes européennes afin d'offrir un service unique pour les transferts de fonds et les moyens de paiement dans toute la Communauté.

En outre, selon M. Delage, il faut créer et commercialiser des SICAV et des produits d'assurance par des accords multilatéraux avec différentes postes européennes. Pour concrétiser cette volonté de coopération, M. Delage propose la création d'un groupement européen d'intérêt économique auquel adhéreraient les services financiers postaux européens. Le ministre des PTE a demandé à la poste d'examiner les propositions susceptibles d'être rapidement mises en œuvre.

Un numéro spécial du « Monde »

Les Allemands entre l'Est et l'Ouest

Ce numéro spécial fait le point sur l'histoire des deux Allemagnes depuis la fin de la guerre jusqu'à l'ouverture de la porte de Brandebourg, à partir d'articles parus dans *le Monde* avec, en complément, des cartes, des chronologies et des photographies.

Un premier cahier retrace la *fin de l'empire nazi*, avec la prise en main par les vainqueurs, puis la conférence de Postdam avec ses décisions et les partages que celles-ci provoquent. Très vite se pose une *question : une ou deux nations ?* Question qui déborde largement le sort du pays occupé, car elle s'inscrit dans le prolongement d'une autre interrogation sur le *concept même d'Allemagne* : est-ce un espace où est parlée la langue allemande ou un damier dont les délimitations sont le fruit de la guerre et des choix politiques ?

Le début des années 50 voit germer l'idée européenne dans le contexte du rapprochement franco-allemand, mais aussi du durcissement soviétique : blocus de Berlin, révolte *du 17 juin 1953. La fin de* l'état de guerre, proclamée le 9 juillet 1950, entérine une évolution, l'Allemagne passe de l'état de tutelle à celui d'allié, dans des conditions *juridiques complexes*. Parallèlement, au cours des années 60, les deux Allemagnes se consolident et les deux blocs s'y opposent. Le rideau de fer s'abaisse, le mur de Berlin s'élève.

En mars 1970, la rencontre d'Erfurt entre Willy Brand et Willi Stoph marque les débuts d'une nouvelle étape, l'Ostpolitik. Un tour d'horizon culturel et une chronologie terminent ce premier cahier.

Ce sont, bien sûr, les événements de ces derniers mois qui *font l'objet de la seconde partie* de ce numéro, intitulée « Retrouvailles allemandes » : depuis la fuite éperdue des habitants de la RDA vers l'Ouest et la visite de M. Gorbatchev, *lors des cérémonies* du quarantième anniversaire, jusqu'à l'écroulement du mur de Berlin, en passant par la chute d'Erich Honecker, le règne éphémère d'Egon Krenz *et la visite du chancelier Kohl à* Dresde. Reportages, analyses, commentaires historiques et politiques permettent de mieux comprendre comment et pourquoi l'explosion a eu lieu.

▶ **Les Allemands entre l'Est et l'Ouest. Numéro spécial du *Monde*, janvier 1990. En vente chez tous les marchands de journaux. 36 pages, 28 francs.**

ETRANGER

Réunion du COMECON à Sofia

La Hongrie propose un renforcement de ses liens avec la Pologne et la Tchécoslovaquie

A la veille de l'ouverture, mardi 9 janvier à Sofia, de la réunion du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle, qui regroupe dix payx à économie centralisée), le vice-premier ministre hongrois, M. Peter Medgyessy, a proposé la création d'une *« unité d'intégration entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie »*.

Dans un entretien publié par le journal du nouveau Parti socialiste hongrois, *Nepszabadsag*, M. Medgyessy a estimé que ces trois pays, économiquement comparables, devraient renforcer leurs liens dans un cercle économique étroit orienté vers l'économie de marché, formant ainsi un « noyau dur » au sein de l'organisme.

Le premier ministre de Tchécoslovaquie, M. Marian Calfa, a déclaré lundi à Prague que la délégation de son pays ne proposerait pas à Sofia la dissolution de l'organisation commerciale, mais plutôt une *« restructuration fondamentale des activités du COMECON, afin de le transformer en une organisation économique moderne qui aidera ses membres à s'intégrer dans l'économie mondiale »*.

REPÈRES

INVESTISSEMENT

Les sociétés mixtes en RDA soumises à des restrictions

Le projet de loi sur les entreprises qui sera examiné par le Parlement est-allemand à la fin de la semaine, comprend d'importantes restrictions au fonctionnement des sociétés mixtes en RDA. Si l'existence de telles sociétés, devrait être prochainement légalisée, le projet du gouvernement prévoit néanmoins la limitation de la participation étrangère à leur capital à 49 %. En outre, seules les entreprises d'Etat et les coopératives pourraient participer à la formation de sociétés mixtes, et le secteur financier serait exclu du champ de la coopération.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Diminution de l'excédent en RFA en novembre

L'excédent commercial de la RFA s'est contracté en novembre pour le deuxième mois consécutif ; il s'est établi à 10,6 milliards de marks (36 milliards de francs) contre 13,1 milliards en novembre 1988, soit une baisse de 19 % *en un an. Cette diminution, qui ne* devrait pas empêcher d'enregistrer un excédent commercial record en 1989 (140 milliards de marks environ), a été provoquée principalement par le renchérissement des *importations*. Celles-ci ont atteint 44,4 milliards de marks en novembre, en progression de 17 % sur un mois. Les exportations, dont le montant s'est élevé à 55,05 milliards, ont, pour leur part, augmenté de 7,6 %.

AGRICULTURE

La Chine achète 300 000 tonnes de blé américain

La Chine a acheté, le 8 janvier, 300 000 tonnes de blé américain à un *prix subventionné*, livrables en mai. Cette vente annoncée lundi par le département américain de l'agriculture (USDA) fait partie d'un contingent de 1 million de tonnes de blé autorisé à la vente par Washington le 5 décembre dernier. Avec cette dernière commande, la Chine a acheté au total 5,4 millions de tonnes de blé au titre de la campagne 1989-1990 commencée en juin.

INFLATION

Hausse de 5 000 % en Argentine en 1989

L'inflation en Argentine a approché 5 000 % en 1989 (4932,3 % exactement), atteignant 40,1 % en décembre. Le gouvernement argentin a annoncé un plan draconien de lutte contre l'inflation qui prévoit notamment une stricte limitation de la masse monétaire. Cette décision a placé de nombreux investisseurs dans l'impossibilité d'honorer les ordres passés lors de la dernière séance *de Bourse de l'année. Après une* suspension des transactions pendant deux jours, la Bourse de Buenos-Aires a réouvert lundi 8 janvier dans un climat désastreux, enregistrant une baisse de 54 %, malgré les appels au calme lancés par les autorités du marché.

DETTE

Le Trésor américain va apporter son aide au Mexique

Afin d'apporter son soutien à *l'accord de réduction de dette* passé entre le Mexique et ses banques créditrices le Trésor américain envisage d'émettre des obligations à coupon zéro à un prix inférieur aux conditions actuelles *du marché*. Cependant, le porte-parole du département du Trésor a démenti, lundi 8 janvier que cette vente de titres se traduirait pour les contribuables comme l'a affirmé le quotidien américain *Wall Street Journal*, par un coût de 300 millions à 500 millions de dollars.

de la « nation
Maurel. – La
ançoise Arva-

r Hana Jaber.

au Burundi, par

ME :

le l'artiste fin de

UX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

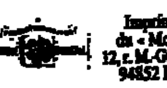
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037


Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, **RENVOYEZ CE BULLETIN** accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou *par* **MINITEL : 36-15 LEMONDE** code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______________ Prénom : ______________

Adresse : ______________

______________ Code postal : ______________

Localité : ______________ Pays : ______________

921 MON 03

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉCONOMIE

Malgré la fin prochaine de la tutelle sud-africaine

La De Beers s'accroche au diamant de Namibie

Malgré l'accession prochaine de la Namibie à l'indépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud, la société De Beers entend bien conserver et accroître ses intérêts dans les mines de diamant du pays. Bien qu'en voie de raréfaction, les pierres restent d'une qualité exceptionnelle pour la bijouterie.

En 1989, le groupe sud-africain a enregistré une baisse globale de 2 % de ses ventes de diamants non taillés, qui ont représenté un montant de 4,086 milliards de dollars (23,5 milliards de francs), contre 4,172 milliards de dollars (25 milliards de francs) en 1988, année record.

ORANJEMUND

de notre envoyé spécial

Bien protégée dans une vitrine, la représentation géographique de la Namibie éblouit sous les projecteurs. Des milliers d'éclats de lumière jetés par les centaines de diamants qui forment la carte de ce pays promis à l'indépendance très prochainement. L'une des principales richesses de cette nation en devenir, exploitée par CDM (Consolidated diamond mines), filiale à 100 % de la De Beers, la société diamantifère sud-africaine.

Oranjemund est le fief de CDM. Une ville de 7 500 habitants créée de toutes pièces en 1936 pour récupérer les précieuses pierres disséminées sur le littoral de cette côte désertique. Une étendue lunaire de 360 kilomètres de long jusqu'au nord du port de Luderitz et percée au sud par le lit de la rivière Orange qui marque la frontière avec l'Afrique du Sud. La cité minière a été édifiée, comme son nom l'indique, à l'embouchure du fleuve. Un gros bourg où l'on n'accède qu'avec un permis comme d'ailleurs dans toute la zone, profonde de 100 kilomètres, de la Sperrgebiet, sur laquelle CDM détient les droits exclusifs jusqu'à la fin de l'année 2010. Un secteur de 36 000 kilomètres carrés, vide d'habitants et étroitement surveillé par des patrouilles et des hélicoptères.

En fait, l'exploitation n'a lieu que sur le rivage, sur un ruban d'une centaine de kilomètres seulement, où les rivières ont déposé au fil des millénaires un butin charrié sur des centaines de kilomètres depuis les cheminées diamantifères au centre du sous-continent. Des cailloux convoités, aujourd'hui enfouis sous des mètres de sable ou d'eau qu'il faut aller dénicher. Les premiers ont été découverts en 1908 dans les environs de Luderitz, à même le sol. Après épuisement, les recherches se sont orientées plus au sud où, vingt ans plus tard, en 1928, les prospections ont été fructueuses.

Des chasseurs de trésor

CDM avait repris le relais du colonisateur allemand chassé par les Sud-Africains au début de la première guerre mondiale, en 1915. D'ici 2010, la plupart des diamants auront été extraits et ceux qui resteront coûteront trop cher à exploiter. A moins que pendant cette période de nouveaux moyens techniques permettent de récupérer au fond de l'eau un trésor gisant dans les algues et la boue. Les méthodes d'aspiration se sont révélées aléatoires, coûteuses et d'un rendement incertain, d'autant que l'océan Atlantique est très souvent agité.

On a bien essayé de faire reculer la mer en construisant un mur de sable impressionnant qui permet d'accéder aux fonds marins. Un travail de titan au cours duquel 13 millions de tonnes de sable ont été déplacées pour gagner 300 mètres sur une longueur de 600 mètres. Une construction précaire qu'il faut sans cesse renforcer et réparer après les assauts répétés d'une mer jalouse de son territoire.

Le littoral du désert namibien est sillonné d'énormes engins dont la tâche pratiquement unique est de déplacer le sable d'un endroit à un autre pour mettre à nu les rochers recouverts il y a bien longtemps par l'océan. Une exploitation systématique mètre par mètre, carré par carré, jusqu'à ce qu'une armée d'ouvriers équipés de pelles et de balais déblayent la dernière couche.

Toutes les infractuosités sont minutieusement nettoyées à la brosse afin de ne pas laisser échapper les pierres lumineuses qui auraient pu s'y glisser. C'est le seul moyen sûr que l'on ait trouvé pour opérer un ratissage parfait des poches ou fissures devenues autant d'écrins. Tous les autres se sont révélés peu appropriés sur ce terrain accidenté. Étonnant spectacle que ces chasseurs de trésor armés de balayettes opérant sous la surveillance de gardiens pour éviter la fauche. Difficile de savoir combien de diamants disparaissent dans les poches des quelque cinq mille employés. La direction se refuse à donner un chiffre, estimé entre 5 % et 10 % de la production totale.

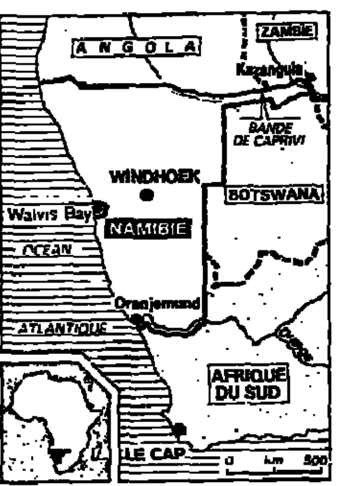
« Comme au Botswana »

Trois cent trente-six machines, dont une gigantesque pelleteuse, véritable usine mouvante, capable de déplacer un million de tonnes par mois, grignotent une couche de sable d'une profondeur moyenne de 20 mètres, souvent sédimentée, pour accéder aux joyaux ensevelis depuis des millions d'années. En 1988, 43 millions de tonnes ont été ainsi remuées pour pouvoir traiter 16 millions de tonnes de déblais permettant de récupérer 934 242 carats, soit environ 200 kilos de diamants (un carat égale 0,2 gramme). Au fil des ans la rentabilité diminue. Il faut désormais traiter cinq fois plus de matériaux pour obtenir la même quantité de diamants, par rapport à 1950. Les richesses s'épuisent mais les pierres restent d'une exceptionnelle qualité. Presque 99 % d'entre elles sont des gemmes, c'est-à-dire destinées à la bijouterie. Comme le souligne un responsable de la De Beers : *« Le tri a déjà été fait par les rivières. »*

Pour bien montrer qu'elle a confiance dans l'avenir du pays, la Société sud-africaine va ouvrir, vers le mois de juin de cette année, un nouveau site à Auchas, à 40 kilomètres au nord d'Oranjemund, pour exploiter le lit de la rivière. Une petite unité qui ne devrait rapporter que 43 000 carats chaque année. En revanche, un autre projet, plus au nord, à Elizabeth Bay, à 40 kilomètres au sud de Luderitz, devrait, dès la mi-1991, permettre de récolter 224 000 carats (44 kilos).

Autre preuve d'une certaine assurance en ce qui concerne cette nation en cours de gestation, le bâtiment de la CDM à Windhoek, la capitale, a été aménagé en juillet 1988 pour le tri et l'évaluation des diamants produits dans le pays. Auparavant, ces opérations s'effectuaient à Kimberley en Afrique du Sud. CDM continue toujours d'investir en Namibie, comme le prouve également l'ouverture à la fin de l'an dernier d'une mine d'or à Navachab, près de Karibib, au centre du pays. Une mine à ciel ouvert, dont CDM détient le tiers des parts, et qui permettra de produire près de 2 tonnes d'or chaque année.

Le directeur général de CDM, M. Keith Whitelock, ne semble pas très inquiet pour l'avenir. Il voit d'un bon œil une participation du futur gouvernement namibien dans le capital de CDM. Il espère simplement qu'il ne sera pas trop *« gourmand »*. *« Je trouverais raisonnable une formule comme celle pratiquée au Botswana »*, souligne-t-il. *L'Etat y détient la moitié du capital à parité avec la De Beers. Un juste milieu afin de ne pas tuer la poule aux œufs d'or. »*



Les profits de CDM sont imposés à hauteur de 75 % et contribuent pour 15 % au budget de la Namibie. Cette société participe pour un quart aux recettes d'exportation et pour un peu plus de 10 % au PIB. Ses dirigeants affirment qu'ils injectent plus de 50 % de leurs investissements dans l'économie namibienne. De quoi faire réfléchir M. Sam Nujoma, le futur président, et son organisation la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui, d'ici à la fin du premier trimestre de cette année, vont diriger l'ancienne colonie sud-africaine. M. Nujoma a dit et répété qu'il était opposé aux nationalisations massives.

Reste à savoir comment les nouvelles autorités vont décider de partager le pactole du diamant illustré par cette carte de Namibie composée de cailloux scintillants. Elles ont besoin de la technologie et des capitaux de leur ancien tuteur pour ménager les perspectives d'avenir. On ne voit pas comment les futurs dirigeants pourraient se passer de ceux qu'ils ont si souvent par le passé accusés de piller les richesses de la nation.

MICHEL BOLE-RICHARD

Les Brésiliens virtuoses de l'inflation

Suite de la première page

Au supermarché, les clients font leurs achats dans le bruit des machines à agrafer les prix, qui sont sans cesse au travail. Les étiquettes s'accumulent sur les emballages et provoquent des confusions à la caisse. Y a-t-il encore des prix, d'ailleurs ? Réflexion courante : *« Il n'y a plus de prix ! »* Des différences de 50 %, voire de 100 %, existent d'un magasin à un autre, selon les dates de livraison, et la façon d'*anticiper* l'inflation. Autant, sinon plus, que la valeur réelle des marchandises, les facteurs psychologiques déterminent les prix, et les dérèglent. Un téléviseur, produit sophistiqué par excellence, peut coûter moins cher qu'un complet en lin, de bien moindre valeur ajoutée, parce que ses acheteurs se recrutent dans toutes les catégories sociales, alors que le second article n'intéresse qu'une clientèle privilégiée.

Si l'*overnight* sert à se protéger de l'inflation, il n'y a, pour la majorité des gens, aucun recours possible. Carlos, qui est chauffeur, et qui gagne deux fois le salaire minimum — le prix de deux kilos de viande ou de huit litres de lait par jour — dit qu'il reçoit sa paie le 10 de chaque mois, et que deux jours après, il est fauché. *« J'achète aussitôt le riz, les haricots, l'huile du mois, je paie mon loyer et l'électricité, je rembourse le boucher qui m'a fait crédit, et je n'ai plus un sou. »* Aussi, comme tous ses pareils, il emprunte. Mais à qui, si ses amis sont aussi pauvres que lui ? *« A ceux, par exemple, qui ne paient pas de loyer, parce qu'ils sont propriétaires de leur baraque. »* Il existe, au Brésil, une solidarité entre les plus démunis. Dans les *favelas*, celui qui n'a rien donne à celui qui possède encore moins.

Devis en dollars

Les hommes politiques, qui aiment les images, disent que les prix montent *« par l'ascenseur »* et les salaires *« par l'escalier »*. Les traitements étant réajustés chaque mois en fonction de l'inflation écoulée, toujours inférieure à celle qui est en cours, les pertes sont considérables pour les salariés. Seules les entreprises puissantes ou soucieuses de leur personnel — notamment les multinationales — s'efforcent de compenser la hausse des prix. D'un réajustement à un autre, les tensions sociales sont extrêmes. Elles le sont aussi dans le commerce, quand les prix sont réglementés, et donnent lieu à mille supercheries. On voit la quantité de lait diminuer dans les berlingots et, dans certains taxis, les compteurs tourner plus vite parce qu'ils sont « dopés ».

Le nouveau cruzado, lancé il y a moins d'un an avec fracas, à parité avec le dollar, n'en vaut plus que le trentième. Il coexiste de plus en plus avec d'autres monnaies. Les bons du Trésor réévalués chaque jour suivant l'inflation le remplacent comme unité de référence. *« Nos clients utilisent pour leurs transactions des certificats de dépôt bancaire et des lettres de change »*, dit M. Germano de Brito Lyra, vice-président du Banco Nacional, l'un des principaux établissements du pays. La monnaie de substitution la plus fréquente, bien sûr, est la devise américaine, dont le taux officiel est inférieur de 60 % à celui du marché. Dans l'immobilier, on ne parle plus qu'en dollars, et les dentistes, avant de vous arracher une dent, font leurs devis dans cette monnaie.

Plutôt que d'hyper-inflation, on préfère parler de super-inflation, contribution originale des grandes surfaces au vocabulaire de l'économie. Grâce à l'indexation, les contrôles continueraient de fonctionner. *« Nous sommes sur un escalator*, dit un chef d'entreprise, *où tout le monde monte en même temps »* : les prix, les salaires, les retraites, les loyers, l'épargne, les valeurs financières. A ce titre, l'inflation réelle, selon notre interlocuteur, ne dépasserait pas la différence entre le taux du mois en cours et celui du mois antérieur. Une façon optimiste de voir les choses...

Pour beaucoup, l'indexation est une drogue, une anesthésie : le malade ne meurt pas, mais il ne guérit jamais. L'Etat est le premier coupable : pour financer un déficit public grandissant (9 % du PNB), il offre ses titres à des taux d'intérêt réel de plus en plus élevés. *« Chez nous, en effet, c'est l'Etat qui définit les taux d'intérêt, au contraire des Etats-Unis, où ils sont établis par le marché »*, dit M. Germano de Brito Lyra. Le rendement effectif de certains placements bancaires atteint 30 % à l'année.

Résultat : beaucoup d'entreprises gagnent plus d'argent avec leurs applications financières qu'avec leurs ventes. Le premier groupe privé brésilien, Votorantim, a tellement d'argent de caisse qu'il paie comptant certaines de ses commandes — *« ce qui ne se fait jamais »*, dit l'un de ses fournisseurs. Les firmes peuvent s'autofinancer, mais la constatation s'impose que *« la spéculation rapporte plus que la production »* : beau slogan de campagne électorale, tarte à la crème de la plupart des candidats, pendant la récente course à la présidence.

Spirale éternelle

Si beaucoup de PDG sont prospères, ils savent que leur bonheur est fragile. Ils ont de plus en plus de mal à utiliser leur machine à calculer. *« La plupart des sous-traitants gonflent leurs devis*, explique M. René Vergne, délégué général d'Alsthom au Brésil. *Ils prennent leurs précautions, ce qui aboutit à des distorsions de 30 ou 40 % dans les prix. Pour des investissements de longue durée, comme les nôtres, c'est dramatique : car la déformation initiale s'amplifie au cours des réajustements qui sont faits pendant les deux ou trois ans que dure, par exemple, l'équipement d'un barrage. Nous ne sommes plus compétitifs. »*

Chacun est conscient que la *« ronde financière »* ne peut plus durer. L'argent brûlant les doigts, la consommation s'est accrue, au détriment de l'épargne, il y a eu surchauffe de l'économie. La dette publique interne s'est démesurément amplifiée. Conjuguée avec la dette extérieure, elle mène le pays à l'asphyxie. Tous les spécialistes recommandent des mesures draconiennes pour stopper la spirale : celles-ci n'iront pas sans sacrifices, autrement dit sans récession. On attend avec perplexité les premières décisions de Fernando Collor, le président nouvellement élu, qui prendra ses fonctions le 15 mars, et qui s'est illustré davantage, jusqu'à présent, par ses bravades que par ses idées.

L'inflation n'a cessé de grimper depuis quinze ans. *« Quand elle a été de 50 % par an, j'ai cru que c'était la catastrophe »*, dit M. Alain Cole, l'un des directeurs de la succursale brésilienne d'Essilor. *« Chaque fois, des seuils psychologiques ont été fixés, qui paraissaient infranchissables »*. Les Brésiliens ont une grande capacité d'adaptation, mais celle-ci a ses limites, assurément.

CHARLES VANHECKE

PÉROU : à quatre mois de l'élection présidentielle

M. Alan Garcia met en œuvre un plan de relance de l'économie

Alors que l'élection présidentielle doit avoir lieu en avril, M. Alan Garcia, l'actuel président péruvien, a décidé de relancer l'activité du pays, qui vit une crise financière profonde.

LIMA

de notre correspondante

Depuis quatre ans et demi qu'il préside aux destinées du Pérou, M. Alan Garcia a mené une politique économique hétérodoxe, très différente de celles que conseille généralement le Fonds monétaire international.

Le résultat n'a pas été merveilleux, c'est le moins qu'on puisse dire : après deux années de croissance forte provoquée par une relance de la demande, l'accélération de l'inflation a obligé le gouvernement à multiplier les mesures d'austérité. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le Pérou a connu une grave récession, sans pour autant que se ralentisse une hausse des prix devenue vertigineuse.

L'élection présidentielle d'avril 1990 a donc toutes les chances de se dérouler dans un contexte économique désastreux. Candidat le mieux placé, l'écrivain Mario Vargas Llosa, droite libérale et adepte du libéralisme économique, a annoncé crûment son programme : lutte contre l'hyperinflation avec comme objectif de ramener la hausse des prix actuelle (presque 3 000 % par an) à 10 % seulement. Mario Vargas Llosa compte assainir l'économie et les finances publiques en vendant des entreprises d'Etat et en fermant la moitié des ministères. Les prix seraient libérés et, d'une façon générale, l'Etat interviendrait beaucoup moins dans l'économie.

Pour *« ranimer la production et la consommation »*, M. Alan Garcia a, de son côté, décidé de céder aux importateurs une partie des 700 millions de dollars de réserves de devises du pays et de les céder au cours officiel, c'est-à-dire au tiers de leur valeur sur le marché parallèle. Cette politique, qui facilite les achats à l'étranger et relance l'activité, est la même que celle qui avait été adoptée en juillet 1985 et qui provoqua la crise dans laquelle le Pérou se débat actuellement. Pourquoi donc M. Garcia la reprend-il ? Ultime coup de poker ou tactique machiavélique ?

C'est cette seconde hypothèse que croit discerner la droite, qui accuse l'actuel président de compliquer délibérément la tâche qu'aura à assumer M. Vargas Llosa, le futur *« sauveur du Pérou »*. Critique sans fondement sérieux puisque rien ne dit que Mario Vargas Llosa pourrait l'emporter en cas de second tour sur une alliance des formations de gauche et de centre gauche qui soutiendra le candidat le mieux placé, celui-ci pouvant être Luis Alva Castro, du parti de M. García.

Les mesures de relance économique qui vont être prises ont probablement une explication plus simple : avant d'abandonner le pouvoir, en juillet 1990, l'actuel chef de l'Etat cherche à regagner quelques points de popularité, cela pour revenir sur le devant de la scène dans cinq ans.

La démocratie en péril

Cette tactique peut échouer. Pour qu'elle réussisse, il faudrait en effet que les milieux d'affaires, les gros industriels — ceux que l'on appelle ici les douze apôtres — jouent le jeu et importent des produits et biens utiles à l'économie. Ils pourraient faire le contraire et spéculer avec les devises bon marché mises à leur disposition par le gouvernement. Après tout, les milieux d'affaires ont basculé dans le camp de l'opposition depuis que M. Alan Garcia a essayé d'étatiser le sytème financier en juillet 1987.

La situation économique du Pérou apparaît donc particulièrement noire. Un rapport du département de recherches économiques de la banque centrale de réserve a, par ses prévisions apocalyptiques, accru le malaise de l'opinion publique. Selon ce rapport, si le gouvernement maintenait sa politique actuelle qui consiste à tout bloquer (les prix, les tarifs, les taux de change...), le déficit des entreprises publiques serait tel que l'Etat ne pourrait bientôt même plus payer les salaires de ses fonctionnaires. De même serait-il impossible de faire fonctionner les services publics indispensables et d'importer les produits alimentaires essentiels à la vie quotidienne.

La crise grave — pénurie et banqueroute de l'Etat — qui en résulterait pourrait signer l'arrêt de mort de la démocratie lors du second tour de l'élection présidentielle.

Cette analyse souvent faite au Pérou apparaît d'autant moins invraisemblable que le pays accepterait difficilement de voir la crise s'aggraver alors que, déjà, 1989 a été une mauvaise année. Le produit national a chuté de 13 %, et le niveau de vie des Péruviens est redescendu au niveau où il se trouvait au cours des années 60 ; tout cela allant de pair avec une aggravation du chômage.

Tel est le coût de la politique très peu orthodoxe menée par M. Alan Garcia. Un coût tel que la question se pose de savoir si l'actuel président pourra tenir jusqu'au 28 juillet prochain...

NICOLE BONNET

TECHNOLOGIE

Les ordinateurs RISC

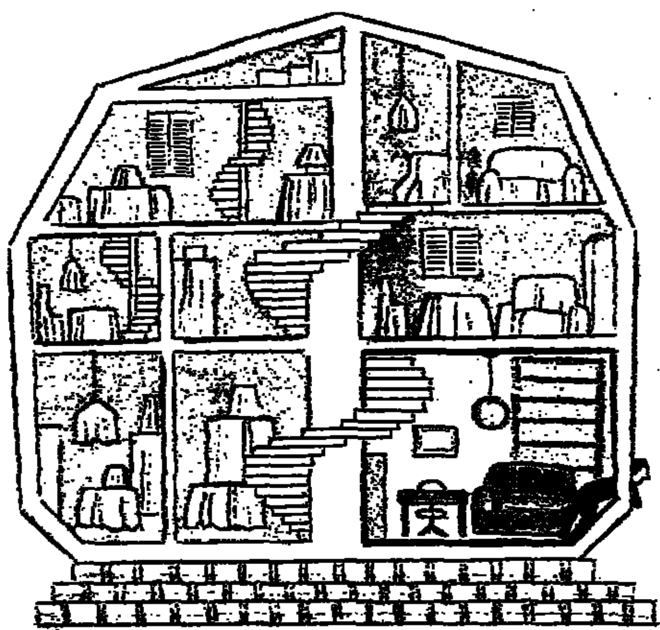
Des têtes bien faites plutôt que bien pleines

Annoncé cette semaine par le constructeur américain Hewlett Packard, le premier grand ordinateur à architecture *RISC* sera disponible d'ici à la fin de l'année. Il contribuera à populariser *une technologie plus simple* et donc moins chère que les architectures d'ordinateurs traditionnels.

Imaginez deux restaurants. L'un n'a qu'une grande carte. L'autre propose, à côté de cette même grande carte, un menu composé des plats les plus souvent demandés par ses clients. Ces plats attendent tout prêts en cuisine. Inutile d'avoir fait l'école hôtelière pour se douter que le second est capable de servir plus de clients pendant le même laps de temps que le premier. Plus facile à préparer, le menu est proposé à un prix *attractif*. L'*addition est moins* élevée. Le restaurateur n'en diminue pas ses marges pour autant.

Les concepteurs d'ordinateurs ont découvert les vertus du menu. Constatant que ce sont pratiquement toujours les mêmes ordres qui sont donnés à un ordinateur (20 % des instructions lui sont demandées dans 80 % des cas), ils ont mis au point des machines avec une unité centrale (le cerveau de la machine) simplifiée.

Baptisées machines RISC *(reduced instruction set computer)*, ces ordinateurs, comme leur nom l'indique, sont conçus autour d'une *unité centrale qui* n'intègre qu'un petit nombre d'instructions. Lorsque des ordres plus exotiques sont donnés à cette unité centrale, elle va en chercher la recette dans des mémoires spéciales, les registres, auxquelles elle peut accéder rapidement. Son architecture diffère donc fondamentalement de celle des unités centrales d'ordinateurs traditionnels, les machines CISC *(complex instruction set computers)*.



L'unité centrale des machines RISC ne traite qu'un nombre restreint d'instructions souvent utilisées.

Ces derniers avaient été conçus *dans* les *années* 70 à *une époque* où les mémoires étaient chères et lentes et où l'on cherchait donc à réduire leur utilisation au maximum ; ce qui s'était traduit par une complexification de l'unité centrale.

Plus simples et donc moins chères à fabriquer, les machines RISC sont pourtant encore peu nombreuses sur le marché. Pour *des raisons techniques et stratégiques*. Comme l'explique Daniel Carpentier, directeur du marketing produit pour les activités *systèmes et réseau de* Hewlett Packard, « *les constructeurs d'ordinateurs sont prisonniers des choix faits il y a cinq ou six ans* ». Quand, au début des années 80, HP décida de concentrer ses efforts de recherche sur les architectures RISC, beaucoup crièrent casse-cou. A la suite de cette décision, le constructeur traversa d'ailleurs des années noires. Il était difficile de savoir à l'époque si ce pari serait payant. Difficile même de le savoir aujourd'hui. Jo Cohen, un *consultant* spécialisé, s'avoue encore « *réservé sur l'issue de la bataille, car les utilisateurs ne choisissent pas un ordinateur en fonction d'une technologie mais en fonction du logiciel disponible* ». Or, pour la plupart des constructeurs, il n'est *pas possible de transférer sur* les machines RISC les programmes développés pour leurs systèmes d'exploitation traditionnels. Seul HP propose pour l'instant une architecture RISC polyvalente, c'est-à-dire qui fonctionne sous deux systèmes d'exploitation : le sien propre et Unix, système qui tend à se standardiser et est adopté par tous les constructeurs.

Soucieux de protéger leur base installée, les constructeurs, à l'exception de HP, ne se sont guère empressés de développer le RISC. Mais confrontés à une stagnation du marché (les ventes de grands ordinateurs n'augmentent que de 3 à 6 % par an), ils sont contraints d'offrir plus de puissance pour des budgets identiques. Pour ne pas réduire leurs marges davantage, les machines RISC sont une bonne solution. Selon Daniel Carpentier, le coût de production d'une machine RISC dont le prix de vente est de 5 millions de francs n'est pas *plus élevé que le coût nécessaire* pour produire une machine CISC vendue 2 à 3 millions de francs. Il faut certes ajouter à ce chiffre les coûts de développement de logiciels qui, comme on l'a vu plus haut, sont fondamentaux surtout si l'on veut assurer une certaine compatibilité entre les machines RISC et les ordinateurs traditionnels, et les coûts de recherche et développement : le processeur RISC annoncé cette semaine par HP a nécessité un investissement de recherche et développement de plus de 2,5 milliards de francs, le coût de R et D le plus élevé que cette firme ait jamais consacré à un projet. Mais ces investissements s'amortissent sur toute la gamme des ordinateurs concernés. L'architecture RISC pourrait donc permettre à HP d'améliorer ses marges tout en mettant ses concurrents en difficulté. Car, comme l'analyse Jo Cohen, « *ces annonces vont peut-être contraindre les autres constructeurs à baisser leurs prix* ».

Un regroupement de constructeurs

Or ceux-ci sont aujourd'hui à la traîne. IBM, qui fut pourtant un précurseur en la matière (John Cocke, l'inventeur du RISC en 1975 était un chercheur de chez IBM), n'a pas ou peu donné suite à ses travaux, freiné par l'importante base d'ordinateurs traditionnels installée chez sa clientèle. A tel point que Joel Birnbaum, directeur des laboratoires de HP, qui est à l'origine de la stratégie RISC de ce constructeur est un ancien IBM qui quitta le numéro un mondial pour n'avoir pu y faire fructifier ses idées. IBM ne propose donc actuelle*ment qu'une machine* RISC, une station de travail graphique dont un successeur devrait être annoncé d'ici quelques mois.

Une concession faite à cette architecture sur un créneau limité : les stations de travail sont des systèmes très doués pour faire du calcul et des graphiques et donc essentiellement utilisés par des ingénieurs dans le domaine de la conception assistée par ordinateur et de l'intelligence artificielle. Un créneau qui fut défriché par des nouveaux venus sur le marché de l'informatique, comme Sun ou Apollo (racheté il y a quelques mois par HP), qui optèrent dès le départ pour des machines RISC et y ont donc imposé cette architecture. Pour accentuer ce *phénomène et tenter d'ériger son* processeur RISC (le SPARC) en standard de fait, Sun le vend à d'autres constructeurs (Philips, Xerox, Texas en particulier) qui se sont regroupés pour décider des développements en commun. Selon la revue spécialisée *le Monde informatique* (voir numéro du 13 novembre 1989), Sun détiendrait actuellement 43 % du marché des microprocesseurs RISC.

Conscients qu'ils avaient tout intérêt à diffuser au maximum leur architecture pour favoriser les développements de logiciels, tous les constructeurs de processeurs RISC (à l'exception d'IBM) ont adopté, à une plus ou moins grande échelle, cette politique de diffusion. Ce qui était *normal pour des fabricants* de composants comme Intel ou Motorola, mais l'était moins de la part de constructeurs d'ordinateurs. Dans cette deuxième catégorie, Mips, un constructeur né en Californie il y a cinq ans est celui qui a conclu le plus grand nombre d'accords. Qu'il s'agisse de licences, de ventes de composants ou de systèmes complets. *Digital Equipment est son* principal client, à côté de Control Data, Siemens, etc.

Il a signé récemment avec Bull ; le constructeur français devrait mettre à son catalogue un ordinateur RISC utilisant la technologie Mips d'ici à la fin de l'année. Hewlett Packard a opté pour une ouverture limitée, ne cherchant pas à vendre sa technologie au plus grand nombre. « *Les accords de transfert de savoir-faire ne doivent pas être à sens unique* », explique Daniel Carpentier. HP en a négocié deux pour l'instant. Avec le constructeur coréen Samsung *qui transférera la technologie* RISC de HP sur des ordinateurs bas de gamme, de moins de 60 000 F. Et avec le japonais Hitachi, qui, grâce à sa maîtrise de la technologie de composants Bi-C Mos, utilisera la technologie RISC de HP pour des ordinateurs de grande puissance.

RISC contre CISC, la guerre des puces ne manquera pas d'agiter le petit monde de l'informatique dans les années 90.

ANNIE KAHN

Conçus par une association d'informaticiens, de médecins et de linguistes

Des logiciels pour enfants, personnes âgées et handicapés

Créée pour développer des logiciels informatiques destinés aux handicapés, Logicom, une association de recherche en psychologie, pédagogie et informatique, met désormais son expérience au profit des enfants et des personnes âgées. Pour éduquer ou rééduquer leur mémoire et favoriser leur développement intellectuel. Elle présentait ses travaux, le mois dernier, lors d'un colloque organisé à Rezé (Loire-Atlantique) *sur l'informatique* et le développement intellectuel.

« *C'est l'intelligence du regard de Jacques qui m'a donné cette envie de le sortir de son isolement.* » Cette phrase d'Alain Barré, psychologue, résume sobrement sa rencontre *avec ce jeune adolescent infirme* moteur cérébral privé de parole. Elle passe aussi sous silence deux ans de travail informatique avec Jean-Louis Riou, informaticien, et Annie Barré, enseignante, pour concevoir avec l'expérimentateur déficient le logiciel de communication adapté, l'interprète multicodes. Ce logiciel, qui a su marier l'image, le texte, le son et la voix, est aujourd'hui accessible à tous les handicaps, y compris les plus sévères. Les secrets ? L'introduction de codes – simplifiés comme le Bliss, idéogrammes de type chinois ou les pictogrammes du Grach, alphabet de hiéroglyphes qui permettent le défilement sur l'écran d'un énorme livre parlant grâce à un système de synthèse vocale, avec des scénarios *offrant tous* les apprentissages intellectuels et les formes de communication usuelles.

Sa lecture a permis à Jacques, en associant petit à petit des pictogrammes à un phénomène puis à un mot puis à une phrase, d'écrire : « *Maman je t'aime* », son premier message. L'ordinateur, quant à lui, se pilote grâce à *un dispositif de commandes* conçues pour exploiter les capacités résiduelles motrices et sensorielles des utilisateurs. Jacques pianote sur les touches du clavier avec une longue tige fixée à un casque frontal. Un myopathe dépourvu de force musculaire a recours à des contacteurs mono ou multitouches. Un paralysé dispose d'un tube placé au coin de la *bouche et communique* ses ordres en faisant varier par son souffle la pression interne de l'air... Ce logiciel qui se couple à une synthèse vocale, un numérisateur de voix humaine, un scanner d'images et un contrôle d'environnement, se greffe sur tout PC IBM ou compatible équipé de 512 kilo-octets de mémoire vive.

Ses concepteurs de la première heure, qui ont fondé, en 1987, l'association Logicom, ont aujourd'hui développé toute une série de logiciels propres à stimuler la capacité d'apprendre de chacun. Ils considèrent, comme Piaget, le psychologue de la petite enfance, que le processus de développement intellectuel est identique chez tous les êtres humains, handicapés ou non. « *Ayant choisi comme premier terrain d'application des apprenants déficients intellectuels, nos produits ont été un socle éducatif très large et s'adressent à tous les publics dès l'âge de deux ans*, explique Annie Barré. *Ce challenge, qui marie toujours la voix, le son, l'image et le texte, donne à l'ordinateur des capacités éducatives attrayantes, sans risque d'échec ou de culpabilisation.* » Il a débouché sur la confection de 50 logiciels, dont plus de la moitié respectent les besoins affectifs et cognitifs des enfants jusqu'à l'âge de douze ans.

L'aide d'EDF

Ainsi, une série de jeux éducatifs conçus pour des adultes polyhandicapés profonds – dont les capacités intellectuelles sont au stade présymbolique – s'est avérée tout à fait adaptée aux enfants normaux de un à deux ans. A base de graphismes colorés ou à colorier, ces exercices consolident les réflexes à la lecture d'une image, entraînent ceux de la mémorisation et accroissent les capacités motrices.

Les enseignants ou éducateurs peuvent adapter ou créer des exercices ou des jeux répondant aux différents niveaux de leurs élèves. Avec la gamme « Scanauteur », l'ordinateur devient même un outil de rééducation, d'*apprentissage* et de lutte contre l'échec scolaire. Par exemple, la machine à mots, avec son défilement progressif d'images, permet l'association d'idées et la relation de cause à effet ; Jim et Jimmie, les deux souris prisonnières d'un labyrinthe, éveillent les facultés de décision et d'anticipation ; le Picmot, où il faut rétablir l'ordre des phrases, favorise l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Le petit dernier, le langage Imagic, propose à tout béotien, *via* une puissante boîte à outils, la possibilité de développements complémentaires et personnalisés : il a même été utilisé en milieu professionnel, à la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Nantes, en particulier, pour illustrer l'un de ses services.

Convaincus de l'intérêt de ces travaux, EDF et la technopole de l'Ouest ont octroyé des aides à la société Logicom. Ce qui permettra à son comité scientifique, composé de biologistes, neurologues, linguistes, informaticiens, de poursuivre ses recherches. Ils expérimentent des logiciels pour stimuler les fonctions psychosensorielles des traumatisés crâniens – évaluer la mémoire chez les personnes âgées, – expertiser les fonctions cognitives des personnes aphasiques, myopathes ou atteintes de la maladie d'Alzheimer.

Actuellement, 150 établissements de l'éducation spécialisée sont pourvus de logiciels Logicom ; une configuration complète sur Amstrad PC coûte moins de 20 000 francs. Et des contrats se signeraient par-delà l'Hexagone.

MYLÈNE LE PEUTREC

▶ **Association Logicom, 6, place du 8-mai-1945, 44400 Rezé-lès-Nantes. Tél : 40-75-35-77.**

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

st tenter d'ériger son
RISC (le SPARC)
de fait, Sun le vend
constructeurs (Phi-
Texas en particu-
sont regroupés pour
développements en
elon la revue spéciali-
le informatique (voir
13 novembre 1989).
ndrait actuellement
narché des micropro-
SC.

ts qu'ils avaient tout
iffuser au maximum
ecture pour favoriser
ppements de logiciels.
nstructeurs de proces-
SC (à l'exception
nt adopté, à une plus
grande échelle, cette
de diffusion. Ce qui
al pour des fabricants
sants comme Intel ou
mais l'était moins de
constructeurs d'ordi-
Dans cette deuxième
Mips, un constructeur
lifornie il y a cinq ans
qui a conclu le plus
mbre d'accords. Qu'il
e licences, de ventes de
ts ou de systèmes com-
gital Equipment est son
il client, à côté de
Data, Siemens, etc.

signé récemment avec
constructeur français
mettre à son catalogue
ateur RISC utilisant la
gie Mips d'ici à la fin de
Hewlett Packard a opté
e ouverture limitée. ne
nt pas à vendre sa tech-
au plus grand nombre.
ccords de transfert de
aire ne doivent pas être a
ique », explique Daniel
tier. HP en a négocié
our l'instant. Avec le
cteur coréen Samsung
nsférera la technologie
e HP sur des ordinateurs
gamme, de moins de
F. Et avec le japonais
, qui, grâce à sa maîtrise
chnologie de composants
los, utilisera la technolo-
C de HP pour des ordina-
grande puissance.
C contre CISC, la guerre
ces ne manquera pas
r le petit monde de l'infor-
e dans les années 90.

ANNIE KAHN

S

handicapés

prisonnières d'un labyrin-
veillent les facultés de décr-
et d'anticipation ; le Pic-
où il faut rétablir l'ordre
hrases, favorise l'apprentis-
de la lecture et de l'écriture
etit dernier, le langage Ima-
propose à tout béotien, un
puissante boîte à outils, la
bilité de développements
élémentaires et personna-
: il a même été utilisé en
u professionnel, à la Caisse
aire d'assurance-maladie
AM) de Nantes, en particu-
pour illustrer l'un de ses ser-

onvaincus de l'intérêt de ces
aux, EDF et la technopole de
est ont octroyé des aides à la
té Logicom. Ce qui permet-
à son comité scientifique,
posé de biologistes, neurolo-
, linguistes, informaticiens,
oursuivre ses recherches. Ils
rimentent des logiciels pour
uler les fonctions psychosen-
elles des traumatisés crâniens
valuer la mémoire chez les
onnes âgées, – expertiser les
ctions cognitives des per-
es aphasiques, myopathes
atteintes de la maladie d'Alz-
mer.

ctuellement, 150 établisse-
ts de l'éducation spécialisée
pourvus de logiciels Logi-
; une configuration com-
te sur Amstrad PC coûte
ns de 20 000 francs. Et des
trats se signeraient par-delà
exagone.

MYLÈNE LE PEUTREC

Association Logicom, 6, place
8-mai-1945, 44400 Rezé-lès-
ntes. Tél : 40-75-35-77

Spontex

Leader dans le domaine des produits d'entretien ménager destinés au grand public (1,1 milliard de CA) recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

Relevant du Directeur Juridique, il participe à la recherche de solutions en vue de défendre et protéger les intérêts de la société et intervient comme conseil auprès de nos différents services ou filiales en France ou à l'étranger.

Cette fonction implique également des contacts avec des conseillers extérieurs.

Titulaire d'une maîtrise ou d'un DESS de Droit des Affaires ou propriété industrielle, le candidat devra justifier d'une expérience d'environ trois ans dans une société active dans le secteur des produits de grande consommation ou dans un cabinet juridique. Une connaissance du droit de la concurrence et des questions de propriété industrielle serait appréciée.

Ce poste basé à Paris, nécessite la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à **SPONTEX** Direction du Personnel 3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS.

OC

Co.F.ReCo.

Le recouvrement efficace

Depuis 25 ans, notre société a pour vocation d'apporter aux entreprises un service de qualité dans la gestion et le recouvrement de leurs impayés. Le développement régulier de notre activité nous amène à rechercher deux

Cadres juristes expérimentés Paris - Nevers

Au travers de votre mission, vous aurez dans un premier temps à traiter l'aspect juridique des dossiers puis deviendrez rapidement le conseil avisé de nos clients.

Agés de 30 à 40 ans, de formation BAC + 4, (de type maîtrise de droit), vous disposez d'une expérience significative dans la procédure juridique. Votre sens de l'organisation et votre rigueur, mais aussi l'aisance naturelle dont vous ferez preuve dans les contacts seront déterminants.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo
sous réf. FV 0315/7 M pour Paris, FV 0316/7 M pour Nevers
(à noter sur courrier et enveloppe)
79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES
Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Membre de Syntec

Organisation et Publicité

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ DE CONSEILS AUX ENTREPRISES

Nous délivrons immédiatement l'aide utile à la prise de décision de nos clients (Chefs d'entreprise, Consultants, ...)

Nous recherchons :

CONSULTANTS FISCALISTES

- **Consultants fiscalistes seniors** : Maîtrise en Droit minimum, ayant acquis une expérience de 8 à 10 ans dans une Entreprise ou un Cabinet.
- **Consultants fiscalistes juniors** : Titulaire d'un *DESS Fiscalité et ayant envie de participer* à notre développement.

Des postes sont à pourvoir à **PARIS et à LYON**

Adressez votre C.V. détaillé à :
Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP - 54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08



EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

(Collection 13 Dictionnaires)

recherche un véritable professionnel

CORRECTEUR RELECTEUR

La connaissance des règles typographiques et un excellent français sont indispensables. Votre expérience en lecture juridique serait appréciée.

De solides avantages sociaux, un salaire en rapport avec le poste à temps complet renforceront votre décision de nous rejoindre.

Merci d'adressser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et enveloppe à votre adresse à la Direction du *Personnel*, ELA, 19, *rue* Pécler, 75015 PARIS.

CONTESSE



j e u n e s   i n g é n i e u r s

Une future génération de cadres IVECO

Nous sommes le deuxième fabricant de véhicules industriels en Europe.

Issu de l'union en 1975 de Fiat, OM, Lancia, Unic et Magirus, sous le signe IVECO, *notre Groupe représente* aujourd'hui 38 000 personnes et 15 unités de production réparties entre l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Notre croissance internationale, notre engagement dans la recherche et dans le développement technologique nous amènent aujourd'hui à poursuivre la *formation de notre pépinière de futurs* dirigeants.

Pour cela, nous recherchons de JEUNES INGENIEURS.

Basés à TURIN, *nous vous offrirons un plan de formation et de développement sur* 2 ans. Vous serez amenés à travailler dans nos divers établissements situés en Europe.

Vous apprendrez le monde du véhicule industriel et vous serez préparés à devenir de futurs managers internationaux.

Diplômé d'*une Ecole d'Ingénieur en Mécanique*, vous possédez *une grande* capacité d'intégration et de travail en équipe, ainsi que le sens de l'initiative et le goût des contacts.

Votre *atout principal, c'est avant tout* un esprit européen. Dans ce cadre, votre grande *mobilité et votre bonne connaissance de l'anglais sont les gages de votre* réussite. La pratique de l'italien serait un plus.

Si vous désirez devenir cadre dirigeant d'un groupe performant et avoir de larges ouvertures de carrière internationale, prouvez-nous votre motivation.

Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES, au 49.09.09.49 du lundi au vendredi, de 9h à 17h (Précisez la réf. A 141).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous référence A 141/LM à ALLO-CARRIERES - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

MEDIAPA

Rejoignez la Direction de la Gestion Immobilière et Transactions du Crédit Commercial de France, banque privée, innovatrice et à taille humaine.

Responsable d'un secteur géographique, vous serez chargé d'y assurer la gestion de notre patrimoine foncier et locatif (baux commerciaux, propriétés, contentieux, négociations et transactions).

Votre aptitude à la réflexion conjuguée à votre pratique de la micro-informatique vous permettront, par l'apport de solutions concrètes, de participer activement à la mise en place d'une informatique de gestion dont vous gèrerez le bon *fonctionnement en ayant toujours comme* principal souci l'optimisation.

Juriste spécialiste en gestion immobilière

30-35 ans environ, une formation DEA Droit Privé doublée d'une spécialisation immobilière (type ICH) et une expérience confirmée (3/4 ans) de la gestion *immobilière acquise* au sein d'un cabinet d'administrateur de biens ou d'une grande entreprise font de vous un candidat opérationnel et autonome.

Pour vous associer à nos ambitions nous souhaiterions vous reconnaître des qualités de rigueur, d'initiative et de dynamisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo *et prétentions*) sous la *référence* B 884 E à :

SdB CONSEIL
1, rue de Chazelles
75017 Paris.





APV
APV Chimie Equipement SA

Filiale grand groupe international
Spécialiste matériel de process chimique,
recherche pour son service COMMERCIAL

INGENIEUR D'AFFAIRES
Zone Pacifique

De formation Ingénieur Mécanicien ou Génie Chimique, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience vente biens d'équipement industriel.

Vous êtes bilingue anglais - Autres langues appréciées

Le poste basé à Marne-la-Vallée impliquera de fréquents déplacements.

Envoyer CV et prétentions à **APV Chimie Equipement SA**
Service du personnel - Parc d'activité Paris-Est
BP 20 - 77313 MARNE-LA-VALLEE Cédex 2

La ville des Mureaux (Yvelines), 35 000 habitants banlieue ouest de Paris, CES, lycée, LEP

recrute d'urgence

SON FUTUR DIRECTEUR(TRICE) DE LA MISSION LOCALE

- BAC + 4 et/ou expérience professionnelle 5/10 ans,
- *connaissance et pratique des mesures concernant l'insertion des* jeunes,
- pratique des relations entreprises et de l'animation d'équipes.

1 ADJOINT(E) AU DIRECTEUR DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo d'identité à :
M. le maire, conseiller général des Yvelines,
Hôtel de Ville, 78135 Les Mureaux.



SAINT-GOBAIN VITRAGE
est leader dans le domaine du verre plat.

CHEF DE PRODUITS
ANTICIPEZ VERS L'INTERNATIONAL

Rejoignez notre jeune équipe qui, au sein de la plus importante de nos filiales —90 km à l'Est de Paris — crée une nouvelle activité axée sur une gamme de produits de haute technologie destinée à l'électroménager.

En relation avec la *Recherche et Développement*, le réseau de vente et la production, vous assurerez l'homologation de ces produits. En collaboration avec la Direction, vous participerez à la mise au point de la stratégie commerciale à adopter pour un marché totalement international.

De formation ingénieur (Mines, Centrale...) ou commerciale (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez acquis, si possible, une première expérience réussie dans le domaine industriel.

Véritable force de proposition et homme de dialogue, vous êtes bilingue anglais et maîtrisez éventuellement l'allemand.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein de notre société ou dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence 4164 M à

SOURCES
108, rue Saint-Honoré — 75001 Paris,
qui nous le transmettra en toute confidentialité.

SOURCES

SAINT-GOBAIN



Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

Premier Groupe Européen spécialisé dans les services financiers, la COMPAGNIE BANCAIRE mise sur sa capacité à *innover, anticiper et diversifier* ses compétences.
Présente sur tous les fronts en France comme à l'étranger, nous recherchons pour notre holding un

JURISTE INTERNATIONAL

Intégré à la Direction Juridique, vous êtes l'artisan de nos accords de partenariat ou de nos protocoles d'accord avec des grands groupes étrangers pour la création, la prise de contrôle ou l'achat de sociétés en Europe.

Pour réussir dans cette mission clé, vous avez une formation droit international privé et droit des affaires. Vos 3 années d'expérience acquise au sein de la direction juridique d'une grande entreprise vous ont familiarisé avec la gestion des affaires internationales : emprunts obligataires, conventions de crédit et de swaps, actes de cautionnement, suivi du contentieux...

Doté d'un bon sens relationnel et de capacités à négocier, vous avez également des qualités rédactionnelles afin de rédiger nos contrats (éventuellement en anglais). Bien sûr, vous parlez parfaitement anglais et maîtrisez le vocabulaire juridique anglais.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite et C.V. sous la réf. 900, à Béatrice PLANTUREUX COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEDIAPA





UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidé dont près de 20 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Juriste en droit international des affaires

AGF International recherche le Responsable du Département Affaires Générales de sa Direction Administrative et Financière.

Pour ce poste, nous souhaitons intégrer un candidat ayant à son actif :
– une formation juridique supérieure en droit des affaires ;
– une expérience de plusieurs années acquise au sein d'un groupe multinational (siège ou filiale) ou dans un cabinet d'avocats ou de conseillers juridiques internationaux ;
– la maîtrise de l'anglais et, si possible, d'une deuxième langue ;
– une bonne disponibilité pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Avec une large autonomie d'action, il se verra confier :
– la gestion administrative et le contrôle relatifs au droit des sociétés du holding et des filiales étrangères ;
– un rôle de coordination, de conseil et d'audit juridique auprès de ces filiales ;
– les tâches incombant au Secrétariat Général d'AGF International et les formalités juridico-administratives afférentes.

Si ces perspectives rejoignent votre projet, adressez votre candidature sous référence M 21 au Département Ressources Humaines, 33, rue La Fayette, 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



UNANIME photo Zefa



Le Conseil général du Val d'Oise recherche



LE DIRECTEUR DU SERVICE CONSEIL DES MAIRES ET DE LA TÉLÉMATIQUE DÉPARTEMENTALE

Principal interlocuteur, au nom du Conseil général, des 185 communes du Val d'Oise qui recherchent des informations et des conseils juridiques et financiers, il assure la direction du service et conçoit, avec divers institutionnels, les prestations offertes par le Conseil général. Il participe également à la définition et à la mise en œuvre de la politique de communication du Département.

Ce poste s'adresse à un administrateur ou à un directeur territorial qui possède une bonne expérience de l'administration locale et une excellente pratique des relations avec les élus. Ouvert au dialogue, et sachant s'adapter aux technologies nouvelles, il doit avoir le souci constant de faire évoluer la base télématique selon l'attente des maires, des services publics et des usagers Grand public.

LE DIRECTEUR DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Responsable du principal secteur d'intervention du conseil général, tant par l'importance du budget mis en œuvre que par l'impact de la politique sanitaire et sociale, il doit développer son action autour de deux grands axes:
- d'une part , mobiliser les personnels de sa direction sur les nécessaires améliorations de fonctionnement dans les domaines de l'organisation et de la gestion financière.
- d'autre part, réflechir aux politiques nouvelles que le conseil général souhaite développer (personnes agées, handicapés, enfance) et les mettre en œuvre.

Ce poste s'adresse à un administrateur civil ou territorial, ou à un directeur des affaires sociales, d'une trentaine d'années, excellent gestionnaire, ayant le sens de la communication, imaginatif et entreprenant.
Le directeur de l'action sanitaire et sociale a vocation à intégrer l'équipe de direction générale, en qualité de directeur général adjoint.

Notre conseil Dominique Deschamps, qui est chargé de ces recherches, vous demande de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) en précisant la fonction, au: 23 rue Vaneau 75007 PARIS

Filiale d'un Groupe Bancaire International Paris 8ème recherche pour son département crédits long terme (immobiliers et commerciaux)

RESPONSABLE JURIDIQUE (H/F)

Ce poste s'adresse à un Juriste spécialisé dans le Droit Immobilier et pouvant justifier d'une expérience de 3-4 ans minimum, acquise dans secteur similaire (Banque, Etablissement Financier...) ou dans le Notariat.

Il requiert :

- des qualités d'imagination, d'analyse et de synthèse,
- l'aptitude à animer un service et à coordonner ses activités quotidiennes.

Rémunération motivante pour élément de valeur et possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Nous remercions les candidats intéressés par ce poste d'adresser leur C.V. détaillé avec photo et rémunération à notre Conseil qui examinera les candidatures dans la plus stricte confidentialité : Cabinet P.A.C. - Danielle Marie ALEXANDRE - 6, rue du Marché St Honoré - 75001 Paris.

CONTESSE

Un Chargé d'Affaires pour vendre nos produits culturels



Etablissement public à caractère industriel et commercial de 1000 personnes, notre activité à géométrie variable réussit avec de nombreux partenaires en France et à l'étranger. La Direction Commerciale et de l'Action Régionale conçoit, développe et commercialise l'ensemble de nos produits et services : espaces, conseil, partenariat, formation, expositions, éditions... Nous recherchons un chargé d'affaires pour lui confier, en relation étroite avec les chefs de produits, la commercialisation des produits et services culturels auprès des collectivités publiques, des institutionnels et des entreprises. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente de services de même type, de formation Sciences Po/Sup de Co avec au moins 5 ans d'expérience réussie au cours desquels ils auront éprouvé leur goût du marketing terrain et leur talent à négocier à haut niveau. Capacité à communiquer et à travailler en équipe, rigueur d'analyse et esprit de synthèse, sensibilité au service public et force de conviction, autant d'atouts requis pour réussir dans cette mission qui comporte de fréquents déplacements...
Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la réf. 1077/M.



DIPLOME SUP DE CO-MAITRISE DE GESTION

après quelques années d'expérience terrain en gestion et finance, développez notre activité de

Conseil en recrutement

avec la responsabilité de la conduite des missions dès la prise de contact avec les entreprises clientes

Notre spécialité de Conseil en Recrutement est exercée par 45 consultants en Europe, dont 16 en France. Nos activités en rapide développement nous conduisent à intégrer un professionnel de la gestion et de la finance pour prendre en charge des missions complètes dans ce domaine.

Notre expérience approfondie vous permettra de maîtriser rapidement ce métier si vous possédez le sens du marketing, la qualité de jugement des hommes, le sens des contacts.

Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé sous la réf. 8094/M à M.F. ALETTI - **CEGOS** - Département **Recrutement** - Tour Vendôme 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

Membre de Syntec

Venez participer dans nos régions au développement de l'activité commerciale.

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES H/F

Pour nos agences de NANTES et BORDEAUX

Votre mission :

Rattaché au directeur d'agence, vous serez chargé de prospecter **les entreprises ou professionnels de l'immobilier**, d'examiner leurs besoins de financement et d'en analyser le risque, de négocier les conditions d'entrée en relations et de suivre les comptes de ces affaires.

Votre profil :

- Une formation Bac + 2 (minimum) à dominante financière.
- Une expérience de plusieurs années est nécessaire.
- Une forte motivation commerciale, le sens du risque et un esprit d'équipe sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo, s/réf. ECR en précisant la ville choisie à Anny NOE - Département des Relations Humaines - 253, Bd Péreire - 75017 PARIS.



HCA





UCABAIL

LA SOCIETE HOLDING DE CREDIT BAIL DU CREDIT AGRICOLE

recherche un

Analyste de crédit Bail immobilier H/F

Diplomé de l'enseignement supérieur (Commerce, Droit ou Economie), *vous possédez quelques années d'expérience* en crédit aux entreprises industrielles et commerciales, si possible en crédit-bail.

De bonnes connaissances juridiques et fiscales seraient appréciées.

Vous assurerez les contacts commerciaux avec les différents correspondants et négocierez le montage des opérations.

Par ailleurs, vous analyserez les *dossiers sur les plans juridique*, financier, fiscal et immobilier et mettrez en place les contrats.

Ce poste est basé à Saint Quentin-en -Yvelines et nécessite de nombreux *déplacements* en province de courte durée (1 ou 2 jours).



Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à :
Caisse Nationale de Crédit Agricole.
S/Réf. : LAM/03/01
Direction des Ressources Humaines
B.P.48, 78280 GUYANCOURT.

---

participer à notre développement

SOCIETE FRANÇAISE DE BIOTECHNOLOGIE

Filiale d'un **groupe industriel français**, nous exerçons notre activité dans un domaine en plein développement : **le diagnostic innovant.**

Nous utilisons les **technologies les plus performantes** mises au point ces dernières années : **anticorps monoclonaux, culture cellulaire, peptides synthétiques, biologie moléculaire.**

Pour renforcer notre **équipe de Direction** de la Recherche, **nous créons deux postes de :**

RESPONSABLES D'UNITE DE RECHERCHE

• UN VIROLOGISTE **• UN IMMUNOLOGISTE**

Rattaché au Directeur de la Recherche, vous aurez à **coordonner l'activité de plusieurs laboratoires** et à participer à la **définition des axes** de recherche.

Titulaire d'une **thèse de Doctorat** en Sciences, en *Médecine*, en *Pharmacie*, ou équivalent, *vous possédez une* **expérience de quelques années** dans la conduite d'équipes de recherche. Vous pratiquez **l'anglais** très convenablement.

Vos **qualités humaines** sont reconnues : **leader naturel**, vous êtes à l'écoute de vos collaborateurs et **savez** les **mobiliser** sur de grands projets. *Bien sûr, vous êtes un **organisateur** et un **très bon gestionnaire.***

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. MC 90 en précisant le poste choisi à notre Conseil qui vous garantit une confidentialité totale.

COGEPLAN 2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Ville de Villeneuve-d'Ascq
technopole verte
carrefour de l'Europe du Nord
(T.G.V. - nœud autoroutier...)
Ville universitaire de la métropole lilloise (43 000 étudiants)
70 000 habitants

RECRUTE
selon les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le poste, disponible dès le **15.02.90**, correspond au grade d'**ADMINISTRATEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE.**

Profil :
— une expérience dans la fonction serait appréciée,
— une formation **d'études supérieures BAC + 5 ou grandes écoles** est exigée.

Adresser un dossier de candidature
(lettre manuscrite, CV, photo) à :
Monsieur le Maire, député européen - Hôtel de ville
Place Salvador-Allende - B.P. 89
59652 VILLENEUVE-D'ASCQ Cedex
Tél. : 20-43-50-50 poste 4610.

Jeux Nathan



Educatifs, scientifiques, électroniques, artistiques, les Jeux Nathan, en multipliant leur CA par 4 depuis 1980, ont pris une position de leader sur le marché. Fabriqués dans 3 unités de production à "taille humaine", ils sont présents - avec 10 millions de boites par an dans 35 pays. Dans le souci de gérer leur expansion, les Jeux Nathan recherchent un :

DIRECTEUR INDUSTRIALISATION ET ACHATS

Membre du Comité de Direction, le Directeur de l'Industrialisation et des Achats a un rôle essentiel entre le Développement et la Production (3 usines). Il définit et met en place les investissements techniques nécessaires à la création des produits nouveaux, oriente la politique du Service Achats (montant annuel supérieur à 150 MF); enfin, il pilote en relation avec les Directeurs des usines l'organisation et la gestion de la fabrication. Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole ayant acquis une expérience confirmée de la production (gestion, méthodes, prix de revient) et, si possible, des Achats. Conseil des directions opérationnelles, il a un profil d'animateur et de négociateur. Anglais indispensable pour ce poste basé à Gentilly.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 1723LM.

35, rue du Rocher 75008 Paris





LORRAINE

Responsable personnel et communication

Avec 4.500 sociétaires, 370 salariés et 7 millions de quintaux collectés, *nous sommes l'une des plus importantes coopératives agricoles* à vocation céréalière et approvisionnement en France. Au cours de notre développement, nous avons intégré des activités complémentaires telles que des industries de fabrication de semences, d'engrais azotés, d'aliments pour bétail, le machinisme agricole et la distribution en libres services agricoles...

A 30/35 ans, si vous ajoutez à une formation supérieure une expérience réussie de la fonction DRH en entreprise, si votre goût de construire est fortement sous-tendu par la volonté de communiquer avec des hommes originaires de structures historiquement différentes, où les coopérateurs sont de l'entreprise, notre DG peut vous proposer une *belle opportunité !*
Le poste est basé au siège, à VERDUN.
Adressez votre dossier sous réf. C011 à notre Conseil GENTON *RECRUTEMENT, 19 rue Clément Michut*, 69100 VILLEURBANNE, ou directement par minitel en composant le 36.15 code ASTERE*GENTON où vous trouverez des informations détaillées.

Minitel 36.15
ASTERE*GENTON





MELEZ-VOUS DE NOS AFFAIRES... ETRANGERES !

Ingénieur d'Affaires

BERTRAND FAURE AUTOMOBILE, 6 milliards de Francs de C.A., 10 000 salariés et 40 sites industriels en France et à l'étranger, est l'un des premiers spécialistes mondiaux de la conception et de la fabrication des sièges automobiles.
Dans le cadre de l'expansion de nos activités internationales, notre groupe recherche un Ingénieur d'Affaires.

Nous vous confions la *prospection de nouveaux* marchés, l'étude et le management des opérations de transfert de technologie - cession de licence, de know-how, joint ventures etc -.

Vous intervenez dans la mise en œuvre de la stratégie de développement commercial et industriel du Groupe.

De formation ingénieur généraliste (Arts et Métiers, Mines,...), complétée par une formation économique de type IAE, ICG, vous avez une *expérience professionnelle* de **5 ans en milieu industriel.**

Très disponible pour effectuer de fréquents voyages sur les 5 continents, vous maîtrisez l'anglais et l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) en précisant la référence IA, à BERTRAND FAURE AUTOMOBILE Direction des Ressources Humaines - B.P. 14 78391 BOIS D'ARCY CEDEX.



Le Groupe ESCP

Ecole Supérieure de Commerce de Paris

recherche son

Responsable du Service Relations Groupe ESCP/Entreprises

Rattaché à la Direction Générale, il assure la gestion et le développement du partenariat du Groupe avec les Entreprises.

- Il supervise, coordonne et anime :
  - le service des stages (+ de 1000 stages/an)
  - le service placement
  - l'organisation du Forum...

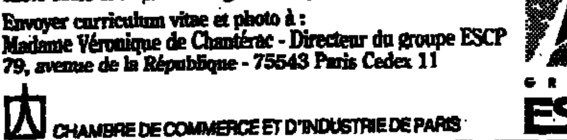
- Il est chargé d'après les orientations stratégiques de mettre en place les développements du Groupe, notamment l'année en alternance.

- En étroite collaboration avec le corps professoral, il renforce les liens entre les entreprises, la recherche et la pédagogie.

Profil recherché :
De formation supérieure, doté d'un sens du contact et d'une capacité d'encadrement, il possède une très bonne connaissance des milieux académiques et des entreprises, expérience souhaitée de campus manager ou de responsable école-entreprises. Anglais indispensable.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
Madame Véronique de Chantérac - Directeur du groupe ESCP
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11





Dans le cadre de sa mission internationale, la Direction des Affaires Industrielles et Internationales - DAII, recherche un

Cadre administratif international

Vous serez responsable de l'organisation et du suivi des relations de FRANCE TELECOM dans le domaine des Télécommunications avec les pays d'Europe orientale.
*De formation supérieure (Bac + 5 minimum), vous avez acquis une expé*rience professionnelle internationale. Votre aptitude à la négociation et votre sens des contacts ont fait leurs preuves.
Pour ce poste, la pratique de l'anglais et du russe est indispensable.
La connaissance de l'allemand et d'autres langues d'Europe orientale serait un atout supplémentaire.
Merci d'adresser lettre et CV à DGT/DAII/SAI/C3, 7 bd Romain Rolland, 92128 Montrouge cedex.





Le système télématique expert de l'emploi des cadres **3615 LM**

Responsable Grands Comptes International



Société financière, filiale du Crédit d'Equipement des PME, spécialisée dans le financement de l'équipement des entreprises. Développe son activité de crédit-bail mobilier et de location financière grâce à la conclusion d'accords avec des confrères *implantés dans les différents pays européens.*

Vous avez une expérience confirmée du crédit-bail et de la location financière. Vos cinq ans d'expérience commerciale vous ont rompu aux relations avec *les grands* fournisseurs et ont affirmé votre goût des négociations.
Vous parlez couramment l'anglais et avez une bonne pratique d'une seconde langue européenne.

Votre professionnalisme et votre tempérament commercial vous permettront de relever le challenge d'une activité à développer.

Intervenant auprès d'une clientèle d'exportateurs, vos relations commerciales concerneront essentiellement les grandes entreprises spécialisées dans l'équipement industriel, le matériel de manutention et le transport.
Vous les convaincrez de financer leurs ventes.

Vous vous déplacerez sur tout le territoire français. Vous travaillerez en étroite collaboration tant avec les responsables commerciaux régionaux de la société qu'avec ceux des autres sociétés du Groupe.
Vous serez, par ailleurs, amené à vous rendre fréquemment à l'étranger pour rencontrer nos confrères-partenaires.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 67 M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM *Hervé & Millet Conseil*

Responsable des relations sociales

Sur un marché en forte croissance, nous développons des produits de haute technologie. Notre professionnalisme, notre rapidité de décision, notre capacité à communiquer et notre enthousiasme favorisent notre expansion et garantissent notre succès.
Nous sommes 1 000 personnes.

Nous cherchons un jeune professionnel des *relations humaines et sociales à notre image* pour prendre en main une fonction que nous concevons comme très qualitative.

Il gérera les carrières de 200 personnes, dont plus de *100* cadres, assurera la formation et le recrutement, animera les relations avec les partenaires sociaux et participera très activement à la définition de la politique sociale.

Sa formation supérieure (IEP, Maîtrise de Droit, Ecole de Commerce...) et une expérience d'au moins trois ans comme responsable des relations sociales lui permettront d'être rapidement efficace.

Il devra faire preuve de sa compétence, de son ouverture d'esprit et de son investissement professionnel pour évoluer à terme vers des responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 68M à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM *Hervé & Millet Conseil*

PROGRESSION EN PROVINCE ... POUR PROFESSIONNEL SOLIDE

Notre Société, qui conçoit, fabrique et commercialise en France et à l'étranger des équipements de haute technicité souhaite accueillir sur son site principal (500 personnes) son nouveau

DIRECTEUR du PERSONNEL

Dans un contexte industriel, avec l'appui de son équipe, il aura en main toutes les composantes de la fonction, depuis l'administration dans sa globalité jusqu'aux aspects Ressources Humaines (Formation - Recrutement - Développement Social ...) en passant par les relations sociales ...
De surcroît, l'appartenance à un groupe d'implantation internationale lui fera connaître une approche qualitative européenne.
Professionnel très confirmé de la fonction, vous l'avez notamment exercée en usine où votre solide formation et votre expérience réussie ont valorisé votre crédibilité, consolidé votre savoir et affiné votre savoir-faire. Votre bonne connaissance de la langue anglaise vous permettra d'élargir votre champ d'action dans cette grande ville de province d'où les liaisons sur Paris sont fréquentes. Puisque vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier complet à notre conseil, **Joël HAXAIRE, RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS sous la référence V/DP/LM.**

membre de SYNTEC

BuroPA



Raymond Poulain Consultants

Filiale de la Compagnie Financière et Bancaire du BTP (800 personnes, 28 milliards d'engagements et 17 milliards de capitaux gérés), le **CCME** qui occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maîtres d'ouvrages de la profession recherche :

JEUNE CADRE FINANCIER

LILLE

Rattaché à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, il aura pour mission, après une période de formation, de développer son portefeuille de clientèle, *analyser les besoins des clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre* image auprès de nos partenaires (entreprises et maîtres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc...).

Le candidat devra nécessairement être diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion. Il sera tout particulièrement retenu pour son dynamisme commercial, son aptitude à négocier à haut niveau et sa capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.

Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un atout supplémentaire.

DESSEIN



Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions à Jean RICHET, Direction des Ressouces Humaines, **CCME**, 128 rue la Boëtie 75008 PARIS.

LA PASSION DONNE UN VERITABLE SENS A VOTRE METIER

CONSEIL ET ASSISTANCE EN PROGICIELS ET PRODUCTION

Lyon - Paris

INGÉNIEURS (Centrale, AM, ENSI, INSA, ENI,...), vous êtes débutant ou vous possédez une expérience de 3 à 5 ans. Dans le cadre de la préparation de projets, vous serez chargé de la mise en œuvre de progiciels de production (GPAO et/ou MAO). Selon vos compétences et votre expérience, vous définirez et réaliserez des développements spécifiques et/ou animerez une équipe d'une dizaine de personnes chez nos clients. Communicatif et convaincant, vous assurerez les tâches de formation (générale et utilisateur) et d'assistance (construction de la solution avec le client). La taille et la diversité de nos projets vous permettront de vivre avec passion toutes les facettes du progrès informatique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 15/M à Elizabeth Fumey, C.S.P.P., 74 bd du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne.

CURRICULUM



De la banque à la direction d'un Centre de Profit au Luxembourg.

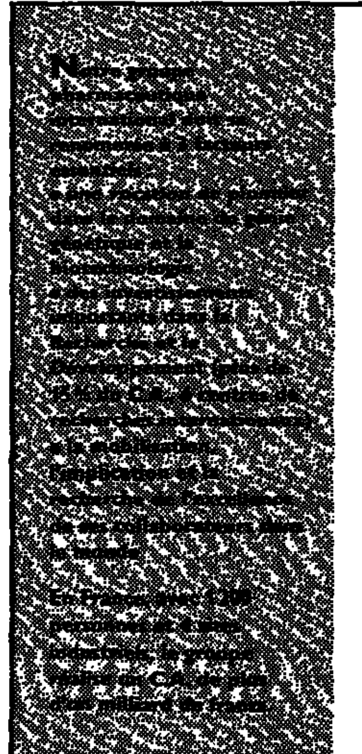
Société française en fort développement, nous sommes depuis 5 ans spécialisés dans la recherche et la mise à disposition de personnel très qualifié en milieu bancaire (cambistes, titrards, caissiers...). Nos clients apprécient notre savoir-faire et la qualité de nos interventions, qui se déroulent dans un climat de confiance.

Nous venons de créer une agence spécialisée au Luxembourg et en cherchons son Directeur. Le marché est en effet très demandeur et le démarrage de cette implantation très prometteur. Il faut toutefois mener un travail en profondeur de développement commercial auprès des banques et sociétés de financement de la place.

Vous connaissez les métiers de la banque pour les avoir vécus de l'intérieur. Dynamique, entreprenant et autonome, vous êtes motivé par cette création dont le succès dépendra de votre efficacité et de votre implication. Si vous voulez vivre avec nous cette aventure, alors écrivez-nous sous la référence JFDH/264.01/M aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75116 PARIS.







CHEF DE PERSONNEL

Sur notre site industriel pharmaceutique basé dans le pôle technologique de COMPIEGNE (80 km de Paris), vous développerez votre action en accord avec la politique de la DRH à laquelle vous serez étroitement associé en vue de :
- *poursuivre la mise en place, le développement des procédures* du groupe et des outils informatiques de pointe en matière de gestion du personnel dans le cadre de notre projet d'entreprise,
- *prendre en charge le suivi des relations sociales*
- assurer le recrutement, la formation, l'information
- assister notre DRH sur d'autres missions.

De formation supérieure (droit, DESS gestion de personnel...) vous possédez une expérience de 4 ans minimum soit comme n° 2 dans la fonction ou comme n° 1 dans une moindre structure.

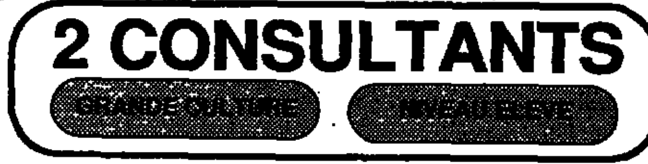
Pour ce poste **EVOLUTIF** la connaissance de la langue anglaise est indispensable et la résidence sur le secteur est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo et précisant la référence CP/LM à CARA CONSEIL - 36, avenue Hoche - 75008 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.



INA BIMB

CONDUIRE LE CHANGEMENT



Nous intervenons, depuis 12 ans, dans de grandes entreprises qui veulent changer leurs organisations ou *leurs équipements.*

Notre domaine d'expertise : face à des problèmes complexes, toujours nouveaux et situés, aux frontières du technique, de l'organisationnel et du social, nous savons faire évoluer les comportements et les cultures, faire émerger des solutions adaptées, rendre plus performantes les organisations.

Nos références : BSN, BANQUE DE FRANCE, RHONE POULENC, SOLLAC, VITTEL.

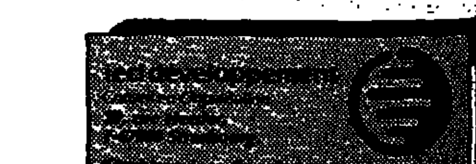
Les candidats devront :
- avoir 35 ans ou plus
- *être diplômés* Grandes Écoles, *scientifiques ou gestion* (X, Mines, HEC, INSEAD ou doctorat)
- avoir déjà exercé des responsabilités variées.

Nous choisirons des personnes :
- sachant tirer les enseignements des changements qu'ils ont vécus
- reconnues pour leur capacité d'écoute, de synthèse et d'innovation
- faisant preuve de la même autorité pour convaincre une direction générale et le personnel d'un atelier
- mais, vous pouvez aussi être "hors norme", si vous savez nous convaincre de votre valeur ajoutée...

Nous vous proposons :
- une formation à nos méthodes et démarches originales
- la responsabilité globale des contrats (chef de projets)
- un travail en équipe pluridisciplinaire sur tous les contrats
- le partenariat au sein d'IECI DEVELOPPEMENT (15 personnes)
- la rémunération globale des consultants de l'IECI s'étage entre 370 et 500 KF.

Ecrivez-nous **avant le 31 janvier** *(lettre manuscrite + photo + CV)*

CONTESSE



Nous sommes une IMPORTANTE BANQUE D'AFFAIRES - 1000 collaborateurs - nous recherchons un

Rédacteur Juridique

Maîtrise de droit
Pour la Direction Juridique

Vous prendrez en charge • La gestion de dossiers contentieux (recouvrement de créances - procédures collectives) • La rédaction d'actes de prêts et prise de garanties des crédits • La gestion de dossiers de successions • Et les formalités diverses concernant la vie des sociétés.

Une maîtrise de droit et une première expérience juridique vous ont donné de bonnes connaissances en droit privé et des sociétés ainsi qu'une parfaite autonomie dans la rédaction des actes.

La connaissance des opérations bancaires et de l'anglais sera un plus apprécié.

Votre dynamisme et votre sens du travail en équipe seront garants de votre réussite dans ce poste évolutif.

Poste basé à Paris 2ème.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 9447 à :

PUBLIPANEL
145, rue de Vaugirard - 75015 Paris qui transmettra.

Hôtesses • Stewards
Un métier plein d'énergie

Déjà tout petit, vous saviez que votre avenir était dans l'air. Aujourd'hui, vous avez l'opportunité de rejoindre AIR INTER.
Accueillant, communicatif, disponible et vigilant, vous assurerez la qualité de service que nous souhaitons offrir à notre clientèle.
Un métier qui repose sur votre dynamisme, votre implication et vos qualités relationnelles... un métier plein d'énergie : le style AIR INTER.

Agissez... téléphonez au 46.75.67.89 pour connaître les conditions requises et nous faire parvenir votre dossier.
AIR INTER – Département Emploi – DP/YR
91551 Paray-Vieille-Poste Cedex.



D E S T I N A T I O N   R É U S S I T E

N°1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 1 400 personnes et réalise un CA d'1 Milliard de francs. Nous recherchons pour notre Direction Import-Export un :

CADRE ADMINISTRATIF

A la tête de notre service Import-Export, l'ensemble des formalités de douane (traitement douanier des marchandises, contrôle du commerce extérieur, établissement des déclarations en douane, procédures de dédouanement) ainsi que les relations avec de nombreux organismes (administrations, banques, chambres de commerce, transitaires et assureurs) constitueront l'essentiel de vos missions.
Professionnel des fonctions import-export, vous avez quelques années d'expérience et vous maîtrisez parfaitement les procédures douanières. Il est indispensable de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre CV et photo à :
INTERTECHNIQUE, DIRECTION DU PERSONNEL -
B.P. N°1, 78374 PLAISIR CEDEX, sous réf.DIE/13.



CHEF DE PRODUITS SENIOR

Paris - Un chiffre d'affaires qui se compte en milliards, plusieurs milliers de commerciaux... Cette société est l'un des acteurs principaux du marché français de l'assurance-vie. Elle recherche un chef de produits senior. Créant cette fonction au sein de la direction marketing, il travaillera sur une vaste gamme de produits (prévoyance, retraite, placements...) pour laquelle il sera responsable de programmes de promotion et de soutien à la vente. Il s'impliquera également fortement dans les actions de formation destinées au réseau de vente. Ce poste s'adresse à un candidat de formation économique ou juridique ayant acquis une expérience de 3 ans minimum en marketing opérationnel sur des produits grand public commercialisés par l'intermédiaire d'un réseau de vente. Ecrire à C. BUSO en précisant la référence A/R9563M **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

SAE, N°1 du bâtiment en France, nous sommes solidement implantés en Europe et en particulier en Espagne, où à partir de BARCELONE et SARAGOSSE, nous menons d'importants projets dans l'ensemble du pays.
Nous recherchons un

Responsable de programme immobilier hf
ESPAGNE

Spécialiste de l'immobilier, professionnel expérimenté, vous connaissez parfaitement tous les aspects de cette fonction : juridiques, financiers, commerciaux et techniques.

Aujourd'hui, nous vous proposons d'enrichir votre expérience en valorisant au maximum votre potentiel au sein de *nos équipes en* Espagne.

La connaissance du marché et de la législation espagnole est un atout.

Si vous êtes prêt à nous rejoindre en Espagne et réussir avec nous, merci d'adresser votre candidature sous réf. RPI 020 à Pascale FOURLEIGNIE - SAE Direction du Personnel - 32, av. de New York - 75116 PARIS.

SAE *En confiance*

MEDIAPA

CHALLENGE POUR ORGANISATEUR SOLIDE ET EVOLUTIF

Filiale française d'un leader mondial de biens d'équipement industriel, notre seul C.A. à l'export dépassera 700 millions de francs en 1990 ... C'est vous dire l'importance de cette activité qui peut encore aller plus loin ! Pour consolider nos projets, nous souhaitons maintenant **remodeler notre**

ADMINISTRATION COMMERCIALE EXPORT

En liaison avec notre Direction Export, *vous aurez surtout à établir les différentes procédures,* à harmoniser, réorganiser et simplifier les systèmes administratifs en travaillant en étroite collaboration avec notre Chef de Projet Informatique "Export".
Animant une dizaine de personnes responsables de la préparation et de la rédaction des offres, de l'enregistrement et du suivi des commandes et factures, vous intervenez également parfois dans la négociation avec les chefs de zone.
Ce poste évolutif **basé en région parisienne** intéresse un très bon organisateur qui dispose d'une expérience crédible de commerce international en milieu industriel ; Son énergie, ses qualités de rigueur, ses capacités de décision et d'animation garantiront avec sa très bonne connaissance de la langue anglaise, un succès prometteur.
Puisque vous êtes "partants", merci d'adresser votre dossier complet à notre conseil Joël HAXAIRE **RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS** sous la référence V/ACE/LM.

membre de SYNTEC

EuroPA



Raymond Poulain Consultants

Ressources humaines conseil et formation

Notre Organisme patronal de Formation et de Conseil, implanté à Nantes, a des performances reconnues au plan régional comme au plan national. Notre objectif est de poursuivre notre progression et notre *diversification vers des "produits haut de gamme"*. Nous voulons confier cette mission à un :

DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT

De formation supérieure, 40 ans environ, vous avez acquis, dans une Entreprise ou Société de Conseil, une expérience solide de notre métier. Pour stimuler ce développement que nous attendons, vous devez apporter votre créativité personnelle, ainsi qu'un fort charisme vous permettant d'animer avec aisance un groupe de consultants et conseillers expérimentés.
Dans le cadre d'une totale confidentialité, nous vous remercions de prendre contact, sous *référence 6305/E, avec notre conseil* A. PLESSY - CAPFOR - BP 846 - 44020 NANTES CEDEX 01.
Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR

CAPFOR

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - AUCH - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NIORT - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS.

PLURIAL



UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidé dont près de 20 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Une stratégie pour vos ambitions

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous possédez une première expérience comme généraliste (contrôle de gestion, marketing, stratégie) acquise, si possible, dans le tertiaire.
Aujourd'hui, vous souhaitez évoluer et intégrer un secteur en pleine mutation.

Nous vous proposons de rejoindre notre direction "dommages des particuliers" (automobile, habitation, commerces et services) comme Responsable de la cellule stratégie.
En étroite collaboration avec le Responsable du département stratégie et contrôle de gestion, vous aurez à :
– organiser et animer le processus de détermination stratégique de la branche en relation avec les directions de moyens,
– impliquer et mobiliser les différents acteurs concernés.

Votre mission doit permettre d'anticiper les évolutions de l'environnement et de mettre en place les actions optimisant notre adaptation.
Pour réussir dans ce poste, vous devrez faire preuve d'un solide sens de l'organisation, d'un esprit prospectif et surtout d'une mentalité d'entrepreneur.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. M 22, à Christine LABBE – Département Ressources Humaines – AGF – 33, rue La Fayette 75009 PARIS.



AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

AGF

UNANIME photo Zefa



Médecin du Travail (H/F)

Paris-Nation

Cet important groupe français de Communication recherche le Médecin du Travail de son Etablissement de Paris (2000 personnes - cadres, employés et ouvriers - Personnel féminin en majorité). Sous l'autorité du Directeur du Personnel celui-ci animera le Service médical *et assurera les visites systématiques* (embauches, reprises du travail, contrôles et visites annuelles), procédera aux premiers soins, et assumera l'ensemble des responsabilités généralement dévolues à cette importante fonction. Il sera membre du CHSCT. Le candidat idéal bénéficie d'une expérience de quelques années dans une fonction identique et présente de réelles qualités d'écoute et de contact.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 1725 M.



35, rue du Rocher 75008 Paris

A la croisée des forces de l'entreprise

Nous sommes une PMI de transformation dans le secteur de l'automobile : 160 salariés, actuellement 35% de progression annuelle, un fort développement européen, mais déjà une position de leader au niveau de la qualité et des process.

Dans ce cadre, nous créons le poste de

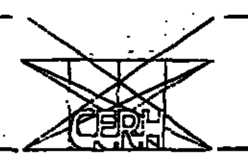
Responsable Administratif, Financier et Gestion du Personnel

Proche de la Direction Générale, vous prendrez la responsabilité :
• des services administratif et financier : mise en oeuvre des procédures et indicateurs de gestion, suivi et gestion de la trésorerie, exploitation des informations comptables (avec le service comptable et la collaboration d'un cabinet d'expertise).
• du service personnel : vous mettrez en place et gérerez activement une politique d'animation, de communication et de recrutement. Vous aurez en charge l'administration du personnel, le suivi de la législation et des relations sociales.

Si vous êtes diplômé(e) de type Ecole Supérieure de commerce ou DECS, d'environ 35/40 ans, une bonne expérience de l'entreprise et des hommes, et décidé(e) à rejoindre le milieu très évolutif d'une entreprise de Franche-Comté,

envoyez votre candidature : CV + lettre manuscrite + phot sous réf.9013/CG à

BESANCON
PARIS
DIJON



CERH
Chantal GUY
26 Av. de Montrapon
25000 BESANCON

Ingénieur d'affaires export

350 - 400 000 F

Filiale d'un **grand Groupe mondial**, nous sommes une société de taille humaine spécialisée dans les **radiocommunications.**

Au sein du Département qui développe et commercialise des **réseaux de radiocommunications à ressources partagées**, nous recherchons un *ingénieur d'affaires export pour* accroître notre C.A. à l'étranger.

En liaison avec les organisations commerciales locales à qui vous vendez nos produits et servez de support technique, vous augmentez le chiffre d'affaires par l'obtention de nouveaux marchés

Ce poste s'adresse à un ingénieur SUPELEC, TELECOM, ENSIE, SUDRIA..., parlant couramment l'anglais et l'espagnol. Il justifie d'une expérience commerciale réussie de 5 ans minimum dans le **domaine des faisceaux hertziens et du matériel de transmission radio-électrique.**

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traitera confidentiellement, sous référence **8957/M.**

GR&P **Gilbert Raynaud & Partners** — CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES — 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. (1) 42.89.10.25.

MEDIA-SYSTEM

GROUPE WAGONS-LITS recherche :

Wagons-lits Tourisme

Directeur du Développement Commercial

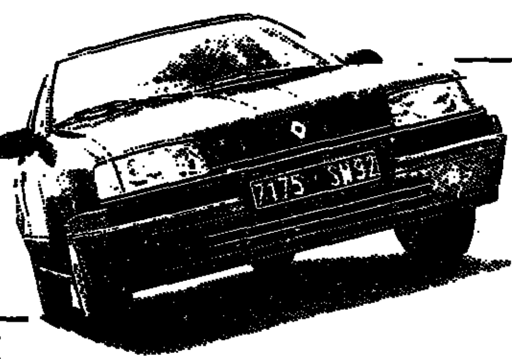
Ce poste, qui doit évoluer rapidement vers une responsabilité de centre de profits, s'adresse à un candidat qui :
- par sa formation HEC, ESSEC, ESCP, INSEAD,
- par son expérience de 3 à 5 ans au maximum dans une activité de distribution ou de services,
- par son tempérament,
saura allier un travail d'études avec une activité de terrain.

Créatif et pragmatique, il est à l'aise dans la négociation de haut niveau et possède le sens des résultats. Il maîtrise l'anglais.
A partir du constat de l'existant et s'appuyant sur les unités opérationnelles de notre société, il aura pour mission :
- de proposer et mettre en place un plan Marketing permettant le développement de la vente d'un produit essentiel dans notre activité ;
- d'assurer le suivi du projet en terme d'évolution technologique, d'organisation ;
- de participer à la démarche commerciale.

Si vous êtes intéressé, contactez : le Service Recrutement au 47.59.47.78 ou envoyez votre dossier de candidature au Groupe Wagons-Lits, 106 rue Danton, 92308 LEVALLOIS PERRET.

WAGONS LITS

LBH



Dans le cadre de la réorganisation des activités Propriétés Industrielles et Intellectuelles du groupe RENAULT, nous recherchons un :

INGENIEUR BREVET

De formation ingénieur mécanicien et diplômé du CEIPI, vous avez de préférence une première expérience dans une fonction similaire. Pour ce poste, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand sera un plus.

Vos missions principales :
■ *Prospecter auprès des Directions opérationnelles (Recherche, Etudes, Méthodes...) dans le domaine des innovations techniques en cours de réalisation.*
■ *Suivre les procédures d'obtentions de demandes de brevets d'invention et les contrats d'études avec nos partenaires.*
■ *Conseiller les directions opérationnelles en matière de propriété industrielle et intellectuelle.*

Disponibilité, qualités relationnelles et d'organisation, sens du service seront les atouts de votre réussite et de votre évolution dans un groupe où l'avancée technologique est constante.

Merci d'adresser votre candidature : lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. BREVE., à J. Percheron - Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



Carré Turenne — Membre de Syntec

Aller jusqu'au bout de vos idées

Nous aussi, en entreprise ou en cabinet, nous avons ressenti un jour le besoin d'élargir notre horizon et surtout l'envie d'aller jusqu'au bout de nos idées.
Nous le faisons aujourd'hui chez BERNARD JULHIET CONSEILS, division du Groupe Bernard Julhiet orientée vers les Études et Conseils en Développement, Marketing et Commercial.

Nous souhaitons développer notre activité et recherchons un

Consultant assurance/banque/finance

Vous êtes issu de l'un de ces secteurs d'activité où vous avez occupé des responsabilités de bon niveau, soit en terme d'Études/Marketing/Développement, soit au sein de la Direction Commerciale. Idéalement, vous avez pratiqué les deux fonctions.

Vous consulterez les directions générales, marketing et commerciales dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de stratégies adéquates : conception, mise en place des structures, moyens et systèmes de commercialisation nécessaires.
Votre action se traduira par la conduite d'études, de diagnostics, de recommandations, le pilotage de plans et l'accompagnement opérationnel des solutions retenues.

La trentaine, vous avez une formation supérieure. Le métier de consultant vous tente. Une expérience de conseil sera bien sûr appréciée.
Vous souhaitez mieux exprimer votre créativité et maîtriser la conduite de projets de qualité en toute autonomie, alors venez vivre une aventure passionnante dans un des premiers groupes français de conseils.

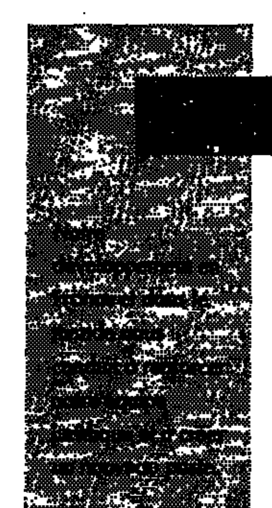
Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous référence RC 324/3 LM (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.

BERNARD JULHIET *CONSEILS*

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles



VOIR LOIN AVEC LE PREMIER LABORATOIRE FRANCAIS SPECIALISE EN OPHTALMOLOGIE



J U R I S T E

Vous prenez en charge la rédaction de nos contrats et aussi ceux des autres sociétés du groupe (françaises et étrangères).
Vous assurez le suivi et la réalisation des actes courants et participez à la mise au point de projets (création de filiales).

Vous possédez un diplôme de juriste (maîtrise en droit des affaires ou équivalent) et vous avez des connaissances étendues en fiscalité.

Rigueur, esprit d'analyse et mobilité intellectuelle sont des atouts indispensables pour réussir votre mission.

Ce poste est basé à *Montpellier.*

Merci d'adresser vos dossiers de candidature aux Laboratoires CHAUVIN - Direction des Ressources Humaines *Réf. MQ/0108 - B 1174 - 34009 MONTPELLIER CEDEX.*

MEDIA PA

Un métier exigeant : le recrutement

Notre société est la filiale Ressources Humaines du Groupe CONCEPT, SSII internationale de 3 200 personnes spécialisée dans l'informatique financière. A ce titre, nous fonctionnons comme un cabinet de recherche de cadres et dirigeants mais en bénéficiant des structures, des facilités et de la synergie d'un Groupe performant.
Nos domaines d'intervention sont bien sûr dans la ligne des métiers du Groupe : nous sommes des spécialistes du recrutement (recherche mixte - approche directe) dans les secteurs de la Finance, de la Banque, de l'Informatique. Il est donc fondamental de s'intéresser à la vie économique, de suivre les évolutions de ces métiers, de connaître leurs technicités pour être l'interlocuteur averti de nos clients et de nos candidats. Dans ce contexte, nous souhaitons intégrer un

Consultant

Jeune professionnel du recrutement, vous serez totalement responsable du déroulement et de la bonne fin de chaque mission que nous vous confierons en vous donnant les moyens de votre action (méthodologie, support logistique).
Nous vous demandons d'avoir déjà une compétence professionnelle significative dans le recrutement de cadres y compris financiers et informatiques, d'être de formation supérieure à orientation gestion et d'avoir le goût du travail bien fait.
La taille de notre Groupe comme le développement de notre cabinet vous permettront des évolutions de carrière diversifiées.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence J0110. Nous vous garantissons toute confidentialité.





2, PLACE ANDRE MALRAUX 75001 PARIS

MEDIA-SYSTEM

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INSTRUMENTATION, AUTOMATISMES, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Toulouse-Bordeaux

L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, leader dans des activités traditionnelles (installations électriques et génie civil) a réussi sa diversification dans des secteurs de pointe. Le département I.A.I.I. a eu une croissance de 100% en 1989. Pour renforcer sa direction régionale Sud-Ouest, elle recherche:

2 CHARGES D'AFFAIRES I.A.I.I.

Entièrement responsables des affaires, ils les pilotent du devis à leur réalisation sur un plan commercial, financier et technique. Cette offre s'adresse à des jeunes ingénieurs bénéficiant d'une expérience réussie dans des domaines similaires ou celui des installations électriques. Ces postes sont basés à Toulouse (Réf. A/T7339M) et Bordeaux (Réf. A/T7340M).

2 CHEFS DE PROJET I.A.I.I.

A l'intérieur d'une cellule de développement, leur première fonction d'analyste évolue rapidement vers la responsabilité d'une équipe. Ils prennent en charge la partie informatique et/ou automatismes des affaires depuis le devis jusqu'à leur mise en service et veillent à leur bonne réalisation technique. Ces postes, basés à Toulouse ou Bordeaux, concernent de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une courte expérience (Réf. A/T7341M).

1 CHEF DE PROJET AUDIOVISUEL

Rattaché à l'agence de Bordeaux, il a pour mission l'exécution d'un important projet et l'ouverture de l'activité audiovisuelle sur l'ensemble du Sud-Ouest. Il transfère et utilise sur sa région les compétences acquises par la société sur divers contrats parisiens. Diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 2 minimum), le candidat a une expérience d'au moins 3 ans dans ce domaine d'activité (Réf. A/T7343M).

Ecrire à Maguy MOURET en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 2 bis, avenue Frizac *31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)*



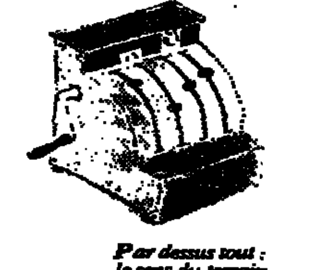


Au Carrefour de la Finance, du Marketing et de la Formation : ENSEIGNER ! RENSEIGNER ! VENDRE !



Expliquer, démontrer, mais aussi animer et savoir être disponible.

Aller à l'essentiel sans jamais perdre en route le détail capital.



Par dessus tout : le sens du terrain et du contact client.

Austin Knight

Bon pédagogue, bon rédacteur et bon vendeur : vous êtes notre futur Adjoint à la formation .

Créé en 1836, le groupe Legal & General est l'un des leaders britanniques dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance-vie (150 milliards de francs sous gestion). En France, nous réussissons une très forte croissance grâce à une force de vente directe en plein développement et c'est pourquoi nous renforçons notre Département Formation.

Diplômé d'études supérieures économiques, juridiques ou de gestion (école de commerce), vous avez 4 ou 5 ans d'expérience dans le monde de l'épargne (banque et/ou assurances) à la vente, aux études ou à la formation.

Vous participerez à la formation des vendeurs aux techniques de vente et à nos produits d'épargne ; vous rédigerez notes d'information et documents divers à caractères juridique, financier et fiscal ; enfin, vous enseignerez par l'exemple en vendant vous-même les produits Legal & General. **Un triple challenge passionnant que nous vous proposons de relever !**

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo sous réf. FORM901 à :

Compagnie Eurofinancière
58, rue de la Victoire - 75009 Paris
(la plus haute confidentialité est garantie à toutes les candidatures).



"Investir et gagner... en sécurité"

COORDONNER, FORMER, ORGANISER...

Nous sommes l'une des premières sociétés de bourses françaises, associée à une grande banque étrangère. Notre souci d'offrir le meilleur outil de travail à nos collaborateurs, gage de l'excellence du service rendu à notre clientèle, nous conduit à renforcer notre Direction Informatique-Organisation en recrutant pour le

M a n a g e m e n t   S u p p o r t

un CADRE chargé de :
- *coordonner les grands projets informatiques impliquant la Société,*
- *organiser les formations nécessaires à la mise en place de nouvelles applications,*
- *assister les services opérationnels dans l'évolution de leur organisation.*

Après quelques années dans un grand cabinet d'audit ou dans un établissement bancaire (à l'inspection ou à l'organisation), vous souhaitez saisir une opportunité réelle, en terme de carrière au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Si ce poste vous intéresse, prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE en faisant parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions). sous la référence MS/LM, à U'MAN - 9, avenue Matignon - 75008 PARIS.

U'MAN
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIAPA

Importante société financière (440 p. dont près de la moitié en personnel d'encadrement), liée à un actionnariat prestigieux, nous sommes leader dans notre profession et faisons partie d'un réseau mondial. Nous cherchons pour notre siège à Paris

le n° 2 du département juridique et contentieux

En contact direct avec nos responsables d'exploitation, venez gérer un portefeuille d'environ 150 dossiers (sur 1000), établir les protocoles avec nos avocats, coordonner l'activité de notre équipe (12 p.) et participer aux côtés de notre responsable, aux développements liés à notre croissance (nationale et internationale).

A 30 ans minimum, de formation juridique (complétée si possible par l'IAE ou l'ICG), vous avez acquis votre expérience dans un service contentieux d'entreprise. Vous savez être proche des réalités commerciales, tout en gardant la maîtrise de vos dossiers. Autonome, vous avez le sens du travail en équipe et communiquez bien. Nous saurons vous apprendre notre métier et vous faire évoluer.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER vous remercie de lui écrire (réf. 5537LM)
"Carrières Gestion-Finances"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Notre développement dans les départements **16-24-33** nous conduit à rechercher de

FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES

Vous aurez à seconder le Directeur dans toutes ses activités de gestion bancaire, commerciale et financière dans une unité de 5 à 10 personnes.

Un BAC + 2, une solide formation bancaire et une expérience commerciale réussie vous permettront de développer votre potentiel et d'accéder à court terme au poste de Directeur.

Si notre offre vous intéresse, veuillez adresser Lettre + CV + rémunération actuelle à :

Direction du Personnel CMSO
Voie de l'Europe - BP 146 - 16002 ANGOULEME CEDEX

Crédit Mutuel
Sud-Ouest

LA VILLE DE BREST

recrute un

CHEF DE PROJET

La ville de Brest met en place son équipe de développement social des quartiers.

Elle recherche un Chef de projet
Pour :
– Assurer le montage, la mise en place et le suivi des programmes d'amélioration de plusieurs quartiers.

– Travailler en partenariat avec les professionnels et les habitants.

Ce poste convient à un candidat expérimenté dans le montage de projets, la recherche de financements et l'animation d'équipes pluridisciplinaires.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions et disponibilité à :

M. le maire de la ville de Brest
B.P. 868 - 29279 Brest Cedex
Pour le 14 janvier 1990

Nous sommes une entreprise de dimension internationale, leader dans son secteur, qui recherche :

JEUNES CADRES DIPLOMÉS

Vous pouvez justifier d'une formation commerciale (bac + 2), vous êtes fortement motivé par le travail, disponible et vous n'hésitez pas à « retrousser vos manches » s'il le faut.

Si ce profil correspond au vôtre, vous êtes la personne que nous recherchons.

Nous vous offrons une chance de faire une carrière internationale avec un salaire motivant à la clef.

Si vous voulez réussir et si ces perspectives vous intéressent, adressez-nous une lettre manuscrite accompagnant votre C.V.
sous le nº 1038 à
CONCEPT 1992, 31, rue du Maréchal-Foch,
67380 LINGOLSHEIM, qui transmettra.

VENEZ MONTER UNE AGENCE DE PUBLICITÉ AVEC NOUS !

Nous sommes un petit groupe de presse professionnelle éditant plusieurs revues en France et s'implantant en Allemagne et en Espagne en 1990.

Vous aurez à développer une petite agence de publicité *dont les activités sont : gestion de budgets professionnels* dans le secteur de l'agro-alimentaire et de la gastronomie, édition publicitaire, opérations de promotion.

Vous avez une première expérience de **CHEF DE PUBLICITÉ** ou d'assistant(e) et une connaissance de la fabrication et de l'édition de documents publicitaires.

Adressez votre C.V., photo et prétentions à :
la société NIOUBIZ, Marie-Laure Guérin,
54, rue Etienne-Marcel, 75002 PARIS

SAGGEL-VENDOME



recherche pour son service IMMOBILIER D'ENTREPRISE

NEGOCIATEURS JUNIORS

- De formation Universitaire ou diplômés d'une école de commerce ;
- Hommes d'action et de contacts ;
- Dotés d'un réel esprit d'équipe ;
- Ces négociateurs participeront au développement du service *IMMOBILIER D'ENTREPRISE* de la SAGGEL VENDOME, filiale de gestion et de commercialisation immobilière du groupe de l'U.A.P.

ECRIRE à :
Melle FAUDRY - SAGGEL-VENDOME
22, rue du Général Foy - 75008 PARIS.

MGC

RESPONSABLE RECRUTEMENT

Confirmé

La Direction des Ressources Humaines d'un important groupe du BTP recrute son Responsable du Recrutement. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Humaines, Sciences Po...). Vous avez une expérience réelle des recrutements de tous niveaux (Techniciens, Cadres, Direction) acquise en cabinet ou entreprise, vous souhaitez renouveler votre savoir-faire en menant des recrutements diversifiés et complets, de l'élaboration du plan de recrutement au suivi de l'intégration des candidats, au sein d'un groupe en fort développement. Ce poste vous permettra d'être étroitement associé à de nombreux aspects des ressources humaines. Poste basé PARIS OUEST.

Merci d'adresser CV sous référence 1816 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.



Le système télématique expert de l'emploi des cadres **3615 LM**

Le Groupe FININDUS

recherche pour sa Holding

UN(E) JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Vous aurez à prendre en charge les actes juridiques d'une cinquantaine de sociétés (Conseils, Assemblées, baux, contrats, constitutions de sociétés, fusions, etc.).

Ce poste requiert une expérience approfondie en droit des sociétés, une attitude concrète et opérationnelle et de bonnes qualités rédactionnelles. Une pratique de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

Poste basé à Paris.

Votre lettre manuscrite de candidature, C.V. + photo et prétentions sont à adresser à :

C.F.G.F.-Mme DUVAL
148, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Société d'Économie Mixte de Construction et de Rénovation Urbaine de la Région Ouest Parisienne

RECHERCHE

DIRECTEUR FINANCIER

de formation supérieure (E.S.C. ou D.E.C.S.). Celui-ci aura à diriger et coordonner les services comptables et la gestion financière. Disponibilité rapide souhaitée.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pour direction d'un Service Informatique (exploitation, évolution des applications...).

Connaissance OS PICK -
Expérience dans le secteur du logement social.

C.V. détaillé sous nº 8729, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

la sem à PLAISIR

cherche

CHARGÉ(E) D'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT

— il (elle) sera chargé(e) de la mise au point du programme, du montage et du suivi général d'opération d'aménagement sous la responsabilité du directeur ;

— il (elle) coordonnera l'activité des maîtres-d'œuvre et autres *intervenants de l'acte à bâtir ;*

— le poste convient à une personne motivée, dotée d'esprit de synthèse et sachant travailler seule dans le cadre de la société. Elle disposera de solides connaissances administratives, juridiques et techniques (expérience souhaitée dans le montage d'opérations d'aménagement).

Adresser lettre de candidature décrivant le mode d'intervention souhaité, C.V., prétentions et photo à :

Monsieur le Directeur Général
63, place du Commerce - 78370 PLAISIR

L'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure

(MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR)

recrute
pour le Département Études et Recherche

DEUX CHERCHEURS

- Postes accessibles à chercheurs confirmés en sciences sociales (droit, sociologie, Sc. Po...), aptes à travailler en équipe et ayant goût du contact.
- L'emploi pourra comporter : activité de recherche personnelle sur domaines d'intérêt de l'Institut, participation à des travaux collectifs, responsabilité d'animation et coordination des liens avec la communauté scientifique, tâches de soutien à groupes de chargés d'études.

Adresser C.V. et prétentions à :
I.H.E.S.I., B.P. 103, 92203 Neuilly Cedex.
Pour plus de renseignements :
Colette Didier. Tél. : 47-07-09-28 ou 43-36-13-92.



Entreprise de réassurance au CA de 2,5 milliards de francs recherche

RESPONSABLE DE DEPARTEMENT COMMERCIAL

Son profil : âgé de 40 ans environ, ingénieur grandes écoles/ ou équivalent, il doit avoir une bonne expérience de la réassurance sur les marchés français et étrangers.

La pratique l'anglais courant est exigée et de solides connaissances d'une seconde langue seraient appréciées..

Sa mission : diriger une équipe de 10 personnes chargées de la souscription des risques I.A.R.D. et transports.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite avec curriculum vitae et prétentions) à M. JM LETAILLEUR, 31 rue Henri Rochefort 75017 Paris.

CONTESSE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
13 communes - 150 000 habitants
recrute

DIRECTEUR

Domaine de 30 hectares, château pour séminaires et colloques, équipements de loisirs pour enfants (vingtaine de salariés).

Gestionnaire (activités socio-culturelles, activités commerciales), *relations publiques, connaissance* des collectivités locales.

Ecrire au président du SIR, Robert RIVIÈRE, avant le 15 janvier 1990 (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions).

DOMAINE DE RAJAT - 69780 ST-PIERRE-DE-CHANDIEU

BUREAU D'ÉTUDES

Conseil aux collectivités locales,
RECHERCHE

pour compléter l'équipe pluridisciplinaire de son AGENCE RHONE-ALPES/AUVERGNE située à VÉNISSIEUX (Rhône)

JEUNE ARCHITECTE/URBANISTE

assistant d'études, si possible possédant une première expérience d'études préopérationnelles.

Envoyer C.V. *et photo s/nº 8724 Le Monde Publicité,*
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris

LE CENTRE DE FORMATION DE FORMATEURS (C2F) DU CNAM RECRUTE UN FORMATEUR

Activités suivantes :
- Analyse de ressources et de systèmes multi-média.
- Animation de formations de formateurs.
- Intervention en entreprise ou organisme .
Niveau d'études : *Maîtrise ou DESS.*
Salaire : *120 000 à 150 000 F par an.*
Contrat : *durée déterminée : 12 mois. Poste à pourvoir de suite.*



Envoyer les candidatures (lettre + C.V.) avant le 30 janvier 1990 à l'attention de Patrick Chevalier CNAM - C2F - 2, rue Conté - 75003 PARIS

Importante société d'études spécialisée dans l'analyse des stratégies et des performances des entreprises

recherche :

2 CHARGÉS D'ÉTUDES DÉBUTANTS

Vous êtes jeune diplômé d'un 3ᵉ cycle universitaire en économie industrielle ou en gestion. Après une formation à nos méthodes d'analyse, vous participerez à la réalisation d'études sur des activités industrielles et financières.

DES CHARGÉS D'ÉTUDES VACATAIRES

Économistes expérimentés indépendants, spécialistes de l'analyse des entreprises, nous vous confierons des contrats d'études sur des stratégies d'entreprises.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à Anne Lefèvre, I.C.A., 104, rue Lafayette, 75010 Paris.

Association (40 salariés) implantée en RP recherche pour la gestion de son Centre d'Accueil International, son Foyer de Jeunes Travailleurs et son Centre de Formation :

DIRECTEUR (H/F)

justifiant de 5 ans minimum au sein d'une direction des secteurs : **Tourisme-Hôtellerie et/ou Social et/ou Formation.**
Diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une expérience significative de l'informatique de gestion, le candidat, fortement sensibilisé aux besoins et aspirations des jeunes, aura une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + 2 photos à
Elisabeth Verchère-Cigeth Recrutement
87, av. Foch, 94100 Saint-Maur. Tél. : (1) 48-89-68-11.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Société de services - région Sud-Ouest
50 personnes - 60 MF

Domaine de la communication. Associée au développement économique de sa ville et de sa région.

Le candidat recherché devra avoir environ 40 ans, une formation supérieure (Sup de Co., I.E.P.), une expérience professionnelle de gestion d'un centre de profit, le sens de la négociation, de l'organisation, ainsi que le goût des contacts humains.

Merci d'adresser vos candidatures et prétentions à :

Inergie - 1, rue Edouard-Branly
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

CLAMART (92)

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL H/F

GROUPE CHIMIQUE BRITANNIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

Nous recherchons pour renforcer notre activité Chimie et Polymères dont la direction est basée à CLAMART, un JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL.

VOTRE MISSION :
- Vendre et développer une gamme de produits chimiques destinés aux industries spécialisées.
- Appliquer la politique commerciale du Département en collaboration avec l'Angleterre.
- Réaliser des actions de marketing et des études qui lui seront confiées.

VOTRE PROFIL :
- Formation supérieure (Bac+ 5),
- Bonne maîtrise de la langue anglaise,
- Connaissance d'une autre langue appréciée,
- Aptitudes à la négociation,
- Esprit d'initiative allié à des qualités de méthode et d'organisation.
- Disponibilité géographique (fréquents déplacements en France et en Grande-Bretagne.

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 90/01/CP/LM à I.C.I. FRANCE - Direction des Ressources Humaines - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART



MEDIAPA

Cabinet conseil en recrutement recherche dans le cadre de son développement, un

Consultant

25/30 ans, de formation supérieure (psychologie, Ecole de Commerce,...), vous avez 2 à 5 ans d'expérience de la fonction. La pratique des tests psychologiques serait un plus ; la connaissance du secteur informatique serait appréciée.
Votre mission : prendre en charge les différentes étapes du recrutement jusqu'à la pré-sélection finale.
Les candidatures à temps partiel seront également étudiées.
Adresser CV + photo + prétentions à Françoise BERNET, 96 rue du Château, 92100 BOULOGNE.

La *Passion* de l'oiseau rare — FBC

ASSOCIATION D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT

recherche d'urgence

DIRECTEUR

Ce directeur animera notamment une équipe de quatre conseillers juristes.

Diplôme exigé : maîtrise de droit

Poste à pourvoir en région parisienne

Adresser dossier avec C.V. et prétentions sous le nº 8731

Le Monde publicité
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

NOTRE CABINET DE CONSULTANTS

est spécialisé dans la Recherche de Cadres et Dirigeants (par Approche Directe et par voie d'Annonces).

Nous recherchons aujourd'hui une

CHARGEE DE RECHERCHE

Vous travaillerez en liaison permanente avec plusieurs Consultants et participerez activement aux différentes étapes des missions de Recherche.
Le poste proposé s'adresse à une jeune femme de formation supérieure ayant exercé depuis au moins 2 ans des fonctions similaires en Cabinet de bonne notoriété.
La candidate fera preuve d'un dynamisme certain et possédera des qualités de rigueur mais aussi de contact avec une très grande aisance dans les relations téléphoniques. Elle sera naturellement autonome et responsable des missions confiées.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence PB/12 à :

Patrick BRUNETEAU
PB *International Management*
75, rue de Miromesnil - BP 385
75008 PARIS - TEL. 42.94.07.34

Groupe important
implanté sur l'est de la France
Plus de 10 000 salariés

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

Pour ses développements informatiques, applicatifs, système, base de données, matériel IBM haut de gamme, *réseaux minis, micros...*

Salaires selon expérience.

Faire offre lettre + C.V. détaillé + photo sous nº 8686
***Le Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.**

Juriste, fiscaliste.... et surtout conseil.

Nous sommes par excellence la banque de l'immobilier. Nous proposons à notre clientèle d'entreprises, de promoteurs, de marchands de biens un accompagnement financier à court, moyen ou long terme. Dès lors que le montage de financements sophistiqués se fait à la mesure de nos clients, c'est bien un juriste conseil que nous recherchons.

Disponible, fiable, créatif mais non spéculatif, vous serez avant toute chose à l'écoute des besoins. Proche des affaires, du montage d'opérations, vous apporterez les réponses pratiques, opérationnelles, touchant à votre domaine de compétence. C'est ainsi que vous serez un interlocuteur privilégié, pour tout montage d'opérations en France ou internationales.

De formation juridique et fiscale supérieure, vous pouvez faire valoir 6 à 8 années d'expérience concrète acquise au sein d'un établissement bancaire ou financier ou bien encore auprès d'un institutionnel. Une éventuelle formation financière vous a permis d'aborder avec plus de quiétude la mise en place de crédits complexes. Bien entendu, vous pratiquez un anglais opérationnel. Nous avons confié à notre conseil Philippe Vuitteney, associé du cabinet Sirca le soin d'étudier votre candidature. Merci d'adresser votre dossier sous la *référence 071 814 LM au 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre* niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Acheteur Produits Chimiques, une carrière dans la haute technologie

SILEC

Au sein de l'ensemble industriel SAGEM-SAT-SILEC, (18 000 personnes, 10 milliards de chiffre d'affaires), nos activités à l'usine de Montereau (près de Fontainebleau) sont centrées sur les câbles électriques isolés pour le transport d'énergie et les télécommunications (nous sommes le leader mondial en très haute tension : jusqu'à 500 kV). Nous renforçons notre structure en recrutant un **acheteur produits chimiques** pour notre service achat. Ce service qui a pour vocation de sélectionner des fournisseurs (français et européens) et de négocier en terme de qualité, quantité, prix et délais pour les matières premières, matériels, transports, fournitures..., s'agrandit. Rattaché au responsable des achats, ce nouveau collaborateur s'occupe plus particulièrement *des achats matières premières (produits de base, constituants...). Véritable interface entre* les fournisseurs et le laboratoire chimie, il a également pour mission de créer et mettre en place l'ensemble de la nomenclature produits. Ce poste convient à un candidat âgé d'une trentaine d'années, de formation supérieure (DUT/BTS chimie), ayant acquis une expérience professionnelle similaire d'au moins cinq ans. Il parle *anglais* et *dispose de bonnes connaissances en allemand. Ce poste nécessite de nombreux déplacements.*

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1048.89 M à notre conseil, 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

AVEC DES HOMMES DE VOLONTE

Filiale du puissant groupe américain **TENNECO**, *nous sommes parmi les leaders mondiaux dans les domaines des matériels de travaux publics et agricoles. Nous recherchons*

ASSISTANT(E) DIRECTION JURIDIQUE

Après une première expérience dans un cabinet de conseil juridique ou en entreprise vous maîtrisez bien le DROIT des AFFAIRES.

En rejoignant notre société à VOCATION INDUSTRIELLE ET INTERNATIONALE, vous aurez à conduire, en professionnel, des missions dans les domaines de la distribution, des achats, de la propriété industrielle, des *accords de coopération et du contentieux dans un contexte français et* international.

Vous parlez couramment l'anglais. Vous avez la précision et la rigueur d'un juriste généraliste mais aussi la curiosité, la flexibilité, la disponibilité *et le sens de la communication pour conduire vos actions.*

Progression rapide pour candidat de valeur.

Poste basé au Siège Social, près de Paris.

Case Poclain S.A. — J I Case — *Une volonté d'avenir*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à CASE POCLAIN S.A. - M. MARCHAND - av. Georges Bataille - 60330 Le Plessis-Belleville.

CONTESSE

Une évolution possible pour un(e) spécialiste du recrutement

Vous avez quelques années d'expérience du recrutement en entreprise ou en Cabinet. Vous souhaitez une responsabilité plus globale, incluant le développement commercial et la gestion d'une petite entité.

Nous vous proposons de prendre en charge une activité de services aux entreprises, dans le cadre d'un groupe de premier plan. Vous bénéficierez d'une grande autonomie et pourrez donc développer les activités existantes et créer éventuellement de *nouveaux services.*

Si vous souhaitez évoluer et entamer une nouvelle phase de votre carrière professionnelle, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence M 19 à M.FERRER - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

Une discrétion absolue vous est garantie et vous pouvez préciser les groupes avec lesquels vous ne souhaitez pas être mis en contact.

DEVELOPPER LA FONCTION PERSONNEL
DANS LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Notre Société est la filiale d'un grand Groupe français dans le domaine de la communication et des média.

Membre du Comité de Direction, le Responsable du Personnel que nous recherchons - outre les aspects traditionnels de la fonction - se verra confier deux missions spécifiques :

- la réorganisation de l'administration du personnel et notamment de la paie, par la conception et la mise en place d'une politique salariale rigoureuse ;
- *le développement et la gestion des relations sociales dans l'entreprise et le dialogue* avec les partenaires sociaux.

A 30 ans environ, vous souhaitez intégrer une équipe de Direction jeune et entreprenante. Vous avez déjà une expérience de la fonction Personnel acquise en milieu *industriel, qui vous a donné une bonne connaissance des missions qui seront les vôtres.* Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, enthousiaste, avec une forte capacité de travail. La perspective de travailler en région (à une centaine de kilomètres de Paris dans une grande ville) ne vous effraie pas, dans un Groupe qui vous offre des perspectives d'évolution.

Pour ce poste, merci d'envoyer votre candidature, CV et prétentions sous réf. 194.03 à notre Conseil : Marc SIBOLD - COFROR - 20, place de l'Iris - La Défense 2 92400 COURBEVOIE, qui vous assure de sa totale discrétion.

Cofror

Organisation et Publicité



AVEC DES HOMMES DE VOLONTE

Filiale du puissant groupe américain **TENNECO**, nous sommes parmi les leaders mondiaux dans les domaines des matériels de travaux publics et agricoles. Nous recherchons un

COORDINATEUR RESSOURCES HUMAINES
Filiales Européennes

Vous avez le goût du challenge.

Apres une experience de la direction des ressources humaines dans une société ou un cabinet à vocation internationale, vous êtes familier des outils et des methodes qui dynamisent la performance des entreprises

Votre action portera sur nos filiales européennes (Grande-Bretagne, Espagne, Allemagne, Italie, France) notamment dans le domaine des organisations marketing, vente, finances, etc...

Vous serez chargé de mettre en place les systémes d'animation et de gestion prévisionnelle des ressources humaines, de développement de carriere de notre encadrement europeen. Vous piloterez les systemes de remuneration variable et definirez les axes de formation et les recommandations en matiere *de recrutement à moyen terme.*

Vous êtes parfaitement bilingue français/anglais et maîtrisez une autre langue.

Case Poclain S.A. — J I Case — *Une volonté d'avenir*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite CV, photo) a CASE POCLAIN S.A. - M MARCHAND - av. Georges Bataille - 60330 Le Plessis-Belleville.

CONTESSE

Région Nantaise

Directeur Industriel

Une vision stratégique d'une production internationale...

550 MF de chiffre d'affaires, plus de 1 000 personnes et des perspectives de développement très importantes en Asie du Sud-Est mais aussi dans les pays de l'Est où nous avons été pionniers dans notre secteur. Le rôle de notre Directeur Industriel, membre du Comité de Direction, est de concevoir et de faire mettre en pratique les politiques, les systèmes, les procédures et les techniques adéquates à une gestion optimum de nos flux. C'est donc : un manager d'hommes, un gestionnaire de production (il en a assimilé les techniques modernes) et un homme de logisti*que avec un sens prévisionnel aigu.* Il aura pour mission d'animer la production en France et dans les usines délocalisées. Ses équipes auront également un rôle de conseil en matière d'engineering auprès de nos partenaires étrangers. Nous cherchons un ingénieur issu du milieu Hi-Tech mais surtout d'un environnement *reconnu pour la qualité de son organisation et de son sens prévisionnel.* L'anglais est nécessaire. Notre style ? : celui d'une équipe de battants dont la volonté est de concilier développement local et ouverture internationale. Si vous avez à votre actif une solide expérience de cette fonction, merci d'adresser rapidement un dossier de candidature (C.V. et prétentions), *sous réf. JAL/14 M, à notre conseil :* INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

FORCE 5

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

HIGH TECH

Créer la fonction personnel

Voilà ce que vous propose notre jeune société à vocation résolument européenne, chargée de *développer, mettre en œuvre et commercialiser* des services de liaison par satellite, destinés aux mobiles (transports terrestres, maritimes, ferroviaires, etc.). Le succès de ce système de communication à couverture européenne se confirme et son développement se poursuit rapidement.

Pour répondre à cette expansion, nous recherchons notre Responsable des Relations Humaines. Prenant à part entière la globalité de la fonction, vous aurez à créer et à mettre en place les structures nécessaires à une gestion dynamique et stimulante des ressources humaines, composées d'emblée d'ingénieurs et cadres pluridisciplinaires de toutes les régions d'Europe : recrutement, gestion des carrières et de la formation, gestion administrative et sociale.

Agé d'environ 30/35 ans, de formation nécessairement supérieure, vous êtes un généraliste de la *fonction et présentez une expérience professionnelle* d'environ cinq ans, acquise de préférence dans un secteur d'activité de pointe. Le poste, qui exige l'anglais, est basé à Evry.

Notre Conseil étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/59 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Communiquer notre savoir-faire



Filiale de COGEMA, SGN (1400 personnes dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs, 2 Mds de Frs de CA) se place dans les toutes premières entreprises d'ingénierie des nouvelles technologies.

La Direction Communication recherche son

RESPONSABLE COMMUNICATION PRODUITS

Fortement impliqué dans notre stratégie de communication et en étroite collaboration avec nos équipes commerciales, vous aurez à :
• concevoir les supports de communication les plus adaptés pour *faire connaître le savoir-faire, les produits* et les *services* de notre société • en assurer le suivi, au niveau des réalisations par les prestataires extérieurs.

Cette fonction s'adresse à un diplômé d'études supérieures, justifiant d'environ 5 ans d'expérience de la *communication en entreprise ou* en agence, doté d'un tempérament créatif ainsi que d'un sens aigü du travail en équipe.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance du milieu industriel sera un plus.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. HMO-105 à *SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline* 92213 St-Cloud Cedex.





Société nationale de Promotion Immobilière recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMMES
30/40 ANS

pour Paris et proche couronne.

De formation Grande Ecole, Ecole de Commerce. Dans le cadre d'une large délégation, le responsable de programmes devra animer et contrôler une équipe pluridisciplinaire. Il assure la complète responsabilité de la gestion de l'opération, de sa commercialisation et de sa réalisation. Jugé sur sa performance, dans le cadre d'objectifs précis, un candidat à fort potentiel pourra bénéficier d'une progression rapide au sein du groupe.

Nous concevons des espaces de vie.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions à
***LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS** - 31, rue Ernest Renan*
92130 ISSY LES MOULINEAUX.

ORC

Important bureau d'études

région parisienne

RECHERCHE
dans le cadre du développement de son activité Bâtiment

JEUNE INGÉNIEUR CHAUFF./CLIM.

(ENSAIS ou équivalent)

Première expérience professionnelle souhaitée

Perspectives d'évolution rapide pour candidat ayant le sens du contact et de l'animation d'équipe

Adresser lettre + C.V. sous le n° 3539 à
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ, BP 229
93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

Important bureau d'études

RECHERCHE
pour le développement de son activité en région parisienne

JEUNES INGÉNIEURS (H/F)

Le poste à pourvoir concerne : un rôle d'ingénieur d'affaires assurant la responsabilité et la coordination d'études tous corps d'Etat pour des interventions de maîtrise d'œuvre dans les domaines de l'infrastructure, du bâtiment et de la réhabilitation.

Expérience professionnelle similaire appréciée.

Développement de carrière intéressant pour candidats dynamiques et ayant le goût des contacts.

Envoyer lettre + C.V. sous le n° 3534 à
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ, BP 229
93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

Nadine CARRE et son équipe sont heureux de vous annoncer la poursuite et le développement de leur activité sous la nouvelle dénomination

"VECTOR CAREER CONSULTANTS"

Vos objectifs de recrutement couvrent l'Europe ?
Avec une présence marquée en France et préparant 1992, vos recherches de Cadres de Direction de stature Internationale, seront privilégiées.



VECTOR CAREER CONSULTANTS
83, rue Michel Ange
75016 PARIS
Tél. · (1) 39.45.52.49.
(1) 46.51.29.77

MEDIAPA

RHONE-ALPES
AGREABLE VILLE UNIVERSITAIRE

700 PERSONNES (200 INGENIEURS)
HAUTE TECHNOLOGIE

Leader européen dans son domaine de pointe, notre établissement industriel, qui fait partie d'un Groupe mondialement connu, est orienté vers la recherche appliquée de produits haut de gamme. Il crée le poste de

Jeune adjoint au chef du personnel

220.000 F

De formation supérieure, plutôt de type juridique ou équivalent, vous participerez au développement de la Société *en apportant au Chef du Personnel dont vous dépendrez*, un professionnalisme déjà reconnu dans le domaine de la gestion des ressources humaines.
Vos missions recouvriront le recrutement, la formation, la communication, l'administration du personnel, la détection des potentiels en fonction des besoins.
L'idéal serait que vous possédiez, en plus de votre formation de généraliste de la fonction personnel une première expérience de 3 ans minimum dans ce domaine, si possible *acquise dans un milieu industriel.*
Nécessairement jeune, vous bénéficierez d'une bonne autonomie et de larges possibilités de carrière dans notre Groupe en expansion.
L'accent est donc mis sur votre potentiel et sur vos capacités à travailler dans un environnement social composé, pour une grande part, d'ingénieurs et de techniciens.



Merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite, photo sous référence 980 en précisant un numéro de téléphone à : Média-System, 46 bd Longchamp - 13001 Marseille, à l'attention de M. Guy Postel Conseil, (Tél. 16 - 93.32.85.97), qui s'engage à traiter confidentiellement et rapidement votre dossier.

Guy Postel

MEDIA SYSTEM

NOUS SOMMES OCÉ GRAPHICS, FILIALE DU GROUPE OCÉ, LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN DE L'IMPRESSION ET DE LA REPRODUCTION.
NOTRE MÉTIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE.
NOTRE STYLE : ACTIF, DIRECT. EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX U.S.A., VOUS TRACEREZ UN AVENIR À LA MESURE DE VOS TALENTS.

...Océ Graphics. Un avenir tout tracé !

Jeune chef du personnel

. Une fonction clé au sein de notre principal établissement puisqu'elle couvre les relations sociales, le recrutement et la formation.
. Une fonction d'envergure, puisque nous souhaitons rencontrer un jeune chef de personnel de formation supérieure disposant d'une expérience prouvée dans la gestion qualitative des carrières.
. *Une fonction évolutive, puisque des opportunités s'ouvriront* à un animateur sachant concilier dialogue et efficacité terrain. La diversité des nationalités de nos cadres et notre ouverture sur les marchés internationaux font de l'anglais notre langue de travail.

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR,
VOUS ETES RÉELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPÉTENCES ET RECONNAITRE VOS RÉSULTATS.
ECRIVEZ S/RÉF. RH À ANNICK DUNN,
OCÉ GRAPHICS, 1, RUE JEAN LEMOINE,
94003 CRÉTEIL CÉDEX.

L'entreprise de tous les desseins



Océ Graphics

VOCATION MEDIA

SAE
En confiance

JEUNES INGENIEURS,

CHOISISSEZ LA RICHESSE DE NOS METIERS

Notre première vocation à la SAE, c'est développer le potentiel de chacun, d'apprendre notre métier aux jeunes ingénieurs débutants ou 1re expérience (ESTP, INSA, ENSAM...X).

Grand groupe mondial de BTP, N°1 en France du bâtiment, nous sommes présents sur tout le territoire et comptons plus de 26 000 collaborateurs qui chaque jour font progresser nos chantiers.

Nous rejoindre, c'est avant tout faire vos preuves sur le terrain : pendant 6 mois environ, nous vous formerons aux différentes techniques du BTP ; rapidement, vous deviendrez INGÉNIEUR DE TRAVAUX, assurant l'entière responsabilité technique, humaine, financière et commerciale de vos chantiers.

Puis vous pourrez évoluer suivant vos motivations vers des responsabilités dans les domaines suivants : Gestion de Centres de Profit, Bureaux d'Etudes, Commercial, Immobilier...

Vous l'avez compris, choisir SAE, c'est s'assurer les meilleurs gages de réussite et d'évolution dans l'univers du BTP.

Si vous partagez déjà la passion de notre métier, écrivez s/réf. JI 019 à Pascale FOURLEIGNIE - SAE - Direction des Ressources Humaines - 32, av. de New York - 75116 PARIS

MEDIAPA

Banque privée – Paris 8e

recherche
par son département Engagements

CADRE ADMINISTRATIF

classe IV/V

Diplômes bancaires et/ou juridiques
Expérience rédaction d'actes et si possible pré-contentieux
Pour animation petite équipe.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : Service du Personnel Banque Française Intercontinentale 30, avenue George-V, 75008 PARIS



Hewitt Associates

CONSULTANTS
RESSOURCES HUMAINES

Réseau International présent dans 29 *pays*, HEWITT ASSOCIATES emploie aujourd'hui 3300 personnes. Spécialisés dans les politiques de rémunération, nous poursuivons notre développement en France et recherchons des Consultants en Rémunération. Ils conduiront des missions de conseil en politique de rémunération *auprès d'entreprises évoluant dans tous les* secteurs de l'activité économique. Ils analyseront leurs situations spécifiques puis proposeront et mettront en place des plans de rémunération comportant : classification, rémunérations fixes et variables, actionnariat... et assisteront les entreprises dans la préparation de leur communication interne. A la fois stratégique et proche du terrain, ce métier intéresse des candidats d'environ 30 ans, de formation supérieure (Sciences Po, Ingénieur, Ecole de Commerce) possédant une première expérience de la fonction personnel acquise *soit en cabinet conseil, soit au sein d'une* direction des relations humaines d'une entreprise. Il nécessite une bonne sensibilité à l'informatique et la maîtrise de l'anglais.

Ecrire sous référence 1185 M à

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups – 75012 PARIS
Discrétion assurée

MEDIAPA

Important quotidien économique et financier recherche

Adjoint au Rédacteur en Chef

Spécialiste des marchés financiers

Chargé d'animer une équipe d'une dizaine de journalistes, il doit avoir une excellente connaissance technique du fonctionnement des marchés boursiers et financiers - actions, obligations, marchés monétaires..., - et des milieux professionnels concernés.

Ce poste conviendrait à un journaliste spécialisé ayant exercé des responsabilités ou à un jeune Cadre supérieur, aimant écrire et *possédant une expérience acquise dans une institution financière.*

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement par N. Quinton, 9 rue Pergolèse, 75116 Paris, qui transmettra.



Air Inter, Apple, Cisi, LM, Matra, Olivetti,... Il était temps d'agrandir notre service

CHEF DE GROUPE / CHEF DE PUBLICITÉ

Nos clients, des entreprises de premier plan dans leur domaine, nous ont choisi pour leur communication de recrutement. Une réflexion stratégique, une création forte résolument différenciatrice, des outils de communication variés... : nous mettons tout en oeuvre pour optimiser la gestion de nos budgets. Notre approche séduit, le nombre de nos clients augmente. Il était temps d'agrandir notre service...

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience réussie en communication. Vous alliez rigueur, méthode et créativité. Vous savez écrire et convaincre. Vous faites partie des commerciaux "créatifs" du marché. Communiquer n'est pas seulement notre tasse de thé, c'est un métier.

Si vous partagez nos idées, il est temps que l'on se rencontre...



Agence Conseil en Communication – 54, rue Beaubourg – 75003 PARIS – Téléphone : 42 76 02 76

Le Conseil Régional de Haute-Normandie

recrute d'urgence selon les conditions statutaires

UN ADJOINT DE L'ARCHITECTE DES SERVICES DU CONSEIL RÉGIONAL

PROFIL :

— bon généraliste du bâtiment qui a, de préférence, déjà exercé ce type d'emploi pour le compte d'un maître d'ouvrage public.

— il assurera la préparation et le suivi d'opérations de construction neuve et d'entretien du patrimoine du Conseil Régional.

DIPLOME MINIMUM :
— BTS ou DUT Génie Civil.

CE POSTE ÉTANT A POURVOIR RAPIDEMENT :
Les candidatures avec curriculum vitae devront être adressées avant le 15 février 1990 à :

Monsieur le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie
BP 1129 - 76174 ROUEN Cedex
Tél. : (16) 35-52-56-20

Notre importante Société de Travail Temporaire, basée à Paris, s'adjoint, pour animer son département

"intérim de Cadres Juridiques"

Un(e) Responsable

Bien introduit dans le milieu juridique et lui-même (ou elle-même) juriste de formation

Sa mission sera de faire vivre et progresser, de manière autonome ce département, c'est-à-dire, diriger toutes les opérations commerciales, marketing, développement, recruter les intérimaires adaptés à une clientèle spécialisée.

Nous travaillons beaucoup et dans une bonne ambiance et notre entreprise progresse très vite.

Si vous vous sentez les qualités nécessaires et l'envie de contribuer activement à la réalisation de nos projets, adressez-nous votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 350 M à Chantal DHERBIER - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail 75002 PARIS.

plein emploi
conseils en ressources humaines
à l'écoute du talent

---

cci Dijon

Recrutons

ASSISTANT AU COMMERCE INTERNATIONAL

VOTRE MISSION : En relation avec l'ensemble de l'équipe du développement économique vous serez rattaché au Service du Commerce International où vous participerez activement au développement de l'export dans les entreprises de notre circonscription.
Vous devrez connaître le tissu industriel local pour en établir un diagnostic.
Vous devrez alors concevoir et mettre en place des produits et/ou services concrets et réalistes adaptés aux besoins des entreprises industrielles.

VOUS ETES : Agé de 25/30 ans, de formation Supérieure Ecole de Gestion-*/commerce international ou équivalent.*
Vous possédez l'anglais et une deuxième langue, êtes disponible, positif, concret, organisé et capable de vous adapter à une structure consulaire et au travail en équipe.
Une forte motivation sera un gage de réussite dans le poste.

Pour nous rejoindre prière d'adresser CV, photo et prétentions à :
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE Martine BOURDEAUX
1, place du théâtre - 21000 DIJON.

CONTESSE

Groupe Industriel Français, leader européen dans son domaine, 3000 personnes, recherche le collaborateur direct du Responsable du Personnel.

De formation supérieure, nécessairement juridique, vous apporterez une expérience déjà reconnue de la fonction Personnel.

Vos missions recouvriront, pour l'établissement, notamment l'administration du personnel, le recrutement et la formation. Pour ce faire, vous animerez une équipe de 4 personnes.

Vous serez en outre notre Conseil juridique interne au regard de la législation sociale.

Votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sera adressé sous *référence 5770* à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

DESSEIN

ASSISTANT DU RESPONSABLE DU PERSONNEL



SNR ROULEMENTS

GROUPE SNR
CA : 3 MILLIARDS F, 5 200 PERSONNES.
PARTENAIRE DE L'AERONAUTIQUE, DE L'AUTOMOBILE ET DE L'INDUSTRIE

RESPONSABLE D'AFFAIRES INTERNATIONALES

Poste créé à l'intérieur de notre Direction Commerciale pour établir, consolider et développer nos ventes, dans un premier temps, en Afrique Orientale, au Portugal et au Moyen-Orient.

Le poste implique de combiner une forte autonomie (*esprit de décision, organisation du temps, mobilité à* l'étranger pendant un tiers du temps par séjours de 3 à 10 jours environ à partir d'ANNECY), des qualités de contact dans l'action commerciale, et une approche économique rigoureuse.

Profil attendu : **GRANDE ECOLE COMMERCIALE.**
Le candidat âgé de 28 à 35 ans a déjà la stature acquise au cours d'une expérience antérieure.
Langues vivantes : Anglais indispensable ; Portuguais *très souhaité.*

ORC

ANNECY VEUILLEZ FAIRE PARVENIR S/REF. 9012 VOTRE DEMANDE MANUSCRITE, VOTRE C.V. AVEC PHOTO ET REMUNERATION ACTUELLE A SNR ROULEMENTS, SERVICE EMPLOI, BP 17 74010 ANNECY CEDEX.



Leaders sur une grande partie de nos marchés, nous produisons et distribuons des machines tournantes destinées à des Industries ou à des Constructeurs de Machines-Outils. Nous disposons de nombreuses Filiales dans le monde.

Pour notre *Siège Social*, à ANGOULEME, nous recherchons des

AUDITEURS INTERNES

de formation comptable (D.E.C.S., Sup de Co, ISG ou même *niveau), 28 ans minimum, ayant* une première expérience dans un poste équivalent (C.G., Audit) en Entreprise ou en Cabinet, maîtrisant parfaitement la langue anglaise. Autre langue (allemand, espagnol) appréciée.
Mission : assurer le contrôle de plusieurs filiales étrangères, soit en Europe, Afrique, Asie ou en Amérique Latine. Déplacements fréquents de courte durée (50% du temps, environ).
Prière d'adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo + souhaits de rémunération + n° de téléphone à notre Conseil :

ASSORGRAF
Graphologie-Recrutement
Référence 1971
B.P. 18
38640 CLAIX

Confidentialité de rigueur totalement assurée.

ORC

MACIF RÉGION CENTRE — Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France

Recherche :

Pour la gestion de ses sinistres corporels

DES RÉDACTEURS contentieux confirmés *ayant* IMPÉRATIVEMENT au moins deux années d'expérience professionnelle dans la gestion des dossiers corporels et mortels.

Vous souhaitez travailler dans une mutuelle dynamique et aspirez à une évolution de carrière.

Nous vous proposons :

- un statut cadre
- une rémunération *motivante si capacités*
- des perspectives de carrière.

Adresser CV et prétentions :

MACIF/ Région CENTRE
Mme DOUZIECH
7, rue Colbert
03406 YZEURE CEDEX

BANQUE privée de renom, Paris 8ème, recherche un

Responsable d'équipe commerciale

A 35-40 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une solide expérience professionnelle bancaire dans le domaine des grandes entreprises.
Vous serez chargé de reprendre la clientèle existante et de la développer.
Ce poste fait appel à des qualités humaines (animation d'équipe, écoute, aisance, sens commercial) et des compétences techniques (analyse financière, appréciation du risque) qui sont indispensables.
La connaissance du métier de banquier d'affaires sera un atout supplémentaire
La rémunération attrayante sera adaptée au profil du candidat retenu.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4169 à Sources, 108, rue St Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ CAPITAL RISQUE

cherche

CHARGÉS D'AFFAIRES, JUNIORS ET SENIORS

- 30-45 ans environ.
- Préférence formation scientifique et gestion.
- Dynamisme et disponibilité indispensables.

Rémunération et intéressement motivants

Écr. s/n° 8715 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

LE DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

recrute son

DIRECTEUR DES ROUTES ET DU PATRIMOINE

– placé directement sous l'autorité du directeur général des services départementaux, il est responsable d'un service de 70 personnes gérant 270 MF (programmation, études, réalisations).

– il devra créer la direction à partir de services existants (routes départementales, patrimoine, transports) et notamment suivre le dossier de partition de la D.D.E. et de la D.D.A.F.

– un profil d'ingénieur issu d'une grande école est recherché ; une expérience dans le secteur public est souhaitable, non indispensable. C'est un homme de contact et un organisateur expérimenté.

Prière d'adresser curriculum vitae et photo à :

Monsieur le Président
du Conseil général de la Vendée
Service du personnel
B.P. 823
85021 LA ROCHE-SUR-YON Cedex

avant le 22 janvier 1990

Société Régionale d'Ingénierie

filiale d'un grand groupe

recherche pour Lyon

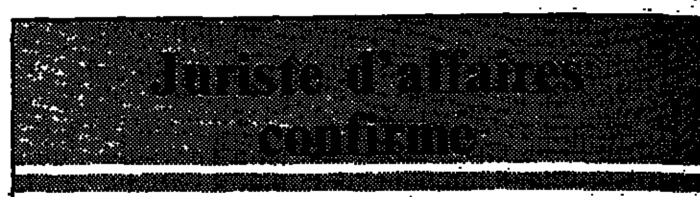
INGENIEUR CHARGE D'ETUDES EN TRANSPORT

Diplômé Grande Ecole ou universitaire, le candidat sera intégré dans une équipe dynamique de consultants et aura pour mission d'effectuer des études générales liées à l'aménagement, au transport et au tourisme.

Le poste requiert un très bon niveau intellectuel, un sens du *travail en équipe* et beaucoup de créativité.
Rémunération intéressante et réelles possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Envoyer CV et prétentions, à Média-System, 55, place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM



Dans le cadre du développement de Bouygues Bâtiment International, la Direction Juridique recherche un juriste d'affaires.

Autonome, il pourra prendre en charge notamment :
- la négociation et le suivi juridique de contrats internationaux
- les opérations d'acquisition de sociétés à l'international.

De plus, il interviendra en tant que conseil auprès des différentes directions opérationnelles.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir. Ce poste est à pourvoir immédiatement et conviendrait à un candidat diplômé d'Etudes supérieures en droit du commerce international, ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le secteur industriel. Il parle couramment l'anglais et une autre langue, si possible l'allemand.

Les activités diversifiées du groupe Bouygues et la politique de développement de ses implantations internationales permettent d'envisager une évolution motivante.

Merci d'adresser votre candidature
sous référence SV/JA
Bouygues Bâtiment International
Direction des Relations Humaines
1, av. Eugène Freyssinet
78061 St Quentin en Yvelines



Société d'Assurances

Jeune cadre juridique

Cette société appartenant à un groupe international renforce ses structures et recherche un jeune juriste.

Au sein d'une petite équipe rattachée au Secrétariat Général, vous intervenez dans des domaines variés de la fonction juridique : droit des sociétés, droit des assurances, fiscalité, etc.

Agé(e) de 30 ans environ, de formation supérieure (minimum Maîtrise de Droit), vous avez une première expérience en entreprise, de préférence dans l'assurance.

Nicole Marichez étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/64 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.



MEDIA-SYSTEM

Florian Mantione Institut

*Filiale d'un grand groupe du Bâtiment, notre société (130 millions de F, 130 personnes), recherche pour son siège à **LIMOGES**, son*

SECRETAIRE GENERAL
320 KF +

Mission : directement rattaché au Directeur Général :
- *vous assurez les responsabilités des fonctions administratives, comptables et financières avec l'aide de cadres compétents que vous animez.*
- *supervisez les montages d'affaires.*
- *assistez la Direction Générale dans la définition de sa stratégie.*

Profil : 40 ans au plus, ESC ou Ingénieur + formation gestion ou équivalent, vous avez impérativement 5 ans d'expérience minimum dans la fonction. Une expérience dans le secteur Bâtiment ou Maisons Individuelles sera très appréciée.

Vos qualités : autonomie, rigueur, grande capacité de travail. Entrée en fonction au plus tard le 1er mars 1990.

Possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

*Envoyer CV + photo sous réf. MP 1289 D, à notre conseil Jean-François BATTESTI, FLORIAN MANTIONE INSTITUT, B.P. 1288, 31047 Toulouse Cedex et **consultez la définition de fonction de poste sur MINITEL 3615 code SOFTEL.***

AIX – BAYONNE - BESANÇON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - NANTES - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE

Consultants associés

Paris/Province

RECHERCHE DE CADRES

Le respect de l'homme client, candidat ou collaborateur inspire *notre éthique ; la taille humaine* de nos équipes (Annonces et Search) nous permet en France et à l'étranger de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous n'acceptons que des missions avec un mandat exclusif... Et avec cette éthique, nous faisons des profits. Si vous exercez déjà le métier de consultant en recherche de cadres selon les mêmes principes, écrivez-nous, nous parlerons du métier... et de l'avenir.

Merci d'adresser votre courrier avec la réf. TEP M à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, qui vous garantit la plus stricte confidentialité.



OVPVM

Société anonyme, filiale d'un groupe important, spécialisée dans la prestation de services auprès des grands noms de l'Industrie *Pharmaceutique, notre développement constant* conduit notre Directeur Général à recruter son

Responsable Administratif, Juridique et Personnel

En prise directe avec la Direction Générale, vous serez responsable de la gestion juridique et administrative de la société (250 personnes). La réussite dans ce poste est liée à des capacités évidentes de management et d'organisation.

La trentaine, juriste (droit du travail, droit des sociétés), vous souhaitez maintenant, après quelques années d'expérience *dans le privé ou le public, vous investir dans une fonction* opérationnelle nécessitant de bonnes qualités d'analyse et de synthèse. Vous aurez les moyens de vous réaliser et d'évoluer dans votre fonction.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. F92661MO à notre conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont
conseil

Une nouvelle équipe, une nouvelle adresse, une nouvelle dimension...

Béatrice Gallevsky
et Catherine Balbarie
s'associent à Claude Favereau
au sein de FAVEREAU
Consultants.

Toute l'équipe sera
heureuse de vous accueillir
dans ses nouveaux locaux.

52, rue de la Fédération
75015 PARIS.
Tél. 42 73 27 05
Fax : 42 73 28 18.

FAVEREAU
CONSULTANTS

La ville de Reims
(Marne)
RECRUTE

UN (OU UNE) ATTACHÉ(E) DE PRESSE
pour son service communication

chargé, sous l'autorité du chef de ce service :
– d'assurer les relations *presse de la mairie de REIMS*,
– des contacts avec la presse,
– de la rédaction de dossiers,
– de réflexions sur les outils de presse,
– de conception d'événements médiatiques.

Profil :
– connaissance des *Collectivités Territoriales et expérience* professionnelle souhaitées,
– talents de rédaction.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo récente,
avant le 31 janvier 1990, à :
Monsieur le Maire – Hôtel de ville – 51100 REIMS.
(Pour renseignements : 26-40-54-53, poste 1525)

GENERAL MOTORS FRANCE AUTOMOBILES S.A.

RECHERCHE

pour son siège social d'Argenteuil

1 *RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS VEHICULES (CADRE)*

Formation: Titulaire d'un B.T.S ou D.U.T et 2/3 ans expérience ou *niveau Ecole de Commerce.*
Age: 24-28 ans.
Anglais courant nécessaire et *allemand apprécié.*
Fort intérêt en informatique.

Responsable d'une équipe de trois personnes, vous aurez à gerer les approvisionnements des véhicules en provenance des usines Opel et GME, à contrôler les inventaires, à obtenir et diffuser les informations correspondantes.
Larges possibilités d'évolution au sein du Groupe pour personnalité dynamique et performante.



Adresser CV, photo et prétentions au : Service du Personnel (Mme *LAIGNEL*) - 1 à 9, avenue du Marais - 95101 ARGENTEUIL Cedex

CONTESSE

Nous sommes un jeune groupe de taille moyenne (400 personnes en France) en fort developpement,spécialisé dans le CONSEIL et le SERVICE aux Entreprises. *Notre activité de Conseil en Recrutement de Cadres s'appuie sur un* important Cabinet, **leader en France sur un marché très spécialisé.**

Voulant élargir notre spécialité à d'autres fonctions de l'Entreprise d'une part et *recherchant des implantations régionales, nous souhaitons rencontrer des*

CONSULTANTS

Expérimentés (H/F)

pour envisager des accords de partenariat

Si vous possédez une expérience confirmée, passée au contact des entreprises de votre région, et que vous souhaitez développer des accords de partenariat avec notre groupe, nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer et approfondir nos motivations mutuelles.

En tant que Responsable de votre activité, vous bénéficierez d'une large délégation de pouvoir et d'une grande autonomie d'action tout en vous appuyant sur la synérgie *de groupe (mise à disposition de compétences reconnues et de moyens logistiques).*

Conscients des exigences de discrétion attachées à votre démarche, nous vous garantissons la plus grande confidentialité. Faites nous parvenir votre carte de visite avec une lettre de motivation sous référence 4155 M à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

conseils en carrière

Dirigeants prêts à changer

d'activité ou d'entreprise...

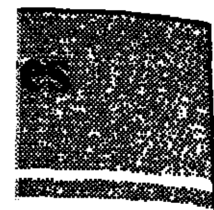
Depuis 15 ans, plus de 5000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution personnelle et professionnelle par les consultants de Forgeot, Weeks.

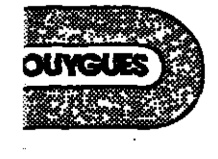
La clé du succès ? Une réflexion personnalisée précédant la prospection de la face cachée du marché international qui recouvre généralement plus de 2/3 des opportunités.

Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks
PERSONAL CAREER CONSULTANTS

Paris : 50, rue St-Ferdinand, 75017. Tél. (1) 45.74.24.24
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49
Bureau associé : Londres





Le Monde CADRES

LA COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE (77380)

recherche

UNE CONSEILLÈRE EN ÉCONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE

(titulaire du diplôme) pour son CENTRE D'ACTIVITÉS SOCIALES

Elle sera chargée d'organiser et de suivre les activités du centre qui touchent toutes les tranches d'âge et toutes les catégories sociales. Des connaissances professionnelles en couture et cuisine sont fortement souhaitées.

Poste à pourvoir immédiatement

Les candidatures sont à adresser à M. le Député-Maire, 77380 Combs-la-Ville

---

LA FILIALE FRANÇAISE DU LEADER EUROPÉEN DE LA BUREAUTIQUE

RECHERCHE

pour son départ. Recouvrement au sein de la direction administrative et financière

UN JEUNE AUDITEUR

CRÉDIT ET RECOUVREMENT RÉSEAUX CONCESSIONNAIRES ET DISTRIBUTEURS

de formation supérieure (E.C.S. ou équivalent + D.E.C.S.), vous devez justifier d'une première expérience réussie dans une fonction similaire, vous analyserez les risques clients et fixerez les priorités d'action en matière de recouvrement, vous élaborerez et mettrez en œuvre un audit financier et participerez à la sélection des concessionnaires et distributeurs.
La connaissance du secteur bureautique serait un plus. Vous avez une personnalité rigoureuse, d'excellentes qualités de communication et d'organisation, une forte motivation pour vous développer dans le cadre d'une société leader sur son marché.
Vous êtes disponible rapidement.

Ecrivez-nous (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) OLIVETTI OFFICE FRANCE M. Leullier, DRH Cedex 69 92047 Paris La Défense.

URGENT

RECHERCHONS

AT3 ou ATP ÉLECTRONICIEN

Responsable banc de mesure de capteurs de précision. Contrôle qualité bon traitement. Lieu de travail : Paris ou grande banlieue Ouest. Age indifférent.

Ecrire sous le nº 8707 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

CABINET D'EXPERTISES

Paris

RECHERCHE

INGÉNIEUR ou ARCHITECTE

très bonne culture générale débutant accepté.

Adresser C.V. + photo + prét.

S/nº 8699 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE

recherche

JOURNALISTE EXPÉRIMENTÉ

pour développer et prendre la responsabilité d'un bihebdomadaire local.
Le poste est à pourvoir dans une agglomération de 50 000 habitants.
Une expérience similaire serait appréciée.

Ecrire sous le nº 8722 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Sté de crédit cherche

CORRESPONDANTS(TES)

pour Paris et banlieue, conviendrait à retraités de banque ou assurance. Écr. avec C.V. à S.M.D., 219, rue St-Honoré, Paris-1er.

ENTREPRISE DE PRESSE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE Centre de Paris

recrute

CHEF DE PUBLICITÉ

bonne expérience du monde des vins et, plus largement, de l'agro-alimentaire grande consommation

Adresser CV + photo et lettre de candidature manuscrite sous nº 8720 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS

ECOLE DÉPARTEMENTALE DE MUSIQUE DES ALPES-MARITIMES

recrutement

1 PROFESSEUR DE MUSIQUE TRADITIONNELLE (OPTION FIFRE)

3 PROFESSEURS DE PIANO

3 PROFESSEURS DE FORMATION MUSICALE

1 PROFESSEUR DE PERCUSSIONS

1 PROFESSEUR DE SAXOPHONE

RENSEIGNEMENTS Délégation départementale à la musique et à la danse des Alpes-Maritimes. 1, rue Maurice-Jaubert, 06000 NICE TÉL. : 93-86-08-08

ORGANISME DE RECHERCHE (génie civil) Paris, Pte de Versailles recrute

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

avec format. Physico-Chimie des milieux dispersés en chimie macro-moléculaire (connaissance des polymères et techniques générales de caractérisation), pour études sur différentes sortes de bitumes.

Complément de formation en rhéologie et informatique scientifique (notions de programmation en Pascal ou C, Fortran ou assembleur) serait souhaitable.

Envoyez lettre, C.V., prét. s/réf. 02/3145 à Contesse, 38, rue de Villiers, 92532 Levallois Cedex qui transm.

GENIOUS SSCI informatique technique et industrielle recherche

INGÉNIEURS

Logiciels temps réel pour travailler sur des grands projets informatiques. Expérience souhaitée C, UNIX, SGBD, Moniteur, TR. Tél. : 47-85-63-39

FESTIVAL DE LITTÉRATURE d'envergure nationale cherche

ATTACHÉE DE PRESSE

exp. professionnelle souhaitée

Env. C.V. détaillé + prétent. sous nº 8710 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris

---

ENTREPRISE DE PRESSE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE Centre de Paris

recrute

RÉDACTEUR EN CHEF

(adjoint)

Bonne expérience du secteur agro-alimentaire et connaissance du monde des vins

Adresser CV + photo et lettre de candidature manusc. sous nº 8712 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris

---

VILLE D'YERRES 28 000 habitants

recrute pour son école nationale de musique et de danse

DIRECTEUR(TRICE)

Titulaire du certificat d'aptitude

Poste à pourvoir le 1.02.1990

Adresser candidature + C.V. détaillé + photo à Monsieur le Maire Hôtel de Ville 60, rue Charles-de-Gaulle 91330 YERRES

CLINIQUE PRIVÉE 112 LITS (chirurgie et obstétrique) proche banlieue sud

recherche

SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF

De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une expérience réussie dans ce secteur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, niveau actuel de rémunération et prétentions à M. Hervé Larroque 46, avenue d'Iéna 75116 Paris

---

CENTRE D'ANIMATIONS Pour son secteur Jeunesse ANIMATEUR PERMANENT DIPLOMÉ ENVOI C.V. à : C.A.S.C. Rue A.-de-Vigny 78960 VOISINS-LE-BTX

GROUPE DE TOURISME

cherche

DIRECTEUR

siège région Rhône-Alpes.

Expériences : hôtellerie, Tour opérator, agence, responsabilité du personnel.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo sous nº 8730. Préciser le salaire souhaité LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

URGENT Société internationale industries graphiques recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Trilingue allemand et anglais technique. Paris-Sud (Antony et Savigny-sur-Orge). Bonne rémunération.

Tél. au 46-66-30-31.

RÉGIE PUBLICITAIRE PARISIENNE

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ H/F

pour une durée de 6 mois, bonne expérience de vente d'espaces et connaissances des techniques d'édition nécessaires.
Tél. pour R.V. : 45-80-80-44.

ORGANISME DE FORMATION cherche

PROFESSEURS D'ANGLAIS

sur région Roissy. Tél. : 64-27-82-73.

Communication d'entreprise Société de production vidéo recherche

CONCEPTEUR/RÉDACTEUR

talentueux

Envoyer C.V. + lettre manuscr. sous nº 8733 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

VILLE DE CHILLY-MAZARIN

RECRUTE

Pour les services financiers

1 ADJOINT(E)

ou responsable obligatoirement titulaire BTS gestion informatique.

Pour le service affaires générales

1 ATTACHÉ

de préférence titulaire d'une licence en droit

Adresser immédiatement candidatures manuscrites + C.V. à : M. le Maire, hôtel de ville, 91380 Chilly-Mazarin.

---

secrétaires

LPO

Laboratoire d'Ophtalmologie. Leader sur son marché (90 personnes, 60 MF) recherche pour étoffer son équipe de direction

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Dynamique, vous vous êtes affirmée dans une fonction à forte implication personnelle. Vous avez l'expérience de l'animation et la maîtrise de la langue anglaise.
Envoyez-nous votre C.V. + prét.

LABORATOIRES LPO A l'attention de Mme Lemoine 438, av. Division-Leclerc 92290 Châtenay-Malabry

---

formation professionnelle

Paris. Stage de sexologie clinique, 22 au 27 janvier, coordinateurs : G. Tordjman, Ch. Gellman et G. Valles. Abord médical, psychologique, corporel et comportemental. S.F.S.C., 75, bd de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : 42-27-48-70

IUT PARIS

GESTION DE FILIALES DE GROUPES INTERNATIONAUX
Formation post-DUT-BTS gestion (salariés, demandeurs d'emploi), subvention Etat-Région. Début : 23/04/90, 3 mois cours, 3 mois stage.
F. GRIMAUD 45-25-68-18

---

capitaux propositions commerciales

Sté de supports publicitaires lumineux et animés sur appareils nouveaux rech.

ACHETEURS

Possib. d'exclusivité par pays. ROBOT PUB, 5, square de Maubeuge, 75009 PARIS Tél. : 48-74-39-52

Importante entreprise Bâtiment recrute

JEUNES INGÉNIEURS ESTP GÉNIE CIVIL

Pour conduite de chantiers T.C.E. Notre groupe, compte tenu de sa diversité, vous proposera des évolutions intéressantes.

Adresser C.V., photo, prét., nº 1 806, PARFRANCE ANNONCES, 13, rue Charles-Lecocq, 75015 Paris, qui transm.

Sté LOCATION CAMIONS rech. pour région PARIS

DIRECTEURS CCIAUX AGENTS COMMERCIAUX

connaissant la profession Ecrire à : MESSY FRESNES 20, av. de Stalingrad 94262 FRESNES

Le laboratoire LURE recherche pour son service Physique des Accélérateurs

UN INGÉNIEUR DE RECHERCHE

Dégagé des obligations militaires, formation Grandes Ecoles ou doctorat en Sciences ou équivalent.

Activités principales : Etude d'optique corpusculaire et de dynamique des faisceaux sur les 2 anneaux VUV et X en fonctionnement à ORSAY
Participation à l'élaboration de nouveaux projets.

Adr. CV à Mme M.-P. LEVEL ou M. H. ZYNGIER - LURE Centre Universitaire Paris Sud, bât. 209 A. 91405 ORSAY CEDEX

JACQUES CHAHINE FINANCE spécialiste de l'information aux Professionnels de la Bourse recherche

COMMERCIAUX

DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Minimum Bac + 4 Contacts élevés. Formation à notre environnement technologique de pointe assurée.

Envoyer CV + photo, 10, bd Jourdan, 75014 Paris

Sté d'édition spécialisée ART CONTEMPORAIN rech. resp. de PROMOTION et DIFFUSION. Mission : Déf. PLAN MARKETING, promouvoir les collections en France et à l'étranger. Dipl. Ecole de Commerce Exp. souhaitée. ANGLAIS COURANT Adresser C.V. et prétentions à WEN 33, rue de la Brèche-aux-Loups, 75012 Paris.

Construct. mat. lavage poids lourds et auto

recherche

AGENTS COMMERCIAUX

Secteur : Nord-Ouest Paris, Est SPI 31-24-68-97

Société d'études et de conseil nouvellement créée et implantée à SOPHIA-ANTIPOLIS (Alpes-Maritimes) recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER HF

Vous serez chargé de la gestion comptable, financière et de l'administration (comptabilité, trésorerie, contrôle de gestion, préparation des conseils d'administration et des assemblées générales), ainsi que de la gestion administrative du personnel (paye, relations avec les organismes sociaux, etc.).

De formation supérieure en gestion-finances, vous avez de bonnes connaissances de l'informatique et au minimum 5 ans d'exp.

Adressez votre C.V., photo et prétentions sous réf. 6516 À MEDIA P.A. 50/54, rue de Silly 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, qui transmettra.

CHAMBRE RÉGIONALE D'AGRICULTURE POITOU CHARENTES

recrute

CHARGÉ D'ETUDES ECONOMIQUES

pour équipe pluridisciplinaire, form. agro ou éco. Expérience et connaissance milieu agricole. Ecr. C.R.A. Poitou-Charentes, BP 191, 86005 Poitiers Cedex

---

Sté de fournitures pour l'industrie de l'habillement CA 180 MF Effectif 170 personnes recherche pour étoffer ses services COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET COMPTABILITÉ CLIENTS

UN CANDIDAT BTS

30 ans, qui, sous la responsabilité de notre chef comptable, assurera le suivi des opérations comptables.
Cet homme de terrain devra avoir le souci du « détail » et assurer quotidiennement le contrôle des tâches effectuées.
Adr. CV, photo et prét. à Sté MILGROM, 35, rue du Caire, 75002 PARIS

INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

recherche

DIRECTEUR ADJOINT (H OU F)

de formation supérieure : grande école d'enseignement supérieur commercial, Sciences Po., Ingénieur Université (2e et 3e cycle).

Expérience de l'enseignement, du conseil ou de l'entreprise dans la fonction commerciale ou la gestion (distribution, production, services).

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. Jean-Luc Bret (réf. 92), 95, r. Jouffroy, 75017 Paris

---

Recherchons pour Édition/Diffusion

PERSONNE

ayant expérience, esprit d'organisation, bilingue de préférence.
Adr. C.V. + photo et écr. : ÉDITIONS SUDESTASIE 18, rue Cardinal-Lemoine, Paris-5e. 43-26-27-78.

Mutuelle nationale recrute

UN RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Suivi des divers budgets, exploitation investissement, compta. générale, trésorerie, payes, bilan et comptes de résultats.
DECS + expérience ou DESS finances et contrôle de gestion, 30 ans mini.
Salaire : 174 kF.

Envoyer C.V. sous nº 8725 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

INFORMATIS

INGÉNIEURS

UNIX - VMS - VM RÉSEAUX - TÉLÉCOM

ANALYSTES

IBM 38 / GAP 3 / AS 400 COBOL, CICS, MVS, TSO COBOL VAX / VMS / RDB

HOMMES SYSTÈMES

VAX / VMS / IBM / VM

INGÉNIEURS SOFT

TEMPS RÉEL, MOTOROLA 68000 26, rue Daubenton, 5e M. ULDRY 43-37-99-22

FORMATION PROFESSIONNELLE

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

LANGUES VIVANTES ADELE

COURS INTENSIFS TOUTE L'ANNÉE
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

COURS PARTICULIERS TOUTES LANGUES
TEST GRATUIT

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris (face gare Saint-Lazare). Tél. : 45-22-51-18.

POUR DEVENIR RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

IPREX, Cycle intensif de Commerce International.
Durée : 15 semaines.
Prochaine session : le 19 mars 90.
Sélection : 15 jours avant le début de la session
Rémunération : par l'Entreprise ou par l'Etat.

Renseignements & Inscription :
Nicole LEVEQUE
CDM - Groupe ESC Lyon
23, avenue Guy de Collongue
B.P. 174
69132 ECULLY cedex
Tél. 72 20 25 21

CDM Centre de Développement du Management — Groupe ESC Lyon

☐ Je désire recevoir un dossier d'inscription : 12.
NOM, PRENOM ____
ADRESSE ____
____ TÉL. ____

12/1/M — ● PUBLICIS EDICO

DEMANDES D'EMPLOIS

PME-PMI
L'HOMME DE VOS PROJETS A L'EXPORT
20 ans d'expérience de haut niveau
Ingénieur-conseil dans un important organisme financier à PARIS (secteur BTP et industries).
recherche
missions de conseil, d'expertise, de montage de projets, d'études de faisabilité et de risques.
Ecrire sous nº 8662
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris

LA HONGRIE S'OUVRE SUR L'OUEST
CADRE
54 ans, formation supérieure, dynamique, excellent organisateur, parfaitement bilingue (parlant en outre allemand, anglais, espagnol), ayant des contacts tous niveaux, dans le pays,
Cherche importante société, groupement d'entreprises, chambre de commerce... envisageant d'ouvrir un bureau d'études, de contacts, de renseignements en Hongrie pour explorer les possibilités d'une implantation.
Ecrire sous nº 8726
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS

ASSISTANTE DE DIRECTION
RECHERCHE, DANS P.M.E./P.M.I., SON/SA P.D.G. POUR ETRE SA VERITABLE PARTENAIRE
Esprit concret, ouvert et perfectionniste, autonome, dynamique discrète, TRES DISPONIBLE, rigoureuse, caractère jovial.
Réelle maturité, profond cartésianisme, plaisir des contacts présentation élégante et soignée, bon milieu socio-culturel LIBRE IMMEDIATEMENT
Je recherche la confiance, la valorisation, la sécurité un environnement agréable.
PARIS OU REGION PARISIENNE
Ecrire sous nº 5728, HAVAS, 77008 MELUN CEDEX

J.F. 25 ans, Bac + 4, exp. et organisation, recherche poste cadre, de préf. en informatique ou organisation. Etudie ttes propositions Ecrire sous le nº 8728 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J. Femme, 34 ans, ESCP + DECS + anglais courant, connaiss. informatiques (SAARI + Lotus), 10 a. exp., rech. POSTE TEMPS PARTIEL S/PARIS. Tél. 42-51-05-52 soir/w.-end.

J.F. 29 a. française, ch. poste rég. Paris. Assist. commerc. ou de direction. Bac + 4. 5 a. exp. Angl., allemand. 19-49-711/52-69-84 (RFA)

HOMME 50 ans Libre immédiatement cherche emploi ADM ou DE bureau. Tril. anglais, espagnol. Tél. : 45-76-10-10

J.F. bac économie, 1re année BTS gestion-compta., rech. employeur pour contrat qualif. Tél. ap. 19 h, 48-48-71-76

H, 28 ans, BAC + 5, droit, Sc. Po. Cadre : 5 ans exp. profess., communication, marketing ts médias, ch. missions ou poste, même positif. Contact : (16) 78-85-00-21.

J.H. 28 ans, Bac + 5 (EBS + MBA) double exp. chef produit dans l'industrie et trader marché monétaire. Rech. position avec contexte internat. : réflexion mark., assistance gestion haut de bilan, dével. de concept./produits nouveaux. Souhaite rejoindre une structure sérieuse privilégiant synergie et carisme. Anglais, allemand. Mobile : Paris-Province Sud, capitale CEE. Tél. : (1) 39-68-74-32

Cadre administratif F. 31 a. ch. poste commercial, personnel ou juridique de sté de groupe. Tél. : 43-07-52-47

J.F. 26 ans, formation Sc. Po., bonne exp. communication, rech. poste de direction communication dynamique. Ecrire sous le nº 8723 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

DESS gestion spécialisée Amérique latine, Esp., Portugal, exp. prof. France, Esp., Portugal, Brésil, rech. emploi commerce internat., mark., communicat. esp., portugais, anglais courant. Tél. : 42-40-17-28

Cadre ccial métropolitain, installé à la Réunion depuis 2 ans, ch. produits à distribuer sur l'océan Indien. Étudie ttes propositions. Ecrire sous le nº 8719 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

RECH. POSTE JOURNALISTE 1 an presse prof. éco. ent. Intér. par rub. communicat. 42-81-38-60 (rép.).

J. F. allemande, bilingue, diplômée de l'ens. sup. en litt. gén. et comparée, hist., française. Exp. prof., cherche à orienter sa carrière vers l'édition, médias; échanges culturels. Ecrire sous le nº 8694 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Assistante de direction, langue maternelle allemand, fr./anglais, gde polyvalence, disponible pour déplacement, rech. poste d'assistante ou cadre export. 42-23-02-60.

Spécialiste armement Réf. commerc. et création produits pour Sté franç., ch. empl. technico-commercial, basé 06 de préf., avec Sté nationale (h. bur.). R. GUILLOT, 93-66-09-60.

Jne fme 22 ans, diplômée en langues : anglais, italien, espagnol, français parlé couramment, recherche place dans agence de voyages ou tour operator sur Paris. Contact : (1) 42-29-11-11 heures de bureau

---

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

1er arrdt

MARCHÉ ST-HONORÉ 2/3 P. tr. beau volume, 2 900 000 F. SEVIM 47-05-76-76

7e arrdt

Champs MARS. Av. de la Boudonnais, agréable 2 P. 51 m², tt cft, 2 200 000 F. Tél. : 45-51-88-83

17e arrdt

Mº BROCHANT rénové 2 P. kitch. s.d.b., w.-c., imm. p. de t. Sur place merc. 10.01 de 12 h à 14 h 41, rue Dr Heulin

93 Seine-Saint-Denis

Mº ROBESPIERRE Lux. duplex, 4 poss, tt cft. s. de bns + s. d'eau, jard. privatif, park. 1 550 000 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

Province

MULTIPROPRIÉTÉ

part. vend Méribel-Mott. studio Sud, 4 pers., Pâques, vac. scol. 100 000 F + parking. Mme Bodin. 45-82-70-43.

appartements achats

IMMO MARCADET

rech. IMM., APPARTS ou bureaux cciaux, même à rénover. PARIS. Tél. : 42-52-01-82

Recherche 2 à 4 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPT chez notaire, 48-73-48-07 même le soir.

Etude VALRI, 43-79-11-11, 130, bd Voltaire, 11e, rech. tt genre d'appts, petits ou gds, pour clients ou paiement immédiat en cas d'achat direct par nos soins.

locations non meublées offres

Région parisienne

SURESNES

PRÈS QUAI SUPERBE 3 P. 70 m², parking, 6 900 F. ch. compr. Tél. : 45-28-21-62

propriétés

PRÈS AIX-EN-PROVENCE (20 km ouest), belle maison récente, tt confort, état neuf, sur 5 000 m² boisés, 195 m² hab., 5 P. principales, 3 s. d'eau, 2 w.-c., 100 m² garage, sous-sol, grenier, 4 terrasses couvertes. 1 680 000 F. Tél. : (16) 42-50-23-98

PAU belle maison 150 m², 5 chbres, 2 bains, cheminée XVIIIe, dépend., 7 000 m² terrain, piscine Vue imprenable sur Pyrénées. URGENT Tél. : (16) 59-71-22-66

bureaux

Locations

DOMICILIATION Burx, télécopie, télex.

AGECO, 42.94.

17e, Près Pl. Wagram, burx cciaux dans centre affaires, 145, 199, 260 m², de 2 200 à 2 300 F le m²/an. STÉ DE VINCI, 42-61-61-55.

GROUPE ASPAC

1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES propose bureaux et salles de réunion équipés ttes durées, + ts services : tél., télex, fax, secrét. TTX, sièges sociaux
Boulogne 46-20-22-25
Vincennes et Marne 60-17-18-19
Marseille 91-72-45-00
Rouen 35-71-80-80
Paris-8e, 9e, 15e 42-93-60-54
+ DE 20 CENTRES EN FRANCE Infos Minitel : 3616 ASPAC.

SIÈGE SOCIAL

Burx équipés ts services, démarches R.C.-R.M. SODEC SERVICES CH.-ÉLYSÉES 47-23-55-47. NATION 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., télex, fax. Domicil. : 170 à 390 F/M.

CIDES 47-23-84-21.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL – RC – RM Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Perm. téléphoniques.

43-55-17-50.

A PARTIR de 50 F HT/mois PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e CREADOM 17e, 42-67-05-89 INTERDOM 12e, 43-40-31-45

MARCHÉS FINANCIERS

Les déclarations de M. Haberer à « la Tribune »

Le Crédit lyonnais veut devenir une banque à l'allemande

M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, explique dans un entretien à *la Tribune de l'Expansion* du 9 janvier son projet pour la banque qu'il dirige : « *Nous voulons être, pour un certain nombre de sociétés françaises et à notre échelle, ce que les banques allemandes peuvent être pour certaines entreprises industrielles* », ce qui signifie devenir un « *partenaire actif* » dans le capital des entreprises. Cette volonté s'est matérialisée dernièrement par l'intervention active du Crédit lyonnais dans la défense du capital de la Mixte, attaqué par Paribas. « *Nous avons montré aux entreprises cotées dont nous sommes actionnaires que le banquier est là lorsqu'elles sont attaquées.* » Cette stratégie suppose que l'Etat, actionnaire du Crédit lyonnais, n'ait pas de vues divergentes du management sur la stratégie à suivre.

« *Depuis quinze mois que je suis arrivé au Crédit lyonnais, l'Etat ne m'a pas demandé de faire ou de ne pas faire telle ou telle chose* » affirme M. Haberer. Sur la Cinq, où le Crédit lyonnais se trouve en position d'arbitre entre M. Hersant et MM. Seydoux et Berlusconi, M. Haberer ajoute : « *Quant aux pouvoirs publics, ils ne nous ont pas dit un mot sur la Cinq. Je ne vois pas au nom de quoi ils pourraient le dire. Et je ne vois pas au nom de quoi je pourrais en tenir compte.* » L'Etat est toujours le principal actionnaire du Crédit lyonnais, dont il possède directement 60 % du capital.

Atochem investit 200 millions de francs à Lavéra

Le nouveau géant de la chimie française, Atochem (groupe Elf Aquitaine), va investir 200 millions de francs à Lavéra (Bouches-du-Rhône) pour y construire une unité de polybutadiène hydroxylé, un produit principalement utilisé dans l'industrie spatiale.

Cette nouvelle unité aura une capacité initiale de 4 000 tonnes par an, qui pourra être doublée en fonction des besoins mondiaux. Elle sera approvisionnée en butadiène par le complexe pétrochimique de Lavéra.

Atochem est le premier producteur mondial de polybutadiène hydroxylé avec deux usines, l'une installée aux Etats-Unis, l'autre au Japon en association avec la firme japonaise Idemitsu. Le polybutadiène hydroxylé est un polymère liquide utilisé principalement pour la fabrication des combustibles destinés aux propulseurs des engins spatiaux, la formulation de mastics pour les doubles vitrages, la confection de vernis, l'isolation de câbles téléphoniques et la fabrication de revêtements étanches et anticorrosion.

La Compagnie financière Rotschild s'offre les chaussures Maud Frizon

La Compagnie financière Edmond de Rotschild a annoncé, mardi 9 janvier, son entrée par augmentation de capital dans la société Maud Frizon, spécialiste depuis 1970 de la chaussure haut de gamme. Après la reprise de Jacques Fath en décembre dernier, la Compagnie financière confirme ainsi sa politique de capital-risque dans le secteur de la mode. Son intervention se manifeste par un apport en fonds propres (34 % du capital) et par une réorganisation de la société rachetée.

Ainsi, le groupe Maud Frizon sera réorganisé en trois sociétés : un holding financier, une société commerciale et une société de production qui fabrique en Italie la maroquinerie et les accessoires Maud Frizon. Les deux partenaires espèrent que cette restructuration permettra un développement de l'entreprise, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 70 millions de francs en 1989 et comme de légères pertes depuis 1988. L'objectif est d'atteindre en 1990 un chiffre d'affaires d'environ 75 millions de francs et une introduction au second marché de Paris dans les trois ou cinq ans à venir, qui permettrait à la Compagnie financière de récupérer sa mise.

Les AGF vont diffuser la carte Diners

Les Assurances générales de France et Diners club France (groupe Bolloré) viennent de conclure un accord dit de « *partenariat* ». Celui-ci se matérialisera tout d'abord par la création d'une carte AGF-Diners, qui sera commercialisée à partir du mois d'avril auprès des trente mille collaborateurs des AGF puis auprès du million de clients des AGF.

Cette carte offrira aux adhérents un certain nombre de services (réservations, tarifs privilégiés) et surtout leur permettra de retirer des espèces dans 12 000 distributeurs automatiques répartis dans le monde (dont 9 000 aux Etats-Unis). En France, les titulaires n'auront pas accès au réseau Carte bleue, ils devront se rabattre sur les guichets de la BNP. Pour les AGF et Diners, ce premier accord concrétise le début d'une collaboration. Les discussions vont se poursuivre sur la manière de développer des ventes croisées destinées aux clientèles respectives des deux entreprises.

NEW-YORK, 8 janvier ↑

Nette reprise

Plutôt mal commencée, la séance de lundi à Wall-Street s'est très bien terminée. Après avoir notablement baissé une partie de la journée, l'indice des industrielles a très vite regagné le terrain perdu et même largement au-delà. A la clôture, il s'établissait à 2 794,37, en progrès de 21,12 points. Le bilan général n'a toutefois pas été d'une qualité comparable, à cause du regain d'attention dont les « Blue Chips » ont été l'objet. Sur 1 978 valeurs traitées, 807 ont monté, mais 697 aussi ont baissé tandis que 474 d'entre elles ne variaient pas.

Le sursaut du marché a été en bonne partie dû à l'annonce d'une baisse d'un demi-point des taux de base bancaires. La nouvelle était plus ou moins attendue avec la lente mais régulière détente enregistrée sur les taux des Federal Funds. Mais elle n'en a pas moins surpris agréablement la communauté financière *(lire page 25)*. Autre facteur de hausse : le déclenchement des programmes d'achats sur ordinateurs avec le creusement des écarts de cours entre le comptant et le terme. L'actualité a toutefois été modérée avec 140,11 millions de titres échangés contre 158,53 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 5 janv.	Cours du 8 janv.
Alcoa	76 1/8	76 1/8
A.T.T.	44 5/8	45 3/4
Boeing	61 7/8	62 5/8
Chase Manhattan Bank	34 1/2	33 5/8
Du Pont de Nemours	124 1/2	124 7/8
Eastman Kodak	42 7/8	42 7/8
Exxon	48 7/8	49 1/2
Ford	45	44 7/8
General Electric	65 1/2	66
General Motors	43 5/8	43 5/8
Goodyear	45	44 3/4
I.B.M.	99 3/4	100 1/2
I.T.T.	57 5/8	57
Mobil Oil	59 3/4	60 1/2
Pfizer	71 3/4	71
Schlumberger	47 3/4	47 7/8
Texaco	56 3/4	57 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	158 3/4	156 5/8
Union Carbide	23 7/8	23 3/4
U.S.X.	36 1/8	36 3/4
Westinghouse	73 1/2	74 1/2
Xerox Corp.	58 1/2	58 1/8

PARIS, 8 janvier ↓

Forte baisse

Un comble ! Parce que la parité du franc vis-à-vis du deutschemark n'a pas été modifiée à la baisse, la Bourse de Paris a manifesté, lundi, sa mauvaise humeur. Déjà bien à l'effritement vendredi, la tendance s'est franchement alourdie. En recul de 1,13 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 accusait vers 11 heures un retard de 1,20 %. L'écart se creusait encore jusqu'à 12 h 30 (– 1,37 %) avant de se réduire un peu. Dans l'après-midi, il était de 1,4 % environ avant de revenir à – 1,27 %.

En fait, ce n'est pas tant la défense à tout prix de la monnaie française qui a contrarié le marché que l'affirmation par cette stratégie de la continuité dans la politique d'argent cher.

Pour tout dire, des taux d'intérêt à court terme au-dessus de 11 % donnent des boutons aux opérateurs.

Beaucoup sur le parquet redoutent maintenant des réaménagements à répétition dans le SME et n'excluent pas que *dans quelques mois les autorités* monétaires françaises soient obligées de faire le saut en dépréciant le franc beaucoup *plus qu'elles ne l'auraient fait le* dernier week-end.

Dans l'immédiat, rue Vivienne, tous les yeux sont braqués vers Wall Street. A la veille du week-end, l'annonce pour décembre d'un chiffre de créations d'emplois (142 000) très inférieur aux prévisions (208 000) avait fait faire une *sérieuse grimace au marché* new-yorkais.

Quelle allure ce dernier va-t-il avoir en ce début de semaine ?

En attendant, le démarrage en trombe du PEP (Plan d'épargne populaire) ne semble pas ramener, pour l'instant, beaucoup de capitaux rue Vivienne.

L'activité a été relativement faible.

LONDRES, 8 janvier ↓

Net repli

Les cours des valeurs ont terminé la séance de lundi en nette baisse à l'International Stock Exchange en l'absence d'intérêt à l'investissement et de soutien de la part de Wall-Street. L'indice Footsie a cédé 13,2 points à 2 431,3 points. Le volume des transactions a été toutefois extrêmement faible, avec 396,4 millions de titres échangés. La plupart des secteurs se sont dépréciés, notamment les industriels, les bancaires, les magasins, les électriques, les chimiques, les aéronautiques et les pétroliers particulièrement affectés par la chute des cours du brent. Le groupe Unilever s'est affaibli en raison des craintes d'une augmentation de *capital pour financer une éventuelle acquisition*. Eurotunnel a fortement baissé à la veille de négociations décisives avec ses banquiers à Londres et après que le groupe Transmanche Link (TML) ait assigné Eurotunnel en référé devant le tribunal de commerce de Nanterre pour non-paiement des factures d'un montant d'environ 40 millions de livres. Des prises de bénéfices ont pesé sur Polly Peck. Les fonds d'Etat ont reculé de près d'un point affectés par la décision du gouvernement d'annuler une adjudication. Les mines d'or comme Vaal Reef et Driefontein se sont améliorées.

TOKYO, 8 janvier

Grise mine

La tension sur le marché obligataire et certaines informations faisant état de violence en Azerbaïdjan soviétique sont à l'origine de la chute des valeurs à la Bourse de Tokyo qui a baissé mardi de 565,07 yens dans la journée avant de regagner un peu de terrain à la clôture.

L'indice Nikkeï a fini par perdre 343,50 yens (0,92 %), revenant à 37 951,46 yens après avoir gagné 20,20 yens lundi. Des rumeurs, ensuite démenties, faisant état de l'arrestation d'un haut responsable du parti libéral impliqué dans un scandale boursier ont également incité les opérateurs à rester sur la réserve. Le volume des échanges restait assez faible avec 300 millions de titres ayant changé de mains durant la matinée, soit un nombre identique à celui enregistré pour la même période la veille.

VALEURS	Cours du 8 janv.	Cours du 9 janv.
Akai	989	940
Bridgestone	1 730	1 730
Canon	1 840	1 860
Fuji Bank	3 520	3 540
Honda Motors	1 830	1 850
Matsushita Electric	2 390	2 370
Mitsubishi Heavy	1 160	1 150
Sony Corp.	8 580	8 620
Toyota Motors	2 530	2 580

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Philips annonce une forte amélioration de ses bénéfices.** – M. Cornelius van der Klugt, PDG du géant néerlandais Philips, a, semble-t-il, gagné son pari. Comme prévu, les résultats du groupe électronique pour 1989 devraient refléter une nouvelle et forte amélioration. Philips avait réalisé en 1988 un bénéfice net de 1 056 millions de florins (3,17 milliards de francs) sur un chiffre d'affaires de 56 milliards de florins (168 milliards de francs). Selon le communiqué diffusé par le groupe, le bénéfice net pour 1989 comprendra encore des gains exceptionnels. Mais le bénéfice provenant de l'exploitation ordinaire sera en « *amélioration substantielle* » par rapport à celui de 1988 (531 millions de florins, soit 1,6 milliard de francs). La direction n'en chiffre cependant pas le montant. Les ventes du groupe s'élèveront à 57 milliards de florins (171 milliards de francs), en augmentation de 2 % par rapport à celui de 1988.

□ **Cession des Brasseries et Glacières internationales.** – La Compagnie du Midi (groupe Axa) a annoncé, le lundi 8 janvier, qu'elle cédait 95 % du capital des Brasseries et Glacières internationales au groupe Castel, soutenu par la banque Worms. Les Brasseries et Glacières internationales sont une holding qui contrôle plusieurs sociétés africaines opérant dans le secteur de la bière et des boissons non alcoolisées. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs et un résultat net (part du groupe) de 104,3 millions de francs. Cette opération permet à la Compagnie du Midi de réaliser une plus-value de 750 millions de francs.

□ **BET a la majorité dans Hestair.** – Le groupe britannique de services aux entreprises BET, qui avait lancé le 15 décembre dernier une OPA amicale sur Hestair (agences de placement), a annoncé, lundi 8 janvier, détenir 52 % du capital de cette société.

□ **Campeau n'a pas renoncé à vendre Bloomingdale's.** – Le groupe canadien Campeau, en graves difficultés financières, n'a pas renoncé à vendre la chaîne américaine de grands magasins Bloomingdale's, le plus beau fleuron de sa filiale Federated Department Stores, qui doit rembourser d'ici à fin avril 1,15 milliard de dollars (environ 6,7 milliards de francs). Le groupe a en effet publié un démenti, soutenant qu'il tentait toujours de trouver un acquéreur, contrairement à ce qu'avaient annoncé le *Financial Times* et le *Toronto Financial Post* (*le Monde* du 9 janvier).

□ **Cristal Daum vend les Cristalleries royales de Champagne à Finder.** – La Compagnie française du cristal Daum (CFC Daum) a vendu au groupe Finder la participation de 66 % qu'elle détenait dans les Cristalleries royales de Champagne.

La Compagnie Edmond de Rothschild, qui détenait pour sa part 34 % des Cristalleries royales de Champagne, va également revendre cette participation au groupe Finder.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	390	Locamic	....	136
Asystel	....	139 40	Matra Communication	....	228 40
B.A.C.	....	251	Metallurg. Minière	....	231 50
B. Demachy & Assoc.	....	601	Métroservice	....	167 50
Banque Tarneaud	190	190	Métroservice (bons)	....	....
B.I.C.M.	....	799	Molex	202	200 10
Boiron	....	445	Navale-Delmas	....	1137
Boisset (Lyon)	....	290	Olivetti-Logabax	240	....
Câbles de Lyon	....	2600	Ora. Gest.Fin.	....	549
Calberson	....	720	Pinault	....	525
Cardif	....	760	Presbourg (C In & Fin)	....	96 80
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	920	Prévoyance Assurance	....	632
C.D.M.E.	....	1830	Publicat. Filipacchi	....	700
C. Equip. Elect.	....	....	Razel	....	700
C.E.G.E.P.	....	294	Rémy & Associés	....	376
Ciments d'Origny	....	699	Rhône-Alpes Ecu (Ly.)	....	325
C.N.I.M.	....	750	St-Honoré Matignon	....	240 50
Codetour	....	270	S.C.G.P.M.	....	729
Conforama	....	1145	Segin	319	327
Creeks	....	435	Sélection Inv. (Lyon)	....	117 50
Defia	....	174 60	S.E.P.	....	432
Dauphin	....	812	Serbo	....	545
Devanlay	....	1184	S.M.T. Goupil	....	362
Deville	....	525	Sodinforg	....	170 60
Dollfus	....	205	Supra	....	274 90
Editions Belfond	....	165	Thermador Hold. (Lyon)	....	275
Elysées Investissem.	....	16 50	TF 1	....	295
Finacor	....	211 50	Unilog	....	196
Garonor	....	885	Union Financ. de Fr.	....	496
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	300	Viel et Cie	....	207
Guintoli	....	920	Yves Saint-Laurent	....	1120
I.C.C.	....	289 50			
Idia	....	322 50			
Idianova	....	139			
IN2	....	300			
Int. Metal Service	....	1070			
Le gd livre du mois	....	430 10			
Loca Investissement	....	286 90			

Marché des options négociables le 8 janvier 1990

Nombre de contrats : 13 711.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Accor	880	–	–	30	–
Bouygues	640	21	–	–	–
CGE	520	32	64	16	22
Elf-Aquitaine	520	32,50	–	13,50	–
Eurotunnel SA-PLC	60	9	13,50	6,50	9
Havas	1 200	204	–	–	–
Lafarge-Coppée	388	19,50	–	12	–
Michelin	160	–	23	–	8
Midi	1 550	34	–	–	–
Paribas	720	30	–	38	–
Pernod-Ricard	1 500	–	130	52	–
Peugeot SA	850	26	52	64	–
Rhône-Poulenc CI	520	6,50	–	–	–
Saint-Gobain	640	38	60	23,50	–
Source Perrier	1 900	–	–	135	–
Société générale	480	58	–	–	–
Suez Financière	400	58	68	4	–
Thomson-CSF	160	5,50	10,10	16	15

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 janvier 1990.
Nombre de contrats : 87 673.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90
Dernier	102,50	102,92	103,42
Précédent	102,82	103,26	103,76

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS DE VENTE Mars 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90
105	0,12	0,61	0,59	2,62

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,70 F ↓

Après avoir baissé contre les principales devises le lundi 8 janvier, en raison de l'annonce de la baisse du taux de base des banques américaines, le dollar était relativement stable mardi. La devise américaine s'échangeait à 5,70 F la veille à la cotation officielle. La Banque du Japon est une nouvelle fois intervenue, afin de soutenir le yen, qui s'affaiblit toujours contre les principales devises.

FRANCFORT	8 janv.	9 janv.
Dollar (en DM)	1,6690	1,6720
TOKYO	8 janv.	9 janv.
Dollar (en yens)	144,54	144,97

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 janv.) ..... 107/16 109/16 %
New-York (5 janv.) ..... 83/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

	5 janv.	8 janv.
Valeurs françaises	100,1	98,9
Valeurs étrangères	102,9	102,5
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	554,7	548,2
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 994,36	1 968,90

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

Industrielles	2 773,25	2 794,37

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

Industrielles	1 948,8	1 945
Mines d'or	306,4	315,6
Fonds d'Etat	84,10	83,58

TOKYO

	8 janv.	9 janv.
Nikkei Dow Jones	38 294,36	37 951,46
Indice général	2 825,60	–

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 JANVIER

Cours relevés à 17 h 37

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
3770	C.N.E. 3% ★	3900	3835	3800	....
1038	B.N.P. T.P.	1045	1045	1045	....
1210	C.C.F. T.P.	1220	1224	1224	+ 0 33
1068	Créd. Lyon. T.P.	1063	1063	1063	....
1835	Renault T.P.	1820	1820	1817	– 0 16
2050	Rhone-Poul. TP	2046	2050	2066	+ 0 98
1248	St-Gobain T.P.	1278	1280	1278	....
1250	Thomson T.P.	1310	1310	1310	....
885	Accor	898	891	890	– 0 67
680	Air Liquide	689	679	679	– 1 45
2500	Als. Superm.	2400	2290	2290	– 4 58
590	A.L.S.P.I. ★	617	605	591	– 4 21
3020	Arjom. Prioux ★	3082	3075	3055	– 0 88
620	Ausedat-Rey ★	606	605	605	– 0 17
1040	Aux. Entrepr. ★	1031	1030	1033	+ 0 19
490	Av. Dassault ★	700	700	700	....
405	BAFIP ★	382	375	375	– 1 83
380	Bail-Equipem. ★	354 10	355	352	– 0 59
1000	Bail Investiss ★	1006	982	982	– 2 39
395	B.N.P. C.I. ★	434	422	424	– 2 30
900	Bolloré Tech.	911	905	901	– 1 10
630	Cie Bancaire ★	640	624	630	– 1 56
810	Bazar H.-V. ★	804	780	781	– 2 86
645	Béghin-Say ★	755	747	745	– 1 32
1590	Berger (Mle)	1590	1590	1590	....
750	Bic ★	790	776	774	– 2 03
910	B.I.P. ★	1087	1060	1068	– 2 84
615	B.I.S. ★	589	581	580	– 1 53
3290	Bongrain S.A. ★	3290	3280	3270	– 0 61
1010	Bon-Marché ★	1047	1035	1035	– 1 15
670	Bouygues ★	627	619	615	– 1 91
148	B.P. France ★	155 10	157	158 50	+ 2 19
740	B.S.N. ★	767	760	749	– 2 35
740	Canal Plus ★	788	770	780	– 1 02
520	Cap Gem. S. ★	500	495	493	– 1 40
3490	Carrefour ★	3644	3600	3620	– 0 66
210	Casino ★	208 50	206 50	208 80	+ 0 14
135	Casino A.D.P. ★	135 90	143 50	134	– 1 40
1050	Castorama D.L.	1110	1040	1040	– 6 31
150	C.C.M.C.	155	152 50	150 10	– 3 16
695	C.E.G.I.D.	735	735	738	+ 0 41
245	Centrest	252	250	250	– 0 79
580	C.E.P. Comm.	574	571	574	....
1150	Cerus CER	453	453 50	452	– 0 22
820	Cetelem ★	809	820	802	– 1 15
845	C.F.A.O. ★	722	700	716	– 0 83
610	C.G.E.	551	544	534	– 3 08
1760	C.G.I. Informat.	1797	1786	1771	– 1 45
1530	C.G.I.P. ★	1495	1500	1483	– 0 80
685	C.G.P.	670	661	658	– 1 79
1320	Chargeurs S.A ★	1320	1310	1310	– 0 76
795	Cica	840	834	834	– 0 71
1810	Ciments franç. ★	1666	1650	1655	– 0 66
695	Club Méditerr. ★	698	690	686	– 1 72
230	C.M.B. Packag.	228	228	223 50	– 1 97
172	Codetel ★	185	185 50	179 10	– 3 19
420	Cofimeg ★	419	418	418	– 0 24
....	CPR (Par.-R.) ★	470	470	470 10	+ 0 02
895	Colas ★	896	895	886	– 1 11
230	Cpt. Entrepr. ★	247	245	243	– 1 62
1160	Compt. Mod. ★	1238	1225	1218	– 1 62
380	Concept S.A.	400	407	400 10	+ 0 03
1230	Créd. Foncier ★	1330	1321	1322	– 0 60
520	C. F. Internat. ★	538	536	532	– 1 12

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
220	C.C.F. ★	222 10	218 10	216	– 2 76
715	Cr. Lyon. (CI) ★	720	724	710	– 1 39
1200	Crédit Nat. ★	1200	1200	1185	– 1 25
385	C.S.E.E. ★	380	370	366	– 3 68
4030	Damart S.A. ★	4180	4180	4152	– 0 67
2190	De Dietrich ★	2175	2150	2130	– 2 07
220	Dév. P.d.C. (Li)	220	220	220	....
340	Dév. R. Sud-Est	343	345	341	– 0 58
580	D.M.C.	587	585	589	+ 0 34
390	Drouot Assur ★	365	365	365	....
5280	Docks France ★	5280	5010	4965	– 5 97
925	Dumez ★	923	920	894	– 3 14
2340	Eaux (Gén.) ★	2345	2310	2310	– 1 49
495	Ecco ★	494 40	490	480	– 2 91
1100	Electrofinanc. ★	1065	1021	1025	– 3 76
475	El. S. Dassault ★	490	488	479 50	– 2 14
485	Elf-Aquitaine	538	531	533	– 0 93
415	– (certific.) ★	432	430	428	– 0 93
1310	Epeda B.-F.	1400	1400	1380	– 1 43
3000	Essilor ★	3000	3012	2915	– 2 83
1430	Essil. Int.(DP) ★	1415	1405	1405	– 0 71
610	Esso S.A.F. ★	697	695	686	– 1 29
2650	Eurafrance ★	2650	2626	2600	– 1 89
1980	Eurocom ★	1989	1990	1980	– 0 45
92	Eurodisneyland	94 60	94	93 80	– 0 85
4450	Euromarché ★	4800	4740	4645	– 3 23
1040	Europe nº 1 ★	1068	1060	1051	– 1 59
53	Eurotunnel ★	65	61	62 85	– 3 31
1920	Exor ★	2015	2018	2010	– 0 25
1580	Facom ★	1740	1739	1710	– 1 72
1220	Fichet-Bauche ★	1162	1165	1150	– 1 03
205	Finextel ★	218 20	215 10	215 10	– 1 42
355	Fives-Lille ★	425	412	411 50	– 3 18
2460	Fromager. Bel ★	2565	2555	2555	– 0 39
1980	Gal. Lafayette ★	2150	2115	2102	– 2 23
640	Gascogne ★	569	552	552	– 1 25
1710	Gaz et Eaux ★	1770	1730	1720	– 2 82
910	Géophysique ★	1100	1100	1120	+ 1 82
635	Gerland ★	690	690	686	– 0 58
715	Groupe Cité ★	739	731	729	– 1 35
2280	Gr. Victoire	2265	2240	2120	– 6 40
1140	– (certif.)	1127	1093	1093	– 3 02
1180	GTM-Entrep. ★	1385	1380	1370	– 1 08
1220	Guyenne-Gas. ★	1280	1275	1229	– 3 98
390	Hachette ★	413	400	400	– 3 15
1380	Havas ★	1390	1382	1380	– 0 72
625	Hénin (La) ★	636	633	625	– 1 73
1260	Hutchinson ★	1275	1280	1285	+ 0 78
325	Imétal ★	330	327 50	323 40	– 2
135	Ingénico ★	150	149 50	149 90	– 0 07
5830	Inst. Mérieux ★	6090	6000	6160	+ 1 15
520	Interbail ★	525	525	524	– 0 19
1650	Intertechnique ★	1785	1780	1780	– 0 28
1260	J. Lefebvre ★	1237	1220	1206	– 2 51
1210	Labinal ★	1235	1244	1240	+ 0 40
2590	Lab. Bellon ★	2505	2530	2545	+ 1 60
1490	Lafarge-Coppée	393 50	390	389	– 1 14

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1430	Labon ★	1438	1420	1400	– 2 64
3850	Legrand ★	3885	3850	3800	– 1 77
1900	Legrand (DP) ★	1945	1960	1960	+ 0 77
2080	Leroy-Somer ★	2090	....	....	....
770	Locabail Im. ★	799	780	781	– 2 25
515	Locafrance ★	526	511	520	– 1 14
870	Locindus ★	881	880	880	– 0 12
360	Luchaire ★	435	418 90	418	– 3 91
5110	L.V.M.H. ★	5310	5220	5250	– 1 13
535	Lyonn. Eaux ★	576	573	575	– 0 17
77	Mais. Phénix ★	80	80 90	79 90	– 0 13
310	Majorette (Ly) ★	338	332	338	+ 0 60
490	Mar. Wendel ★	485	480 10	480	– 1 03
395	Matra ★	391 50	388 60	386	– 1 40
4900	Merlin-Gerin ★	4935	4907	4920	– 0 30
280	Metaleurop ★	257 90	252	253 80	– 1 59
240	Métrologie Int. ★	235	235	232 90	– 0 89
163	Michelin	171 70	169 80	169 50	– 1 28
1370	Midi (Cie)	1425	1398	1418	– 0 49
176	Midl. Bk SA ★	180	179	179	– 0 56
480	Min Salsig (Ma)	455	475	475	+ 4 40
189	M.M.B.M. ★	199 50	198	194	– 2 76
143	Moulinex ★	149	149	141	– 5 37
....	Navig. Mixte ★	1888	1888	1888	....
190	Nord-Est ★	199 90	197 50	196 80	– 1 55
315	Nordon (Ny)	360	360	360	....
795	Nouvelles Gal. ★	805	805	800	– 0 62
785	Occid. (Gén.) ★	784	780	775	– 1 15
1620	Omn.F.Paris ★	1663	1659	1630	– 1 98
400	Olipar ★	427	424	417 50	– 2 22
4680	Oréal (L') ★	4910	4900	4879	– 0 63
715	Paribas	714	704	702	– 1 68
1650	Pechelbronn ★	1610	1606	1614	+ 0 25
305	Pechiney CIP ★	303 50	303 30	304	+ 0 16
196	Pechiney Int.	192	192	188 10	– 2 03
580	Penhoët ★	606	600	582	– 3 96
1480	Pernod-Ricard ★	1515	1500	1490	– 1 65
800	Peugeot S.A.	802	795	797	– 0 62
470	Plastic Omn. ★	489	485	484	– 1 02
690	Poliet ★	580	580	566	– 2 41
1180	Précabail Sic. ★	1237	1225	1225	– 0 97
905	Primagaz ★	920	921	918	– 0 22
700	Printemps ★	766	761	750	– 2 09
4410	Promodès ★	4450	4390	4300	– 3 37
530	Radiotechn. ★	578	567	583	+ 0 87
175	Raff. D. Total ★	176	175	174	– 1 14
3560	Redoute (La) ★	3560	3555	3630	+ 1 97
450	R.-Poulenc CIP ★	463	461	453	– 2 16
350	Robur Franc.	355	358	358	+ 0 85
172	Rochette (La)	154 90	154 60	152	– 1 87
2150	Roussel-Uclaf ★	2347	2348	2340	– 0 30
4880	R. Impér. (Ly)	4850	4840	4760	– 1 86
187	Sade	187	186 50	186 50	– 0 27
1580	Sagem ★	1560	1560	1550	– 0 64
620	Saint-Gobain	657	650	641	– 2 44
1620	St-Louis ★	1599	1605	1590	– 0 56
2970	Salomon	2923	2890	2816	– 3 66

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
585	Salvepar	585	581	581	– 0 68
1070	Sanofi ★	1136	1120	1109	– 2 38
1680	S.A.T. ★	1450	1460	1470	+ 1 38
315	Saul-Chât. (B) ★	344	339	344	....
1000	Sequanaise (Na)	1080	1085	1086	– 0 46
920	Schneider ★	957	936	939	– 1 88
51	S.C.O.A. ★	43	43 40	43	....
1120	S.C.R.E.G. ★	1196	1200	1200	+ 0 33
1080	Seb ★	1175	1171	1175	....
500	Sefimeg ★	525	528	540	+ 2 86
605	Sextant A.	616	610	607	– 1 30
1600	S.F.I.M. ★	1645	1685	1608	– 2 25
235	S.G.E. ★	249	248 10	249	....
840	Silic ★	835	830	840	+ 0 60
610	Simco	617	620	620	+ 0 49
1060	Sk. Rossignol ★	1074	1070	1050	– 2 23
925	Sligos ★	910	905	905	– 0 55
530	Société Génér.	528	520	522	– 0 76
141	Sodecco	141 10	141	141	– 0 07
173	Sodero (Na)	170	170	170	....
755	Sodexho ★	769	768	746	– 2 99
98	Sogenal (Ny)	104	103 90	103 90	– 0 10
465	Sogerap ★	490	485	494 90	+ 1
2530	Somm-Allib. ★	2644	2644	2580	– 2 42
1840	Source Perrier ★	1843	1841	1827	– 0 87
775	Sovac ★	739	739	736	– 0 41
730	Spie-Batignol. ★	723	722	730	+ 0 97
1180	Strafor ★	1206	1207	1200	– 0 50
435	Suez	449	443	449	....
410	Synthelabo ★	442	452	441	– 0 23
149	Thomson-C.S.F.	151 50	149 30	148	– 2 31
550	Total (CFP) ★	569	555	556	– 2 28
103	– (certific.) ★	105 30	105 60	103 50	– 1 71
395	Truffaut (Fin.)	412	412	410	– 0 49
455	U.F.B.-Locab. ★	455 50	454	456	+ 0 11
1100	U.I.C. ★	1110	1100	1111	+ 0 09
700	U.I.F. ★	701	700	686	– 2 14
970	U.I.S. ★	1000	971	990	– 1
235	U.C.B. ★	243	241 20	243	....
890	Unibail ★	885	886	887	+ 0 23
820	Valéo ★	835	837	830	– 0 60
455	Vallourec ★	481 30	477	470	– 2 35
410	Via Banque ★	402	401	398	– 1
1350	Zodiac	1400	1396	1362	– 2 71
990	Elf-Gabon ★	1144	1120	1138	– 0 52
130	Amax Inc.	140 20	140	140	– 0 14
187	Amer. Express	200 20	200 40	200 40	+ 0 10
270	Amer. Teleph.	263 10	256 50	256	– 2 70
178	Anglo Amer. C.	192	199	201 50	+ 4 95
590	Amgold	575	574	577	+ 0 35
295	Banco Santander	304	301	301	– 0 99
965	BASF (Akt)	1059	1056	1058	– 0 09
980	Bayer	1099	1093	1095	– 0 36
116	Buffelsfont.	110	110 50	111 70	+ 1 55
192	Chase Manh.	203 50	200	196 10	– 3 64
116	Echo Bay Mines	109 50	111	112	+ 2 28
98	De Beers	106	101	102	– 3 77

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
2840	Deutsche Bank	2844	2850	2850	+ 0 21
1410	Dresdner Bank	1471	1480	1481	+ 0 68
87	Driefontein Cstd	85 80	88	88	+ 2 56
735	Du Pont-Nem.	725	713	713	– 1 66
245	Eastman Kodak	241 60	245 10	245 10	+ 1 49
33	East Rand	32	32 95	32 90	+ 2 81
285	Electrolux	277	281 20	281 20	+ 1 52
815	Ericsson	870	861	861	– 1 03
295	Exxon Corp.	284	283	283	– 0 35
245	Ford Motors	263 60	260	255	– 3 23
85	Freegold	83	84 20	84	+ 1 20
175	Gencor	178	183	184	+ 3 37
375	Gén. Electr.	382 50	377 50	374	– 2 22
545	Gén. Belgique	561	560	560	– 0 18
245	Gen. Motors	255	253	252	– 1 18
57	Gd Metropolitain	60 60	61 50	61 50	+ 1 49
50	Harmony	48 95	51 30	51 70	+ 5 62
270	Hewlett-Packard	279	276	275	– 1 43
61	Hitachi	63 45	63 15	63 05	– 0 63
820	Hoechst Akt.	1030	1017	1010	– 1 94
118	Homestake	112 60	114	114	+ 1 24
106	Imp. Chemical	112 90	110 80	110 80	– 1 86
560	IBM	576	572	572	– 0 69
350	ITT	341	333 90	332 90	– 2 38
189	Ito-Yokado	186 20	183	183	– 1 72
200	Mac Donald's	198	191 80	191 80	– 3 13
93	Matsushita	95	94 10	95 10	+ 0 11
22	Maxwell	21 10	21 05	21 05	– 0 24
450	Merck	455	444	444	– 2 42
475	Minnesota M.	470	461	461	– 1 91
360	Mobil Corp.	350	346	346	– 1 14
240	Morgan J.P.	255	252	252	– 1 18
32800	Nestlé	33610	33740	33800	+ 0 57
1080	Nixdorf	1098	1080	1058	– 3 64
143	Norsk Hydro	151 70	151 80	152	+ 0 20
198	[illegible]	194	198 50	199 60	+ 2 89
1890	Petrofina	2056	2053	2053	– 0 10
240	Philip Morris	242	242	236	– 2 48
138	Philips	140	137	137	+ 0 47
111	Placer Dome	111 10	109	109 20	– 1 71
360	Quilmès	397	398	398	+ 0 25
510	Randfontein	538	540	545	+ 1 30
440	Royal Dutch	445 50	438	434 90	– 2 38
53	Rio Tinto Zinc	56	55 10	55 30	– 1 25
22	Saat. & Saatchi	26	26 20	26 15	+ 0 58
70	St Helena Co	75 50	76 50	76 40	+ 1 19
280	Schlumberger	279 50	277 30	275	– 1 61
45	Shell transp.	45 90	45	45	– 1 96
2280	Siemens A.G.	2501	2515	2518	+ 0 68
345	Sony	346	343	343 50	– 0 72
151	Sumitomo	145	142	141	– 2 76
46	Telefonica	48 05	48 10	48 40	+ 0 73
220	T.D.K.	230	221	221	– 3 91
51	Toshiba Corp.	51 45	50 90	50 90	– 1 07
475	Unilever	492 70	487	484	– 1 77
310	Unit. Techn.	310	312	311	+ 0 32
650	Vaal Reefs	656	662	658	+ 0 30
415	Volvo	419 50	420	420	+ 0 12
300	West Deep	295	298	296	+ 0 34
330	Xerox Corp.	339 50	338	339	– 0 15
137	Yamanouchi	139 50	138 80	138 80	– 0 50
2 42	Zambia Corp.	2 73	2 75	2 74	+ 0 37

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	120 40	5 545
9,80 % 78/93	99 05	4 833
10,80 % 79/94	100 80	3 728
13,25 % 80/90	100 90	7 950
16,20 % 82/90	100 12	15 978
16 % juin 82	101 90	8 337
14,60 % fév. 83	103 88	12 840
13,40 % déc. 83	110 05	0 881
12,20 % oct. 84	103 70	3 075
11 % fév. 85	106 88	9 674
10,26 % mars 86	101 15	8 489
OAT 10 % 2000	102 18	6 192
OAT 9,90 % 1997	102	0 705
OAT 9,80 % 1996	99 85	9 209
Ch. France 3 %	142 50	..
CNB Bques janv. 82	98 30	0 169
CNB Paribas	98 85	0 169
CNB Suez	99 15	0 169
CNI janv. 82	98 25	0 169
PTT 11,20% 85	103 20	1 215
CFF 10,30% 86	99 46	8 965
CNE 11,50% 85	102 10	6 210
CNT 9% 86	95	6 125
CRH 10,90% déc. 85	104 20	0 242
C.N.C.A. T.P.	....	106
Caux 4%	2200	217
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	53 400
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..
Métrologie I. 6% 6/7	....	8 010

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté. Fin.)	....	1650
A.G.F. (St Cent.)	....	1087
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	1235
Arbel	....	950
Astorg	....	322 40
Avenir Publicité	....	1700
Axa Midi Assurances	....	345
Bain C. Monaco	....	605
Banque Hypoth. Eur.	....	400
Béghin-Say (C.I.)	....	520
Blanzy-Ouest	....	2116
B.N.P. Intercontin.	....	305
Bénédictine	....	4392 d
B.T.P. (Compagnie)	....	110
Caff	....	....
Cambodge	....	756
C.A.M.E.	....	192
Carbone-Lorraine	....	940
Case-Poclain	....	30 30
C.E.G.Frig.	....	440
Centen. Blanzy	....	6490
Cerabati	....	150

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	152	150 50
C.I.C. (Financ. de)	....	229 o
C.I. Maritime	....	738
Citram (B)	2400	2400
Clause	....	1025
Cofradel (Ly)	....	....
Cogifi	....	386
Comiphos	....	795
Cie Industrielle	....	9170
Comp. Lyon-Alem.	....	650 d
Concorde (La)	....	1408
C.M.P.	....	20
Créd. Gén. Ind.	....	580
Cr. Universel (Cie)	....	717
Créditel	....	142 20
Darblay S.A.	....	628
Degremont	....	750
Delalande S.A.	....	1855
Delmas Vieljeux	....	4850
Didot-Bottin	....	1200
Eaux Bass. Vichy	....	1346
Eaux Vittel	....	4300
E.C.I.A.	....	1818
Electro-Banque	....	365
Elf-Antargaz	....	1087
E.L.M. Leblanc	....	580
Entrep. Bretagne	....	398
Entrepôts Paris	....	1633 o
Europe Soudure Indust.	....	95
Eternit	....	2290
Finalens	....	221
FIPP	....	248
Fnac	....	1890
Foncière (Cie)	....	845
Fonc. Lyonnaise	....	902
Foncina	....	530
Forinter	....	....
Fougerolle	....	925
France I.A.R.D.	....	1400
France (La)	....	17170
From. Paul Renard	....	2090
GAN	....	2090
G.F.I.I.	....	318
Gaumont	....	845
Genefim	....	359
Gévelot	....	570
Gr. Fin. Constr.	....	418
Gds Moulins Paris	....	1460
G. Transp. Ind.	....	819
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Immindus	....	....
Immobail	....	430
Immobanque	....	799
Immob. Marseille	....	8810
Immofice	....	540
Invest. (Sté Cent.)	....	3210
Jaeger	....	249
Lambert Frères	....	520
Lille-Bonnières	....	1850
Loca-Expansion	....	280
Locafinancière	....	405
Locatel	....	437
Louis Vuitton	....	1355
Louvre (Sté)	....	4150
Lucia	....	1950
Machines Bull	....	68 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magasins Uniprix	....	169
Magnant S.A.	....	124
Maritimes Part.	....	392
Métal Déployé	....	501
Mors	....	155
Navig. (Nat. de)	....	220
Nozal	....	285
Optorg	....	410
Oréal (L') C.I.	2300	2285
Origny-Desvroise	....	1340
Palais Nouveauté	....	1150
Paluel Marmont	....	718
Parfinance	....	249
Paribas-CIP	376	....
Paris France	....	224
Paris-Orléans	....	259
Partnaire	....	452 40 d
Pauwn. Réq. Dir.	....	1645
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	2258
P.L.M.	....	435 80
Porcher	....	730
Promodès	1781	1690
Publicis	....	1119
Rochefortaise S.A.	....	1079
Rosario (Fin.)	....	600
Rougier et Fils	....	410
Rozières (usine de)	....	600
Sacer	....	770
SAFAA	....	430
Safic-Alcan	....	824
SAFT	....	2990
Saga	....	230 50
Salins du Midi	....	634
Satam	....	130
Savoisienne (M)	350	350
SCAC	....	679
Senelle Maubeuge	....	495
S.E.P. (M)	189 50	185
Sicli	....	460
Simnor (Li)	....	....
Siseim	....	415
Siph (Plant. Hévéas)	....	471
Sofal financière	....	772
Sofical	....	1130
Soffo	....	663
Soficomi	....	720
S.O.F.I.P. (M)	449	449
Sofragi	....	1600
Sopagri	....	180 10 o
Sophia-Bail	....	458
Soudure Autog.	....	981
Sovabail	....	660
Suez (Fin. de)-CIP	245	240
Stami	....	....
Taittinger	....	4275
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	660
Tour Eiffel	....	347
Ufiner S.M.D.	....	610
Ugine A. Chat. Goug.	....	415
U.A.P.	....	628
U.T.A.	....	2677
Vicat	....	3025
Vialpix	....	2404

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Vieux	....	190
Waterman S.A.	....	....
Brass. du Maroc	....	200 d

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1050	....
Akzo	390	410
Alcan Alum	140	136
Algemene Bank	128	126
American Brands	400	401
Arbed	690	....
Asturienne Mines	195	....
Bco Pop Espanol	465	455
Banque Ottomane	1930	1999
B. Régl. Internat.	40000	40500
Br. Lambert	720	729
Canadian-Pacific	125	123 90
Chrysler corporation	112	113 30
CIR	22 50	24
Commerzbank	1040	1030
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	408	402
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1210	....
Glaxo	150	148 10
Goodyear	288	285
Grace and Co	192	190
GTE corporation	409 60	....
Honeywell Inc.	591	485
Johannesburg	1500	....
Kubota	53	52 50
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	36 90	....
Mineral-Ressourc.	96 85	94
Noranda	120	120 10
Olivetti	21 90	22
Pakhoed Holding	430	435
Pfizer Inc.	413	407
Procter Gamble	386 10	400
Ricoh Cy Ltd	53	50
Rolinco	316	313
Robeco	320	318
Rodamco	236 20	236 20
Saipem	9 90	10
Sama Group	36	36 90
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	148	140
Steel Cy of Can.	106	....
Tenneco	350	336
Thorn EMI	74 50	74 50
Toray indust. inc	41 20	42
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1450	1441
West Rand	14 50	15 40
Whitman Corporation	161	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	315	....
Buitoni	860	....
Calciphos	196	182
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	360	....
Cogenkor	120	110 40 o
C. Occid. Forestière	180	....
Copamex	346	370 d
Europ. Accumul.	70 10	70 10
Gachot	125	125
Guy Degrenne	590	550 o
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Merlin Immobilier	240	....
Nicolas	921	....
Particip. Perrier	366	366
Rorento N.V.	176 10	176 10
St-Gobain-Emballage	2150	1980
Sema-Metra	295	302 50
S.E.P.R.	2610	2400 o
S.P.R.	590	....
Sté Lecteurs du Monde	450	481
Ulinor	390	....
Union Brasseries	104	....
Wonder	1470	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 783	5 731	5 570	6 070
ECU	6 896	6 898	....	....
Allemagne (100 DM)	341 660	341 430	330 500	351
Belgique (100 F)	16 255	16 257	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl.)	302 550	302 370	292 500	311 500
Danemark (100 krd)	87 750	87 910	85	92
Norvège (100 k)	88 010	87 900	85	92
Grande-Bretagne (£ 1)	9 425	9 428	9 100	9 800
Grèce (100 drachmes)	3 658	3 663	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 563	4 583	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	372 800	374 880	362	386
Suède (100 krs)	93 480	93 100	90	97
Autriche (100 sch)	48 580	48 540	47	50 100
Espagne (100 pes.)	5 279	5 230	5 050	5 600
Portugal (100 esc.)	3 864	3 869	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	4 990	4 937	4 800	5 200
Japon (100 yens)	4 023	3 963	3 850	4 080

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/1
Or fin (kilo en barre)	74800	74650
Or fin (en lingot)	74800	75000
Pièce française (20 fr)	439	441
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	488	487
Pièce latine (20 fr)	431	431
Souverain	544	546
Pièce de 20 dollars	2890	2890
Pièce de 10 dollars	1500	1500
Pièce de 5 dollars	980	.....
Pièce de 50 pesos	2805	2815
Pièce de 10 florins	449	448
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 8/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1160 90	1132 59
Actifica	242 33	235 84
Actions France	613 63	591 45
Actions sélectionnées	708 62	683 01
Aedificandi	688 08	663 21
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1252 13	1221 59
A.G.F. 5000	723 52	705 87
A.G.F. ECU	1078 45	1067 77
A.G.F. Foncier	127 86	124 74
A.G.F. Interfonds	441 50	430 73
A.G.F. Invest	137 31	133 96
A.G.F. OBLIG.	1115 34	1109 79
A.G.F. Sécurité	11058 46	11058 46
Agfimo	729 58	711 78
Alizé	207 88	200 37
A.L.T.O.	177 65	171 23
Améri-Gan	6641 49	6340 32
Amplitude	670 30	650 78
Arbitrages court terme	5741 64	5730 17
Associc	1153 47	1153 47
Atout Futur	380 07	367 57
Aurecic	1507 61	1483 70
Avenir C.I.C.	114 28	110 95
Avenir Alizés	1576 65	1545 74
Axa Europe	124 65	119
Axa Investissements	133 12	127 08
Axa N.P.I.	107 17	102 31
Axa Valeurs PER	138 75	132 46
Bred Associations	2583 87	2576 14
Capiocic	1036 24	1022 93
Capital Plus	1673 19	1673 19 ◆
Cardan-Pierre	36 38	34 81 ◆
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Cousic	1050 34	1034 82
Comptavalor	5834 07	5825 63
Comptanuelle	113 24	109 94
Convertimmo	437	420 19
Credinter	550 89	534 65
Crédit Mutuel Capital.	1039 65	1019 26
Dinas	1190 58	1151 43
Drouot-France	914 91	873 42
Drouot-Investiss.	1116 97	1086 32
Drouot-Sécurité	255 09	243 52
Drouot-Sélection	147 16	140 49
Ecucic	1160 12	1133 12
Ecureuil Capitalisation	2061 28	2040 85
Ecureuil Investissement	421 04	409 76
Ecureuil Monépremière	53498 04	53498 04
Ecureuil Monétaire	31511 45	31511 45
Ecureuil Trimestriel	1970 38	1950 87
Elicash	2223774	2223774 ◆
Energia	279 76	267 07
Eparcic	2878 36	2878 36
Epacourt Sicav	4320 13	4309 36
Epargne Associations	25489 05	25460 86
Epargne-Capital	6687 41	6612 29
Epargne Court-Terme	544 81	544 81
Epargne Croissance	1701 40	1655 86
Epargne-Industr.	101 13	98 42
Epargne Inter	615 19	598 72
Epargne J	58124 35	58124 35
Epargne Long-Terme	195 16	189 94
Epargne Monde	1398 99	1361 54
Epargne Première	11774 58	11696 94
Epargne-Oblig.	196 73	191 46
Epargne-Quatre	1077 27	1048 44
Epargne-Unie	1423	1371 57
Epargne-Valeur	466 71	454 22
Epsilon	1161 40	1149 99
Eurocic Leaders	1151 16	1117 62
Eurodyn	1220 20	1180 08
Euro-Gan	7551 77	7209 33
Foncicav (div. par 10)	11453 18	11453 18
Foncival	274 32	265 69
France Avenir 4/4 Ret.	......	......
France-Gan	10142 05	9682 15
France-Garantie	268 76	268 24

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Index Sicav	119 11	116 26
France-Investiss.	459 92	448 70 ◆
France-Obligations	457 05	452 52
Francic	515 10	500 10
Francic Pierre	126 73	123 04
Francic Régions	1347 34	1308 10
Fructi-Associations	28 76	28 76
Fructi-Epargne	30 06	29 33
Fructicapi	34 09	33 58
Fructicourt	113938 37	113938 37
Fructidor	236 46	232 97
Fructifrance	997 74	973 40
Fructimmo	33 11	32 30
Fructivar	4416 82	4405 81
Fructi ECU	572 59	564 13
Fructi-Première	10819 80	10659 90
Futuroblig	1152 75	1114 85
Gestilion	59005 94	58858 79
Gestion Associations	164 39	160 77
Horizon	1270 54	1233 53
Interépar	108922 63	103808 38
Interoblig.	11879 80	11422 88
Intersélect France	577 30	560 49
Japacic	200 09	194 26
Jeune épargne	241 43	237 86
Laffitte-Amérique	234 16	223 54
Laffitte Europe	302 92	289 18
Laffitte-Expansion	295 68	282 27
Laffitte-France	374 13	357 16
Laffitte-Immobilier	276 78	264 23
Laffitte-Japon	452 10	431 60
Laffitte-Oblig.	138 35	132 08
Laffitte–Rend.	191 24	182 57
Laffitte-Tokyo	392 84	374 84
Latitude	5450 88	5442 72
Lauri Court terme	10189 96	10189 96
Lauri Long terme	5469 77	5300 75
Lion-Associations	11620 89	11620 89
Lion-Institutionnels	23528 83	23470 15
Lionplus	775 65	767 87
Lion Trésor	2154 26	2132 83
Livret Bourse Investis.	568 55	551 99
Livret portefeuille	753 98	732 02
Méditerranée	205 82	196 49
Mensuel CIC	10087 23	9986 36
Mondiale Investissem.	457 56	436 81 ◆
Monecic	5606 06	5606 06
Monodem	53965 25	53965 25
Moné J.	58508 26	58508 26 ◆
Mutualité Dépôts	10866 35	10844 66
Mutuelle Unie Sél.	156 10	149 02
Natio-Epargne	14192 44	14051 92
Natio.-Epargne Trésor	8341 08	8328 42
Natio-Court terme	226654	226654
Natio-Inter.	1181 70	1150 07
Natio-Monétaire	20507 59	20507 59
Natio.-Obligations	538 63	525 19
Natio.-Patrimoine	1508 63	1469 25
Natio-Placements	66588 75	66588 75
Natio-Revenus	1015 79	1005 73
Natio.-Sécurité	11400 80	11400 80
Natio.-Valeurs	883 01	859 38
Nippon-Gan	7068 44	6747 91
Nord-Sud Développ.	1246 48	1242 97
Normatif	12130 14	11892 29
Obli Association	122 69	121 67
Oblicic Mondial	2280 61	2248 91 ◆
Oblicic Régions	1034 81	1019 52
Oblig. toutes catég.	149 79	146 59
Oblifon	1080 68	1058 98
Oblisécurité	10321 85	10321 85
Oraction	1292 22	1249 73
Orvalor	6329 02	6100 28
Paribas Epargne	16621 59	16598 41
Paribas Opportunités	129 51	124 23
Paribas Patrimoine	572 54	549 20
Paribas Revenu	89 88	88 99

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	178 63	175 32
Parvalor	709 40	688 74
Phenix Placements	266 41	258 65
Pierre Investiss.	781 13	762 08 ◆
Placement A	1254 58	1229 98 ◆
Placement crt-terme	72292 76	72149 46 ◆
Placement J	5786 93	5775 38 ◆
Placement Premier	53609 69	53602 68 ◆
Pléniade	117 11	113 98
Poste Gestion	52441 17	52441 17
Première Obligations	10933 31	10922 39
Prévoyance Ecureuil	114 10	111 05
Priv'Association	23644 17	23644 17
Quartz	127 21	124 08
Rentacic	182 58	180 18
Revenus Trimestriels	5293 82	5241 41
Revenu Vert	1138 06	1121 24
St-Honoré Bio-aliment.	965 27	921 50
St-Honoré Global	287 67	274 63
St-Honoré Matignon Pl.	246 84	235 65
St-Honoré Pacifique	834 92	806 13
St-Honoré P.M.E.	564 59	538 99
St-Honoré Réel	12079 10	12030 98
St-Honoré Services	539 98	519 21
St-Honoré Technol.	840 16	802 05
Sécuricic	1417 52	1416 10
Sécuri Taux	11269 45	11269 45
Sicamdes (Candem BP)	701 38	691 01
Sicav-Associations	1497 84	1495 60
S.F.I. fr. et étr.	734 46	713 10
Sicav 5000	456 52	444 30
Slivafrance	720 30	701 02
Slivarr	463 78	451 38
Slivarente	214 13	212 01
Slivinter	447 77	436 79
S.N.I.	1301 79	1263 87
Sogepargne	332 25	320 24
Sogeur	1165 57	1112 72
Soginter	1442 17	1376 77
Soleil Investissement	584 32	567 82
Stratégie Actions	1245 89	1197 97
Stratégie Rendement	1184 87	1129 20
Technocic	1192 21	1157 49
Techno-Gan	6479 82	6186 99
Thetys	525 24	520 04
Transcontinents	89 85	89 09
Trésor Plus	1038 81	1028 52
Trésor Réel	11533 56	11533 56
Trésoricic	112029 32	112029 32
Trilion	5085 29	5034 94
U.A.P. Investiss.	494 08	476 22
U.A.P. moyen terme	110 45	108 46
Uni-Associations	110 97	110 97 ◆
Unifrance	633 07	610 19
Unifoncier	1623 17	1488 12
Uni-Garantie	1347 89	1321 52
Uni-Régions	3414 90	3291 47
Univante	2320 42	2244 12
Univer	194 47	194 47 ◆
Univers-Actions	1336 07	1292 14
Univers-Obligations	1622 64	1589 19
Valorem	605 42	590 65
Valorg	1691 55	1689 86
Valrel	42957 79	42938 32
Vauban	23317 92	23294 80

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

ANGOLA

M. Holden Roberto propose un plan de paix

Tandis qu'était ajourné le sommet africain sur le processus de paix en Angola qui devait se tenir à Luanda, le chef du premier mouvement nationaliste sous la colonisation portugaise, celui qui donna le signal de la révolte dès le début des années 60, M. Holden Roberto, fondateur du Front national de libération de l'Angola (FNLA), a proposé un plan de paix au cours d'une conférence de presse à Paris, lundi 8 janvier.

Parce que *« les événements en Europe de l'Est dévoilent les aspirations profondes des peuples à se doter librement d'institutions de leur choix »*, celui qui a toujours fait profession d'anticommunisme malgré une alliance tactique avec Pékin, à l'époque de la rivalité sino-soviétique, veut que son pays s'engage dans un processus analogue à ce que s'est passé en Namibie. M. Holden Roberto propose l'organisation d'une table ronde réunissant *« les représentants historiques du peuple angolais, signataires des accords d'Alvor »* par lesquels, en 1975, le Portugal accorda l'indépendance après des discussions avec les différents mouvements nationalistes, dont faisait partie le FNLA. En vue d'élaborer une charte créant les conditions pour l'instauration d'institutions démocratiques et d'élections libres, il demande *« la constitution d'une force multinationale des Nations unies composée de pays ayant toujours adopté une attitude de neutralité absolue dans le conflit angolais »*.

Ensuite, pendant une période de transition de dix-huit mois, M. Holden Roberto propose que le président dos Santos *« continue à assurer la continuité de l'Etat, en consultation permanente avec les leaders de l'UNITA et du FNLA, jusqu'aux élections libres sous la supervision du secrétaire général de l'ONU »*.

Agé de soixante-sept ans, M. Holden Roberto n'a jamais renoncé à jouer un rôle en Angola, bien que ses troupes, naguère actives, aient abandonné la lutte armée, après l'arrêt de l'aide américaine. Il s'appuie sur les Bakongos, qui peuplent le nord de l'Angola et la région frontalière du Zaïre. Détenteur, nous a-t-il dit, de *« plusieurs passeports de pays amis »*, il séjourne en Europe, aux Etats-Unis et en Afrique. Son dernier voyage au Zaïre remonte à juillet 1989 et il était en Côte-d'Ivoire de septembre à novembre. Bien qu'il ne dispose guère de moyens militaires, ceux qui le soutiennent en Europe font valoir qu'il pourrait aider à sortir de l'impossible tête-à-tête entre MM. Savimbi et dos Santos.

J. de la G.

L'ESSENTIEL

Le numéro du « Monde » daté 9 janvier 1990 a été tiré à 582 923 exemplaires.

CAMBODGE

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se rencontreront le 15 janvier à Paris

Une réunion sur la situation au Cambodge des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS) aura lieu les 15 et 16 janvier à Paris, siège de la Conférence internationale sur le Cambodge d'août dernier. Cette réunion, au niveau des vice-ministres des affaires étrangères, a été proposée par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, alors que les Khmers rouges ont lancé une offensive contre Battambang, la deuxième ville du Cambodge. Elle a pour but de trouver une solution afin de débloquer la situation dans ce pays en guerre depuis vingt ans.

Les représentants des Cinq – dont le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Rogatchev, actuellement en visite à Pékin – étudieront les différentes initiatives pour tenter de résoudre pacifiquement une crise qui s'envenime, et en particulier la proposition australienne d'administration provisoire du Cambodge par l'ONU pendant une période transitoire, avant des élections. Un haut fonctionnaire australien, M. Costello, effectue actuellement une tournée pour défendre ce plan – dit « plan Evans », du nom du chef de la diplomatie de Canberra, – et il est attendu jeudi à Paris.

Par ailleurs, la radio khmère rouge a rejeté lundi la récente proposition faite par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, d'un moratoire sur l'aide militaire étrangère aux quatre parties cambodgiennes – celle de Phnom-Penh et les trois factions de la résistance. Pour cette radio, il s'agit de *« foutaises »* et d'*« un exercice de propagande mensongère »* qui *« n'a pas de valeur »*. – *(AFP, UPI, AP, Reuter.)*

Deux Palestiniens tués en Cisjordanie dont un enfant de onze ans

Deux Palestiniens, dont un garçon de onze ans, ont été tués, lundi 8 janvier, par les tirs de soldats israéliens lors de heurts avec des manifestants à l'occasion d'une opération de ratissage dans le village de Beit-Rima, en Cisjordanie, a-t-on indiqué de sources palestiniennes. Dans la région de Ramallah, près de Jérusalem, les autorités ont fait détruire cinq maisons de Palestiniens accusés d'avoir attaqué des *« collaborateurs »* présumés. L'armée a, en outre, procédé à une centaine d'arrestations.

D'autre part, à la suite de l'interdiction faite par les autorités à l'une des principales personnalités nationalistes des territoires occupés, M. Fayçal Husseini, ainsi qu'à plusieurs syndicalistes palestiniens, de se rendre à l'étranger pendant trois mois, le Département d'Etat américain s'est déclaré *« extrêmement inquiet »*. *« Au moment où toutes les parties devraient travailler à l'ouverture d'un dialogue israélo-palestinien, cette mesure envoie un mauvais message aux Palestiniens favorables au dialogue plutôt qu'à l'affrontement et à la violence »*, a déclaré lundi le porte-parole du Département d'Etat, exprimant l'espoir que les autorités israéliennes reviendraient sur leur décision.

Membre du Likoud – le parti du premier ministre Itzhak Shamir – le maire de Tel-Aviv, M. Shlomo Lahat, s'est, quant à lui, déclaré favorable à l'ouverture d'un dialogue entre Israël et l'OLP de M. Yasser Arafat. M. Lahat, qui a déjà été rappelé à l'ordre dans le passé par la direction de son parti pour avoir prôné un compromis territorial, a indiqué qu'il était partisan de *« parler avec quiconque peut faire avancer la paix, y compris Yasser Arafat lui-même »*. *« Parler avec l'OLP n'est pas un but mais un moyen de parvenir à la paix »*, a-t-il encore estimé, pour conclure : *« M. Shamir parlera en fin de compte avec l'OLP et je ne pense pas qu'il y ait d'autre solution. – (AFP.)*

Un sondage sur la santé

Une forte majorité de Français souhaitent une réglementation plus stricte contre le tabac et l'alcool

Les Français sont majoritairement favorables à une série de mesures comme l'augmentation du prix du tabac ou le non-remboursement par la Sécurité sociale des médicaments tranquillisants et des somnifères, que réclament de nombreux spécialistes de la santé publique. Tel est le principal enseignement d'un sondage publié, mardi 9 janvier, par le quotidien *la croix (1)*.

On apprend ainsi que 50 % des personnes interrogées (contre 35 %) souhaitent *« une forte augmentation du prix des boissons alcoolisées »* et que 56 % (contre 32 %) souhaitent une forte augmentation du prix du tabac pour freiner la consommation. Cette proportion passe à 55 % (contre 39 %) en ce qui concerne le non-remboursement par la Sécurité sociale des tranquillisants et des somnifères, sauf en cas de maladie de longue durée.

Ces résultats soulignent très clairement l'importance accordée aux méfaits du tabac, mais aussi du tabagisme passif. Ainsi, 80 % des personnes interrogées souhaitent une réglementation stricte sur les lieux de travail limitant les endroits où il est possible de fumer, ainsi que la mise en place de zones particulières pour les fumeurs dans les restaurants. 90 % souhaitent qu'on interdise aux adultes de fumer en présence des élèves dans les écoles et 69 % (contre 16 %) souhaitent l'interdiction de toute publicité pour les cigarettes.

De la même manière, une majorité de Français (60 % contre 20 %) souhaitent que l'on interdise toute publicité (télévision, radio, cinéma, presse écrite et affichage) pour les boissons alcoolisées y compris pour la bière.

Ce sondage fait suite au rapport sur la santé publique qu'avait demandé M. Claude Evin, ministre de la santé, aux professeurs Dubois, Grémy, Got, Hirsch et Tubiana, ainsi qu'à l'appel lancé par ces derniers dans nos colonnes (*le Monde* des 14 et 15 novembre 1989). *« Il serait grave pour l'avenir de la démocratie que le gouvernement et le Parlement ne respectent pas ce souhait de bon sens de défendre une liberté essentielle : ne pas être conditionné à des consommations qui font mourir prématurément plus de cent mille Français chaque année*, écrivent dans *la Croix* ces cinq spécialistes de santé publique. *Nos gouvernants doivent avoir le courage de prendre des décisions conformes aux désirs de la majorité malgré les pressions des intérêts particuliers. »*

(1) Sondage SOFRES effectué auprès d'un échantillon national de mille personnes du 7 au 8 décembre 1989, pour *la Croix*, *les Dernières Nouvelles d'Alsace* et l'Institut de l'enfance et de la famille.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Hygiène

DITES, les enfants, vous avez pas l'occasion d'aller faire un tour en RFA, là, en ce moment ? Non, je vous demande ça parce qu'ils ont découvert un truc épatant contre le sida, les Allemands. Enfin, pas exactement contre le sida, contre les risques de contamination. Alors, si vous pouviez m'en rapporter une petite provision, ça me rendrait service.

C'est plus particulièrement destiné aux automobilistes, tous obligés d'avoir une boîte de secouriste à bord, au cas très improbable où, passant devant une bagnole écrabouillée sur l'autoroute de leur week-end, ils auraient dans l'idée – désœuvrement, curiosité malsaine, – de stopper et de se pencher sur un corps sanguinolent et disloqué.

Elle contient, cette trousse, du sparadrap, de l'alcool à 90 degrés, des compresses, un thermomètre et tout le tralala. Ce qu'on va y ajouter, c'est un indispensable filtre protecteur à poser sur la gueule de la victime avant de lui filer un patin sous prétexte de bouche-à-bouche, avec tous les dangers que ça comporte des fois qu'il aurait la salive pas nette ou les lèvres gercées, le mec. Ici, je sais pas, mais là-bas, j'ai vu ça dans le *Spiegel*, le bouche-à-bouche, beurk, ça ne tente plus personne. Et, bon, on laisse claquer dix mille cardiaques par an faute de leur avoir sucé la pomme dans les trois minutes qui ont suivi la syncope.

L'intérêt de cette invention géniale ne s'arrête pas là. Elle est appelée à un formidable avenir commercial. Déjà vendue en pharmacie pour à peine 15 balles, elle ne devrait pas tarder à rejoindre les capotes dans tous les distributeurs automatiques. Léger, souple, ce masque transparent est facile à glisser dans une poche de veston, un sac à main ou un tiroir de table de nuit en prévision d'une folle partie de jambes en l'air.

Il va y avoir bientôt des tenues pour ça, pareil que pour le ski ou la plongée sous-marine, vous verrez. Avec des salons de prêt-à-aimer où les grands couturiers pourront rivaliser d'imagination en mariant les couleurs et les formes des capuchons, des protège-baisers et des longues chemises style grand-mère, garnies d'une simple fente. A porter avec des gants et des bottes de chirurgien. Roses ou noirs. Le vert, ça fait un peu salle d'op.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 janvier

Flottement

Le marché parisien se remet difficilement de sa chute en début de semaine. Un certain flottement est enregistré mardi matin. Presque au point d'équilibre à l'ouverture (– 0,06 %), l'indice CAC-40 tend de nouveau à fléchir (– 0,13 % vers 11 heures).

Hausse de Bis, Olipar, BHV, Lebon, Sodexho, Eurotunnel.

Baisse de Groupe Victoire, Bellon, CGE, Sagem, Lyonnaise des Eaux, Locafrance.

